

LE RECRUTEMENT DE LA MAGISTRATURE EN CHINE

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 25 Novembre 1940, à 14 heures

PAR

M. KING SHIH-DING

MEMBRES DU JURY :

PRÉSIDENT : M. ESCARRA, *Professeur*
SUFFRAGANTS { M. SOLUS, *Professeur*
 { M. MAZEAUD, *Professeur*

PARIS
LIBRAIRIE SOCIALE ET ECONOMIQUE
3, RUE SOUFFLOT, PARIS (V°)

1940

**Le Recrutement
de la Magistrature
en Chine**



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LE RECRUTEMENT DE LA MAGISTRATURE EN CHINE

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 25 Novembre 1940, à 14 heures

PAR

M. KING SHIH-DING

MEMBRES DU JURY :

PRÉSIDENT : M. ESCARRA, *Professeur*

SUFFRAGANTS { M. SOLUS, *Professeur*
M. MAZEAUD, *Professeur*

PARIS

LIBRAIRIE SOCIALE ET ECONOMIQUE

3, RUE SOUFFLOT, PARIS (V^e)

1940

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



AVANT-PROPOS

Dans ce travail, nous traiterons du recrutement des magistrats à partir de la réforme judiciaire de la fin des Ts'ing (1906). Néanmoins, avant d'aborder ce sujet, il nous faut exposer sommairement quelques notions essentielles qui nous permettront de retracer toute l'évolution de cette institution.

L'histoire de la Chine s'étend sur plusieurs millénaires. Pour bien se rendre compte de l'institution du recrutement, nous croyons nécessaire d'en dire quelques mots.

L'histoire des premiers siècles de la Chine jusqu'à la dynastie des Tcheou (1134-247 av. J.-C.) est légendaire. Pendant la période des Tcheou, la Chine a connu la féodalité. L'Empire a été créé sous la dynastie des Ts'in (246 av. J.-C.). Ce système de gouvernement dura jusqu'à la révolution de 1912.

A partir des Ts'in, les documents sur la question qui nous occupe sont authentiques. Pour les dernières dynasties, ils sont de plus très abondants. C'est pourquoi nous en parlerons en détail.

La réforme judiciaire de la fin des Ts'ing n'ayant pas répondu à ce que l'on attendait d'elle, on sépara le judiciaire de l'administratif.

Sous le gouvernement démocratique, la capitale fut fixée à Pékin, puis transférée à Nankin au cours de l'année 1927 sous le gouvernement national. Ce dernier comprend cinq *Yuan* ou conseils représentant chacun un pouvoir : exécutif, législatif, judiciaire, d'examen et de contrôle.

Au cours de cette longue évolution, le système de recrutement des magistrats subit de profondes modifications.

La question du recrutement des magistrats en Chine est si complexe que nous avons cru utile de l'exposer chronologique-

ment. Quoique, peut-être, fastidieuse, c'est la méthode qui nous paraît la meilleure pour suivre, tout au long, le cours de cette institution.

Il est bon de souligner ici combien est peu connu en Europe le système judiciaire chinois ; en relation très étroite avec notre sujet, nous sommes obligés d'y insister un peu longuement.

La nomination des magistrats, proprement dits, appartient exclusivement au chef d'Etat, en Chine comme dans la plupart des pays. Mais ce qui est spécial pour la Chine, croyons-nous, c'est la nomination à titre provisoire par le ministre de la justice pour se rendre compte tout d'abord des capacités et de l'honorabilité des candidats. Cette modalité de nomination, *Wei jen*, sera désignée par le mot « charge » (nomination provisoire) ou « charger » (nommer provisoirement).

Nous intercalons, dans notre travail, la transcription en français de chaque terme chinois. Nous nous reportons pour cette transcription au système officiel du ministère des affaires étrangères français. En outre, deux index indiqueront, l'un la transcription française des termes chinois par ordre alphabétique numérotés, et l'autre les caractères chinois répondant aux mêmes numéros.

On peut être étonné que ce sujet n'ait jamais été traité jusqu'ici. Sachant très bien que notre travail est une étude fort modeste, nous nous félicitons cependant de le présenter comme un essai personnel. Cela grâce à la savante direction et aux précieux conseils de notre Maître, M. le Professeur Jean Escarra. Qu'il daigne trouver ici l'expression de notre meilleure gratitude. Notre reconnaissance va aussi à MM. les Professeurs R. Morel, Marcel Granet et Edouard Mestre pour la bienveillance et le dévouement qu'ils n'ont jamais cessé de nous témoi-
gner.

INTRODUCTION

APERÇU HISTORIQUE

(Des origines à la réforme judiciaire de 1906)

A une époque très ancienne il existait des fonctionnaires dont le rôle était de s'occuper exclusivement de la justice, comme le *Sseu K'eou* sous les Tcheou et *T'ing wei* sous les Han. On ne trouvait pas de Cours de justice comme aujourd'hui.

D'après le *Tcheou-li*, nous savons cependant que le système judiciaire était, malgré tout, bien organisé. A partir des Ts'in et des Han, les affaires civiles et criminelles n'étaient plus séparées. Les administrateurs étaient à la fois administrateurs et juges.

Dès la dynastie des Song, les administrateurs des *Hien* et des *Tcheou* furent obligés de s'occuper eux-mêmes de la justice sous peine de sanctions, de sorte que les services judiciaires et administratifs se confondaient de plus en plus.

Le système judiciaire évolua avec celui de l'administration. Plus la hiérarchie administrative était divisée, plus le nombre d'instances augmentait. Par exemple, sous les Ts'ing il y en eut six : *Hien*, *Fou*, *Tou fou* (préfet impérial), *Hing pou*, *San fa sseu*, *Kieou k'ing*. Ce trop grand nombre d'instances, en retardant les jugements, causa un grand préjudice parmi le peuple.

La réforme judiciaire qui eut lieu à la fin des Ts'ing réduisit le nombre d'instances à trois. Les pouvoirs judiciaire et administratif furent séparés, de même que les affaires civiles et criminelles.

Avant la réforme judiciaire de la dynastie des Ts'ing, en principe, le recrutement des fonctionnaires judiciaires ne repo-

sait pas sur un statut spécial. Les assistants judiciaires des administrateurs étaient cependant des spécialistes du droit (1).

Section 1. — Organisation judiciaire

Quelques récits légendaires prétendent que *Po long che*, Dragon blanc, fut juge de Fou-hi ; *Si houo*, flammes de l'ouest, de Chen-nong ; *Po yun che*, nuage blanc de Houang-ti ; *Chouang Kieou che*, Epervier de Chao-kao ; *Si chouei*, Source de l'Ouest, de Kong-kong (2).

Aux temps de Yao et de Chouen, puis sous les Hia, on rencontre déjà des titres. Kao Yao, créateur du droit pénal, grand justicier de Chouen, a le titre de *Che*. Sous les Hia, le grand juge est appelé *Ta li*. Les Yin (Chang) créent le *Sseu k'ou* préposé à la répression du brigandage. Il est probable que ces titres dérivent de systèmes postérieurs (3).

On sait quelle était la puissante organisation administrative et judiciaire par le *Tcheou li*. Dans cet ouvrage semi-utopique, les fonctions judiciaires sont réparties selon un mécanisme très complexe entre le *Ta tsai*, le *Siao tsai*, le *Kong po* dont les attributions sont d'ordre général ; le *Ta sseu t'ou* et le *Siao sseu t'ou*, qui a dans son ressort les affaires civiles ; le *Sseu Kieou*, qui a plutôt un rôle moralisateur, le *Mei che*, juge des mariages ; le *Sseu che*, prévôt des marchés ; le *Ta sseu k'ou* et le *Siao sseu k'ou* chargés des affaires criminelles.

Un tel système ne concorde en rien avec cette époque. Cependant il faut reconnaître que l'auteur de cet ouvrage a su relater les systèmes judiciaires de divers pays de cette période (4).

(1) Jean ESCARRA : *Le droit chinois*, Pékin, Paris, 1936, pp. 251-259.

TCHENG PAO-HOUA : *Commentaire de la loi d'organisation des Cours*, *Fa yuan tsou tche fa tche yi*, Changhai, 1937, pp. 47-52.

LIN T'ING-TCH'ENG : *Etude sur la loi d'organisation des Cours*, *Fa yuan tsou tche fa louen*, Changhai, 1937, pp. 40-43.

TCH'ENG KOU-YUAN : *Histoire du droit chinois*, *Tchong kouo fa tche che*, Comm. Press Ltd., Changai, 1935, pp. 176-188.

CHEN KIA-PEN : *Traité sur les magistrats des dynasties*, *Li tai hing kouan k'ao*, imprimé par le bureau de la codification des lois, *Sieou ting fa liu kouan*.

(2) *Li tai hing kouan k'ao*, ch. I, pp. 1-2 et Escarra, op. cit., p. 251.

(3) *Chang chou kou kin wen tchou chou*, imprimé en 1815 par *Ye tcheng chan kouan*, 1^{er} livre, 2^e partie, p. 31.

(4) *Système de Tcheou avec le commentaire de Tcheng*, *Tcheou li Tchong tchou*, imprimé par *Wen lou t'ang*, Ch. I-IV et IX-X.

A partir des dynasties des Ts'in et des Han, les affaires civiles et criminelles ne furent plus séparées. L'administration et la justice étaient de plus en plus confondues. On remplaça l'appellation de *Fa kouan*, juge, par le *Hing kouan*, juge criminel, et les administrateurs cumulèrent leurs fonctions avec celle de juge. A la fin de la dynastie des Ts'ing certaines réformes furent proposées. Nous allons voir ainsi l'évolution de l'organisation judiciaire.

Divisons cette section en deux paragraphes : l'un consacré à l'organisation judiciaire centrale, l'autre à l'organisation judiciaire locale.

I. — ORGANISATION JUDICIAIRE CENTRALE

Avant la dynastie des T'ang, les empereurs jouaient un grand rôle comme juges suprêmes. Sous les Ts'in, malgré qu'un fonctionnaire, *T'ing Wei*, dût s'occuper de la justice, l'empereur Che l'assura seul ; durant le jour il tenait les audiences et la nuit il examinait les dossiers (5). Sous les Hans, l'empereur Wen ne permit au *T'ing Wei* de s'occuper de la justice que très tard (6).

A partir de la dynastie des T'ang l'approbation des empereurs n'est pas obligatoire pour toutes les affaires, mais seulement en cas de crimes entraînant la peine de mort. L'indépendance de la justice n'était pas entièrement reconnue.

Donc, durant toute l'époque impériale, on peut dire que les empereurs étaient l'organisme suprême de la justice ; les assises se tenaient en leur présence.

1) De la dynastie des Ts'in à la dynastie des Po-Tsi

Sous les Ts'in apparaît le juge criminel appelé *T'ing wei*. Les Han conservent ce magistrat et lui donnent des assistants de rangs divers (7). Les Wei instituent des *Liu po che* (Lettrés au

(5) WANG K'IN-JO : *Tch'e fou yuan kouei*, revu par Li Che-king, édit. *Wou sieou t'ang*, Ch. 609, p. 1 a ; — PAN KOU : *Histoire des Tsien Han*, *Tsien Han chou*, Changhai, 1923, Ch. 23, p. 3 b.

(6) *Tsien Han chou*, Ch. 50, p. 1 b.

(7) Op. cit. ch. 19, 1^{re} partie, p. 2 b.

vaste savoir juridique) dont les fonctions semblent avoir été tout à la fois pédagogiques et administratives (8).

Sous les Tsi, la Cour suprême est appelée *Ta li sseu*. Elle a un président (*Ta li sseu k'ing*), un vice-président (*Chao k'ing*) et des assistants

La puissance du *T'ing wei* est restreinte par le *Yu che*, censeur, dont les attributions portent sur le contrôle de l'observation des lois et la justesse des décisions. Ces attributions ressemblent beaucoup à celles d'un procureur de nos jours (9).

Sous les Han, l'empereur Tch'eng crée un poste de fonctionnaire, *San kong ts'ao chang chou*, pour s'occuper de la justice criminelle. Sous les Heou Han, l'*Eul tsien t'an ts'ao* et le *tchong tou kouan ts'ao* jugent les délits d'inondation, d'incendie, de vol, de brigandage, etc... Ils sont à l'origine du *Hing pou chang chou*, ministre des châtiments (10).

2) Dynastie des Souei

Sous les Souei, le *Ta li sseu* est la Cour suprême. Les Souei instituent le *Hing pou chang chou*, ministre des châtiments, et le *Hing pou che lang*, vice-ministre des châtiments. Les questions criminelles portées à la chancellerie (*Chang chou cheng*) sont résolues par le ministère des châtiments subordonné au *Chang chou cheng*. Quant aux décisions criminelles de condamnation à mort qui révèlent des cas méritant un nouvel examen, on les renvoie au *Ta li sseu* qui en informe l'Empereur pour demander son approbation après l'audience. Si les dernières décisions ne semblent pas justes, ce sont les *Yu che* qui les revisent (11).

3) Dynastie des T'ang

Sous les T'ang, c'est aussi le *Ta li sseu* qui fait fonction de Cour suprême. Les présidents et vice-présidents (*K'ing* et *Chao k'ing*) rendent les jugements et en donnent connaissance au mi-

(8) ESCARRA, op. cit., p. 252 ; — TCH'ENG CHEOU : *Histoire des trois royaumes*, Wei, Chou, Wou, *San kouo tche*, Changhaï, 1923, ch. 20, p. 4 a.

(9) TCHANG-SOUEI WOU-KI : *Histoire des Souei*, *Souei chou*, ch. 27, p. 2 a et b.

(10) *Li tai hing kouan k'ao*, ch. 1, p. 13 a et b.

(11) *Li tai hing kouan k'ao*, ch. 1, p. 24 a et b et *Tchong kouo fa tche*, p. 179.

nistère des châtiments. Leurs assistants sont appelés *Tcheng*, *Tch'eng*, *Sseu tche*, *P'ing che*, etc... Les *Tcheng* examinent les jugements et amendent, s'il y a lieu, les erreurs sur les articles de textes cités. Les *Tch'eng* jugent séparément les affaires et distribuent les peines. Les *Sseu tche* et les *P'ing che* sont chargés de l'instruction des affaires et des enquêtes. Dans la capitale, les affaires au-dessus des peines d'emprisonnement sont de la compétence du *Ta li sseu* (12).

Le tribunal des censeurs (*Yu che t'ai*) a les mêmes attributions que celles de la Cour administrative et du parquet. Le président (*Ta fou*) censure et corrige les manquements et les infractions de tous les fonctionnaires ; le vice-président (*Tchong tch'eng*) l'assiste. Au-dessous d'eux les *Che yu che* font des enquêtes sur toutes les fautes des fonctionnaires, tiennent des audiences et jugent les procès ; les *Kien tch'a yu che* inspectent tous les fonctionnaires et examinent les procès aux *Tcheou* et *Hien* (13).

Le ministère des châtiments, *Hing pou* est un organisme d'administration judiciaire. Ces trois organismes sus-mentionnés ont chacun leurs attributions exclusives ; cependant, le ministère des châtiments a le droit de reviser les jugements du *Ta li sseu*. Les condamnations au-dessus de *Lieou*, exil, de *T'ou*, travaux forcés dans la capitale et celles au-dessus de *T'ou* travaux forcés, dans les *Tcheou* et les *Hien* sont une fois jugées par *Ta li sseu*, renvoyées au ministère des châtiments. Sauf les jugements de condamnation à mort, que le ministère des châtiments doit soumettre à l'Empereur, les autres sont définitivement confirmés par lui ou cassés et renvoyés au *Ta li sseu* pour être jugés de nouveau (14).

Quelquefois les grands procès criminels sont attribués par décrets aux chancelleries, *Chang chou cheng*, qui les renvoient au ministère des châtiments, lequel juge avec les *Yu che t'ai* et *Ta li sseu* (15). On appelle ce jugement le « *San sseu t'ouei che* »,

(12) *La nouvelle histoire des T'ang*, *Sin T'ang chou*, par Ngeou-yang Sieou, Changhai, 1923, Ch. 48, p. 5 a et *l'histoire du développement du droit chinois*, *Tchong kouo fa liu fa ta che* par YUAN HONG-LIE, Comm. Press. Ltd., Changhai, 1933, p. 369.

(13) *Sin T'ang chou*, Ch. 48, pp. 1 a et b et 2 a.

(14) *Tchong kouo fa tche che*, p. 180, *Tchong kouo fa liu fa ta che*, T. 1. pp. 373-375 et *Sin T'ang chou*, ch. 46, p. 5 b.

(15) *Sin T'ang chou*, op. cit., Ch. 46, p. 5 b.

jugement des trois organismes, origine du *San fa sseu* des Ming et des Ts'ing. Les *Yu che* interviennent donc dans la justice.

Au début, les jugements de condamnation capitale sont rapportés à l'Empereur par l'intermédiaire du ministère des châtiments. L'Empereur les refuse ou les approuve ; mais ensuite le ministère des châtiments est obligé de les examiner avec le *Tchong chou cheng* et le *Men hia cheng* (16) qui interviennent pour éviter des erreurs judiciaires.

Les erreurs qu'on ne peut reviser sont attribuées aux *Ki che tchong* ; un des fonctionnaires de *Men hia cheng*, *Tchong chou che jen*, un des fonctionnaires de *Tchong chou cheng*, *Che yu che* tiennent les audiences. On les appelle *San sseu cheou che*, chargés des trois organismes.

L'empereur Mou (821) ordonna que pour les grands procès on fasse intervenir un *Tchong chou che jen*, fonctionnaire de *Tchong chou cheng*, afin que les peines soient distribuées équitablement. Son but était d'éviter toute injustice ou retard et d'assurer ainsi l'observation des lois du ministère de la justice et du *Ta li sseu* (17).

4) Dynastie des Song

Au début de la dynastie, sauf pour les attributions d'administration judiciaire, le ministère des châtiments eut le droit de reviser les jugements de condamnation des *Tcheou*. L'empereur T'ai-tsong (976-997) institue au palais un tribunal d'examen des condamnations (*Chen hing yuan*) et supprime le droit de révision des jugements de condamnation capitale du ministère des châtiments. Le tribunal se composait d'un président (*Tche yuan*) et de six conseillers (*Siang yi kouan*) ; leurs attributions consistent dans l'examen des condamnations prononcées par le *Ta li sseu* et le *Hing pou* et de les rapporter à Sa Majesté par l'intermédiaire de *Tchong chou cheng* pour avoir son approbation.

L'empereur Tchen-tsong (998-1022) institua un bureau de ré-

(16) Les *Tchong chou cheng* et *Men hia cheng* sont les organes les plus élevés du service public. Ils sont appelés trois *Cheng* avec le *Chang chou cheng*.

(17) *Tchong kouo fa tche che*, p. 180 et *Sin T'ang chou*, Ch. 47, p. 2 a et b.

vision pour la justice (*Kieou tch'a hing yu sseu*) avec des révisseurs (*Kieou tch'a kouan*). Les condamnations supérieures à l'emprisonnement (*Kin*) et aux travaux forcés (*T'ou*) étaient communiquées au bureau de révision de la justice où les révisseurs pouvaient les casser, les corriger et les rapporter à l'empereur.

Pendant la période du *Yuan-fong* (1078-1085) l'empereur Chen-tsong supprima le tribunal d'examen des condamnations et le bureau de révision de la justice. Il rendit au ministère des châtiments le droit de révision des jugements (18).

Au début de la dynastie, dans le *Ta li sseu*, on trouve certains fonctionnaires s'occupant de l'instance. Mais par la suite, on transmet les fonctions de juge (*Siang hing kouan*) ou de reviseur (*Kien fa kouan*) à d'autres fonctionnaires, le *Ta li sseu* ne jugeant seulement que les procès évoqués (*Tseou yu*) pour renvoyer les jugements au bureau de révision. Le *Ta li sseu* avait donc un rôle restreint.

En fait, c'est le tribunal des cenceurs, *Yu che t'ai*, qui prend la compétence des grands procès. Le tribunal charge un fonctionnaire, *T'ouei tche kouan*, de s'en occuper et désigne une prison pour les condamnés. Plus tard, il charge plusieurs fonctionnaires, *T'ouei k'an kouan* d'enquêter et de juger les grands procès. A l'époque du *Yuan-fong*, l'empereur Chen-tsong les supprime et nomme un seul fonctionnaire, *Kien fa*, pour la bonne application des lois. A partir de cette date on rétablit dans le *Ta li sseu* les fonctionnaires, *K'ing*, *Chao King*, *Tcheng*, *T'ouei tch'eng*, *touan tch'eng*, *Sseu tche* et *p'ing che* chargés des audiences et des jugements (19).

Après *Yuan-fong*, les anciennes attributions du *Ta li sseu* et du *Hing pou* sont rétablies. Si leurs jugements sont mauvais, c'est le *Men hia cheng* qui les casse et les amende selon les lois (20).

5) Dynastie des Leao

Les Leao créent des juges spéciaux pour les affaires intéressant les barbares. Notons aussi l'institution de fonctionnaires

(18) T'Ô-RÔ : *Histoire des Song*, *Song che*, Changhai, 1923, Ch. 163, pp. 7 b. et 8 a.

(19) *Song che*, Ch. 165, p. 1 a.

(20) Op. cit. Ch. 165, p. 1 a et b et Ch. 161, p. 3 a.

chargés de recueillir les plaintes du peuple, *Nan mien fen sseu kouan* (21).

6) *Dynasties des Kin*

Les Kin conservent toute cette organisation. Ils y ajoutent un *Tche fa*, juriconsulte chargé de surveiller l'application de la loi (22).

Le *Hing pou* et le *Ta li sseu* continuent leurs fonctions comme dans l'ancien système. Si les jugements de condamnation ne sont pas justes, c'est le tribunal des censeurs (*Yu che t'ai*) qui les rectifie (23).

7) *Dynasties des Yuan*

Avec les Yuan, l'organisation administrative et judiciaire de la Chine subit, sous les premiers souverains de la dynastie, d'importantes réformes (24).

Au début, les Yuan créent dans le *Tchong chou cheng* des *Touan che Kouan* avec attributions judiciaires. La situation des *Touan che kouan* est très élevée. Souvent ce sont les ministres qui en sont chargés (25). Dans le *Ta tsong tcheng fou* (26) les Yuan instituent des *Touan che kouan* ou *Tcha lou hou tch'e* pour constater les infractions commises à l'occasion de l'exercice des fonctions publiques par les Mongols et les barbares

Mou che) de certaines régions et pour les infractions de vol, brigandage et escroquerie, gestion malhonnête, etc., commises par les Chinois de certaines régions.

Au temps de *Houang-k'ing* dans la première année de son règne (1312) l'empereur Jen-tsong attribue les procès intéressant les Chinois au ministère des châtiments faute de *Ta li sseu*.

L'empereur T'ai-ting (1324-1328) rétablit le système primitif

(21) ESCARRA, op. cit., p. 253 ; — T'O-T'O : *Histoire des Leao*, *Leao che*, Changhai, 1923, Ch. 45, p. 1 a et Ch. 48, p. 5 a.

(22) ESCARRA, op. cit., p. 253.

(23) *Leao che*, Ch. 55, pp. 5 a et 6 b, Ch. 55, pp. 4 b et 5 b.

(24) ESCARRA, op. cit., p. 253.

(25) SONG LIEN : *Histoire des Yuan*, *Yuan che*, Changhai, 1923, Ch. 85, p. 2 a.

(26) Le *Ta tsong tcheng fou* est le siège du fonctionnaire chargé de s'occuper des affaires de la famille impériale.

en l'augmentant de 42 *Tcha lou hou tch'e*. Il attribue aux *Tchong chou cheng* et à *Yu che t'ai*, etc., le droit de réviser les condamnations et décrète que celles concernant les prisonniers mis en liberté soient confirmées par *Tchong tcheng fou*. Désormais le ministère des châtiments ne s'occupe plus de la justice. Ensuite l'empereur ordonne que les infractions commises par les Mongols ressortissant de la région du Chang-tou et du Ta-tou (27) et par les barbares (*Mou che*) et les Chinois du K'ie sie kiun tchan (28) soient de la compétence du *Tsong tcheng fou* ; celles imputables aux Chinois, aux Mongols et aux barbares appartenant aux *Lou*, *Fou*, *Tcheou*, et *Hien* soient de la compétence des fonctionnaires qualifiés et du ministre des châtiments (29).

8) *Dynastie des Ming*

Les Ming apportèrent à l'organisation mongole des modifications qui révèlent le réveil d'un esprit purement chinois ; une fois de plus les noms des divers fonctionnaires furent changés et de nouveaux officiers créés.

Avec les nouvelles institutions comme le *Kin yi wei*, garde des habits de brocart, le *Tcheng fou sseu*, bureau de pacification, le *Tong tch'ang* et le *Si tch'ang*, on conserva le *Ta li sseu*, Cour suprême, le *Hing pou*, ministère des châtiments, et le *Tou tch'a guan*, tribunal des censeurs.

Le ministère des châtiments cumule la justice et l'administration. Parmi les jugements rapportés au ministère des châtiments, ceux concernant les condamnations capitales doivent être soumis à l'Empereur. Ce ministère peut casser les jugements et réduire les peines dans le cas de contradictions dans les procès-verbaux ou de circonstances atténuantes, à condition que ces jugements soient déférés à l'Empereur (30).

Le *Ta li sseu* confirme les jugements du ministère des châtiments. Il juge seulement sur les dossiers et non verbalement les

(27) Chang-tou et Ta-tou sont deux noms de pays. Chang-tou est dans la sous-préfecture To-louen de la province de Chahar ; Ta-tou est dans la région de Pékin.

(28) K'IE SIE KIUN TCHAN est une région.

(29) *Yuan che.*, Ch. 87, p. 1 a et *Tchong kouo fa tche che*, op. cit, p. 182.

(30) TCHANG T'ING-YU : *Histoire des Ming*, *Ming che*, Changhai, 1923, Ch. 72, p. 7 a et b.

prisonniers. Ce n'est plus comme sous les dynasties des T'ang et des Song où le ministère des châtiments revisait les jugements du *Ta li sseu*. Désormais le *Ta li sseu* n'est qu'un organisme pour la vérification des peines (31).

Le *Tou tch'a yuan* est une ancienne institution connue sous le nom de *Yu che t'ai*. Le président de *Tou tch'a yuan* (*Tou yu che*) a les attributions d'inspection, de censure de tous les fonctionnaires et de réparation des injustices. Les inspecteurs (*Kien tch'a yu che*) contrôlent séparément la justice dans les provinces.

Quelquefois les empereurs eux-mêmes inspectent leur territoire pour casser les injustices. Ces inspections sont appelées « *T'ien tseu siun cheou* » inspection du « fils du ciel ».

Les grands procès sont attribués aux *Tou tch'a yuan*, *Hing pou* et *Ta li sseu* qui tiennent audiences et rendent des jugements. S'ils ne les rendent pas selon les règles, neuf commissaires jugent : *Kieou K'ing ts'an yi*. Ce jugement est appelé « *Yuan chen* », jugement en rond (32).

Le garde des habits de brocart, dont l'attribution au début n'est que la garde impériale, fut ensuite chargé des procès évoqués dans la capitale. Plus tard, ces procès sont attribués aux *Hing pou*, *Ta li sseu*, *Tou tch'a yuan*. Mais l'empereur Tch'eng-tsou (1403-1424) donne de nouveau cette charge au garde des habits de brocart.

Le bureau de pacification (*Tcheng fou sseu*) est un bureau subordonné dans tous les grades (*Wei*) pour s'occuper de la justice dans les circonscriptions. L'empereur Tch'eng-tsou institue un bureau de pacification du Nord (*Pei tcheng fou sseu*) et donne le nom de bureau de pacification du Sud (*Nan tcheng fou sseu*) au bureau de pacification subordonné au garde des habits de brocart (*Kin yi wei*). Le bureau de pacification du Nord étant indépendant de *Kin yi wei* est chargé aussi des procès évoqués dans la capitale (33).

Le *Tong tch'ang* fut institué dans la 18^e année *yong-lo* du règne de l'empereur Tch'eng-tsou (1010) pour découvrir les révoltes, les complots, etc., avec la même puissance que le garde

(31) Op. cit., Ch. 73, p. 4 b et 5 a.

(32) Op. cit., Ch. 73, p. 1 a et *Tchong kouo fa tche che*, p. 183.

(33) *Ming che*, Ch. 76, p. 2 b et 3 a.

des habits de brocart. *Si tch'ang* fut établi sous l'empereur Hien-tsong (1465-1486 (34).

9) *Dynastie des Ts'ing*

Sous les Ts'ing il y eut *Ta li sseu*, *Hing pou* et *Tou tch'a yuan* comme sous la dynastie des Ming.

Dans le *Ta li sseu* on trouve un président (*K'ing*) deux vice-présidents (*Chao K'ing*) trois conseillers (*Sseu tcheng*), un conseiller suppléant (*Sseu fou*) et un *P'ing che* dans chacune des deux sections de gauche et de droite (*Tso sseu* et *Yeu sseu*). Il y a la juridiction de la capitale, Chouen-tien-fou et les *Hien*, *Tcheou*, *Fou* des provinces subordonnées directement au gouvernement central pour les condamnations capitales, etc.

Pour les procès entraînant la peine de mort dans la capitale, les magistrats compétents des sections de droite et de gauche se rencontrent au ministère des châtiments avec le *Tou yu che* et les fonctionnaires du bureau compétent du ministère des châtiments pour les juger, après quoi ils en informent le président et les vice-présidents. Quant aux appels des sentences provinciales, les magistrats compétents les jugent d'après les dossiers et les communiquent aux président et vice-présidents. Si les décisions du ministère des châtiments sont d'accord avec celles décidées par eux, elles deviennent définitives, sinon elles sont renvoyées au ministère des châtiments. Dans certains cas déterminés, le *Ta li sseu* agit en collaboration avec deux autres organismes : le *Tou tch'a yuan* et le *Hing pou*. La réunion de ces trois organismes s'appelle *San fa sseu*. Si les membres du *San fa sseu* sont tous du même avis, le *Hing pou* les fait connaître à l'Empereur, au cas contraire, il se borne à les transmettre, l'Empereur étant seul juge (35).

Le *Tou tch'a yuan* est presque le même que celui de des Ming (36).

Le *Hing pou* est le tribunal suprême de revision et de contrôle, en même temps que le ministère de la justice.

(34) *Tchong kouo fa liu fa ta che*, p. 763 et *Tchong kouo fa tche che*, p. 163.

(35) SIU T'ONG : *Codes des Ts'ing, Ta Ts'ing houei tien*, Comm. Press Ltd., Changhai, 1908, Ch. 69, pp. 4 b et 5 a ; — *Tchong kouo fa liu fa ta che*, pp. 917-918.

(36) *Ta Ts'ing houei tien*, Ch. 69, pp. 1-2.

Les assises impériales — les assises d'automne (*Ts'ieou chen*) consacrées à la revision des sentences capitales portées par les magistrats de province et les assises de la Cour (*Tch'ao chen*) consacrées à la revision des décisions capitales rendues par les magistrats de Pékin, sont tenues par les neuf commissaires (*Kieou K'ing houei chen*) de *Ta li sseu*, *Hing pou*, *Tou tch'a yuan*, cinq autres ministères et *T'ong tcheng che sseu* (37). Tous les grands procès sont de leur compétence (38).

Lors de la réforme judiciaire, à la fin de la dynastie des Ts'ing, le ministère des châtiments est transformé en ministère de la justice qui ne s'occupe plus désormais que d'administration judiciaire. Le *Ta li sseu* est transformé en *Ta li yuan* qui juge en dernier ressort, en principe sur les dossiers. S'il trouve des erreurs, il casse le jugement et le renvoie à la Cour originaire ; sinon, il le rapporte à l'Empereur en lui demandant d'enjoindre au ministère de la justice de le faire exécuter. Après approbation impériale, les dossiers sont renvoyés au ministère de la justice, qui, à son tour donne des ordres à la province originaire pour son exécution (39).

II. — ORGANISATION JUDICIAIRE LOCALE

Dans l'organisation judiciaire locale, sauf les fonctionnaires rendant la justice dans leurs circonscriptions, les chefs de *Li* et de *Siang* peuvent souvent s'occuper de procès de moindre importance concernant le mariage et la terre et aussi octroyer une peine légère pour les affaires criminelles peu importantes.

Les fonctionnaires qui s'occupent de la justice sont, en principe, les chefs d'administration assistés d'auxiliaires spécialistes en droit. L'évolution de l'organisation judiciaire suit le système de l'administration.

(37) Le *T'ong tcheng che sseu* est le bureau d'un commissaire recevant les plaintes du peuple sous certaines conditions pour les communiquer à l'empereur.

(38) ESCARRA op. cit., pp. 256-257 ; — *Ta Ts'ing houei tien*, Ch. 53, p. 1 a.

(39) LIEOU KIN-TSAO : *Supplément au recueil des documents historiques de la dynastie des Ts'ing*, *Siu Ts'ing tch'ao wen hien t'ong k'ao*, Comm. Press. Ltd, Changhai, 1933, T. II, p. 8874 et *Tchong kouo fa tche che*, p. 184.

1) *Dynastie des Ts'in et des Han*

Le système des Ts'in ne nous est pas connu, mais celui des Han s'en rapproche. Sous les Han, les procès dans les *Li* et les *Siang*, sont complétés par le *Che fou* faisant fonction de juge de paix. S'ils ne peuvent pas les arbitrer, on les envoie aux chefs de *Hien*, (*Ling*), *Kiun* (*Cheou*), *Kouo* (*Siang*). Les auxiliaires de *Kiun cheou* sont *Kiue ts'ao yuan che* et *Tsei ts'ao yuan che*. Sauf pour les grands procès, les *Kiun Cheou* peuvent exécuter leurs jugements capitaux sans demander l'approbation de l'Empereur (40).

Les inspecteurs, *Ts'eu che*, au début, visitent les *Kiun* et les *Kouo* en prenant les noms des prisonniers et les font connaître à l'Empereur. Par la suite, leur puissance augmentant, ils interviennent dans la justice (41).

2) *Dynastie des Wei et des Tsin*

Dans les *Kiun* et les *Hien*, le *Tsei ts'ao* aide aux chefs de *Kiun* et de *Hien* à rendre la justice. Les chefs de *Hien* rapportent aux chefs de *Kiun* leur jugement sur les prisonniers. Les chefs de *Kiun* envoient un *Tou yeou*, inspecteur de *Hien*, pour reviser

Le *Ts'eu che*, inspecteur dont l'autorité s'est accrue, a le droit de tuer les prisonniers intraitables (42).

3) *Dynastie de Souei*

Les procès ruraux dans les *Li* et les *Siang* n'appartiennent pas aux chefs de *Siang*, mais à des fonctionnaires compétents.

Dans les *Hien* et les *Tcheou* ou les *Kiun* les *Fa ts'ao ts'an kiun* rendent la justice selon leurs connaissances juridiques. S'ils ne peuvent arranger une affaire, ils l'envoient au *Chang chou cheng*, Chancellerie.

L'empereur Yang (605-616) institue un tribunal d'inspection

(40) *Tsien Han chou*, Ch. 19, p. 5 a et *Tchong kouo fa liu fa ta che*, pp. 101-102 et *Tchong kouo fa tche che*, p. 184.

(41) *Li t'ai hing kouan k'ao*, Ch. 1, p. 15 a et b.

(42) *Tchong kouo fa tche che*, p. 184.

des fonctionnaires (*Sseu li t'ai*) où 14 *Ts'eu che*, (inspecteurs) inspectent les *Kiun* et surveillent la justice (43).

4) *Dynastie des T'ang*

Dans les *Hien* on trouve un *Sseu fa*, juge, et ses assistants, les *Tso* et les *Che*.

Dans les *Tcheou*, c'est le *Fa ts'ao ts'an kiun che* qui s'occupe de la justice, ses assistants se divisent en deux classes, les *Tso*, auxiliaires, et les *Che*, clercs.

Dans chaque *Fou*, deux *Fa ts'ao ts'an kiun che* ont la juridiction dans la circonscription de leur *Fou*.

Les chefs de *Hien* (*Hien ling*), de *tcheou* (*Tcheou mou*) et de *fou* (*Fou yin*) contrôlent et surveillent la justice, dans leur circonscription.

Dans chaque *Tao* est placé un inspecteur (*Siun tch'a che*) Son attribution principale est, comme son nom l'indique, l'inspection. On peut lui demander la révision des jugements injustes des *Tcheou* et des *Hien* s'il ne la fait d'office. Il juge rarement lui-même, c'est le *T'ouei kouan* qui s'en occupe. Près du commissaire d'économie (*Tsie tou che*), du commissaire d'éducation des troupes (*Touan lien che*) ou du commissaire de défense (*Fang yu che*) est placé un *T'ouei kouan* (44).

5) *Dynastie des Song*

La première instance est au *Hien* dont le chef (*Hien ling*) juge. Au-dessus de *Hien*, dans le *Tcheou*, c'est le *Tche tcheou*, chef de *Tcheou* ; le *T'ong p'ang*, juge de *Tcheou* est sous sa surveillance. L'empereur T'ai-tsou (960-975) institue dans chaque *tcheou* un *Sseu k'eu yuan* où un *Sseu k'eu ts'an kiun* s'occupe des enquêtes et des examens sur place. Ensuite l'on changea le nom de « *Sseu k'eu yuan* » en « *Sseu li yuan* » où est un *Sseu li ts'an kiun* pris parmi les lettrés (*Tsin che*) et les candidats fonctionnaires (*Huan jen*). Plus tard, l'on y ajoute un *P'an kouan*.

(43) *Tchong kouo fa liu fa ta che*, pp. 333-334 ; *Tchong kouo fa tche che*, p. 185 et *Souei chou*, Ch. 42, p. 5 a.

(44) *Tchong kouo fa liu fa ta che*, pp. 375-376 et *Tchong kouo fa tche che*, p. 185.

L'empereur Houei-tsong (1101-1125) ordonna que les chefs de *Hien* et de *Tcheou* tiennent audience eux-mêmes, sous peine de deux ans d'emprisonnement s'ils en chargent leurs auxiliaires.

Au-dessus de *Tcheou* est le *Liou* ou se trouve un *T'i tien hing yu* qui juge les procès et revise les jugements des *Hien* et des *Tcheou*. Il a comme subordonnés les *Kien fa kouan* et les *Kan pan kouan*. Au début du *Si-lin* du règne de l'empereur Chen-tsong on le supprime et à la 6^e année de son règne (1073) on institue un *T'i hing sseu* qui a la même attribution que le *T'i tien hing yu*.

Les jugements des *Hien* et des *Tcheou* doivent être rapportés au *T'i hing sseu*. Si ce dernier n'est pas d'accord, il doit le faire savoir au ministère des châtiments. L'empereur Hiao-tsong (1165-1189) ordonne que ces jugements soient communiqués immédiatement au ministère, cela afin d'éviter tout retard.

Dans les régions appelées *Fou*, par exemple *k'ai-fong-fou*, le *Tche fou* juge en dernier ressort les affaires de plus d'importance et avec l'approbation de l'empereur pour les grandes. Si ces derniers jugements sont définitifs, les *Yu che*, censeurs, ne peuvent rien faire. Le *Tche fou* a des assistants, quatre *P'an kouan* et *T'ouei kouan* s'occupant des affaires criminelles et un *Sseu lou ts'an kiun* exclusivement des procès de mariage ou de famille, etc. (45).

6) *Dynasties des Leao et des Kin*

Les Leao instituent les *Tche yu che*, commissaires de la répression du retard des procès et les *Ngna tch'a hing yu che*, commissaires d'inspection des procès criminels (46).

Sous les *Kin*, l'empereur Tchang-tsong (1190) crée le *T'i hing sseu*, bureau d'inspection des peines dans chaque *Lou*. Il a la juridiction des *Hien* et des *Tcheou* dans sa circonspection (47).

7) *Dynastie des Yuan*

Dans les *Li* et les *Siang* on établit une association (*Che*) avec

(45) *Song che*, Ch. 166, p. 4 b et Ch. 167, pp. 4 b et 6 a et b ; *Tchong kouo fa tche che*, p. 186.

(46) *Tchong kouo fa liu fa ta che*, pp. 649-650.

(47) *T'ou-t'ou : Histoire des Kin*, *Kin che*, Ch. 57, p. 3 a et *Tchong kouo fa tche che*, p. 186.

un président (*Che tchang*). Il communique aux fonctionnaires compétents les noms de ceux qui ne remplissent pas leur devoir envers leurs parents ou qui sont méchants, et marque le délit sur leurs portes. Le président l'efface lorsqu'ils viennent à resipiscence. Si le délinquant ne change pas d'attitude pendant un an, il sera contraint de travailler comme ouvrier dans l'association (48).

Dans les *Hien* et les *Tchèou* les chefs s'occupent eux-mêmes de la justice, comme sous la dynastie des Song.

Au-dessus des *Tcheou*, dans les *Lou*, les *T'ouei kouan* ont compétence pour rendre la justice (49).

L'organe provincial le plus élevé est le *Hing tchong chou cheng*, agent de *Tchong chou cheng*. Un bureau d'inspection, *Lien fang sseu* surveille la justice des Lou. S'il trouve des erreurs concernant l'application de la loi, il prévient les *Tsong tcheng fou* et *Yu che t'ai* qui jugent. Il peut arrêter des grands fonctionnaires et des membres de grandes familles et les faire comparaître en audience particulière. Cette inspection est aussi appelée « *Nie sseu* » (50).

7) Dynastie des Ming

Les chefs de *Li* (*Li tcheng*) et les chefs de *Siang* (*Siang yo*) doivent exercer la conciliation.

Les *Tche tcheou*, chefs de *Tcheou* et les *Tche hien*, chefs de *Hien* ne peuvent pas s'en remettre, sans raison, à leurs subordonnés pour les audiences.

Au-dessus sont les *Tche fou*, chefs de *Fou* assistés d'un *T'ouei kouan* chargé de la justice. Le *T'ouei kouan* s'appelle souvent *Hing t'ing*, bureau de peine (51).

Le *T'i hing ngan tch'a sseu*, bureau du commissaire enquêteur est à la tête de la justice provinciale. Il est assisté d'un vice-commissaire enquêteur et de subordonnés. Pour la justice, il est subordonné immédiatement au ministère des châtiments (52).

(48) *Tchong kouo fa tche che*, p. 186.

(49) *Yuan che*, Ch. 91, pp. 4 b et 5 a.

(50) *Li t'ai hing kouan k'ao*, Ch. 11, pp. 13 b et 14 a.

(51) *Ming che*, Ch. 75, pp. 5 b et 6 a, *Tchong kouo fa liu fa ta che*, p. 761, et *Tchong kouo fa tche che*, p. 186.

(52) *Ming che*, Ch. 75, p. 4 a.

8) *Dynastie des Ts'ing*

Les organes des Ts'ing sont presque les mêmes que ceux des Ming. Cependant la charge du préfet impérial, *Tou fou* est établie en permanence, il a le droit de surveiller la justice des provinces dans sa circonscription. Les condamnations supérieures aux travaux forcés (*T'ou*) ou d'exil (*Lieou*) des *Hien* et des *Tcheou* sont révisées par *Fou* et *Tao*. Si elles sont justes, ils les renvoient au bureau du commissaire enquêteur, dans le cas contraire il en informe le préfet. Sous les Ming, c'est le commissaire enquêteur que les communique immédiatement au ministère des châtiments. Sous les Ts'ing il les communique au préfet impérial qui les transmet au ministère des châtiments.

A la réforme de la fin de la dynastie des Ts'ing, *T'i hing ngan tch'a che* est transformé en commissaire d'inspection des lois (*T'i fa che*) qui est seulement à la tête de l'administration judiciaire provinciale. La justice est attribuée aux Cours supérieures locales et de premier degré (53).

Section 2. — **Mode de recrutement**

La Chine impériale n'eut pas de mode spécial pour recruter les fonctionnaires de la justice. En principe, les fonctionnaires administratifs cumulaient la justice. Nous parlerons donc du mode général de recrutement des fonctionnaires.

L'ancienne appellation générale des modes de recrutement des fonctionnaires est *Siuan kiu*, le choix et la présentation. A l'époque ancienne on estimait beaucoup le système de la présentation et de la recommandation, *Kien kiu*. Ceux qui avaient été choisis par leur *Li* et présentés par leur *Siang* pouvaient être nommés fonctionnaires. Ce système ressemble de près à celui de l'élection d'aujourd'hui.

Depuis les dynasties des Souei et des T'ang, on préférait le système des examens, *K'o kiu*, à celui de la recommandation et de la présentation. Les lettrés se présentaient désormais après examen suivant la loi. Mais le succès à l'examen ne donnait que la possibilité d'accès aux fonctions ; on ne pouvait être nommé

(53) *Tchong kow fa tche che*, p. 187.

fonctionnaire immédiatement. C'était là une grande différence avec le système de la recommandation et de la présentation.

Le système de l'examen par décret impérial, *Tche kiu* avait cependant quelque analogie avec le *K'o kiu* ; en plus de l'examen on tenait compte de la recommandation et de la présentation. Un autre système existait aussi, celui de la garantie et de la présentation, *Pao kiu* par lequel les hauts fonctionnaires présentaient leurs subordonnés à l'Empereur et les garantissaient pour un bon service.

En résumé, les modes de recrutement des fonctionnaires en Chine impériale se divisent en quatre catégories :

- 1° Recrutement par la recommandation et la présentation.
- 2° Recrutement par examen suivant le décret impérial.
- 3° Recrutement par la garantie et la présentation des hauts fonctionnaires.
- 4° Recrutement par les examens.

I. — LE SYSTÈME DE LA RECOMMANDATION ET DE LA PRÉSENTATION

Avant les dynasties des Souei et des T'ang, les lettrés, une fois choisis, étaient nommés tout de suite fonctionnaires. C'est le caractère spécial de ce système. Cependant, on exigeait quelquefois en même temps un examen pour éliminer les incapables. Mais il y avait une grande différence avec le système des examens par lequel on ne jugeait que la valeur des candidats.

Le système de la recommandation évolua de la façon suivante :

1) *Dynastie des Tsien Han et des Heou Han*

Sous ces dynasties, malgré qu'il y eût plusieurs catégories de candidats, la recommandation de *Siang* et la présentation de *Li* étaient toujours à la base du choix.

Dans la 11^e année de son règne (196 av. J.-C.), l'empereur Kao-tsou enjoignit aux chefs de *Kiun* (*Kiun cheou*) d'aller eux-mêmes conseiller et encourager les sages et de les amener en voiture dans la capitale. Ce fut le commencement du système (54).

(54) *Tchong kouo fa tche che*, p. 212.

L'empereur Houei décréta (3^e année de son règne — 192 av. J.-C.) que ceux qui avaient accompli leurs devoirs envers leurs parents et frères aînés et travaillé laborieusement la terre (*Hiao ti li t'ien*) seraient choisis et dispensés de leurs charges de contribuables (55). L'empereur Wen (12^e année de son règne) (168 av. J.-C.) fit établir les situations permanentes de trois vieillards, *San lao* (56) et de *Hiao ti li t'ien* suivant la population de *Siang*. Ce fut le commencement du *Hiao ti li t'ien* (57).

Dans la seconde année de son règne (178 av. J.-C.) l'empereur Wen ordonna de choisir les sages, les bons, les justes (*Chan leang fang tcheng*) ceux qui parlaient sans détour et censuraient sans réserve (*Tche yen ki kien*). Dans la 15^e année de son règne (165 av. J.-C.) il donna l'ordre de nouveau de les recruter afin de leur assurer une belle situation. Ce fut le commencement du *Chan leang fang tcheng* (58).

Dans la 1^{re} année *guan-kouang* de son règne (134 av. J.-C.) l'empereur Wou ordonna aux chefs de *Kiun* et de *Kouo* de choisir chaque année un obéissant à ses parents, *Hiao*, et un désintéressé, *Lien*. Sous les Heou Han (59), on en choisit un par 20.000 familles (60).

Dans la 5^e année *guan-fong* (106 av. J.-C.) l'empereur Wou fit savoir aux chefs de *Tcheou* et de *Kiun* qu'ils devaient faire choix chaque année parmi les fonctionnaires et les hommes du peuple d'un sage ayant un talent spécial, etc., (*Sieou ts'ai yi*) auquel on pourrait confier la fonction de général et d'ambassadeur. Sous les Heou Han, pour éviter l'appellation du nom de l'empereur Kouang Wou on changea « *Sieou ts'ai yi* » en « *Meou ts'ai yi* » (61).

Dans la 5^e année *guan-cho* de son règne (124 av. J.-C.) l'empereur Wou décida de choisir chaque année des étudiants de

(55) *Tsien Han chou*, Ch. 2, p. 1 b.

(56) D'après le système des Han, le *Li* se compose de 100 familles. Le *T'ing* a 10 *Li* ; le *Siang* a 10 *T'ing*. Le *San lao*, le *Che fou* et le *Yeou kiao* s'occupaient d'éducation, de justice et de la répression des vols dans les *Siang*.

(57) *Tsien Han chou*, Ch. 4, p. 1 b.

(58) *Tsien Han chou*, Ch. 4, pp. 3 a et 4 b.

(59) *Tsien Han chou*, Ch. 6, p. 7 b.

(60) FAN YI : *Histoire des Heou Han*, *Heou Han chou*, Ch. 38, p. 1 b.

(61) *Tsien Han chou*, Ch. 6, p. 7 b.

doctorat, *Po che ti tseu* qui seraient nommés après avoir étudié un an (62).

Pour la désignation de *Hiao ti li t'ien*, *Chan leang fang tcheng*, *Hiao*, *Lien*, *Sieou ts'ai yi* ou *Meou ts'ai yi*, *Po che ti tseu*, etc., on retenait ceux qui avaient la considération de leurs *Li* et de leur *Siang* soit par leur bonne conduite, *Hing yi*, soit pour leurs connaissances littéraires, *Wen hio*. Sous les Heou Han, en raison des abus et des vices répandus, on dut prendre des mesures de contrôle par examen. Pour les étudiants, ils devaient passer l'examen d'un King dont les cours étaient faits par un spécialiste, *Kia fa* ; pour les fonctionnaires, ils devaient subir l'examen d'une rédaction de correspondance officielle, *Tsien tseou* (63).

Malgré toutes ces mesures, à l'époque de l'empereur Houan (177-167), personne n'était choisi sans recommandation puissante. C'est pourquoi la dynastie des Wei adopta le système des « choisis », divisés en neuf classes par des fonctionnaires spéciaux *Kieou p'in kouan jen fa*.

2) Dynasties des Wei et des Tsin

Dans la première année *yen-k'ang* de son règne (220), l'empereur Wen accepta la proposition de son chancelier, (*Chang chou*) Tch'eng k'iu en établissant le système des neuf classes de « choisis » divisés par des fonctionnaires spéciaux. *Kieou p'in kouan jen fa*. Il nomma un fonctionnaire *Ta tchong tcheng* pour chaque *Tcheou* et un autre *Siao tchong tcheng* pour chaque *Hien* et *Kiun*. Ces fonctionnaires étaient compétents et spécialisés dans la reconnaissance des talents. Les *Siao tchong tcheng* de *Hien* et de *Kiun* choisissaient dans leur *Hien* et *Kiun* les hommes de talent et les répartissaient en neuf classes suivant leurs capacités, puis en avertissaient les fonctionnaires de *Tcheou*, *Ta tchong tcheng*. Ces derniers à leur tour les examinaient et faisaient rapport au ministre des rites et de l'éducation (*Sseu t'ou*) qui les approuvait, puis les rapportait au chancelier (*Chang chou*) pour nominations.

Ce système fut suivi par les dynasties des Song, des Tsi, des

(62) Op cit., Ch. 6, p. 3 b.

(63) *Heou Han chou*, Ch. 4, p. 2 b et Ch. 91.

Leang et des Tch'eng. Il avait pour but d'éviter les abus quant au choix des fonctionnaires par *Li* et par *Siang*.

Cependant ces fonctionnaires, *Ta tchong tcheng* et *Siao tchong tcheng* étaient souvent injustes, prenant trop en considération les recommandations des puissants ; il n'y avait pas de système légal pour le classement, et, de plus, la noblesse, très puissante à cette époque influait beaucoup sur le choix et le classement. Lieou Yi dit : « Dans les premières classes, point de famille pauvre et dans les dernières classes, aucune famille puissante ». Cette citation peut servir à la critique du système des choisis divisés en neuf classes par les fonctionnaires spéciaux.

Sous les dynasties des Souei et des T'ang on préféra peu à peu le système des examens qui évitait les cadres séparés des nobles et des hommes du peuple. Le système des neuf classes tomba en désuétude (64).

II. — LE SYSTÈME DES EXAMENS PAR DÉCRET IMPÉRIAL.

L'empereur Wen de la dynastie des Souei supprima le système du choix des *Tcheou* et des *Kiun* et celui de la présentation et de la recommandation des *Li* et des *Siang* et chargea le ministère des fonctionnaires (*Li pou*) de s'occuper exclusivement de la nomination de tous les fonctionnaires. Désormais le choix de ceux-ci (*Kouan*) et des lettrés (*che*) fut distinct. Le choix des lettrés fut fait au moyen d'examens légaux (*K'o kiu*). A partir de la dynastie des T'ang, ces examens furent de la compétence du ministère des rites (*Li pou*). A cette époque le système de la recommandation et de la présentation était moins pratiqué. C'était le système de l'examen par décret impérial parallèle au système des examens légaux qui fut adopté.

Cependant, sous les dynasties des Yuan et des Ming, lorsque le système des examens n'était pas définitif, on prisait aussi le système de la recommandation et de la présentation. La dynastie des Yuan eut pour but de faire sortir ceux qui s'étaient réfugiés dans les montagnes pour ne plus s'occuper de la chose publique ; celle des Ming de compléter le système des examens pour permettre de découvrir les véritables talents. Cela était dif-

(64) *Tchong kouo fa tche che*, p. 214.

férent du système de la recommandation et de la présentation, pratiqué sous les Souei et les T'ang, moyen de choisir les honnêtes gens.

Sous la dynastie des Ts'ing l'examen par décret se confondit avec les examens légaux, l'examen des lettrés étant également appelé examen par décret.

L'évolution du système de l'examen par décret eut lieu de la façon suivante :

1) *Dynastie des Souei*

L'empereur Wen (589-605) établit définitivement le système des examens légaux (65). Au début de son règne (605-616) l'empereur Yang adopta en même temps le système de la recommandation et de la présentation en ordonnant aux chefs de *Tcheou* et de *Hien* de visiter et d'envoyer à la Cour ceux qui avaient une bonne réputation, une bonne conduite et une spécialité. Il décréta que les fonctionnaires et les militaires de 5^e *P'in* devaient choisir et lui présenter ceux qui remplissaient leurs devoirs envers leurs parents et leurs frères aînés, ceux qui étaient vertueux, chastes, justes, patients ou de bonne conduite, ceux qui avaient exécuté les lois sans changement, même devant le danger, et enfin ceux qui possédaient une grande instruction, des connaissances littéraires, ou un talent militaire comme un général ou un corps solide et des bras forts, etc. ; tous les « choisis » étaient nommés fonctionnaires suivant leurs capacités (66).

2) *Dynastie des T'ang*

Le système des examens sous cette dynastie fut plus complet que sous la dynastie des Souei. Mais les lettrés (*Che*) se présentaient eux-mêmes par le moyen des examens et devançaient les sages. Par les examens on jugeait les candidats sur leur savoir littéraire ; la vertu et le talent venaient en second lieu. C'est pourquoi on adopta en même temps le système de la recommandation et de la présentation. De temps en temps, les fonctionnaires présentaient des sages aux empereurs qui les chois-

(65) *Souei chou*, Ch. 1, p. 2 a.

(66) *Op. cit.*, Ch. 3, p. 2 a.

saient pour leur vertu et leurs talents. De plus, il y avait des examens divisés en sections pour ces derniers, les bons, et les justes (*Chan leang fang tcheng*), pour ceux qui parlaient franchement et censuraient ouvertement (*Tche yen ki kien*), pour ceux qui connaissaient bien les classiques, les pédagogies et les civilisations (*Po t'ong fen tien*, *Ta yu kiao houa*), pour ceux qui avaient de grands projets militaires et pouvaient devenir généreux (*Kian meou hong yuan*, *K'an jen tsiang chouai*) et pour ceux enfin qui connaissaient bien la politique et pouvaient gouverner les peuples (*Siang ming tcheng chou*, *K'o yi li jen*), etc...

Malgré l'estime dans laquelle on tenait la bonne conduite, le talent et les arts dans les sections, on exigeait une belle et longue composition littéraire ; de plus dès *T'ien-pao* (742-755) du règne de l'empereur Hiuan-tsong, on y ajouta des poésies (*Che*) et des descriptions poétiques (*Fou*). On s'éloignait ainsi du but des examens.

Dans la 2^e année *pao-ying* du règne de Sou-tsong (762), Yang-wan proposa à l'Empereur la suppression de l'examen des lettrés, *Tsin che*, et le rétablissement de l'ancien système de *Hiao lien* par lequel les hommes ayant fait leurs devoirs envers leurs parents (*Hiao*) et désintéressés (*Lien*), étaient présentés par les sous-préfectures (*Hien*) aux *Tchéou*, qui, les ayant examinés, les envoyaient à la chancellerie (*Chang chou cheng*) pour interrogations orales sur les King et questions d'érudition, *Wen king touei ts'o*.

Ceux ayant bien répondu aux questions seraient nommés par le ministère des fonctionnaires ; les médiocres n'auraient qu'un titre et les autres seraient renvoyés chez eux. L'empereur Sou-tsong prit cette proposition en considération. Cependant il pensa que le système de l'examen des lettrés existant depuis longtemps, sa suppression présenterait des inconvénients ; il décida donc finalement de cumuler le système de *Hiao lien* avec celui de l'examen des lettrés (67).

En fait, les désordres sous la dynastie des Tsin divisée en deux parties, nord et sud, firent que les habitants quittèrent leur pays et que l'entier rétablissement de l'ancien système de la recommandation de *Siang* et de la présentation de *Li* devint de plus en plus difficile.

(67) *Sin t'ang chou*, Ch. 44, pp. 1-3 et Ch. 45, p. 13.

3) *Dynastie des Song*

Les Song conservèrent le système de l'examen des lettrés et celui des examens par décret. L'empereur *T'ai-tsou* (960-975) divisa les examens par décret en trois sections. L'empereur *Tchen-tsong* (998-1022) y ajouta plusieurs autres sections. L'empereur *Jen-tsong* (1023-1056) les divisa en dix sections. Cependant, les candidats préférant les examens des lettrés ne se présentaient qu'en petit nombre aux examens par décret. Les empereurs douterent en cela des fonctionnaires, en conséquence, ils firent un décret permettant aux sages de se présenter au palais ; comme les incapables étaient en plus grand nombre, peu de candidats furent déclarés reçus.

Durant le règne de l'empereur *Yin-tsong* (1064-1067), malgré les recommandations et les présentations, on ordonna seulement de prendre une inscription en attendant les places vacantes.

Sous le règne de l'empereur *Tche-tsong* (1086-1100), une section comporta une grande rédaction (*Hong ts'eu*).

Sous l'empereur *Houei-tsong* (1101-1125) une section comprit à la fois la grande rédaction et l'érudition (*Ts'eu hio kien meou k'o*).

L'empereur *Kao-tsong* (1127-1161) appela parfois des hommes qui avaient leur franc parler (*Tche yen ki kien*) et établit une section d'érudition et de grande rédaction, *Po hio hong ts'eu k'o*. L'empereur *Li-tsong* (1225-1264) la réduisit à une section de composition et d'études, *Ts'eu hio k'o*, pour faciliter l'appel des hommes bons.

Les sections des examens attiraient beaucoup de sujets fidèles et d'érudits qui avaient obtenu de grandes situations mais desquels cependant on exigeait des connaissances littéraires. Les fonctionnaires leur faisaient d'abord passer des examens devant eux, puis un autre en présence de l'Empereur. Les plus célèbres se refusèrent à cela (68).

4) *Dynastie des Kin*

A cette époque il y eut des examens divisés en sections de

(68) *Song che*, Ch. 156.

Hien leang fang tcheng et *Tche yen ki kien*, *Po hio hong ts'eu* et *Ta yu tsong tcheng*. La date des examens était irrégulière ; l'empereur la fixait selon son bon plaisir.

Les candidats étant fonctionnaires, étaient choisis par les fonctionnaires du rang du 5^e *P'in* au moins : ceux du peuple étaient présentés par les *Fou* et les *Hien* à la condition que leurs vertus et conduite seraient estimées par leur entourage de *Li* et de *Siang* (69).

Le résultat du système des examens était le même que celui des Song. C'était un moyen permettant de choisir des hommes bons, parallèle à celui de l'examen des lettrés, mais on ne peut pas dire qu'il fut un moyen parfait pour amener les hommes sages au service de l'Etat.

5) *Dynastie des Yuan*

Les empereurs des Yuan qui dominèrent la Chine n'étaient pas de race chinoise ; ils voulurent se lier avec les Chinois et employèrent le moyen de la présentation et de la recommandation pour attirer les hommes de talent et amener à eux ceux qui s'étant refusés à faire de la politique ne voulaient pas servir cette dynastie. L'accueil des sages était de la compétence de *Tsi hien yuan* (maison des sages). Leurs noms étaient donnés par le bureau du commissaire faisant un choix des désintéressés, *Fang lien sseu*. Malgré cela, la différence de races fit que les sages et les héros refusèrent souvent cette invitation sous prétexte de maladie ou diverses autres raisons. Les empereurs des Yuan eurent donc peu de succès (70).

L'empereur Jen-tsong (1312-1321) rétablit les examens et conserva le système de la recommandation et de la présentation. Il n'eut pas plus de succès que le précédent (71).

6) *Dynastie des Ming*

Cette dynastie fixa la capitale à Nankin ; une maison des sages, *Li Hien kouan*, fut établie ; les vieux savants et les dis-

(69) *Kin che*, Ch. 51, pp. 4-6.

(70) *Yuan che*, Ch. 82, p. 6.

(71) *Op. cit.*, Ch. 82, p. 1 a.

tingués érudits y furent souvent appelés. On préférait de beaucoup la recommandation et la présentation aux examens.

Dans la 6^e année de son règne (1373), l'empereur T'ai-tsou supprima les examens, *K'o kiu*, et ordonna aux fonctionnaires de choisir et de présenter les sages et les hommes de talent. On les jugea d'abord sur leurs vertus et conduite, ensuite sur leurs connaissances artistiques et littéraires. Il y eut plusieurs catégories de désignés au choix : les intelligents et les justes (*Ts'ong ming tcheng tche*), les sages, les bons et les justes (*Chan leang fang tcheng*), ceux qui remplissaient leur devoir envers leurs parents et leurs frères aînés et travaillaient laborieusement la terre (*Hiao ti li t'ien*), les lettrés (*jou che*), ceux qui faisaient leurs devoirs envers leurs parents et étaient désintéressés (*Hiao lien*) les hommes de talent (*Jen tsai*) et les vieillards du peuple (*K'i min*). A tous ceux envoyés dans la capitale il était accordé exceptionnellement une grande situation. Les étudiants choisis par les chefs d'éducation des provinces étaient présentés par l'université, *T'ai hio*. Dans la 17^e année du règne de l'empereur T'ai-tsou (1384) les examens furent rétablis, ainsi que le système de la recommandation et de la présentation.

Entre les époques *kien-wen* (1399-1402) et *yong-lo* (1403-1424) du règne de l'empereur Houei, quelques présentés et recommandés furent nommés académiciens (*Han lin*) dans la capitale et gouverneurs (*Fan sseu*) dans les provinces. Yang Che-k'i et Tch'eng Tsi étant d'origine populaire furent choisis comme chefs d'enregistrement des faits impériaux de T'ai-tsou (72).

Plus tard on estima davantage les examens. La plupart des lettrés se présentaient par ce moyen. Les décrets d'appel aux sages eurent peu de succès.

7) *Dynastie des Ts'ing*

Au début de cette dynastie, on appela les vieux des Ming dans le même but que sous la dynastie des Yuan. La plupart n'acceptèrent pas.

Dans la 17^e année de son règne (1678) l'empereur Cheng-tsou institua l'examen de la section d'érudition et de grande com-

(72) *Ming che*, Ch. 71, pp. 1 et 2 a.

position littéraire, *Po hio hong ts'eu k'o*. Les candidats qui avaient fait de bonnes études sous une bonne conduite et dont la rédaction était excellente pouvaient être agréés. Ils étaient présentés par les fonctionnaires du rang de 3^e *P'in* au moins et ceux de la section, *K'o* ou *Tao* dans la capitale, par les préfets impériaux et les gouverneurs dans les provinces. L'année suivante ils passaient l'examen sur la poésie, *Che*, et descriptions poétiques, *Fou*, au pavillon de T'i-jen du palais impérial. Cinquante candidats furent reçus et nommés académiciens, *Han lin* (73).

Durant la première année du règne de l'empereur Kao-tsong (1736) l'examen eut de nouveau lieu au palais de Pao-ho. Il portait sur la poésie et les descriptions poétiques et en même temps sur les King, l'histoire, les systèmes des diverses dynasties et sur maintes autres questions. Quinze candidats furent reçus (74).

Dans la 23^e année de son règne (1897) l'empereur To-tsong accepta la proposition de Yen Sieou, chef de l'éducation (*Hio tcheng*) de la province de Houei-tcheou d'ouvrir une section spéciale d'économie, *King tsi t'o k'o*. On y examina les questions, *Ts'io*, et les dissertations, *Louen*, vingt-cinq candidats furent agréés auxquels on donna un certain avancement (75).

III. — LE SYSTÈME DE LA GARANTIE ET DE LA PRÉSENTATION

L'ancien système de la recommandation et de la présentation constituait un choix pour les lettrés et les fonctionnaires. A l'époque postérieure, par le système des examens par décret, il fallait y avoir satisfait pour être fonctionnaire.

Par le système de la garantie et de la présentation, c'étaient les hauts fonctionnaires qui présentaient et garantissaient leurs subordonnés sur leur talent et leur mérite. Cela amoindrissait beaucoup le pouvoir du ministère des fonctionnaires. Sous la dynastie des Ming et des Ts'ing, ce système fut très répandu.

(73) KAO TSONG TCH'E : *Documents historiques sur la dynastie des Ts'ing*, *Ts'ing tch'ao wen hien t'ong k'ao*, Comm. Press. Ltd., Changhai, 1936, Ch. 47, pp. 5307-5308.

(74) *Siu Ts'ing tch'ao wen hien t'ong k'ao*, Ch. 50, p. 5322.

(75) *Tchong kouo fa tche che*, p. 218.

1) *Dynastie des Ming*

Dans la 17^e année de son règne (1384) l'empereur T'ai-tsou ordonna aux fonctionnaires qui fréquentaient la cour impériale de présenter des hommes désintéressés et des érudits choisis parmi leurs subordonnés.

Dans la 1^{re} année du règne de l'empereur Tch'eng-tsou (1403) on décida que les fonctionnaires présentant leurs subordonnés étaient solidairement responsables s'ils se rendaient coupables de corruptions.

L'empereur Jen-tsong (1424-1425) ordonna aux hauts fonctionnaires de présenter leurs subordonnés.

L'administration dépendait de la qualité des fonctionnaires. S'ils étaient bons, leur administration l'était également. Pourtant, après quelques années, ce système se corrompit. Les présentés étaient, pour la plupart, parents, voisins ou amis de ceux qui les présentaient. Les hauts fonctionnaires furent punis en raison de leurs mauvaises présentations.

Dans la 13^e année de son règne (1448) l'empereur Ying-tsong supprima la présentation des subordonnés des ministres.

L'empereur King-tsong (1450-1464) la rétablit mais en la réduisant. Elle tomba en désuétude à partir de la 8^e année du règne de l'empereur Che-tsong (1529) (76).

2) *Dynastie des Ts'ing*

Sous cette dynastie, en raison d'inquiétudes intérieures et de menaces à l'extérieur, on eut besoin d'hommes de talent. On fit appel au système de la présentation des subordonnés par les hauts fonctionnaires.

Par ce procédé, les subordonnés et auxiliaires pouvaient devenir tout d'un coup puissants et très importants sur un mot de leurs chefs. C'est ainsi que Tso Tchong-t'ang, Li Hong-tchang, P'ang Yu-lin étant auxiliaires de Tseng Kouo-fan, devinrent par sa présentation de grandes personnalités.

Le système de la garantie et de la présentation dura jusqu'à la fin de la dynastie ; mais ne sachant comment éduquer et élever les talents, on ne put sauver la Dynastie.

(76) *Ming che*, Ch. 71, p. 3.

IV. — LE SYSTÈME DES EXAMENS

Depuis des milliers d'années, les modes de recrutement des fonctionnaires n'étaient pas bien définis. Certains étaient issus du mode normal des examens, cependant beaucoup d'autres parvenaient à de hautes situations sans passer d'examen. Pourtant les examens étaient en grande relation avec le recrutement des fonctionnaires. Ceux qui parvenaient les premiers aux examens d'une école ou du palais impérial obtinrent toujours une meilleure situation sous toutes les dynasties (77).

Au surplus il en était de plusieurs sortes ; ainsi on trouvait un examen sur le droit. M. le professeur Escarra en a parlé savamment dans son livre : « Le droit chinois ».

Ne pouvant entrer dans des détails, nous relaterons seulement les points relatifs au recrutement des fonctionnaires.

1) *Dynastie des Han*

Au début des Han, les fonctionnaires sont recrutés par la recommandation de *Siang* et la présentation de *Li* sans passer d'examen. On leur posait cependant quelques questions (*Ts'o wen*), mais seulement lorsqu'ils avaient été reconnus sages. Jusqu'à Heou Han ce mode de recrutement fut corrompu. La plupart des recrutés n'étaient pas des sages, mais parents ou amis des puissants ou des jeunes desquels on attendait des récompenses ; les vieux savants et les sages étaient sans influence. On ne put ainsi avoir de parfaits fonctionnaires et les mauvais faisaient tort au peuple (78).

Durant la 8^e année de son règne (83), l'empereur Tchang ordonna au *Kiun* et *Kouo* de choisir des lettrés pour faire passer les examens divisés en quatre sections. Les fonctionnaires pour être nommés devaient y avoir satisfait.

Dans la 5^e année de son pouvoir (93), l'empereur Ho adopta ce mode en prévoyant des punitions en cas de désobéissance (79).

Dès la 7^e année de son avènement (132), l'empereur Chouen ayant accepté la proposition de Tso Hiong édicta que les *Hiao*

(77) *Tch'ong kouo fa tche che*, p. 218.

(78) *Heou Han chou*, Ch. 62, p. 1 b, et Ch. 86, p. 3 a.

(79) *Heou Han chou*, Ch. 4, p. 2 a.

lien, les respectueux envers leurs parents et les désintéressés ne pourraient être recommandés qu'après 40 ans. Les *Hiao lien* passaient d'abord devant les trois ducs, *San kong*, l'examen sur les King dont les cours avaient été donnés par un professeur spécialisé, *Kia fa* et une rédaction de correspondance officielle, *Tsien tseou*, puis devant les *Yu che*, censeurs, pour les confirmer (80).

2) *Dynastie des Wei et des Tsin*

On suivit les anciens systèmes de Heou Han, pour le choix de ceux qui étaient respectueux envers leurs parents et désintéressés, *Hiao lien* ou qui possédaient un grand talent, *Sieou tsai*, mais toujours au moyen de l'examen sur les dissertations en réponse à des questions, *Ts'o louen*, et les sens des King, *King yi*.

Depuis l'établissement des examens légaux, *K'o Kiu*, les examens par décret furent également passés devant Sa Majesté au palais impérial. Le système de la recommandation et de la présentation ne pouvait être distingué de celui des examens (81).

3) *Dynastie des T'ang*

La compétence du choix des fonctionnaires et celle du choix des lettrés furent séparées sous les T'ang. La première appartenait au ministère des fonctionnaires ; la seconde à celui des rites. Ceux qui passaient l'examen avec succès au ministère des rites étaient obligés de passer de nouveau l'examen devant le ministère des fonctionnaires s'ils voulaient devenir fonctionnaires. Han Yu s'étant présenté trois fois sans succès à cet examen ne put être nommé comme fonctionnaire pendant une période de 10 ans. Cependant c'était un célèbre lettré.

Les conditions visées par le ministère des fonctionnaires pour être fonctionnaire étaient au nombre de quatre :

- a) Corps robuste et visage sympathique.
- b) Parole claire.

(80) *Heou Han chou*, Ch. 91, p. 2 a.

(81) *Tchong kouo fa tche che*, p. 232.

c) Ecriture belle et forte.

d) Raisonnements justes.

Malgré ces quatre qualités on ne pouvait être reçu, si l'on manquait d'une des vertus suivantes : bonne conduite, talent ou diligence (82).

4) *Dynastie des Song*

Sous les Song, les examens concernant le choix des lettrés et celui des fonctionnaires étaient les mêmes. Ceux qui réussissaient l'examen concernant le choix des lettrés pouvaient être nommés fonctionnaires sans passer d'examen au ministère des fonctionnaires. Ce n'était plus comme sous le régime des T'ang.

Les candidats reçus et classés premiers à l'examen des lettrés, *Tsin che*, obtenaient le titre de lettré, *Tsin che*, et étaient nommés fonctionnaires titulaires ; les derniers reçus obtenaient le titre de quasi-lettré, *T'ong tsin che tch'ou cheng*, étaient nommés fonctionnaires sans charges (83).

5) *Dynastie des Kin*

Les Kin suivirent l'ancien système des Song. Les lettrés furent nommés fonctionnaires sans charges, *Wen san kouan* ou *Wen tseu kouan*. Au-dessous des lettrés, ils furent nommés comme militaires sans charge, *Wou san kouan*. Parmi les *Wen tseu kouan*, les lettrés furent les premiers ; parmi les *Wen san Kouan*, les militaires ayant obtenu des succès passèrent en tête. Tous furent nommés titulaires suivant l'ordre sans autre examen (84).

6) *Dynastie des Yuan*

Sous les Yuan on suivit les systèmes des Song et des Kin en nommant fonctionnaires ceux qui avaient réussi l'examen des lettrés suivant le rang obtenu à cet examen (85).

(82) *Sin T'ang chou*, Ch. 45, p. 1 a.

(83) *Song che*, Ch. 155, p. 1-6.

(84) *Kin che*, Ch. 52, p. 1 a.

(85) *Yuan che*, Ch. 81, p. 2 a.

(7) *Dynastie des Ming*

Sous cette dynastie, on nomma rédacteur de l'histoire, *Sieou tchouan*, le premier appelé *Tchouang yuan* parmi ceux qui avaient réussi à l'examen des lettrés ; comme second rédacteur de l'histoire, *Pien sieou*, les 2^e et 3^e appelés *Pang yen* et *T'an houa* ; soit comme *Ki che*, inspecteur aux six ministères auprès de l'empereur, soit comme *Yu che*, censeur, soit comme *Tchong chou*, secrétaire du conseil privé de l'empereur, soit comme *Hing jen*, fonctionnaire de section des cérémonies, *Hing jen sseu*, soit comme *P'ing che*, conseiller de la cour suprême, *Ta li sseu* soit comme *Kouo tseu po che*, professeurs d'université des fils d'Etat, soit comme *Fou t'ouei konan*, chef de la justice de *Fou*, soit comme *Tche hien*, chef de *Hien*, etc., Les lettrés de la 2^e et de la 3^e classes ne furent nommés académiciens, *Han lin*, qu'après avoir obtenu par examen le titre *Chou ki che*.

Ceux qui ayant réussi à l'examen de doctorat, *Kiu*, avaient passé sans succès l'examen des lettrés, mais avaient étudié à l'université des fils d'Etat avec succès purent être nommés comme « petits » fonctionnaires de la capitale, auxiliaires de *Fou*, chefs de *Tcheou* ou de *Hien* ou encore professeurs dans des écoles d'après le résultat de l'examen (86).

8) *Dynastie des Ts'ing*

Le système d'examens au choix des fonctionnaires sous la dynastie des Ts'ing fut plus complet. Le succès aux examens des lettrés (*Tsin che*), de doctorat (*Kiu jen*), d'étudiants choisis des provinces (*Kong cheng*) ne conféra que la possibilité d'être fonctionnaire. Pour obtenir des fonctions il fallait passer des examens spéciaux. Ces examens ne furent plus organisés par le ministère des fonctionnaires comme ils l'avaient été dans le système des T'ang.

Les candidats ayant réussi à l'examen des lettrés, sauf les trois premiers nommés de droit, durent subir un nouvel examen devant l'Empereur, *Tch'ao k'ao*, pour obtenir des fonctions. L'examen devant l'empereur était celui du choix des

(86) *Ming che*, Ch. 69, pp. 1-5 et Ch. 70, pp. 1-5.

fonctionnaires. Le succès à cet examen donna lieu suivant l'ordre des résultats, aux diverses fonctions comme *Chou ki che*, étudiants de l'académie (*Han lin yuan*), *Hio si tchou che*, secrétaire auxiliaire stagiaire des ministères, *Nei Ko tchong chou*, secrétaire du conseil impérial, *Tche hien*, sous-préfet, *Fou kiao cheou*, professeur d'école de *Fou*. *Chou ki che* ne fut pas fonctionnaire, mais étudiant à l'académie, *Han lin yuan*. Après trois ans d'études à l'académie, les étudiants passaient un examen de *San Kouan* et en sortaient diplômés d'académie. Ceux qui avaient le permis de rester à l'académie étaient nommés rédacteurs (*Pien sieou*) ou reviseurs (*Kien t'ao*) de l'histoire nationale ; les autres étaient *Tchou che*, secrétaire auxiliaire, *Tche tcheou*, chefs de *Tcheou*, *Tche hien*, sous-préfet. L'examen *San kouan* s'appliquait aussi au choix des fonctionnaires

Les docteurs (*Kiu jen*) furent nommés fonctionnaires par deux procédés : par *Kien siuan*, le choix, et par *K'ao siuan*, l'examen. C'est le système de *Kien siuan* par lequel ceux qui n'avaient pu réussir l'examen des lettrés par trois insuccès pouvaient être inscrits au ministère des fonctionnaires pour l'emploi de sous-préfet ou de professeur. Au début c'était aussi par l'examen, mais cette formalité fut supprimée durant la 39^e année du règne de K'ang-hi (1700) de l'empereur Cheng-tsou. Quant au *K'ao siuan*, il apparut sous le règne de Yong-tcheng de l'empereur Che-tsong (1723-1735). Le docteur pouvait passer l'examen pour l'emploi de secrétaire du conseil privé impérial, *Nei Ko tchong chou*. Ceux qui avaient réussi cet examen étaient considérés comme les lettrés nommés à cet emploi, mais ne pouvaient remplir les fonctions d'examineur.

Parmi les *Kong cheng* (87), étudiants choisis, les *Pa kong*, passaient l'examen sur la présentation du ministère des rites. Ils étaient déclarés reçus en trois classes ; les trois premiers passaient le deuxième examen au palais de Pao-ho. S'ils étaient admis on les conduisait chez Sa Majesté par l'intermédiaire du ministère des rites. Les uns étaient envoyés au ministère pour faire leur stage comme « petits » fonctionnaires de 7^e *P'in* de la capitale, les autres en province comme sous-préfets à titre pro-

(87) Les *Kong cheng* sont les étudiants choisis par les chefs de l'éducation, *Hio tcheng*, des provinces dans les écoles. Le choix de *Pa Kong* avait lieu tous les 12 ans ; celui de *Yeou kong* tous les ans.

visoire. Ceux qui avaient été reçus au premier examen seulement étaient nommés professeurs ou juges de *Tcheou*, *Tcheou P'an* suivant leur désir. Ceux qui n'avaient réussi aucun examen pouvaient aussi faire une demande au ministère des fonctionnaires pour être nommés comme professeurs, *Kiao yu* ou juges de *Tcheou*, *Tcheou p'an* ; les *Yeou kong* étaient comme le *Pa kong*, pour obtenir des fonctions. Pour ces étudiants il n'y avait que l'examen subi à la capitale et non au palais. Les premiers étaient envoyés, au sort, en province comme sous-préfets, trois ans après l'examen, les autres étaient nommés professeurs (88).

(88) *Ts'ing tch'ao Wen hien t'ong k'ao*, Ch. 47-52, pp. 5299-5350.

CHAPITRE PREMIER

NOTIONS GÉNÉRALES CONCERNANT L'ORGANISATION JUDICIAIRE A DATER DE LA RÉFORME DE 1906

A la suite de la guerre sino-japonaise de 1894, K'ang Yeou-wei, Leang K'i-tch'ao, etc... proposèrent déjà la réforme de l'Etat (1). La Russie ayant été vaincue par le Japon en 1905, on attribua cette victoire à sa Constitution ; un petit pays comme le Japon avait pu vaincre l'immense Russie impériale; monarchie absolue. Cette constatation détermina le mouvement de la Constitution Chinoise (2). La Cour des Ts'ing fut forcée de prendre ce mouvement en considération et mit tout en œuvre pour sa préparation à partir de la 31^e année de Kouang-siu (1905) jusqu'à la fin des Ts'ing (3).

En 1906 les premières réformes judiciaires sont la transformation du *Hing pou* ou ministère des châtiments en *Sseu fa pou* ou ministère de la justice (4), et celle du *Ta li sseu* en *Ta li yuan* qui s'occupait en toute indépendance des procès (5). L'année suivante, l'empereur Kouang-siu approuva, sur la demande du ministère de la justice, l'établissement des Cours supérieure, locale et de 1^{er} degré dans la capitale et ordonna la

(1) WANG CHE-TCHE : *Le droit constitutionnel comparé*, Pi kiao hien fa, Comm. Press. Ltd., Changhai, 1930, p. 657.

(2) Op. cit., p. 659.

(3) Op. cit., p. 661.

(4) *Siu Ts'ing tch'ao wen hien t'ong k'ao*, T. 2, p. 8847.

(5) Op. cit., ib.

préparation de l'établissement des Cours dans les provinces (6). Ce fut le début de la séparation des pouvoirs judiciaire et administratif. Mais elles ne purent être établies tout de suite ; pour les Cours de la capitale, les magistrats furent recrutés parmi les fonctionnaires administratifs. On remit également à plus tard la création de l'ordre des avocats (7).

La Révolution de 1911 renversa la dynastie des Ts'ing et instaura la République. Les artisans de cette République durent adopter les lois chinoises au régime démocratique (8). L'article 51 de la Convention, *Yo fa*, du 1^{er} mai 1916 décréta que les juges rendraient leurs décisions en toute indépendance sans intervention de la hiérarchie supérieure. La signification du mot « hiérarchie » semblant imprécise, l'article 101 de la Constitution du 10 octobre 1923 le supprima pour le remplacer par « quiconque ne peut intervenir » (9).

La première année on réforma la loi de 1909 sur l'organisation des Cours, en supprimant ce qui était contraire au système démocratique.

Entre la deuxième moitié de la 1^{re} année et la première moitié de la 2^e année, un grand nombre de Cours furent établies dans les provinces. Par exemple, en Kiang-sou, soixante sous-préfectures, *Hien*, cinquante-quatre procédèrent à l'installation de Cours.

Il est fâcheux que le manque de fonds ait été un obstacle à la réussite de cette réforme. Toutes les Cours du premier degré furent supprimées le 30 avril 1914. On ajouta une Chambre sommaire, *Kien yi t'ing*, à la Cour locale pour remplacer les Cours du premier degré. Certaines Cours locales furent également supprimées. Subsistèrent seules les Cours dans les capitales provinciales et dans les villes commerciales. Dans les sous-préfectures où il y avait une Cour locale, les sous-préfets n'avaient que la compétence sur les affaires appartenant à la juridiction de la Cour du premier degré ; dans les autres, c'était les sous-préfets qui cumulaient les fonctions de juge et de procu-

(6) Op. cit., T. 2, p. 8850.

(7) *Tchong kouo fa liu fa ta che*, T. 2, p. 919 et *Siu ts'ing tch'ao wen hien t'ong k'ao*, T. 2, p. 8850.

(8) WEI YU : *Le statut des fonctionnaires en Chine depuis la Révolution de 1926 à nos jours*, thèse, Nancy 1933, p. 3.

(9) *Pi kiao hien fa*, p. 3.

reur, assistés par un ou plusieurs fonctionnaires judiciaires appelés *Tch'eng chen yuan*.

La loi sur les systèmes provinciaux qui confiait l'administration judiciaire dans les provinces aux gouverneurs des provinces, appelés *Siun ngan che*, ensuite *Cheng tchang*, fut publiée le 23 mai 1914.

Dans la même année, on installa une Cour, appelée *Chen p'an tch'ou*, sans procureurs dans la région spéciale comprenant trois provinces (Chahar, Souei-yuan et Je-ho). On ne l'appela pas *Chen p'an t'ing*, car elle était subordonnée au gouverneur des trois dites provinces (*Tou t'ong*).

Le ministère de la justice s'efforçait de séparer le pouvoir judiciaire du pouvoir administratif ; il publia la loi d'organisation des sections des Cours locales dans les sous-préfectures, *Ko hien ti fang fen t'ing tsou tche fa*, le 28 avril 1917 et le règlement d'organisation des offices judiciaires des sous-préfectures, *Hien sseu fa kong chou tsou tche tchang tch'eng*, le 1^{er} mai de la même année.

En 1920, les Cours spéciales supérieure et locale furent créées avec leurs parquets dans les provinces de l'Est.

Elles avaient la juridiction dans la région longeant le chemin de fer communiquant avec la Russie pour les affaires sino-russes (10).

La Convention provisoire de 1916 et la Constitution de 1923 avaient adopté le système de séparation des trois pouvoirs : exécutif, législatif et judiciaire (11). L'article 32 de la Convention de la période de tutelle politique, *Hiun tcheng che k'i yo fa*, du 1^{er} juin 1931 décide que le gouvernement national exercera les cinq pouvoirs : pouvoir d'exécution, de législation, de justice, d'examen et de contrôle (12). Le projet de la Constitution du 16 octobre 1934, rédigé par le *Yuan* législatif prévoit aussi la séparation des cinq pouvoirs (13). L'indépendance du pouvoir judiciaire est désormais nettement établie.

(10) *Fa yuan tsou tche fa tche yi*, pp. 47-52 et *Fa yuan tsou tche fa louen*, pp. 40-43.

(11) *Pi kiao hien fa*, pp. 779-782 et 820-829.

(12) *Sseu fa yuan : Le recueil des lois, décisions, interprétations, ordonnances, etc.*, *Sseu fa li kouei*, *Sseu fa yuan*, Nankin, 1931, T. 1, p. 3.

(13) SONG YUAN-ZOU : *Le mouvement de la constitution chinoise*, thèse, Nancy, 1935, pp. 236-245.

Le ministre de la justice ordonna le 3 décembre 1927 aux présidents des Cours supérieures de continuer à appliquer le système de la loi d'organisation des cours, *Fa yuan pien tche fa*.

Le gouvernement national changea le nom des Cours « *Chen p'an t'ing* » en « *Fa yuan* » et celui des parquets « *Kien tch'a t'ing* » en « *Kien tch'a tch'ou* ». Sauf cette innovation on suivit le système de gouvernement de Pékin.

D'autre part, une Cour provisoire, *Lin che fa yuan*, fut installée dans la concession internationale de Changhai le 1^{er} janvier 1927.

Cette dernière fut transformée en Cour locale, *Ti yi t'o k'iu ti fang fa yuan*, par l'accord international du 27 février 1930. De même, une section de la Cour supérieure du Kiang-sou, *Kiang-sou kao teng fa yuan ti eul fen yuan*, fut créée.

Egalement, dans la concession française, on établit une Cour locale, *Ti eul t'o k'iu ti fang fa yuan*, et une section de la Cour supérieure du Kiang-sou, *Kiang-sou kao teng fa yuan ti san fen yuan* par l'accord international du 28 juillet 1931.

Le gouvernement national publia la loi d'organisation des Cours, *Fa yuan tsou tche fa*, le 28 octobre 1939. Elle établit le système de trois degrés en juridiction et trois degrés en instances, afin de simplifier la procédure des procès. Son application fut mise en vigueur à partir du 1^{er} juillet 1935 (14).

Les fonctions de juge cumulées par les sous-préfets ont été supprimées. Le règlement provisoire du 9 avril 1936 concernant l'organisation des départements des sous-préfectures, *Hien sseu fa tch'ou tsou tche tsan hing tiao li*, les confia aux *Chen p'an kouan*. Les sous-préfets n'exercent plus que des fonctions de procureur. Dans les trois ans à partir de la date de l'application de ce règlement (9 avril 1936), des Cours seront installées dans toutes les sous-préfectures (15).

La hiérarchie des Cours était de quatre degrés :

- 1) Cour suprême.
- 2) Cour supérieure.

(14) V. la note 10.

(15) V. art. 1-4 du règlement provisoire d'organisation des départements judiciaires du 9 avril 1936, *Hien sseu fa tch'ou tsou tche tsan hing tiao li*, dans le Journal judiciaire, *sseu fa kong kao*, n° 107 du 18 avril 1936.

3) Cour locale.

4) Cour de 1^{er} degré.

Malgré les quatre degrés il n'y avait que trois instances (16).

Les jugements des Cours de 1^{er} degré ne pouvaient être appelés qu'à la Cour locale et à la Cour supérieure. La Cour suprême était le dernier ressort des affaires dont le premier ressort était à la Cour locale ou à la Cour supérieure. Il y avait des sous-préfectures où les Cours de 1^{er} degré et les Cours locales n'étaient pas établies manque de fonds ; c'est le sous-préfet qui cumulait l'exercice du pouvoir judiciaire et du pouvoir administratif (17). Ce système de Cours de quatre degrés et de trois instances étant trop compliqué, les sous-préfets abusaient souvent de leur pouvoir cumulatif ; on se préoccupa donc de le réformer.

Depuis la loi du 28 octobre 1932 d'organisation des Cours, *Fa yuan tsou tche fa*, on trouve trois degrés dans la hiérarchie des cours et trois degrés également dans les instances (18) :

1) Cour suprême.

2) Cour supérieure.

3) Cour locale.

Les jugements des Cours locales peuvent être appelés à la Cour supérieure et à la Cour suprême successivement. Celle-ci est la dernière instance.

La hiérarchie des magistrats est traditionnelle en Chine. La dynastie des Ts'ing adopta le système des Ming dans lequel il y avait dix grades. Les neuf premiers se présentaient par P'in. Chaque P'in avait deux classes. Le P'in était élevé suivant l'importance de la situation. Le dernier grade était *Wei jou lieou* « ne rentre pas dans le rang ».

Une grande modification fut apportée au système des grades

(16) V. *Siu Ts'ing tch'ao wen hien t'ong k'ao*, T. 2, p. 8852 et *Tchong kouo fa liu fa ta che*, T. 2, pp. 1913-1914.

(17) V. art. 1^{er} du règlement provisoire réformé du 19 juillet 1921 concernant le cumul de la justice par des sous-préfets, *Sieou tcheng hien tche kien li sseu fa che wou tsan hing tiao li*, dans le *Recueil de 6 codes avec l'explication des principes de la législation, les décisions et les interprétations*, *Tchong houa min kouo lou fa li yeou p'an kiai houei pien*, rédigé par WOU KING-HIONG, *Houei wen t'ang*, Changhai, 1935, T. 5, p. 569.

(18) V. Ch. 2, 3, 4, 5, de la loi d'organisation des Cours, *Fa yuan tsou tche fa*, du 28 octobre 1932, dans le *Recueil des 6 codes*, T. 5, pp. 466-472.

de la dynastie des Ts'ing par le gouvernement de Pékin, qui divisa en quatre catégories l'ordre des fonctionnaires :

1) *T'o jen* : Le plus haut grade de la hiérarchie de l'administration chinoise accessible par nomination spéciale du gouvernement

2) *Kien jen* : deuxième grade au-dessous de *T'o jen*. Les fonctionnaires de ce grade sont nommés directement par le gouvernement.

3) *Tsien jen* : troisième grade. Les fonctionnaires sont nommés par le gouvernement sur présentation des autorités compétentes.

4) *Wei jen* : quatrième grade, le plus bas. Les fonctionnaires sont nommés par les autorités compétentes elles-mêmes sans intervention du gouvernement.

Le gouvernement national continue ce système.

Parmi les magistrats, seul le président de la Cour suprême a le grade de *T'o jen* ; les juges et les procureurs de la Cour suprême ont le grade de *Kien jen*, cependant à une certaine époque on en trouvait ayant le grade de *Tsien jen*.

Les présidents des Cours supérieures sont toujours du rang de *Kien jen*. Les procureurs généraux avaient le grade de *Kien jen*. Mais depuis le gouvernement national ils n'ont plus que le rang de *Tsien jen*. Au-dessous d'eux tous les magistrats sont toujours de *Tsien jen*.

Dans toutes les Cours inférieures, les magistrats ont également le rang de *Tsien jen*.

Les fonctionnaires judiciaires dans les sous-préfectures comme le *Tch'eng chen yuan*, *Sseu fa wei yaun*, *Chen p'an kouan*, etc., ont toujours le rang de *Wei jen*.

Les conditions exigées pour l'admission aux fonctions dans la magistrature dépendent du grade. Plus ce dernier est élevé, plus les conditions sont difficiles (19).

(19) SIAO YI-CHAN : *Histoire générale de la dynastie des Ts'ing*, *Ts'ing tai t'ong che*, Comm. Press. Ltd. Changhai, 1935, T. 1, p. 533 ; — PO P'ENG-FEI : *Résumé de droit administratif*, *Hing tcheng fa ta kang*, Pékin, 1922, p. 120.

Article 116 de la loi du 1909 d'organisation des Cours, *Fa yuan pien tche fa*, dans le *Sseu fa li kouei*, Pékin, 1922, T. 1, p. 59.

Règlement du 17 juillet 1918 concernant le traitement des magistrats, *Sseu fa kouan kouan fong tiao li*, dans op. cit., p. 216.

Articles 23 et 34 de la loi du 28 octobre 1922 d'organisation des Cours, *Fa yuan tsou tche fa*, dans le *Recueil des 6 codes*, T. 5, p. 461.

Ce chapitre se divise en cinq sections. Nous exposerons les divers organismes, en nous bornant aux questions concernant notre sujet.

Section 1. — La Cour suprême

I. — RÉFORME JUDICIAIRE A LA FIN DES TS'ING

Le *Ta li sseu* ou Cour suprême fut séparé du *Hing pou* ou ministère des châtiments en 1906. Il prit alors le nom de *Ta li yuan*. Le *Hing pou* fut aussi transformé en ministère de la justice, *Sseu fa pou*. Le *Ta li yuan* s'occupait en toute indépendance des appels de troisième instance, tandis que le ministère de la justice n'exerçait que les fonctions d'administration judiciaire (20).

1) Les sections et les chambres du *Ta li yuan*

Le *Yuan* fut divisé en deux sections : section civile et section criminelle. Chacune comprenait des chambres. Au début, deux dans chaque section. Dès 1907 on créa de nouveau deux chambres criminelles (21).

2) Les membres du *Ta li yuan*

A la tête du *Ta li yuan* on mit un président du rang de 1^{re} classe du 2^e *P'in* appelé *Ta li yuan K'ing*. Au-dessous du *Yuan k'ing*, on trouve un vice-président appelé *Chao k'ing* ayant le grade de 1^{re} classe du 3^e *P'in*, des directeurs de section, *T'ouei tch'eng* du rang de 1^{re} classe du 4^e *P'in*, des président de chambre, *T'ing tchang*, des juges, *T'ouei che*, etc. Les deux derniers avaient le même grade de 1^{re} classe du 5^e *P'in* (Règlement de 1907 concernant l'organisation du *Ta li yuan*, *Ta li yuan kouan tche* et Chapitre V de la loi de 1909 d'organisation des Cours, *Fa yuan pien tche fa*) (22).

Le *Ta li yuan K'ing* et le *Chao k'ing* s'occupaient de toutes

(20) *Tchong kouo fa tche che*, p. 184.

(21) *Siu Ts'ing tch'ao wen hien t'ong k'ao*, T. 2, p. 8875.

(22) *Op. cit.*, pp. 8852 et 8876.

les affaires administratives du *Yuan*. Dans chaque section civile ou criminelle, le *T'ouei tch'eng* surveillait toutes les affaires de sa section et distribuait les affaires aux chambres. Le *T'ing tchang* de chambre civile ou criminelle s'occupait des procès concurremment avec les juges de sa chambre (Règlement concernant l'organisation du *Ta li yuan* et Chapitre V de la loi d'organisation des cours) (23).

3) *Le parquet du Ta li yuan*

Au début, le parquet est appelé *Sseu tche t'ing*, le procureur général du parquet ayant le grade de 2^e classe du 3^e *P'in*, c'est le *Tsong sseu tche* avec au-dessous les *Sseu tche* du rang de 1^{re} classe du 5^e *P'in*. Le nom de *Sseu tche* vient du système ancien, sa signification est proche de censure. En 1907, le ministre et le *Ta li yuan k'ing* considérant que le nom de *Sseu tche* ne correspondait pas à sa fonction, proposèrent de le transformer en *Tsong kien tch'a t'ing*, de même que le *tsong sseu tche* fut appelé *Tsong kien tch'a t'ing tch'eng* et les *Sseu tche*, *Kien tch'a kouan* (24).

Le *Tsong Kien tch'a t'ing tch'eng* effectuait les enquêtes et les poursuites de procès criminels près le *Ta li yuan*, disposait des policiers judiciaires et surveillait tous les *Kien tch'a t'ing* de degré inférieur (25).

Le *Tsong Kien tch'a t'ing* était subordonné au ministère de la justice et différait du *Ta li yuan* tout à fait indépendant (26).

II. — DU DÉBUT DE LA FONDATION DE LA RÉPUBLIQUE A 1927

Le gouvernement de Pékin suivit continuellement les systèmes dont nous venons de parler. Nous n'y reviendrons donc pas.

(23) Op. cit., ib.

(24) Op. cit., T. 2, p. 8875.

(25) Op. cit., T. 2, p. 8876.

(26) Op. cit., T. 2, p. 8877.

III. — DE L'ÉTABLISSEMENT DU GOUVERNEMENT NATIONAL A NANKIN JUSQU'À L'APPLICATION DE LA LOI D'ORGANISATION DES COURS DU 28 OCTOBRE 1932

1) Le *Tsouei kao fa yuan*

Le *Ta li yuan* est terminé par la loi d'organisation de la Cour suprême du 17 novembre 1928. La Cour suprême s'appelle *Tsouei kao fa yuan* et siège à Nankin. Son président s'appelle *Yuan tchang* et s'occupe de toutes les affaires du *Yuan*, sans pouvoir intervenir dans l'instance (27).

Le *Yuan* se divise en Chambres civiles et criminelles, mais non en sections ; chaque Chambre a un président ou un *T'ing tchang*. Le nombre des Chambres dépend du chiffre des procès et est arrêté par un décret du *Sseu fa yuan* (28). On comptait quatre Chambres civiles et quatre Chambres criminelles. Les juges ou les *T'ouei che* sont répartis par Chambres. Le 20 juillet 1933 on établit de nouveau une Chambre civile et trois Chambres criminelles (29).

2) Le *Kien tch'a chou*

Le *tsong Kien tch'a t'ing* est aussi transformé en *Kien tch'a chou*. Le procureur général est le *Kien tcha tchang*. Il commande et surveille ses subordonnés, distribue les enquêtes et les poursuites. Le nom de *Kien tch'a kouan* est demeuré (30).

IV. — LA LOI D'ORGANISATION DES COURS DU 28 OCTOBRE 1932

La loi d'organisation judiciaire fut publiée le 28 octobre 1932 mais mise seulement en vigueur le 1^{er} juillet 1935, retard dû aux préparations des Cours de deuxième instance (31).

(27) Art. 2 de la loi d'organisation de la cour suprême, *Tsouei kao fa yuan tsou tche fa*, dans le *Sseu fa li kouei*, 1931, T. 1, p. 217.

(28) Art. 3, op. cit., ib.

(29) *Sseu fa yuan kong pao*, n° 82 du 5 août 1933, pp. 21-39 et n° 83 du 12 août 1933, p. 1.

(30) Art. 3, id. n° 27.

(31) Voir : Lettre du Ministère de la justice portant n° 1374 du mot « Che » dans le *Sseu fa yuan kong hao*, n° 33 du 15 juillet 1933.

1) *Tsouei kao fa yuan*

La loi d'organisation judiciaire du 28 octobre 1932 donne l'ancien nom de « *Tsouei kao fa yuan* » à la Cour suprême. Le président appelé *Yuan tchang* s'occupe de toutes les affaires administratives du *Yuan* et cumule les fonctions de juge (32). Nous devons faire remarquer que le président de la Cour suprême a l'obligation de juger, tandis que dans les anciennes lois il était libre de ne pas le faire.

Le *Tsouei kao fa yuan* se divise en Chambres civiles et criminelles. A la tête de chaque Chambre se trouve un président ou *T'ing tchang*. Les Chambres peuvent être supprimées ou augmentées suivant le nombre des affaires (33). Depuis l'application de cette loi, le nombre des appels de troisième instance a augmenté, les Cours supérieures ne s'occupant plus de cela. C'est pourquoi le *Tsouei kao fa yuan* fut obligé d'établir de nouvelles Chambres. Le tableau des domiciles, d'âges, d'années de services, etc., des *T'ing tchang* du *Tsouei kao fa yuan* de juin 1937 stipule seize Chambres civiles et criminelles (34) ; la publication des résumés des arrêts de cette Cour nous enseigne que parmi les seize Chambres, cinq sont civiles et onze criminelles (35). On a donc établi quatre Chambres criminelles en plus par rapport au 20 juillet 1933.

Au-dessous du *T'ing tchang* sont des juges toujours appelés *T'ouei che* répartis dans les Chambres ou *T'ing*.

2) *Kien tch'a chou*

Le parquet de la *Tsouei kao fa yuan* appelé avant l'application de cette loi *Kien tch'a chou* porte toujours le nom de « *Tsouei kao fa yuan kien tch'a chou* ». L'appellation du procureur général « *Kien tch'a tchang* » et celle des procureurs « *Kien tch'a kouan* » demeurent les mêmes. Leur nombre est réglé par une loi. Ils exercent leurs fonctions près le *Tsouei kao fa yuan* et doivent suivre les ordres de leurs supérieurs qui

(32) Art. 24 de la loi d'organisation des cours, *Fa yuan tsou tche fa*, dans le *Recueil des 6 codes*, T. 5, p. 461.

(33) Art. 2, op. cit., ib.

(34) *Sseu fa kong Pao*, n° 195 du 2 juillet 1937, p. 48.

(35) Op. cit., p. 37-46.

les surveillent. Les fonctions des procureurs sont les suivantes :

1) Effectuer les enquêtes ; intenter les poursuites publiques et les pousser en tant que partie ; appuyer les poursuites des particuliers et les reprendre au besoin ; faire exécuter les sentences en matières pénale.

2) Exécuter les autres fonctions qui leur seront confiées par la loi (36).

Section 2. — Les Cours supérieures

I. — RÉFORME A LA FIN DES TS'ING

Avant la réforme judiciaire de 1906, *T'i hing ngan tch'a sseu* représentait la suprême hiérarchie dans l'organisation provinciale. A la tête était le commissaire enquêteur, *Ngan tch'a che*. Le *T'i hing ngan tch'a sseu* était subordonné au ministère des châtiments ou *Hing pou*. Par la réforme judiciaire, les commissaires du *Ngan tch'a* furent transformés en Commissaires d'inspection de l'application des lois, *T'i fa che*, lesquels se bornaient à l'administration judiciaire provinciale, tandis que les *Ngan tch'a che* cumulaient les fonctions de juge. C'étaient les juges des Cours supérieures qui se substituaient au *ngan tch'a che* pour juger les procès (37).

1) Dans la capitale de Pékin

La douzième lune de la 32^e année de Kouang-siu (1906), le ministère de la justice adressa un rapport à l'Empereur pour lui proposer le système des magistrats ; il en reçut approbation. Pour la Cour supérieure de la capitale Pékin, *King che kao teng chen p'un t'ing*, ce rapport projetait de mettre un président, *T'ing tch'eng* à la tête et six juges, *T'ouei che*, dans chacune des sections civiles et criminelle, ou *Min che k'o* et *Hing che k'o* ; dans le parquet près la Cour supérieure de la capitale ou *King che kao teng kien tch'a t'ing*, c'était le procureur général,

(36) Art. 28 de la loi d'organisation de Cours dans le *Recueil codes*, p. 470.

(37) *Tchong kouo fa tche che*, p. 187.

Kien tch'a t'ing tchang, qui était à la tête, avec au-dessous quatre procureurs. Le président de la Cour et le procureur général avaient le même grade de 1^{re} classe du 4^e *P'in*. Les juges et les procureurs étaient également de même rang de 1^{re} classe du 5^e *P'in* (38).

2) Dans les provinces

Dans la 33^e année de son règne, l'empereur Kouang-siu (1907) édicta que pour les Cours de provinces, les trois provinces de l'Est seraient installées en premier lieu, celles des provinces du Tche-li et du Kiang-sou le seraient à l'essai et celles des autres provinces annuellement par régions, mais dans l'obligation d'être toutes achevées en 15 ans. Les autorités compétentes devaient établir avec soin un projet général et adresser un rapport pour l'approbation de son exécution (40).

Dans la 1^{re} année du règne de l'empereur Siuan-t'ong (1909), le ministère de la justice obtint l'approbation pour l'achèvement des Cours dans les capitales provinciales et les villes commerciales. Cet achèvement était pour la 3^e année (41).

D'après le règlement provisoire de 1909 des circonscriptions judiciaires, *Sseu fa k'iu yu fen howo tsan hing tchang tch'eng* et le résumé de 1909 d'organisation des Cours de tous degrés des capitales et des villes commerciales des provinces, *Ko cheng tch'eng chang pou ko chen p'an kien tch'a t'ing pien tche ta kang*, approuvé par l'empereur Siuan-t'ong dans la première année de son avènement, sur la proposition du ministre de la justice, il fut stipulé que dans chaque capitale serait établie une Cour supérieure et son parquet. Dans les villes commerciales, n'étant pas capitales provinciales, une section de la Cour supérieure, *Kao teng chen p'an fen t'ing* et son parquet, *kao teng kien tch'a fen t'ing*. La Cour était divisée en une Chambre civile et une Chambre criminelle comprenant chacune trois juges, *T'ouei che*. A la tête des Cours était le président appelé *T'ing tch'eng*. A la tête des sections un premier juge ou *T'ouei*

(38) *Siu Ts'ing tch'ao wen hien t'ong k'ao*, T. 2, p. 8848.

(39) Op. cit., T. 2, p. 8850.

(40) Voir op. cit., ib.

(41) Op. cit., T. 4, p. 11464.

che tchang au lieu d'un *t'ing tch'eng*. Le parquet près la Cour supérieure était composé d'un procureur général et d'un procureur ; celui de la section n'avait qu'un procureur (42).

Dans la 3^e année de Siuan-t'ong (1911) la Révolution éclata. La dynastie fut renversée le 12 février 1911 sans avoir pu réaliser tous ses projets de réformes judiciaires (43).

II. — DU DÉBUT DE LA FONDATION DE LA RÉPUBLIQUE A 1927

Le gouvernement de Pékin continua l'établissement des Cours supérieures avec leur parquet dans les capitales de provinces. Chaque province possédait une Cour supérieure, sauf dans le Sin-kiang. Dans l'ensemble il y avait vingt-trois Cours supérieures avec leurs parquets et vingt-six sections de Cours supérieures dans les régions éloignées de la capitale provinciale, et aussi dans les régions de communications difficiles (44). Ces cours supérieures se divisaient en Chambres civiles et criminelles et non en sections, *K'o*. Elles avaient chacune un président ou *T'ing tch'eng*, chargé de la direction générale de toute l'administration de la Cour. Chaque chambre avait également un président choisi parmi les juges, *T'ouei che*. Le nombre des Chambres était proportionné à celui des affaires (45).

Les parquets près ces Cours avaient chacun un procureur général, *Kien tch'a tchang*, et plus deux procureurs, *Kien tch'a kouan* (46).

III. — DE L'ÉTABLISSEMENT DU GOUVERNEMENT NATIONAL A NANKIN A L'APPLICATION DE LA LOI D'ORGANISATION DES COURS DU 28 OCTOBRE 1932

Par suite du renversement du gouvernement de Pékin, on trouve en Chine un système judiciaire très différencié : ainsi dans certaines provinces existait un bureau judiciaire provincial, *Sseu fa t'ing* s'occupant de l'administration judiciaire ;

(42) Op. cit., T. 2, p. 8857 et 8931.

(43) Voir LIEOU FA-TSENG : *Résumé de l'histoire des Ts'ing, Ts'ing che tch'ouan yao, Tchong houa chou kiu*, Changhai, 1925, p. 168.

(44) V. *Tchong kouo fa lu fa ta che*, T. 2, p. 1088.

(45) V. *Sui ts'ing tch'ao wen hien t'ong k'ao*, T. 2, p. 88.

(46) V. op. cit., ib.

dans d'autres soit une Cour supérieure demeurée telle qu'elle était autrefois, soit un bureau de préparation judiciaire, *Sseu fa tch'cou pei tch'ou*. La situation était compliquée ; par exemple, au point de vue du nom des Cours supérieures appelées, soit *Chen p'an t'ing*, soit *K'ong sou yuan*, Cour d'appel ; au point de vue de la nomination des magistrats faite, soit par *Sseu fa t'ing* ou par le gouvernement provincial, soit par le supérieur militaire dans la province, ou par la Cour supérieure, ou encore par le gouvernement de Pékin sans nouvelle nomination. Au point de vue de la hiérarchie des juridictions et des instances, on comptait deux degrés de juridiction et deux degrés d'instance ou quatre degrés de juridiction et trois degrés d'instance (47).

Ces bureaux judiciaires provinciaux furent supprimés par un décret du gouvernement national du 29 octobre 1927 et remplacés par les Cours où le président cumule le pouvoir de l'administration judiciaire. Le nom des Cours supérieures « *Kao teng chen p'an t'ing* » fut transformé en « *Kao teng fa yuan* » (48).

Le parquet près la cour supérieure subit une importante modification. Jadis cette juridiction était parallèle à la juridiction du jugement ou de *Kao teng chen-p'an t'ing*. Désormais le parquet n'est plus composé que d'un fonctionnaire chargé d'informer et d'enquêter ; cette modification devait être exécutée à partir du 1^{er} octobre 1927, mais ajournée au 1^{er} novembre 1927 (49).

Malgré tout, divers règlements d'organisation de la Cour supérieure de provinces existaient ; par exemple, le résumé du 9 août 1928 d'organisation provisoire de la Cour supérieure de Hou-nan, *Hou-nan kao teng fa yuan tsan hing tsou tche ta kang* et celui du 27 février 1929 de la Cour supérieure de Ho-nan, *Ho-nan kao teng fa yuan tsan hing tsou tche tiao li* (50).

D'après les règlements d'organisation des Cours supérieures de provinces, toutes les Cours supérieures ont un président

(47) Lettre adressée au Gouvernement national par le ministère de la justice le 29 octobre 1927 dans le *Sseu fa li kouei*, 1931, T. 1, p. 218.

(48) Op. cit., ib.

(49) Op. cit., pp. 219-220 et Jean ESCARRA, op. cit., p. 259.

(50) *Sseu fa li kouei*, 1931, T. 1, pp. 221-229.

chargé de l'administration judiciaire provinciale (51). Elles se divisent en Chambres civiles et Chambres criminelles avec un président ou *T'ing tchang*, au-dessous duquel sont les juges ou *T'ouei che* (52). Près chaque Cour supérieure un premier procureur, *Cheou si kien tch'a kouan* et quelques procureurs exercent leurs fonctions suivant les lois (53).

IV. — LA LOI D'ORGANISATION DES COURS DU 28 OCTOBRE 1932

D'après cette loi mise en vigueur le 1^{er} juillet 1935, une Cour supérieure ou *Kao teng fa yuan* se trouve dans chaque province ou territoire spécial ; mais, si celui-ci est trop étendu, on détache une ou plusieurs sections de la Cour. La Cour se divise toujours en Chambres civiles et en Chambres criminelles ou *Min che l'ing* et *Hing che l'ing* ; on tient compte pour fixer le chiffre de ces Chambres du plus ou moins grand nombre des affaires (54).

Le président, *Yuan tchang* est pris parmi les juges, *T'ouei che* ; il est chargé concurremment avec ses fonctions de juge de la direction générale de toute l'administration de la Cour, ainsi que de la surveillance de celles des Cours qui en dépendent (55).

A la tête de chaque chambre est un président ou *T'ing tchang* sauf le cas où ces fonctions sont remplies par le président de la Cour. Le président de Chambre, pris parmi les juges, surveille toutes les affaires de sa Chambre et en effectue la répartition (56).

Près de chacune des Cours supérieures et sections détachées de Cour sont fixés un certain nombre de procureurs, *Kien tch'a*

(51) Art. 1^{er} du règlement provisoire du 1^{er} décembre 1927 concernant le pouvoir des présidents des Cours supérieures des provinces, *Ko cheng kao teng fa yuan yuan tchang pan che kiuan hien tsan hing tiao li* (Recueil des 6 codes, T. 5, p. 521).

(52) *Sseu fa li kouei*, 1931, T. 1, pp. 221-229.

(53) Art. 1^{er} du règlement provisoire du 1^{er} décembre 1927 concernant le pouvoir des procureurs près les cours supérieures des provinces, *Ko cheng kao teng fa yuan kien tch'a kouan pan che kiuan hien tsan hing tiao li*, (Recueil des 6 codes, T. 5, p. 525).

(54) Art. 16 et 19 (*Loi d'organisation des Cours* traduite par François THERY, *The Chihli press ing*, 1923, Tien-tsin, p. 13).

(55) Art. 13, op. cit., p. 12.

(56) Art. 19, op. cit., p. 13.

kouan, dont l'un est le premier, *Cheou si kien tch'a kouan*. Parfois il n'y a qu'un procureur (57). Leurs fonctions sont exactement les mêmes que celles des procureurs du parquet auprès de *Tsouei kao fa yuan* dont nous avons déjà parlé.

Section 3. — Les Cours locales

I. — RÉFORME A LA FIN DES TS'ING

A la veille de la réforme judiciaire, les administrateurs des *Fou*, *Tcheou*, *Hien* cumulaient les fonctions de juges ; cependant dans les provinces où les Cours n'étaient pas encore établies, ils s'occupaient toujours de la justice (58). Nous avons déjà expliqué cela, en détail, plus haut (59).

1) Dans la capitale de Pékin

Dans la section précédente, il a été question de l'approbation de l'établissement de la Cour supérieure dans la capitale, durant la 33^e année de Kouang-siu (1907). En même temps on établit une Cour locale appelée *Li wai tch'eng ti fang chen p'an t'ing* et près d'elle un parquet ou *Li wai tch'eng ti fang kien tch'a t'ing* (60).

La Cour et son parquet furent organisés d'après le système des magistrats approuvé sur la proposition du ministère de la justice dans la 32^e année de Kouang-siu (1906) ; on mit à la tête de la Cour un président, *T'ing tch'eng*, du rang de 2^e classe du 4^e *P'in* et vingt-quatre juges, *T'ouei che*, du rang de 2^e classe du 5^e *P'in* dans chacune des sections civiles et criminelles.

A la tête du parquet était un procureur général, *Kien tch'a tchang*, du grade de 1^{re} classe du 5^e *P'in* et sous ses ordres huit procureurs, *Kien tch'a kouan*, du grade de 1^{re} classe du 6^e *P'in* (61).

(57) Art. 26, op. cit., p. 15.

(58) *Tchong kouo fa tche che*, p. 188.

(59) n° 8 du paragraphe 2, section 2, Ch. 1.

(60) *Siu ts'ing tch'ao wen hien t'ong k'ao*, T. 2, pp. 8848 et 8850.

(61) Op. cit., T. 2, p. 8848.

2) Dans les provinces

Dans la 33^e année de son règne, l'empereur Kouang-siu fit établir des Cours de tous degrés ; nous en avons parlé dans la deuxième section. Suivant le règlement provisoire des circonscriptions judiciaires, une Cour locale serait établie dans les *Fou* ou les *Tcheou* subordonnés à la province ; mais, si le nombre des affaires était insuffisant, on aurait seulement, dans la cour de 1^{er} degré du chef-lieu du *Fou* ou *Tcheou* une section ou *Fen t'ing* de la Cour locale du *Fou* ou du *Tcheou* voisin. Dans les *T'ing* subordonnés directement à la province et ayant les *Hien* sous leur direction, une Cour locale ou une section comme pour les *Fou* ou les *Tcheou*. Dans les *T'ing* et les *Tcheou* subordonnés aux *Fou* ou dans les *Hien*, on établirait une section de Cour locale ; mais si les procès étaient peu nombreux, on ferait une section avec les *Tcheou* ou *Hien* voisins ou mise sous la juridiction de la Cour locale ou de la section de *Fou* ou de *Tcheou* subordonnés directement à la province, si ces derniers n'en étaient pas trop éloignés (62).

L'état des finances ne permettant pas d'établir des Cours dans toutes les provinces, le ministère de la justice, avec l'approbation de l'empereur proposa de se borner d'abord à la création de Cours dans les capitales et les villes commerciales des provinces (1^{re} année de Siuan-t'ong — 1909) (63).

Suivant le plan de réalisation annuelle des établissements judiciaires de la 1^{re} année de Siuan-t'ong, l'achèvement de ces Cours fut établi dès la troisième année, et l'établissement des Cours des villes ordinaires dans la 4^e année de son règne (64).

La dynastie des Ts'ing ne put réaliser tous ses projets avant la Révolution (65).

A la tête des Cours locales se trouvait un premier juge, *T'ouei che tchang*. Elles se composaient d'une Chambre civile et d'une Chambre criminelle ; dans chacune trois juges. La loi d'organisation changea le nom du 1^{er} juge en celui du président ou *T'ing tchang* (66).

(62) Op. cit., T. 2, p. 8857.

(63) Op. cit., T. 2, p. 8931.

(64) Op. cit., T. 4, p. 11464.

(65) *Tchong kouo fa tche che*, p. 188.

(66) *Siu ts'ing tch'ao wen kien t'ong k'ao*, T. 2, pp. 8852 et 8931.

Près chaque Cour locale fut placé un parquet composé d'un procureur général, *Kien tch'a tchang* et d'un procureur, *Kien tch'a kouan*. En cas de pénurie d'affaires, le procureur cumulait les fonctions de procureur général.

II. — DU DÉBUT DE LA FONDATION DE LA RÉPUBLIQUE A 1927

Le nombre des cours locales augmenta successivement durant cette époque. Le territoire de la République chinoise étant très étendu et les finances en mauvais état, des Cours ne purent être établies partout où cela eût été nécessaire. On se borna donc à créer quatre-vingt-neuf Cours locales dans les capitales provinciales et les villes commerciales ; dans les autres villes, les sous-préfets cumulaient les fonctions de magistrats (67).

III. — DE L'ÉTABLISSEMENT DU GOUVERNEMENT NATIONAL A NANKIN A L'APPLICATION DE LA LOI D'ORGANISATION DES COURS DU 28 OCTOBRE 1932

Le nombre des Cours locales augmenta sans cesse durant cette époque. En quelques années, deux cent trois Cours locales et trente-quatre Cours de sous-préfectures furent installées (68).

L'organisation des Cours locales demeurait traditionnelle, mais pour les parquets il n'y eut plus que des procureurs. D'après l'article premier du règlement provisoire du 13 décembre 1927 concernant le pouvoir des procureurs près les Cours locales, il y avait un premier procureur ou *Cheou si kien tch'a kouan* et un certain nombre de procureurs ou *Kien tch'a kouan*. Ils exerçaient leurs fonctions suivant les lois (69).

IV. — LA LOI D'ORGANISATION DES COURS DU 28 OCTOBRE 1932

Une Cour locale sera établie dans chaque sous-préfecture ou *Hien*, dans chaque municipalité ou *Che* ; mais, si sa circons-

(67) *Tchong kouo fa liu fa ta che*, p. 1086.

(68) Jean ESCARRA, op. cit., p. 302.

(69) Art. 1^{er} du règlement provisoire du pouvoir des procureurs près les Cours locales, *Ko cheng ti fang fa yuan kien tch'a kouan pan che kiuan hien tsan hing tiaou li*, dans le *Recueil des 6 codes*, p. 529.

cription est trop restreinte, on aura une seule cour locale pour plusieurs *Hien* ou *Che*. Si, au contraire, elle est trop étendue, une ou plusieurs sections seront détachées de la Cour locale (Art. 9). On nommera pour chaque cour locale un président pris parmi les juges ; il sera chargé, concurremment avec ses fonctions de juge, de la direction générale de toute l'administration de la cour (Art. 10). Si les juges d'une Cour locale sont au nombre de six ou davantage, on peut la diviser en Chambres civiles et en Chambres criminelles. Sauf dans le cas où les fonctions de président seraient remplies par le juge, qui est en même temps président de Cour, on nommera pour chaque chambre un président pris parmi les autres juges ; il surveillera toutes les affaires de la Chambre en question et en effectuera la répartition (Art. 12) (70).

Pour une section détachée de la Cour locale un président de Cours sera choisi parmi les juges ; il sera chargé, concurremment avec ses fonctions de juge, de l'administration générale de cette section détachée. Lorsqu'une section détachée ne comprend qu'un seul juge, on ne nommera pas de président de Cour, et ce juge s'occupera de l'administration de cette section détachée (Art. 13) (71).

D'après une statistique du ministère de la justice, au mois de mai 1936 il y avait deux cent quatre-vingt-douze cours locales en Chine. Dans tout le territoire des provinces du Ning-hia et du Kouang-tong les Cours exercent le pouvoir de la justice, les préfets n'en sont plus chargés (72).

Section 4. — Les Cours de 1^{er} degré

I. — RÉFORME A LA FIN DES TS'ING

1) Dans la capitale

Dans la capitale, l'établissement de cinq Cours de 1^{er} degré *Tch'ou ki chen p'an t'ing*, et leur parquet *Tch'ou ki kien*

(70) François THÉRY, op. cit., p. 12.

(71) Voir op cit., ib.

(72) *Sseu fa kong pao*, n° 113 du 18 mai de 1936, pp. 7-8.

tch'a t'ing fut achevé en même temps que celui de la Cour supérieure et de la Cour locale (73).

Les Cours du premier degré comprenaient dix juges, *T'ouei che*. Leurs parquets étaient composés de huit procureurs, *Kien tch'a kouan*. Dans chaque Cour était un premier juge, *Kien tou t'ouei che* (74). Les juges et les procureurs avaient tous le grade de 2^e classe du 6^e *P'in*.

2) Dans les provinces

La création de ces cours fut projetée en même temps que celle des Cours supérieures et des Cours locales.

Le règlement provisoire des circonscriptions judiciaires prévoyait qu'une ou plusieurs Cours du 1^{er} degré pourraient être établies dans chaque *Tcheou*, *T'ing* ou *Hien* (75). Cependant le règlement concernant les Cours de tous degrés des capitales provinciales et des villes commerciales limita cet établissement de plusieurs Cours aux *Hien* où siégeait la capitale provinciale et aux villes commerciales (76).

Dans chaque Cour, il y avait un ou deux juges. Dans l'hypothèse d'un seul juge, c'était le président de la cour locale qui devait le surveiller ; s'il y en avait plusieurs, on mettrait un premier juge ou *Kien tou t'ouei che* (77).

II. — DU DÉBUT DE LA FONDATION DE LA RÉPUBLIQUE A 1927

A partir de la 3^e année de la fondation de la République (1914) le gouvernement de Pékin supprima les Cours de 1^{er} degré pour les remplacer par les Chambres de la procédure sommaire des cours locales (78).

Désormais, la juridiction du 4^e degré n'existait plus qu'à l'état fictif.

(73) V. *Siu ts'ing tch'ao wen hien t'ong k'aa*, T. 2, p. 8.

(74) V. op. cit., T. 2, pp. 8848 et 8852.

(75) V. op. cit., T. 2, p. 8857.

(76) V. op. cit., T. 2, p. 8931.

(77) V. op. cit., T. 2, pp. 8850 et 8931.

(78) V. TS'AO FONG-SIAO : *Organisation des Cours, Fa yuan pien tche fa*, Cours de l'université centrale nationale de Nankin, 1927, p. 12.

III. — DE L'ÉTABLISSEMENT DU GOUVERNEMENT NATIONAL A NANKIN
A L'APPLICATION DE LA LOI D'ORGANISATION DES COURS
DU 28 OCTOBRE 1932

La juridiction du 4^e degré demeurerait dans l'état dont nous venons de parler.

IV. — LA LOI D'ORGANISATION DES COURS DU 28 OCTOBRE 1932

Cette loi supprima définitivement la juridiction de la Cour de 1^{er} degré. Les principes de législation des Cours adoptés par la 231^e réunion du Conseil Central Politique, *Tchong yang tcheng tche houei yi*, nous renseignent à ce sujet. En voici le texte : « L'ancien système de notre pays était de quatre degrés et trois instances ; mais, à la suite de la suppression des Cours du 1^{er} degré dans la 3^e année de la République, les noms des quatre degrés subsistent ; mais en fait ils ont disparu depuis longtemps. A la suite de cette suppression une Chambre sommaire fut rattachée aux Cours locales, à laquelle revenaient les affaires qui étaient précédemment de la compétence des Cours du 1^{er} degré ; on faisait appel de ses jugements devant la Cour locale. On fut obligé de diviser une même Cour en deux degrés et de considérer ses jugements comme étant ceux de deux instances. Comme la procédure devenait de plus en plus compliquée, en fait les citoyens en souffraient.

On décida de réaliser le système de trois degrés : Cour locale, Cour supérieure, Cour suprême. La simplification est évidente : l'exercice de la justice ne sera plus aussi compliqué. En principe, les procès passeront par trois instances, ce qui en assurera un examen approfondi. Pour la procédure civile et pénale, on suivra les règles législatives, actuellement en vigueur. Deux instances constituent une exception ; cette manière de faire assurera la prompte conclusion des procès. Pour ce qui est des dispositions de détail il faut attendre les codes de procédure civile et pénale (79) ». C'est pourquoi l'article 2 a décidé la division des Cours en trois degrés comme suit : 1) Cours locales, 2) Cours supérieures, 3) Cour suprême.

(79) François THÉRY, *op. cit.*, p. 3.

Cette réforme excellente ne rend pas seulement la juridiction simple, réaliste et souple, mais encore protectrice pour les justiciables et économique pour les contribuables.

Section 5. — Autres organismes judiciaires

I. — LE SYSTÈME DE LA FIN DES TS'ING

Dans les *Tcheou*, les *T'ing* et les *Hien* il pouvait y avoir une section d'une Cour locale et une Cour de 1^{er} degré comme nous l'avons déjà signalé. Cependant dans ces régions, où leur installation était impossible, les administrateurs, *Tche tcheou*, *T'ing t'ong*, *Tche hien* cumulaient la justice.

Les administrateurs n'étant pas pourvus d'une culture juridique spécialisée, étaient assistés de *Che ye*, sorte de rédacteurs judiciaires ayant un rôle de conseillers. La ville de *Chao-hing* de la province de Tcho-kiang, réputée pour son vin était également célèbre pour son *Che ye*, à tel point que les fonctionnaires dont nous venons de parler étaient appelés couramment *Chao hing che ye*. Au-dessous de *Che ye* les *Chou pan*, employés payés par les administrateurs rédigeaient les brouillons des jugements et les présentaient aux *Che ye* qui les publiaient au nom des administrateurs. Ceux-ci, en principe, procédaient en personne à l'interrogatoire. Dans les affaires importantes et délicates, le technicien *Chao hing che ye* était derrière l'écran et soufflait son rôle au magistrat (80).

II. — DU DÉBUT DE LA FONDATION DE LA RÉPUBLIQUE A 1927

Dans la 2^e année de la fondation de la République (1913), le gouvernement de Pékin, pour les affaires de la juridiction des Cours locales et de premier degré, établit dans chaque *Hien* où il n'y avait pas de Cour, un bureau de jugement, d'information et d'enquête, *Chen kien so*. Ces bureaux furent supprimés l'année d'après. Il publia le règlement provisoire du cumul de la justice des sous-préfets en leur confiant le pouvoir de la justice dans leur sous-préfecture. Dans la 6^e année, il édicta le règle-

(80) V. Jean ESCARRA, op. cit., p. 254-255.

ment d'organisation des offices judiciaires des sous-préfectures, *Hien sseu fa kong chou tsou tche tchang tch'eng*, mais ce règlement ne fut pas appliqué partout ; les sous-préfets continuaient à cumuler la justice (81).

Dans le système de *Chen kien so* le sous-préfet ne cumulait que les fonctions de procureur et le juge appelé *pang chen yuan* rendait en toute indépendance les jugements (82).

D'après le règlement provisoire réformé du 19 juillet 1921 concernant le cumul de la justice des sous-préfets, un fonctionnaire judiciaire appelé *Tch'eng chen yuan* était sous la surveillance du sous-préfet (Art. 6). C'est un auxiliaire du sous-préfet (Art. 2). Le sous-préfet et le *Tch'eng chen yuan* s'occupaient conjointement des affaires judiciaires (83).

Le règlement d'organisation des offices judiciaires imita le système du *Chen kien so* tout en l'améliorant. L'office judiciaire des sous-préfectures, *Hien* se composait du sous-préfet, *Hien tche che* et du juge, *Chen p'an kouan*, qui était nommé par le ministre de la justice sur la présentation du président de la Cour supérieure ; il y avait une grande différence avec le *Tch'eng chen yuan* qui était nommé par le président de Cour supérieure sur la présentation du *Hien tche che*. Le *Chen p'an kouan* rendait les jugements en toute indépendance. Le *Hien tche che* ne pouvait intervenir (84).

III. — DE L'ÉTABLISSEMENT DU GOUVERNEMENT NATIONAL A NANKIN JUSQU'À L'APPLICATION DE LA LOI D'ORGANISATION DES COURS DU 28 OCTOBRE 1932

Le ministre de la justice précisa le 24 mai 1920 qu'on appliquerait continuellement le règlement provisoire concernant le cumul de la justice par des sous-préfets (85).

A cette époque aucun système uniforme réglementait la justice des sous-préfectures. On peut cependant les résumer sous trois formes :

(81) V. *Tchong kouo fa liu fa ta che*, T. 2, p. 1094.

(82) Op cit., ib.

(83) Règlement provisoire réformé concernant le cumul de la justice par des sous-préfets dans le *Recueil des 6 codes*, T. 5, p. 569.

(84) *Tchong kouo fa lu fa ta che*, T. 2, p. 1095.

(85) V. *Sseu fa li kouei*, 1931, T. 1, p. 651.

1) En général, les sous-préfets cumulaient la justice.

2) Dans le Hou-peï (86) et Ning-hia (87) des commissaires judiciaires où *Sseu fa wei yuan* s'occupaient de la justice.

3) Dans le Kan-sou les *Chen p'an kouan* rendaient la justice (88).

Dans certaines provinces, sauf des organismes sus-intentionnés, il y avait un certain nombre de Cours de sous-préfecture appelées *Hien fa yuan*. Nous pouvons citer en exemple l'organisation de la Cour de la province du Ho-nan où les *Hien fa yuan* étaient composés d'un premier juge ou *Tchou jen t'ouei che*, des juges ou *T'ouei che* et d'un ou deux procureurs. (Règlement provisoire du 15 février 1930 des exercices des affaires des Cours des sous-préfectures du Ho-nan, *Ho-nan ko hien hien fa yuan tsan hing tch'ou wou kouei tso*) (89).

IV. — LA LOI D'ORGANISATION DES COURS DU 28 OCTOBRE 1932

Cette loi prévoit dans l'article 9 qu'on établirait une Cour locale dans chaque sous-préfecture, *Hien* et dans chaque municipalité, *Che*. Mais, si leur circonscription est trop limitée on pourrait établir une seule Cour locale pour plusieurs *Hien* ou *Che*. Si au contraire, la circonscription est trop étendue, on établira une ou plusieurs sections détachées de la Cour locale (90). On devait installer des Cours locales ou sections détachées pour l'exécution de cette loi dans chaque *Hien* afin de décharger les sous-préfets cumulant le pouvoir judiciaire. Mais l'état des finances n'ayant pas permis cette réforme, le gouvernement trouva un moyen transitoire. Il publia un règlement provisoire d'organisation des départements judiciaires des sous-

(86) V. Règlement provisoire du 26 juillet 1929 concernant la nomination des *Sseu fa wei yuan* des sous-préfectures du Hou-peï, *Hou-peï ko hien sseu fa wei yuan jen yong tsan hing pan fa*, dans le *Sseu fa li kouei*, 1931, T. 1, p. 350.

(87) V. Règlement provisoire du 4 novembre 1933 concernant la nomination des *Sseu fa wei yuan* des sous-préfectures du Ning-hia dans le *Sseu fa li kouei*, 1936, T. 1, p. 543.

(88) Op. cit., T. 1, p. 553.

(89) *Sseu fa li kouei*, 1931, T. 1, pp. 531-533.

(90) Art. 9 de la loi d'organisation des Cours. (François THÉRY, op. cit., p. 12).

préfectures, *Hien sseu fa tch'ou tsoü tche tsan hing tiao li*, le 9 avril 1936 (91).

Dans les *Hien* où il n'y a pas de cour, on établira provisoirement un département judiciaire dans le tribunal du gouvernement de la sous-préfecture (Art. 1^{er}). On y mettra un juge appelé *Chen p'an kouan* qui s'occupera en toute indépendance de la juridiction de jugement. S'il y a plusieurs *Chen p'an kouan* on en prendra un comme premier juge, *Tchou jen chen p'an kouan* (Art. 3). Le sous-préfet, *Hien tchang* ne cumulera que les fonctions du procureur (Art. 4) (92).

Cependant ce règlement ne devait être mis en vigueur que pour un délai de 3 ans (Art. 13), à partir du jour de l'application (9 avril 1936) (93). Dans ce délai on doit déterminer l'établissement des Cours locales dans tous les *Hien*.

L'arrêté (*Hiun ling*) du *Sseu fa yuan*, *Yuan* judiciaire, du 18 avril 1936, adressé au ministre de la justice et portant le numéro 301 du mot « *Hiun* » lui ordonne d'établir un budget pour lui permettre d'envisager avec le *Yuan* exécutif, *Hing tcheng yuan*, l'installation de Cours à bref délai en s'appuyant sur l'arrêté du gouvernement national du 9 avril 1936, portant le numéro 355 (94).

Le ministère de la justice répondit au *Yuan* judiciaire le 29 avril qu'il avait déjà établi un projet sommaire concernant la transformation des départements judiciaires en Cours et ordonné le 24 avril 1936 aux présidents des Cours supérieures des provinces de l'exécuter. Suivant ce projet, la transformation devait commencer le 1^{er} janvier 1938 et se poursuivre en trois étapes de chacune 6 mois. La transformation serait achevée au plus tard à la fin de juin 1939 ; quant au projet détaillé, il fallait attendre les renseignements pris auprès des présidents des Cours supérieures des provinces pour en établir le budget qui permettra au *Sseu fa yuan* d'en discuter avec le *Hing tcheng yuan* (95).

(91) *Sseu fa kong pao*, n° 107 du 18 avril 1936, p. 1.

(92) Op. cit., ib.

(93) *Sseu fa li kouei*, 1936, T. 3, p. 4037.

(94) V. *Sseu fa kong pao*, n° 109 du 28 avril 1936, pp. 3-4.

(95) V. Lettre du 29 avril du ministère de la justice adressée au *Sseu fa yuan* dans le *Sseu fa kong pao*, n° 113 du 18 mai 1936, pp. 5-6.

Les renseignements pris auprès des présidents des Cours supérieures par le ministre de la justice se rapportaient au nombre de Cours à créer (en vertu de l'exception de l'article 9 plusieurs sous-préfectures pouvant être réunies pour une seule Cour) et aux frais d'établissement de ces Cours (96).

On peut déduire de cela que le département judiciaire n'est qu'une étape vers l'établissement de Cours sur tout le territoire chinois. Malheureusement le conflit sino-japonais qui éclata au mois de juillet 1937 empêcha la réalisation de ce plan.

(96) V. Arrêté du ministère de la justice adressée aux présidents des Cours supérieures des provinces portant le numéro 2409 du mot « Hiun » dans le *Sseu fa kong pao*, n° 116 de juin 1936, pp. 7-8.

CHAPITRE II

ADMISSION DANS LA MAGISTRATURE CONDITIONS

Là, où l'administration est confiée à des hommes inaptes ou médiocres, le résultat ne se fait pas attendre. « L'exemple des Etats de l'Amérique (du Nord, du Centre, du Sud) où n'existe pas encore un bon cadre du personnel administratif, est très significatif à cet égard. Le gaspillage des deniers publics, l'inefficacité et l'incohérence de l'administration y sont la règle ». D'après ce qui précède, il est évident que si l'administration doit jouer dans l'Etat moderne un rôle capital, la question du personnel devient décisive. Une bonne administration, cela veut dire un personnel éprouvé et compétent (1).

Evidemment les tâches des magistrats sont plus importantes et plus délicates que celles des administrateurs. Seuls, les hommes connaissant à fond les lois peuvent les remplir avec succès. Ceux qui ne sont pas fonctionnaires de carrière ne peuvent rendre la justice avec la garantie de capacité professionnelle. Par conséquent, les conditions exigées pour l'entrée dans la magistrature ne sont pas seulement des conditions d'aptitude intellectuelle, mais aussi celles d'aptitude morale.

Les magistrats des Cours de la capitale de la fin de la dynastie des Ts'ing sont recrutés parmi les anciens fonctionnaires, malgré la réforme judiciaire (2).

(1) Gaston JÈZE : *Cours de droit public (Le statut des fonctionnaires publics)*, 1929, Paris, p 1.

(2) *Tchong kouo fa liu fa ta che*. T. 2, p. 919.

Après la Révolution de 1911, les écoles de droit instruisirent un plus grand nombre de juristes, les conditions pour entrer dans la magistrature étaient plus difficiles qu'à la fin des Ts'ing. L'article 44 de la Convention provisoire, *Lín che yo fa*, du 11 mars 1912 prévoit que les Cours seraient composées de magistrats nommés par le président de la République et le ministre de la justice. L'organisation judiciaire et les conditions exigées pour entrer dans la magistrature seraient fixées par les lois (3).

L'article 98 de la Constitution, *Hien fa* du 10 octobre de la 12^e année de la République (1923) a également prévu que l'organisation judiciaire et les conditions exigées pour l'entrée dans la magistrature seraient arrêtées par des lois et que le président de la Cour suprême serait nommé avec le consentement du Sénat (4).

Le gouvernement national est composé de cinq *Yuan*. Ce sont : le *Yuan* exécutif (*Hing tcheng yuan*), *Yuan* législatif (*Li fa yuan*), *Yuan* judiciaire (*Sseu fa yuan*), *Yuan* des examens (*K'ao che yuan*), et *Yuan* du contrôle (*Kien tch'a yuan*) ; chaque *yuan* exerce son pouvoir en toute indépendance (5). C'est *K'ao che yuan* qui s'occupe des examens des fonctionnaires, de celui des conditions exigées pour l'admission dans un emploi public et du classement des fonctionnaires (6).

Ce chapitre se divise en trois sections suivant les trois époques : 1^o de 1906 à 1911 — 2^o de 1912 à 1926 — 3^o de 1927 à nos jours.

Section 1. — De 1906 à 1911

A cette époque les magistrats étaient recrutés, en principe, parmi les fonctionnaires, sous certaines conditions, du minis-

(3) *Pi kiao hien fa*, pp. 774-775.

(4) Op. cit., pp 828.

(5) Art. 71 de la Convention du 1^{er} juin 1931 de la période de la tutelle politique, *Huin tcheng che k'i yo fa*, dans le *Sseu fa li kouei*, 1931, T. 1, p. 6.

Loi du 15 juin 1931 sur l'organisation du gouvernement national, *Kouo min tcheng fou tsou tche fa*, dans le *Sseu fa li kouei*, 1931, T. 1, pp. 131-134.

(6) Art. 1, 2 et 3 de la loi du 20 octobre sur l'organisation du *Yuan* des examens du gouvernement national, *Kouo min tcheng fou k'ao che yuan tsou tche fa*, dans le *Sseu fa li kouei*, 1931, T. 1, p. 199.

tère de la justice. On donna quelquefois de l'avancement aux greffiers et aux chefs des prisons pour leur permettre d'entrer dans la magistrature. On nomma des diplômés d'une école de droit ayant rempli la condition du temps de service et les rédacteurs judiciaires.

Plus tard, il y eut des magistrats recrutés parmi ceux ayant satisfait à l'examen pour l'entrée dans la magistrature et les étudiants ayant étudié en pays étrangers et réussi à l'examen passé devant l'Empereur.

Il y eut plusieurs règlements concernant les conditions exigées pour l'entrée dans la magistrature. Les voici par ordre de publication.

I. — LE RÈGLEMENT CONCERNANT LA NOMINATION
ET L'AVANCEMENT DES MEMBRES DES COURS ET DES PARQUETS
DE LA CAPITALE

*King che chen P'an kien tch'a ko t'ing yuan k'üe jen yong
cheng pou tchang tch'eng* (7).

Ce règlement fut ordonné par l'empereur Siuan-t'ong dans la 1^{re} année de son règne (1909) sur la proposition du ministère de la justice. Comme on avait besoin de magistrats, les conditions exigées pour l'entrée dans la magistrature des Cours de la capitale étaient très souples.

1) Au début de l'établissement de ces Cours, il fallait un grand nombre de juristes ; de plus, les mieux qualifiés furent envoyés dans les provinces sur la demande des chefs de ces provinces. Désormais, en cas d'insuffisance de magistrats, le ministre de la justice, sur l'approbation de l'Empereur, peut appeler les juristes en dehors de la capitale et aussi ceux ayant terminé leurs études de droit, afin de les nommer Membres de ces Cours (Art. 1).

2) Lorsque le ministre de la justice permute les juges, les procureurs, les directeurs et leurs assistants de prisons (*So tchang* et *So kouan*), les greffiers de 2^e classe (*Tien pou*) et ceux de 3^e classe (*Tchou pou*) etc., il le fait suivant le nouveau règlement approuvé par l'Empereur sur la proposition du bureau de

(7) *Siu ts'ing tch'ao wen t'ong k'ao*, T. 2, p. 8852.

la rédaction et de l'examen de la politique constitutionnelle, *Hien tcheng pien tch'a kouan* et du ministre des fonctionnaires, *Li pou*. Il y a seulement dans toutes les Cours cinq postes de 1^{re} classe de 6^e *P'in* (*Tcheng lou p'in*) pour les procureurs, les secrétaires auxiliaires (*Tchou che*) titulaires du ministère de la justice et pour ceux qui ne sont pas titulaires, mais qui ont été nommés en raison de leurs titres de *Tsin che* (lettré) ou de *Pa kong* (étudiant choisi par le chef de l'éducation des provinces) et diplômés de l'école de droit peuvent être permutés et nommés comme juges ou procureurs de 1^{re} classe de 5^e ou 6^e *P'in* ; les secrétaires du conseil privé de l'empereur (*Nei ko tchong chou*) et les sous-préfets, (*tche hien*) tous différents d'avec les autres fonctionnaires auxiliaires du 7^e *P'in*, s'ils sont entrés dans l'emploi public à la suite d'un examen ou s'ils se sont spécialisé dans le droit ; les autres fonctionnaires auxiliaires ou ceux ayant obtenu leur poste par la contribution volontaire ne peuvent invoquer cet exemple. Les fonctionnaires permutés ne peuvent être nommés suivant le règlement comme les titulaires que lorsqu'ils sont titulaires ou suppléants, ceux qui font le stage ou ceux qui le sont à titre d'essai doivent remplir les conditions de temps pour être titulaires et ceux qui le sont à titre de candidats (*Heou siuan*) ne peuvent être choisis et présentés à l'empereur comme fonctionnaires qu'après un an de service et suivant le règlement proposé par le bureau de la rédaction et de l'examen de la politique constitutionnelle et par le ministère des fonctionnaires, à moins que le besoin de magistrats ne se fasse sentir par suite de vacances de postes ou de création de Chambres nouvelles ou de Cours de 1^{er} degré ; dans ce cas le ministre de la justice peut dispenser les fonctionnaires de ce stage et de ce délai d'essai (Art. 2).

3) Quant aux étudiants diplômés en droit, le ministre de la justice, suivant le règlement proposé par le bureau de la rédaction et de l'examen de la politique constitutionnelle et par le ministère des fonctionnaires, peut appeler les diplômés de l'école supérieure de droit ayant rempli la condition du temps de service. Le ministre de la justice, ayant estimé la supériorité de leurs études, peut, en vertu de l'exemple de la présentation des secrétaires auxiliaires (*Tchou che*) du ministère et des « petits fonctionnaires » du 7^e *P'in* proposé par le bureau de la rédaction et de l'examen de la politique constitutionnelle, demander

à l'Empereur de les nommer comme juges (*T'ouei che*) ou procureurs (*Kien tch'a kouan*) de Cours du 1^{er} degré (*Tchou ki fa yuan*) ou encore directeurs (*So tchang*), assistants (*So Kouan*) de prison, greffiers de la 1^{re} ou 2^e classe (*Tien pou*) ou de la 3^e classe (*Tchou pou*), stagiaires (*Hio si*), auxiliaires sans service fixe (*Hing tseou*), etc. Le ministre de la justice peut les dispenser, comme dans l'exemple cité plus haut, de la condition de temps exigée pour le stage en cas d'augmentation des Chambres ou des Cours de 1^{er} degré (Art. 3).

4) Les magistrats des Cours et les fonctionnaires du ministère de la justice peuvent permuter. Sauf les titulaires, les fonctionnaires spécialistes en questions juridiques du ministère de la justice satisfaisant aux fonctions de juge ou de procureur peuvent faire l'objet d'un avancement comme juges titulaires de la Cour supérieure, procureurs titulaires du parquet ou juges titulaires de la Cour locale ; les « petits fonctionnaires » titulaires de la capitale peuvent être nommés comme procureurs de parquets de la Cour locale ou des Cours de 1^{er} degré et des directeurs de prisons de la Cour locale, à la condition que tous soient compris dans la catégorie de la nomination à la discrétion du ministère de la justice (*Tcho pou*) et soient proposés à l'Empereur avec avis très favorable du ministre (Art. 6).

5) Les greffiers des Cours ayant rempli leurs devoirs avec zèle pendant 3 ans de service, peuvent être nommés sur la recommandation des présidents des Cours comme « petits fonctionnaires » du 7^e *P'in*, près le ministère de la justice comme juges et procureurs des Cours de 1^{er} degré (Art. 10).

Ce règlement se rapportant à la nomination et à l'avancement des membres des Cours et des parquets de la capitale fut provisoirement appliqué avant celui concernant la nomination des magistrats et celui de l'avancement de ces derniers.

II. — LE RÈGLEMENT CONCERNANT L'ÉTABLISSEMENT DES COURS DE TOUS LES DEGRÉS DES CAPITALES PROVINCIALES ET DES VILLES COMMERCIALES

Ko cheng tch'eng chang pou ko ki chen p'an t'ing
Tch'eou pan che yi (8).

Ce règlement fut approuvé également par l'empereur Siuan-

(8) *Sseu fa li kouei*, 1922, T. 1, p. 73.

t'ong le 10^e jour de la 7^e lune de la 1^{re} année de son règne (1909) sur la proposition du ministère de la justice.

Dans ce règlement, on prévoit les conditions pour être nommés juges ou procureurs. Pour les candidats pouvant être nommés ou juges ou procureurs ce sont les gouverneurs (*Tou fou*) surveillant les commissaires d'inspection de l'application des lois, *T'i fa che*, qui doivent les choisir soigneusement. Les candidats aux fonctions de juges ou de procureurs doivent posséder une des qualifications suivantes :

- 1) Les fonctionnaires dont les grades et les classes sont égaux à ceux des juges ou des procureurs.
- 2) Les diplômés d'une école spéciale de droit.
- 3) Les juristes.
- 4) Les fonctionnaires ayant un sceau, *Tcheng yin kouan*.
- 5) Les rédacteurs judiciaires, *Che ye* (9).

III. — LA LOI D'ORGANISATION DES COURS, *Fa yuan pien tche fa* (10)

Cette loi fut approuvée par l'empereur Siuan-t'ong dans la première année de son règne suivant la proposition du bureau de la rédaction et de l'examen de la politique constitutionnelle, *Hien tcheng pien tch'a kouan*. Elle exigeait des conditions plus rigoureuses pour l'entrée dans la magistrature.

A) Conditions intellectuelles

1) Ceux qui ont réussi les examens d'après le règlement concernant l'examen pour l'entrée dans la magistrature et la nomination des magistrats, *Fa kouan k'ao che jen yong tchang tch'eng*, peuvent être nommés dans la magistrature à un poste de juge ou de procureur (Art. 106).

2) Ceux qui ayant étudié dans une école de droit pendant trois ans au moins et obtenu un diplôme ont professé pendant la même période dans une école provinciale de droit ou exercé la profession d'avocat trois ans au moins peuvent être nommés juges suppléants ou procureurs suppléants (Art. 112).

3) Pour être nommés juges des Cours supérieures ou procu-

(9) *Che ye* est un rédacteur judiciaire assistant de l'administrateur.

(10) *Sseu fa li kouei*, 1922, T. 1, pp. 59 et suivantes.

reurs des parquets, il faut posséder l'une des qualifications suivantes :

1° Avoir exercé les fonctions de juge ou de procureur pendant cinq ans au moins.

2° Avoir étudié dans une école de droit pendant trois ans au moins et obtenu un diplôme et professé pendant cinq ans dans une école de droit de la capitale ou de province ou avoir exercé la profession d'avocat pendant cinq ans au moins (Art. 118).

4) Pour être nommé juge de la Cour suprême ou procureur du parquet, on doit :

1° Avoir exercé les fonctions de juge ou de procureur pendant dix ans au moins.

2° Avoir étudié dans une école de droit pendant trois ans au moins, obtenu un diplôme et avoir professé pendant dix ans dans une école de droit de la capitale ou de province ou exercé la profession d'avocat pendant dix ans au moins (Art. 119).

B) Conditions morales

La loi interdit l'accès aux fonctions de juge ou de procureur aux personnes dont les garanties morales sont suspectes ou insuffisantes.

1° Celles qui ont subi la privation du droit d'être fonctionnaires publics en raison de la privation des droits civiques.

2° Celles qui ont été condamnées à un emprisonnement de trois ans au moins.

3° Celles qui ont fait faillite et n'ont pas payé leurs dettes (Art. 115).

IV. — LE RÈGLEMENT CONCERNANT LES INCOMPATIBILITÉS DES MAGISTRATS DES PROVINCES

Ko cheng fa kouan houei pi pan fa (11)

En vertu de ce règlement, les juges et les procureurs ne peuvent être nommés dans leurs provinces. Mais le règlement concernant les exceptions d'incompatibilité des magistrats des provinces, *Ko cheng fa kouan pien t'ong houei pi pan fa*, de la 1^{re} année du règne de l'empereur Siuan-t'ong fit une règle spéciale

(11) V. *Siu Tsing tch'ao wen hien t'ong K'ao*, T. 2, p. 8857.

pour les juges et les procureurs des Cours locales ou des Cours de 1^{re} degré : ils peuvent exercer leurs fonctions dans leurs provinces, mais non pas dans leurs *Fou* ou *Tcheou* natals et pour les régions éloignées de moins 300 *li* autour de leurs villes natales (12).

V. — LE RÈGLEMENT PROVISOIRE CONCERNANT L'EXAMEN
POUR L'ENTRÉE DANS LA MAGISTRATURE
ET LA NOMINATION DES MAGISTRATS

Fa kouan k'ao che jen yong tsan hing tchang tch'eng (13)

Ce règlement a été édicté sur la proposition du ministère de la justice par l'empereur Siuan-t'ong dans la 1^{re} année de son règne.

Ceux ayant réussi en dehors de la capitale au premier examen pour l'entrée dans la magistrature seront envoyés comme juges ou procureurs de 1^{re} classe du 7^e *P'in*, pour un stage près les Cours. Ceux qui sont d'un rang supérieur seront envoyés pour un stage tout en conservant leur charge originaire. Ils seront titulaires de l'emploi de juges ou de procureurs du rang correspondant à leur rang originaire sur la présentation du ministère de la justice lorsqu'ils auront satisfait au deuxième examen des magistrats.

Dans les provinces directement subordonnées au gouvernement central où la réforme judiciaire commence à être appliquée, les *t'i fa che* peuvent « charger » provisoirement les meilleurs d'entre eux comme juges ou procureurs et transmettre leurs dossiers au ministère de la justice et aux bureaux du préfet impérial, *Tou fou*.

VI. — LE RÈGLEMENT CONCERNANT
LA PERMUTATION DES FONCTIONNAIRES
DIPLOMÉS DE L'ÉCOLE DE DROIT

Fa liu hio t'ang pi ye hio yuan kai yong fa kouan pan fa (14)

Ce règlement fut promulgué sur la proposition du ministère

(12) Un *li* est égal à 576 mètres.

(13) V. *Siu ts'ing tch'ao wen hien t'ong k'ao*, T. 2, p. 8857.

(14) Op. cit., ib.

de la justice par l'empereur Siuan-t'ong dans la première année de son règne.

1) Les fonctionnaires de la capitale peuvent permuer dans les Cours de tous les degrés de la capitale pour un poste de juge ou de procureur correspondant à leur grade. Cependant les secrétaires (*Tchong chou*) du secrétariat (*Tchong chou k'o*) du palais de l'empereur n'ayant pas de grade égal à celui de juge peuvent être nommés d'abord comme juges ou procureurs suppléants de la 1^{re} classe du 7^e *P'in*. Après avoir exercé ces fonctions pendant trois ans, ils seront promus à la 2^e classe du 6^e *P'in* et en cas de vacance seront titulaires d'un poste. Les sous-chefs des bureaux des ministères (*Yuan wai lang*) peuvent permuer s'ils le désirent pour un poste de juge de 2^e classe du 5^e *P'in* de la Cour suprême et de même les secrétaires auxiliaires (*Tchou che*) à un poste de juge de la 1^{re} classe du 6^e *P'in* de la Cour suprême (Art. 1).

2) Si les fonctionnaires de la capitale veulent permuer pour être magistrats dans les provinces, ils avancent d'un degré dans leur grade suivant le règlement de la présentation des magistrats, *Fa kouan fen fa tchang tch'eng*. Pour les chefs de bureaux (*Lang tchong*), les sous-chefs (*Yuan wei lang*) des ministères, comme il n'y a pas de poste dans la magistrature provinciale correspondant à leur grade, ils peuvent provisoirement être nommés comme juges ou procureurs de la 2^e classe du 5^e *P'in*, mais ils réservent leur situation et leur tribunal d'origine. Après deux ans de nomination pour *Lang tchong* et trois ans pour *Yuan wai lang* les plus méritants peuvent être présentés par le commissaire d'inspection de l'application des lois, *T'i fa che*, avec un avis favorable, au ministère de la justice qui l'ayant examiné et accordé adresse un rapport à l'Empereur pour demander leur nomination comme président de Cour supérieure ou procureur général près cette Cour dans les provinces. Lorsque le poste devient vacant, ils en sont titulaires. Les secrétaires auxiliaires des bureaux des ministères (*tchou che*) peuvent permuer comme les juges ou les procureurs de la 2^e classe du 5^e *P'in* ; les secrétaires (*Tchong chou*) du secrétariat du palais de l'empereur (*Tchong chou k'o*) le peuvent comme juges ou procureurs de la 1^{re} classe du 7^e *P'in* ; s'ils veulent être magistrats dans un rang de leur grade, on le leur accorde (Art. 2).

3) Les fonctionnaires provinciaux peuvent permuer suivant le

règlement de la présentation des magistrats, *Fa kouan fen fa tchang tch'eng*, pour un poste de la magistrature provinciale équivalent à leur grade. Pour les administrateurs de *Fou* (*Tche fou*) et ceux de *Tcheou* subordonnés à la province (*Tche tcheou*) il n'y a pas de poste égal à leur grade dans la magistrature. On les nomme à titre provisoire à un poste de juge ou de procureur de 2^e classe du 5^e *P'in*, mais, ils conservent leur situation et leur tribunal original. Après deux ans de nomination pour les *tche fou* ou trois ans pour les *Tche tcheou*, ceux dont la compétence est prouvée peuvent être présentés par le commissaire d'inspection de l'application des lois, *T'i fa che*, qui donne son opinion motivée au ministère ; celui-ci après examen et estimation adresse un rapport à l'Empereur demandant la nomination à un poste de président ou de procureur général d'une Cour supérieure provinciale. Ils sont titularisés en cas de vacance de poste.

Les sous-préfets, *Tche hien*, sont des fonctionnaires ayant un sceau ; quoique leur grade soit subalterne, ils ne doivent être considérés comme les auxiliaires ordinaires du 7^e *P'in*, on fait une exception pour eux ; ainsi, s'ils ont obtenu la mention « très bien » à l'examen, ils peuvent être désignés pour un poste de juge ou de procureur de 2^e classe du 6^e *P'in* ; ceux qui ont obtenu une mention « moyen » sont nommés comme juge ou procureur de 1^{re} classe du 7^e *P'in*. Les auxiliaires des administrateurs de *Fou* (*Fou king*) ou des sous-préfets (*Hien tch'eng*) seraient nommés, si l'on suivait la règle ordinaire, comme magistrats de 1^{re} classe du 8^e *P'in*. Cependant, d'après le règlement d'application de l'examen pour l'entrée dans la magistrature, *Fa kouan K'ao che che hing si tso*, approuvé par l'Empereur sur la proposition du ministère de la justice, ceux qui sont reçus au premier examen, sont nommés comme juges ou procureurs de 1^{re} classe du 7^e *P'in*. En vertu de cette règle, on fait une exception en faveur des auxiliaires des administrateurs des *Fou* ou *Hien* qui peuvent permuer pour un poste de juge ou de procureur de 2^e classe du 7^e *P'in* ; lorsqu'ils ont exercé leurs fonctions pendant trois ans, ils peuvent être promus jusqu'à la 1^{re} classe du 7^e *P'in* et enfin titularisés lorsqu'il y a vacance de poste (Art. 3).

4) Les fonctionnaires provinciaux peuvent également être désignés pour un poste de magistrats des Cours de la capitale inférieur d'un degré à leur grade. Pour les auxiliaires des administrateurs de *Tcheou*, (*Tcheou t'ong*) ou de *Fou*, (*Fou king*) et les

sous-préfets (*Tche hien*) et leurs auxiliaires (*Hien tch'eng*), etc., on ne trouve pas de poste correspondant à leur grade dans la magistrature de la capitale ; on peut les nommer provisoirement. Cependant d'après le règlement dont nous venons de parler, ceux qui sont reçus au premier examen sont nommés comme juges ou procureurs de 1^{re} classe du 7^e *P'in* ; on fait également une exception pour tous les auxiliaires des administrateurs de *Tcheou* subordonnés à la province ou au *Fou*, *Tche li tcheou tcheou t'ong* ou *San tcheou tcheou t'ong*, et les sous-préfets, *Tche hien* en les considérant comme juges suppléants ou procureurs suppléants de 7^e *P'in* ; ils avancent après trois ans de service à la 2^e classe du 6^e *P'in* et sont titularisés en cas de vacance de poste. Les auxiliaires des administrateurs de *Fou* (*Fou king*) et les auxiliaires des sous-préfets (*Hien tch'eng*) sont nommés comme juges ou procureurs suppléants de 2^e classe du 7^e *P'in* ; ils avancent après trois ans de service à la 2^e classe du 6^e *P'in* et, enfin, lorsque le poste devient vacant, ils sont titularisés (Art. 4).

5) S'ils sont magistrats, ils n'ont pas besoin de la procédure de permutation pour être nommés à un autre poste dans la magistrature. Les fonctionnaires envoyés par le ministère des fonctionnaires à la Cour suprême, *Ta li yuan*, sont considérés comme magistrats. Tous ceux qui veulent être nommés dans la magistrature provinciale peuvent demander leur permutation, leur grade sera élevé d'un degré suivant le deuxième article du règlement. S'ils sont juges du 5^e *P'in*, ils pourront suivre l'exemple de permutation pour la province de *Lang tchong* et de *Yuan wai lang* des ministères, arrêté dans le deuxième article du règlement (Art 5).

VII. — LE RÈGLEMENT CONCERNANT LA NOMINATION DES MAGISTRATS
RECRUTÉS PARMI CEUX QUI ONT FAIT LEURS ÉTUDES A L'ÉTRANGER
ET QUI ONT RÉUSSI A L'EXAMEN DEVANT SA MAJESTÉ

T'ing che fa tcheng k'o ko cheng kai tsieou fa kouan pan fa (15)

Ce règlement fut proposé par le conseil privé de l'Empereur (*Nei ko*), par le ministère de l'éducation (*Hio pou*) et celui de la justice (*Fa pou*). Il a été approuvé par l'Empereur Siuan-t'ong dans la première année de son règne (1909).

(15) V. *Siu ts'ing tch'ao wen hien t'ong k'ao*, T. 2, p. 8859.

La proposition pour l'approbation de la loi d'organisation des Cours (*Fa yuan pien tche fa*) du bureau de la rédaction et de l'examen de la politique constitutionnelle (*Hien tcheng pien tch'a kouan*) stipule que les étudiants ayant fait leurs études de droit en pays étranger et qui ont réussi à l'examen devant le ministre de l'éducation lequel demande à l'Empereur de leur conférer le titre de docteur, *Kiu jen* ou *tsin che*, peuvent être dispensés du premier examen. Quant aux étudiants ayant terminé leurs études de droit à l'étranger et réussi à l'examen devant Sa Majesté, on a négligé de les régler. Les étudiants de l'école de droit de la capitale qui terminaient leurs études avec mention « très bien » étaient nommés par le ministre de la justice avec dispense du deuxième examen. Il est évident que le degré d'instruction des étudiants ayant terminé leurs études en pays étranger est plus avancé que celui de ceux de l'école de droit de la capitale ; de plus, après avoir réussi l'examen du ministère de l'éducation, ils passent un nouvel examen devant Sa Majesté. Ils méritent d'être nommés magistrats avec dispense du deuxième examen. Il n'y a pas là de contradiction avec la loi d'organisation des Cours, *Fa yuan pien tche fa* qui exige la réussite du deuxième examen pour être nommé magistrat.

En considérant tous les règlements et les lois dont nous venons de parler, nous pouvons conclure qu'à l'époque de la fin de la dynastie des Ts'ing, la plupart des magistrats ont été recrutés parmi les anciens fonctionnaires. On ne put avoir autant de spécialistes en droit qu'il était nécessaire. Malgré que les conditions exigées pour l'entrée dans la magistrature prévues par la loi d'organisation, *Fa yuan pien tche fa*, fussent plus sévères, on fut obligé de nommer des fonctionnaires ordinaires pour le fonctionnement de la justice. En somme, aucune réforme judiciaire vraiment satisfaisante n'a pas encore pu être obtenue.

Section 2. — De 1912 à 1926

Depuis la fondation de la République (1912) le recrutement des magistrats est devenu plus compliqué. Au début, dans les provinces, on établit des cours et on nomma des magistrats sans respecter les conditions légales et sans avertir le ministère de la justice. La situation des magistrats était donc précaire. Ils étaient à la merci des présidents de Cour supérieure qui les renvoyaient suivant leur bon plaisir. Le ministère de la justice s'ef-

força de corriger ces abus en ordonnant au mois de juin 1913 aux présidents des Cours supérieures de demander l'approbation quant à la proposition des nominations qu'ils auraient faites avant le 31 décembre de la même année. Passée cette date, toutes les propositions recevraient une fin de non-recevoir. Dans les provinces du Yun-nan, du Kouei-tcheou, du Kan-sou et du Chen-si, en raison de la difficulté des communications, on fit une exception : la date était reportée à la fin de mars de l'année suivante. Dans ces conditions les nominations devinrent plus sévères.

En novembre de la deuxième année de la République (1913) un examen pour l'entrée dans la magistrature fut institué par le ministère de la justice. Étaient nommés comme magistrats ceux qui satisfaisaient à cet examen et ceux qui en obtenaient la dispense sur la proposition du ministre de la justice suivant le règlement concernant le recrutement des magistrats, *Tseng pa sseu fa jen yuan kouei tso*.

Au début de la République, dans les provinces, la plupart des magistrats étaient originaires de la province même où ils étaient nommés, ce qui était fâcheux. Au mois de janvier de la troisième année, le gouvernement approuva le règlement concernant les incompatibilités *Sseu fa kouan houei pi pan fa* ce qui provoqua beaucoup de démissions et de suppressions de nominations. De plus, on supprima toutes les Cours du 1^{er} degré et on diminua un certain nombre de Cours locales ; de ce fait beaucoup de magistrats perdirent leur situation. Pour eux, une école de magistrats *Sseu fa kiang si so* fut organisée avec grand succès dans la capitale. A la fin des études, on recrutait la 2^e classe après un examen parmi ceux qui étaient diplômés d'une école de droit. Tous les diplômés de cette école étaient nommés.

Dans le mois de septembre de la quatrième année Yuan Chek'ai se déclara empereur et publia des décrets sur les examens pour célébrer sa fête. L'examen pour l'entrée dans la magistrature eut lieu au mois de mars de la cinquième année (1916). Selon le décret, les étudiants ayant réussi l'examen étaient envoyés auprès des Cours pour faire un stage, puis étaient nommés. En même temps l'examen pour l'accès aux administrations eut lieu. Les diplômés de droit subissant avec succès cet examen furent envoyés au ministère de la justice comme stagiaires, puis également nommés comme magistrats.

Les fonctionnaires de l'administration judiciaire, comme ceux du ministère de la justice, de la Cour suprême, des Cours supérieures, de Cour locale de la capitale et des parquets de ces Cours, du rang de « *Tsien jen* » pouvaient permuer comme magistrats.

Tous ceux qui avaient terminé leurs études dans les écoles de magistrats, appelés *Sseu fa tch'ou ts'ai kouan* et *Sin min tch'ou tsai kouan* des provinces du Nord-Est furent nommés magistrats.

Dans la septième année (1918) les magistrats ne pouvaient être nommés qu'après examen, par le ministre de la justice, de leurs titres exigés par télégramme du 11 décembre 1917 dudit ministre. Les présidents des Cours supérieures ne pouvaient à leur gré les « charger », ni les faire permuer. Au mois de janvier de la huitième année on supprima les « charges » et les permutations irrégulières (16).

A cette époque les écoles de droit augmentèrent en nombre, ainsi que les juristes instruits. Cependant, beaucoup de magistrats furent encore recrutés parmi les fonctionnaires administratifs. Mais le système judiciaire était en amélioration sur l'époque précédente.

Les conditions exigées pour l'entrée dans la magistrature furent successivement prévues par plusieurs décrets et lois. Sauf la loi d'organisation des Cours, *Fa yuan pien tche fa* et le règlement concernant l'établissement des Cours de tous les degrés des capitales provinciales et des villes commerciales, *Ko cheng tch'eng chang pou ko ki chen p'an t'ing tch'eou pan che yi*, dont nous avons parlé, nous allons étudier ces conditions.

I. — RÈGLEMENT DU 16 JANVIER 1914

ET DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES

CONCERNANT LES INCOMPATIBILITÉS (17)

A) Règlement du 16 janvier 1914 concernant les incompatibilités *Sseu fa kouan houei pi pan fa*

- 1) Dans toutes les Cours supérieures de province et leurs par-

(16) *Fa yuan tsou tche fa louen*, pp. 95-96.

(17) *Sseu fa li kouei*, 1922, T. 1, p. 314.

quets, on ne peut nommer comme magistrats dans leur province ceux qui en sont originaires.

2) Pour les Cours locales ou du 1^{er} degré et leurs parquets de provinces, les juristes du pays ne peuvent y être nommés.

3) Tous les magistrats des Cours ou des parquets de tous degrés dans les provinces, parents jusqu'au 4^e degré ou parents par alliance jusqu'au 3^e degré avec leurs supérieurs, doivent déclarer leur cas d'incompatibilité.

4) Pour les magistrats nommés avant la parution de ce règlement, le ministre de la justice pourra les permuter, s'ils se trouvent dans l'un des cas énoncés au trois paragraphes précédents. Tous les titulaires avant la permutation sont placés provisoirement au rang de nomination sans charge (*Chou li*).

Ce règlement confirma et compléta le règlement de l'incompatibilité des magistrats des provinces de la dynastie des Ts'ing (18).

B) Le règlement du 24 janvier 1914 compléta le règlement sur les incompatibilités, *Tseng ting sseu fa kouan houi pi pan fa*, par les deux articles suivants.

1) Si les Cours supérieures provinciales ou leurs parquets ont leurs sections, la portée de l'incompatibilité des magistrats de la Cour ou du parquet sera réduite aux juristes natifs du pays de la juridiction de ces Cours et parquets.

2) Les natifs dans la juridiction des sections de Cour supérieure provinciale ne peuvent pas être nommés magistrats dans ces sections.

II. — RÈGLEMENTS CONCERNANT LES CONDITIONS POUR L'ACCÈS AUX FONCTIONS DE MAGISTRATS DU RANG DE « *Kien jen* », *Kien jen fa kouan tseu ko*

A) Règlement du 22 juillet 1915 (19).

Les juristes se trouvant dans l'une des catégories suivantes peuvent être nommés comme magistrats du rang de *Kien jen*.

1) Les juges de la Cour suprême, *Ta li yuan*, et les procureurs du parquet près la Cour suprême, *Tsong kien tch'a t'ing* ayant exercé leurs fonctions pendant trois ans au moins.

(18) Supra, paragraphe 4, section 1, chapitre 2.

(19) *Sseu fa li kouei*, 1922, T. 1, p. 309.

2) Les présidents des Chambres des Cours supérieures, *T'ing tchang* et les procureurs des sections, *Cheou si kien tch'a kouan*, des parquets près ces Cours ayant exercé leurs fonctions pendant trois ans au moins.

3) Les présidents des Cours locales et les procureurs généraux des parquets près ces Cours ayant exercé leurs fonctions pendant trois ans au moins.

4) Les conseillers, *Ts'an che*, et les chefs du bureau, *Sseu tchang*, du ministère de la justice ayant exercé leurs fonctions pendant trois ans au moins.

5) Les fonctionnaires, *Wen kouan*, du rang de « *Kien jen* » ayant exercé leurs fonctions pendant un an au moins et dont la candidature est qualifiée pour l'examen des magistrats.

6) Les commissaires d'inspection de l'application des lois, *T'i fa che*, et les chefs des bureaux de la préparation judiciaire des provinces, *Sseu fa tch'eou pei tch'ou tchang*, ayant exercé leurs fonctions pendant un an au moins et qui ont qualité pour passer l'examen des magistrats.

7) Les fonctionnaires titulaires du rang de « *Kien jen* » du ministère de la justice et de la Cour suprême ayant exercé leurs fonctions pendant un an au moins et dont la candidature répond aux conditions exigées pour l'examen des magistrats.

8) Les magistrats du rang de « *Kien jen* » ayant exercé leurs fonctions pendant un an au moins et qui ont dû cesser pour cause de suppression, d'incompatibilité, de démission ou de permutation d'un poste du rang de « *Tsien jen* » et qui ont les qualités requises pour subir l'examen d'entrée dans la magistrature.

Ce règlement remédie aux défauts de la loi d'organisation judiciaire.

B) Règlement réformé (20)

Le règlement précédent fut réformé par le ministère de la justice avec l'approbation du gouvernement au mois de juillet 1922.

Il supprime la condition de temps d'exercice des fonctions

(20) Supplément au *Sseu fa li kouei*, 1924, p. 41.

pour les conseillers et les chefs de bureau du ministère de la justice. Ces conseillers ou chefs de bureau peuvent être nommés comme magistrats.

III. — RÈGLEMENTS DU 25 NOVEMBRE 1915
ET LES DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES
CONCERNANT LA NOMINATION DES MAGISTRATS

A) *Règlement du 22 novembre 1915
concernant la nomination des magistrats*
Sseu fa kouan jen yong hien hing pan fa (21)

Peuvent être nommés comme juges les juristes possédant l'une des qualifications suivantes :

1) Ceux qui ont fini leurs études après trois ans passés dans une école de droit de Chine ou de l'étranger ou bien à titre exceptionnel de « *Sou tch'eng* » (finir les études rapidement), si la liste de leurs noms a été transmise par le ministère de l'éducation au ministère de la justice, ou si leurs diplômes ont été reconnus conformes, et s'ils ont exercé les fonctions de magistrat à la condition que des dossiers de leur « charge » désignée par les présidents des Cours supérieures aient été transmis avant le 31 décembre 1913 au ministère de la justice.

2) Ceux qui sont qualifiés par leurs études comme il est prévu au précédent paragraphe, et qui ont exercé les fonctions de magistrats dans les provinces frontières ou lointaines, si les dossiers détaillés de leur « charge » désignée par les présidents des Cours supérieures ont été transmis avant mars 1914 au ministère de la justice.

3) Ceux qui ont réussi à l'examen des magistrats organisé par le ministère de la justice le 11 février 1913 et ont été désignés comme juges stagiaires ou suppléants ou comme procureurs stagiaires ou suppléants de Cours.

4) Ceux qui ont été magistrats provinciaux nommés avec charge (*Tsien pou*) ou sans charge, (*Tsien chou*) et qui ont dû cesser leurs fonctions pour cause de suppression de poste ou de démission.

(21) *Sseu fa li kouei*, 1922, T. 1, p. 311.

5) Ceux qui ont étudié à l'école des magistrats (*Sseu fa kiang si so*) établie par le ministère de la justice, et ont toujours obtenu de bonnes notes, puis ont été « chargés » comme juges ou procureurs stagiaires ou suppléants dans les Cours provinciales ou dans les Cours de la capitale.

6) Ceux qui possèdent l'une des qualifications de magistrats du rang de « *Tsien jen* » prévues par les paragraphes de l'article 2 du règlement concernant les conditions pour être magistrats du rang de « *Tsien jen* », *Tsien jen fa kouan tseu ko*, proposé par le ministère de la justice avec l'approbation du gouvernement au mois de juillet 1915 (22), et qui ont été dispensés d'examen par la commission de recrutement des magistrats (*Tseng pa sseu fa jen yuan wei yuan houei*) sur présentation du ministère de la justice.

Ce règlement fut proposé par le ministre de la justice au gouvernement qui l'a ratifié provisoirement et a ordonné au bureau d'affaires politiques (*Tcheng che t'ang*) (23) de faire établir le plus vite possible un règlement sur la nomination des magistrats par la section de rédaction des lois (*Fa tche kiu*) (24), afin de le publier et de le mettre en application, ce qui n'eut pas de suite.

B) *Règlement concernant la nomination des magistrats recrutés parmi ceux ayant réussi à l'examen des magistrats de la première fois*

Ti yi kiai sseu fa kouan k'ao che ki ko jen yuan kouei jou sseu fa kouan jen yong hien hing pan fa (25)

Le ministère de la justice demanda en novembre 1915 et avril 1916, l'examen des magistrats n'ayant pas encore eu lieu,

(22) Ce document nous fait défaut.

(23) Le bureau des affaires politiques fut établi dans le palais du président de la République, sous la direction du président du Conseil, assisté de deux fonctionnaires appelés *Tso tch'eng* et *yeou tch'eng*. Il y avait six sections.

(24) La section de la rédaction des lois fut subordonnée au bureau des affaires politiques. Voici ses fonctions : 1° Etablir des projets de lois et de décrets ; 2° Examiner les projets de lois et de décrets proposés par les ministères (*Pou*) et les conseils (*Yuan*) ; 3° Etablir et examiner les projets du système des cérémonies ; 4° Rechercher et traduire les lois étrangères ; 5° Garder les manuscrits originaux des lois et des décrets.

(25) *Sseu fa li kouei*, 1922, T. 1, p. 313.

l'approbation du gouvernement au sujet des règlements de nomination et de permutation des magistrats et des fonctionnaires de l'administration judiciaire.

Ces règlements concernant la nomination et la permutation sont provisoires. Le ministère de la justice les a toujours appliqués pour les nominations des magistrats, bien que les permutations et les titularisations des magistrats ne soient pas comprises dans l'application de ces règlements. « Aujourd'hui, dit le ministre, la plupart des fonctionnaires sont recrutés par le mode de l'examen qui est la meilleure voie de recrutement, mais le nombre de ceux qui y ont satisfait est insuffisant pour pourvoir tous les postes. Le ministère de la justice demande de continuer l'application des six articles du règlement de nomination des magistrats et les cinq articles du règlement de permutation, et d'ajouter parmi les nominations, suivant les règlements cités, les candidats qui ont réussi à l'examen des magistrats l'année précédente ».

Cette proposition fut entièrement acceptée par une instruction gouvernementale, *Tche ling*, le 23 mai 1917.

C) *Le règlement concernant la nomination des magistrats recrutés parmi ceux qui ont réussi à l'examen supérieur de 1916 des fonctionnaires en qualité de diplômés d'une école de droit et ont été présentés au ministère de la justice, Wou nien wen kouan kao teng k'ao che fa liu k'o fen pou jen yuan kouei jou sseu fa kouan jen yong hien hing pan fa* (26).

Il fut approuvé le 3 janvier 1918 sur la proposition du ministère de la justice par le gouvernement.

Le ministère de la justice, en considérant que ceux qui ont réussi à cet examen et fait un stage au ministère après avoir fait les mêmes études et subi les épreuves de mêmes matières que celles des candidats à l'examen des stagiaires dans la magistrature, demande de les nommer comme magistrats à l'expiration de la période de leur stage en vertu du règlement approuvant la permutation entre les fonctionnaires de l'administration judiciaire et les magistrats.

(26) Op. cit., T. 1, p. 314.

IV. — RÈGLEMENT CONCERNANT LES PERMUTATIONS
ENTRE FONCTIONNAIRES DE L'ADMINISTRATION JUDICIAIRE
ET MAGISTRATS

*Sseu fa hing tcheng kouan yu sseu fa kouan hou siang
jen youg pan fa* (27)

Il fut proposé par le ministre de la justice et approuvé par le gouvernement le 27 avril 1916.

Les juristes occupant l'une des situations suivantes et possédant l'une des conditions prévues par l'article 3 du décret des examens pour l'entrée dans la magistrature, *Sseu fa kouan k'ao che ling* (28) peuvent être nommés pour un poste vacant de magistrat sur la demande du ministère de la justice.

1) Les juristes exerçant une fonction du rang de « *Tsien jen* » au ministère de la justice.

2) Ceux exerçant une fonction du rang de « *Wei jen* » au ministère de la justice, mais qui remplissent les conditions pour être fonctionnaires du rang de « *Tsien jen* ».

3) Ceux qui exercent les fonctions de greffier en chef ou de greffier du rang de « *Tsien jen* » de la Cour suprême ou de son parquet.

4) Ceux qui exercent les fonctions de greffier du rang de « *Tsien jen* » des Cours supérieures, de Cour locale de la capitale ou de leur parquet.

5) Ceux qui exercent les fonctions de greffier en chef des Cours supérieures

V. — DÉCRET CONCERNANT L'EXAMEN DES MAGISTRATS

Sseu fa kouan k'ao che ling (29)

Il fut publié le 18 octobre 1917 par le président de la République. Il porte le numéro 18 du décret (*Kiao ling*).

Il comprend un article prévoyant la dispense de l'examen qui nous intéresse.

Les juristes possédant l'une des qualités suivantes peuvent être dispensés de l'examen des magistrats, à condition que la déci-

(27) Op. cit., T. 1, p. 313.

(28) Op. cit., T. 1, p. 257.

(29) Op. cit., ib.

sion de dispense soit prise par la majorité de la commission du deuxième examen des magistrats (Art. 3).

1) Ceux qui ont étudié le droit dans la classe supérieure (*Pen k'o*) (30) d'une université nationale, d'une école spéciale nationale pendant trois ans au moins, en sont sortis diplômés avec une bonne note et qui connaissent une langue étrangère.

2) Ceux qui ont étudié le droit dans une université à l'étranger pendant trois ans au moins et en sont sortis diplômés avec mention ; ceux qui ont conquis leur diplôme au Japon et connaissent une langue européenne.

3) Ceux qui dans une université nationale ou une école spéciale nationale ont professé pendant cinq ans au moins un cours de droit comme matière principale de l'examen des magistrats et qui connaissent une langue étrangère.

Les candidats frappés d'une des déchéances ci-incluses ne peuvent pas être dispensés de l'examen bien qu'ils puissent avoir acquis l'une des conditions exigées par les deux articles précédents (Art. 4).

1° Les condamnés à l'emprisonnement à temps au-dessus du 5^e degré (31).

2° Ceux qui ont subi l'interdiction ou la quasi-interdiction dont le jugement définitif n'est pas encore supprimé.

3° Les faillis, qui n'ont pas encore obtenu le jugement définitif de réhabilitation.

4° Ceux qui ont été frappés par d'autres lois ou décrets.

VI. — RÈGLEMENT RELATIF A LA COMMISSION DU RECRUTEMENT DES MAGISTRATS SPÉCIAUX

*Tseng pa t'o tchong sseu fa jen yuan wei yuan houeï
tchang tch'eng* (32)

Ces magistrats sont recrutés pour les Cours spéciales de cer-

(30) Ancien système de l'université ou de l'école spéciale comprenant deux classes : classe supérieure (*Pen k'o*), classe proprement dite de l'université ou de l'école spéciale et classe inférieure (*Yu k'o*), classe de préparation pour l'entrée dans la classe supérieure.

(31) Dans l'ancienne loi pénale, *Sin hing tiu*, on divisait la peine en cinq catégories : la mort, l'emprisonnement à vie, l'emprisonnement à temps, la détention, l'amende. Le premier degré de l'emprisonnement à temps est entre 10 et 15 ans, le 2^e entre 10 et 5 ans, le 3^e entre 5 et 3 ans, le 4^e entre 3 et 1 an, le 5^e entre 1 an et 6 mois.

(32) *Sseu fa li kouei*, 1922, T 1, p. 268.

tains territoires où habitent des étrangers, par exemple, la Manchourie, où l'on trouve une Cour supérieure et son parquet, *Tong cheng t'o pie k'iu kao teng chen p'an t'ing ki kien tch'a t'ing*.

Ce règlement fut publié le 31 octobre 1920 par un décret du président de la République portant le numéro 27 du « *Kiao ling* ».

Le ministre de la justice qui reconnaît les aptitudes intellectuelles et morales des candidats mentionnés ci-dessus auxquels on peut confier la charge de magistrat peut envoyer les certificats de leurs titres et les articles pouvant servir à l'examen des conditions selon l'article 7 du règlement à la commission afin d'examen (33).

1) Les candidats au courant des questions russes qui connaissent le droit et ont exercé les fonctions de diplomates pendant trois ans au moins dans les provinces de l'Est (*Tong cheng*).

2) Ceux qui connaissent la langue et l'écriture russes et qui possèdent l'un des titres visés par le décret de l'examen des magistrats.

3) Ceux qui ont étudié le droit dans une université ou une école spéciale en Europe ou aux Etats-Unis pendant trois ans au moins et qui en sont sortis diplômés.

VII. — RÈGLEMENT DU 9 AOUT 1921 RELATIF
AUX CANDIDATS D'ADMISSION AUX FONCTIONS DE MAGISTRATS
DU RANG DE « *Tsien jen* » *Tsien jen fa kouan tseu ko* (34)

Nous devons faire remarquer ici que ce règlement est une collection de séries de règlements et de décrets concernant les conditions pour être nommé magistrat du rang de « *Tsien jen* » publiés et appliqués antérieurement.

Nous ne reviendrons pas sur les séries dont nous avons parlé plus haut. Nous nous bornerons à indiquer les dispositions nouvelles.

(33) Les articles qu'on doit envoyer à la commission se rapportent aux répétitions des cours que les candidats ont étudiés à l'école, les notes qu'ils ont obtenues à l'école, etc.

(34) V. *Sseu fa li kouei*, 1922, T. 1, p. 309.

1) Ceux qui, ayant réussi au premier examen des magistrats, ont été envoyés par le ministère de la justice à l'école des magistrats (*Sseu fa kiang si so*) en sortent diplômés avec de bonnes notes et sont considérés comme ayant réussi au deuxième examen des magistrats.

2) Ceux qui sont mentionnés au paragraphe précédent, mais qui n'ont pas obtenu de notes satisfaisantes et ont passé cependant avec succès le deuxième examen devant la commission du deuxième examen des magistrats sur la présentation du ministre de la justice.

3) Ceux qui, n'ayant pas la qualité prévue par le règlement concernant la nomination des magistrats, approuvé par le gouvernement le 22 novembre 1915 sur la proposition du ministre de la justice, ont été nommés juges et procureurs, ont exercé pendant des années leurs fonctions, dont le dossier a été transmis au ministère de la justice et qui ayant passé un examen sur décision de la commission du recrutement (*Tseng pa sseu fa jen yuan wei yuan houeï*) ont été reconnus aptes sur épreuves ou sur pièces devant la commission du deuxième examen des magistrats, à la suite de la présentation du ministre de la justice et la demande des présidents compétents des Cours en vertu du télégramme du 11 décembre 1917 (35).

4) Ceux qui ayant été dispensés du premier examen par la commission du deuxième examen des magistrats ont été affectés au cours pour faire le stage et qui ont passé le deuxième examen avec succès devant cette commission à l'expiration du stage, sur la présentation du ministre de la justice.

VIII. — RÈGLEMENT PROVISOIRE RÉFORMÉ DU 19 JUILLET 1921 DU CUMUL DE LA JUSTICE PAR DES SOUS-PRÉFETS

*Sieou tcheng hien tche che kien li sseu fa che wou tsan
hing tiao li* (36)

Nous avons déjà vu que dans certains *Hien* manquant d'une Cour le sous-préfet cumulait la justice. Il était aidé en cela, par un fonctionnaire judiciaire, appelé *Tch'eng chen yuan* qui rendait la justice en principe conjointement avec le sous-préfet

(35) Il nous a été impossible de nous procurer le texte de ce télégramme.

(36) V. Art. 3 de ce règlement, dans le *Recueil des 6 codes*, T. 5, p. 569.

Pour être *Tch'eng chen yuan* certaines conditions d'aptitudes intellectuelles étaient exigées (37).

Pouvaient être nommés ceux qui possédaient l'une des qualités suivantes :

1) Les suppléants ou stagiaires de juges ou de procureurs dans la juridiction de la Cour supérieure.

2) Ceux qui, ayant passé avec succès l'examen supérieur des fonctionnaires ou celui des sous-préfets, attendent leur poste en province et qui ont étudié pendant un an et demi au moins dans une école de droit en Chine ou à l'étranger et en ont obtenu des diplômes.

3) Les juges ou procureurs ayant rempli cette charge pendant six mois au moins.

4) Ceux qui ont passé avec succès l'examen de *Tch'eng chen yuan* ou ont un motif de dispense d'examen dans la province où cet examen a eu lieu.

5) Les anciens fonctionnaires auxiliaires judiciaires, *Pang chen yuan* et *Tch'eng chen yuan* dont la nomination faite par le président de la Cour supérieure a été transmise au ministère de la justice et approuvée par ce dernier.

Section 3. — De 1927 à nos jours

D'après le décret du 12 août 1927 du gouvernement national, les lois (*Fa*) et les décrets (*Ling*) publiés et mis en vigueur par le gouvernement de Pékin doivent être appliqués sauf ceux qui sont contraires à la doctrine du Kouomintang. De même ils ne seraient pas applicables s'ils étaient contraires aux trois principes, *San min tchou yi*, du fondateur du Kouomintang, aux lois et décrets du gouvernement national. Avant l'application du règlement du 29 octobre 1929 sur la nomination des fonctionnaires, *Kong wou yuan jen yong tiao li*, dont la date est le 1^{er} juillet 1931, les lois et règlements dont nous venons de parler dans la section 2 étaient appliqués pour les conditions requises d'entrée dans la magistrature.

Selon l'article 1^{er} du règlement sur la nomination des fonctionnaires, ce règlement est appliqué pour la nomination de

(37) V. Supra, paragraphe 2, section 5, chapitre 1.

tous les fonctionnaires sauf exceptions prévues par les lois. Certainement pour la nomination des magistrats, on doit appliquer ce règlement.

Cependant, le ministère de la justice publia le 11 avril 1932 par décret le règlement provisoire concernant la nomination des magistrats dans l'hypothèse où l'application de la loi d'organisation n'aurait pas lieu, en considérant que les conditions exigées pour être fonctionnaires sont trop générales pour le recrutement des magistrats.

Malgré que ce règlement fût un décret et comme tel ne puisse faire une exception contre la loi sur la nomination des fonctionnaires, le ministère du classement le tolère puisque la loi sur l'organisation des Cours n'a pas encore été appliquée.

Nous pouvons néanmoins faire observer que les conditions exigées par le règlement sont plus sévères que celles de la loi.

La loi du 28 octobre 1932 d'organisation des Cours prévoit minutieusement les conditions requises d'entrée dans la magistrature pour toute la hiérarchie des Cours. Elle fut mise en vigueur le 1^{er} juillet 1935.

Depuis 1927, l'école des magistrats (*Fa kouan hiun lien so*) fut établie à Nankin en permanence et tous les étudiants, réussissant à l'examen final, sont nommés magistrats. On a ainsi formé un grand nombre de techniciens pour répondre aux nécessités des Cours. Les magistrats des Cours sont rappelés de temps en temps à cette école pour un stage de perfectionnement.

Aujourd'hui, la plupart des magistrats sortent de l'école de Nankin parfaitement spécialisés. Nous allons classer les conditions exigées pour l'accès à la magistrature, en deux paragraphes, conditions négatives et conditions positives.

§ 1) CONDITIONS NEGATIVES

I. — LES CONDITIONS EXIGÉES PAR LA LOI RÉFORMÉE DU 13 NOVEMBRE 1935 SUR LA NOMINATION DES FONCTIONNAIRES *Kong wou yuan jen yong fa* (38)

La loi de 1909 d'organisation des Cours, *Fa yuan pien tche fa*, dont nous avons parlé, a prévu les conditions morales (39).

(38) *Sseu fa li kouei*, 1936, T. 1, p. 465.

(39) *Supra*, paragraphe 3, section 1, chapitre 2.

La loi de 1932 d'organisation des Cours, *Fa yuan tsou tche fa*, ne les a pas réglées. Ce n'est pas une négligence, car le législateur a estimé que ces conditions seraient établies par la loi sur la nomination des fonctionnaires.

L'article 6 de la loi du 13 novembre 1935 prévoit les conditions ci-dessous.

Ne peuvent être nommés fonctionnaires, les candidats qui se trouvent dans l'un des cas suivants :

- 1) Ceux qui ont été privés de tous leurs droits civiques.
- 2) Ceux qui sont redevables au trésor public.
- 3) Ceux qui ont été condamnés pour corruption.
- 4) Ceux qui fument l'opium ou les produits qui en sont dérivés.

II. — CONDITIONS EXIGÉES PAR LE RÈGLEMENT DU 27 JANVIER 1932 SUR LES INCOMPATIBILITÉS

Sseu fa kouan jen yong houeï pi pan fa (40)

1) Les magistrats ne peuvent être nommés dans les provinces dont ils sont originaires comme présidents de Cours supérieures ou de Cours subordonnées à ces dernières, ou premiers procureurs près ces Cours. Cependant dans les provinces frontières et lointaines du centre, défavorisées quant aux communications ou dans celles où joue une circonstance spéciale, ils peuvent être nommés président ou premier procureur, si le siège de la Cour n'est pas situé dans la circonscription dont ils sont natifs.

2) Dans les Cours de tous degrés de leur province ou de leur région (*K'iu*) (41), les originaires de la circonscription de la Cour ne peuvent être nommés ni juges, ni procureurs.

3) Les présidents, les juges et les procureurs des Cours de tous degrés qui sont parents au 1^{er}, au 2^e, au 3^e ou au 4^e degré ou alliés jusqu'au 3^e degré au chef de la Cour à laquelle ils sont attachés ou de la Cour supérieure à laquelle leur cour est subordonnée, sont éliminés.

Les magistrats dont nous venons de parler qui ne demandent pas eux-mêmes leur élimination seront rappelés à la discipline sur la demande du ministre de la justice.

(40) V. *Sseu fa li kouei*, édit. 1936, T. 1, pp. 540-541.

(41) *K'iu* est une région spéciale comme Changhai.

4) Les magistrats de cette catégorie permuteront périodiquement sur l'ordre du ministre de la justice.

5) Le règlement sera applicable aux titulaires, à ceux nommés sans charge, aux nommés par intérim ou aux suppléants.

Le domaine d'application du règlement fut réduit par l'interprétation d'un décret, *ling*, du 25 janvier de la 22^e année de la république (1933) du ministère de la justice portant le numéro 313. Ce décret stipule que dans les provinces où la 3^e instance d'une affaire dont la compétence de la 1^{re} instance appartient à la Cour du 1^{er} degré est de la compétence de la Cour supérieure ou d'une section de la Cour supérieure si la juridiction de la 3^e instance se différencie de celle de la 2^e, il y aura incompatibilité seulement pour les juges ou les procureurs de cette Cour dans la juridiction de 3^e instance.

§ 2) CONDITIONS POSITIVES

Les conditions positives exigées visent les conditions d'attachement à la chose publique et au pays, les conditions d'aptitudes physiques et intellectuelles.

I. — CONDITIONS D'ATTACHEMENT A LA CHOSE PUBLIQUE ET AU PAYS

1) *La nationalité*

Etre citoyen chinois c'est jouir de ses droits civils et politiques. Cette condition n'a été formulée par aucune loi comme en France, mais elle est certaine. La justice ne peut être rendue par des hommes qui n'ont pas le droit d'exercer une part quelconque de la souveraineté.

L'article 2 du règlement réformé de 1935 concernant l'examen supérieur pour l'entrée dans la magistrature, *Sieou tcheng kao teng sseu fa kouan k'ao che tiao li* (42), exige que les candidats soient citoyens chinois. Le paragraphe 3 de l'article 12 de la loi du 5 février 1929 sur la naturalisation, *Kouo*

(42) *Recueil des règlements concernant les examens et le recrutement, K'ao siuan fa kouei tsi yao, K'ao che yuan*, Nankin, 1935, p. 45.

tsi fa (43), prévoit que le ministre de l'intérieur ne doit pas approuver pour les fonctionnaires civils et militaires une demande d'abandon de la nationalité chinoise. L'article 5 du règlement du 19 décembre 1931 concernant la pension des fonctionnaires (44), précise que si l'on a perdu la nationalité chinoise, on a perdu le droit à la pension de retraite. Malgré l'absence d'une règle générale, nous pouvons conclure, d'après les textes cités, que le droit d'accès aux fonctions publiques est bien un droit réservé aux citoyens chinois ; les étrangers ne peuvent y accéder, la fonction de la justice est entièrement réservée aux citoyens chinois.

2) *La naturalisation*

Les étrangers obtiennent la nationalité chinoise par voie de mariage, reconnaissance, adoption et naturalisation (Art. 2 de la loi sur la naturalisation). En principe, l'étranger naturalisé jouit de tous les droits civils et politiques attachés à la qualité de citoyen chinois. Néanmoins, la loi sur la nationalité ne permet aux étrangers naturalisés non plus qu'à leurs femmes, ni à leurs enfants, l'accès à certaines fonctions publiques qu'après 5 ou 10 ans de naturalisation suivant leur situation, à moins qu'ils n'obtiennent une dispense du gouvernement national sur la proposition du ministère de l'intérieur (paragraphe 2 de l'art. 9 de la loi sur la naturalisation).

Les fonctions faisant l'objet de cette disposition restrictive sont celles de :

- 1) Commissaires du gouvernement de la République, présidents des Yuans, ministres et présidents des commissions.
- 2) Commissaires du Yuan législatif et du Yuan du contrôle.
- 3) Ambassadeurs et ministres.
- 4) Officiers des armées de terre, de mer et de l'air.
- 5) Commissaires des gouvernements provinciaux.
- 6) Maires des municipalités à régime spécial.
- 7) Fonctionnaires de diverses classes à autonomie locale (paragraphe 1 de l'art. 9 de la loi sur la naturalisation).

Le texte que nous venons de citer ne s'applique pas à la

(43) *Recueil des 6 codes*, T. 6, p. 31.

(44) WEI YU, op. cit., p. 128.

magistrature. Il est regrettable que la loi n'ait pas exclu formellement les étrangers nationalisés car les fonctions de magistrats sont d'une grande importance. Peut-être le législateur a-t-il estimé que les difficultés des examens et le temps de stage nécessaire suffiraient à l'écartier.

II. — CONDITIONS D'APTITUDE PHYSIQUE

L'article 5 de la loi réformée du 15 novembre 1935 sur la nomination des fonctionnaires, *Kong wou yuan jen yong fa*, stipule que, non seulement les candidats à une fonction publique doivent satisfaire aux conditions stipulées dans les trois articles précédents, mais leur connaissance, leur expérience et l'état de leur santé doivent être adéquates aux fonctions qu'ils auront à exercer. Le texte relatif à la santé est un règlement général sans précision. Citons un deuxième texte plus précis.

L'article 3 du règlement du 30 mars 1933 publié par le Yuan des examens, concernant l'examen des certificats médicaux des candidats, *Ying k'ao jen ti ko kien yen tcheng chen tch'a kouei tso* (45) précise, que les candidats à tous les examens seraient reconnus inaptes dans le cas où ils seraient atteints d'une des maladies suivantes :

- 1) Maladie contagieuse infectieuse.
- 2) Maladie mentale.
- 3) Mutilation gênant le service.

Ces deux textes sont de droit commun. Ils sont appliqués aux magistrats et aux candidats à l'examen d'admission dans la magistrature.

III. — CONDITIONS D'APTITUDES INTELLECTUELLES

1) Magistrats des Cours

1) Conditions requises par le règlement du 29 octobre 1929 sur la nomination des fonctionnaires, *Kong wou yuan jen yong tiao li* (46).

(45) *K'ao siuan fa kouei tsi yao*, p. 121.

(46) Le Règlement du 29 octobre 1929 sur la nomination des fonctionnaires, *Kong wou yuan jen yong tiao li*, (dans le *Sseu fa li kouei*, 1931, T. 1, p. 335) est remplacé par la loi sur la nomination des fonctionnaires, *Kong wou yuan jen yong fa*, publiée le 11 mars 1933 et mise en vigueur

Ce règlement est une loi de droit commun. Elle concerne la nomination de tous les fonctionnaires. Avant l'application de la loi de 1932 sur l'organisation des Cours, on aurait dû l'appliquer pour la nomination des magistrats. Mais, en Chine, il y eut toujours un statut spécial pour ces derniers. Le ministère de la justice l'a trouvé inopportun pour les magistrats et a publié un règlement pour la nomination des magistrats, appelés *Sseu fa kouan jen yong tsan hing piao tchouen*, par un décret du 11 avril 1932. Les conditions exigées pour l'entrée dans la magistrature par le dit règlement sont plus difficiles que celles prévues par le règlement du 29 octobre 1929. Les magistrats qui ont les qualités requises pour les conditions exigées par le règlement de 1932 ont certainement la qualité conforme au règlement de 1929. En fait le ministère du classement avant l'application de la loi sur l'organisation des Cours a toujours appliqué le règlement de 1929 ou la loi de 1933 quant à l'examen des conditions des magistrats.

Les conditions exigées pour l'admission des fonctionnaires varient suivant leur grade.

A) Fonctionnaires du rang de « Wei jen »

1) Avoir satisfait aux examens généraux (47).

à la même date. Elle a été réformée le 13 novembre 1935. (V. le *Sseu fa li kouei*, 1936, T. 1, p. 465). Les conditions requises par le règlement et la loi pour l'admission aux fonctions sont presque les mêmes, sauf que dans la catégorie des fonctionnaires du rang de « Kien jen » et celle de ceux du rang de « Wei jen », la loi permet aux fonctionnaires de la politique et aux employés au service public sous certaines conditions d'accéder aux fonctions.

(47) En Chine, on divise les examens en deux catégories : les examens supérieurs et les examens généraux. Dans chaque catégorie les examens sont spécialisés suivant les services publics comme le service administratif, financier, statistique, diplomatique, judiciaire, etc. pour être candidat aux examens supérieurs, il faut être diplômé d'une université ou d'une école spéciale ou avoir satisfait à l'examen de l'équivalence (*Kao teng kien ting k'ao che*). On admet également à s'y présenter ceux qui ont un grand talent ou font un ouvrage reconnu de mérite. De même, ceux qui ont passé 4 ans après avoir réussi à l'un des examens généraux ou ont été fonctionnaires du rang de « Wei jen » pendant 4 ans au moins. Quant aux candidats aux examens généraux, il faut être diplômé du lycée, ou avoir satisfait à l'examen de l'équivalence, *Pou t'ong kien ting k'ao che*.

2) Etre ou avoir été fonctionnaire du rang de « *Wei jen* » et reconnu apte lors de l'enquête, *tseng pie chen tch'a* (48).

3) Avoir travaillé pour la Révolution du peuple pendant cinq ans au moins avec succès.

4) Diplômé d'une université ou d'une école spéciale de Chine ou de l'étranger.

B) *Du rang de « Tsien jen »*

1) Admis aux examens supérieurs.

2) Etre ou avoir été fonctionnaire du rang de « *Tsien jen* » et reconnu apte lors de l'enquête.

3) Etre ou avoir été fonctionnaire dans la première classe du rang de « *Wei jen* », pendant trois ans au moins et reconnu apte comme ci-dessus.

4) Avoir rendu des grands services à la République ou travaillé pendant sept ans au moins pour la Révolution du peuple.

5) Diplômé d'une université de Chine ou de l'étranger reconnue par le ministère de l'éducation et ayant fait un ouvrage reconnu de grand intérêt.

C) *Du rang de « Kien jen »*

1) Etre ou avoir été fonctionnaire du rang de « *Kien jen* » et reconnu apte lors de l'enquête.

2) Etre ou avoir été fonctionnaire de première classe du rang de « *Tsien jen* » pendant deux ans au moins et reconnu apte comme ci-dessus.

3) Avoir rendu de grands services à la République ou travaillé pour la Révolution du peuple pendant dix ans au moins avec succès.

4) Ayant fait un ouvrage de grand mérite ou une découverte utile et reconnu apte.

(48) Le Gouvernement national a publié le 30 octobre 1929 un règlement concernant la vérification des conditions pour l'accès aux fonctions des fonctionnaires, *Hien jen kong wou yuan tseng pie chen tch'a tiao li*, afin d'éliminer les nominations irrégulières et les fonctionnaires incapables. Si les fonctionnaires sont reconnus aptes, le ministère du classement leur donne un certificat. Les inadmis sont renvoyés.

2) Conditions exigées par le règlement provisoire du 11 avril 1932 concernant les conditions de nomination des magistrats *Sseü fa kouan jen yong tsan piao tchouen* (49).

Ce règlement a divisé ces conditions en deux catégories : l'une pour les magistrats du rang de « *Kien jen* », l'autre pour ceux du rang de « *Tsien jen* ».

Pour les conditions des magistrats du rang de « *Tsien jen* » nous renvoyons au paragraphe 3 de la section 2 du chapitre IV. Mais néanmoins nous devons signaler que les présidents de Chambre et de section des Cours supérieures, ceux de Chambres de la section, de même que les premiers procureurs près la Cour supérieure ou la section, les présidents des Cours locales et les premiers procureurs près ces Cours ne peuvent être nommés qu'après avoir exercé leurs fonctions pendant au moins cinq ans.

Voici les conditions exigées pour les magistrats du rang de « *Kien jen* ».

A) Juges, procureurs et présidents de Chambre du rang de « *Kien jen* » choisis parmi :

1) Ceux qui sont ou ont été magistrats du rang de « *Kien jen* » et reconnus aptes lors de l'enquête (*Tseng pie chen ich'a*) sur les conditions d'entrée ou à la suite de l'examen des services rendus (*K'ao tsi*) (50).

2) Ceux qui exercent ou ont exercé les fonctions de juge ou président de chambre de la Cour supérieure ou de sa section et procureur près ladite Cour ou section pendant trois ans au total et avoir été reconnus aptes comme ci-dessus.

3) Diplômés d'une université, une école spéciale, un institut, nationaux ou étrangers ou libres, soit enregistrés, soit reconnus par le ministre de l'éducation, après avoir étudié le droit pen-

(49) V. *Sseu fa li kouei*, 1936, T. 1, p. 127.

(50) La commission compétente du ministère de la justice vérifie les services rendus par les magistrats tous les ans. Depuis la loi du 16 juillet 1935 sur la vérification des services rendus par les fonctionnaires, *Kong wou yuan k'ao tsi fa*, c'est au mois de décembre qu'on examine les services rendus par tous les fonctionnaires.

dant trois ans au moins et avoir été ou être fonctionnaires du rang de « *Kien jen* » dans l'administration judiciaire pour les affaires civiles ou criminelles pendant deux ans au moins ou celui de *Tsien jen* pendant cinq ans et avoir été reconnus aptes comme ci-dessus.

4) Diplômés comme au numéro 3 et avoir rendu de grands services à la République ou travaillé pour la Révolution du peuple pendant sept ans au moins avec succès et avoir exercé les fonctions de magistrat pendant trois ans au moins.

5) Diplômés visés dans le numéro 3 ayant exercé les fonctions de magistrat du gouvernement de Pékin du rang de « *Kien jen* » pendant un an au moins et être un spécialiste du droit ou ayant rempli une importante fonction.

6) Diplômés dans la même catégorie, ayant été fonctionnaires du rang de « *Kien jen* » dans l'administration judiciaire du gouvernement de Pékin pour les affaires civiles et criminelles pendant trois ans au moins et être un spécialiste du droit ou bien avoir rendu un service.

7) Gradués d'une université de l'étranger reconnue par le ministère de l'éducation où a été faite une étude sur le droit pendant cinq ans au moins, être ou avoir été fonctionnaires du rang de « *Kien jen* » dans l'administration judiciaire pendant deux ans au moins, professant ou ayant professé un cours comme matière principale dans une université ou un institut ou une école spéciale soit nationaux, soit contrôlés par le *guan* de la justice, soit enregistrés ou reconnus par le ministère de l'éducation pendant deux ans au moins ou ayant exercé la profession d'avocat pendant cinq ans au moins et ayant fait un ouvrage sur la matière principale du droit reconnue utile au magistrat, par le ministère de la justice.

8) Diplômés comme dans le numéro 3 et ayant professé un cours comme matière principale dans une école de la même catégorie, mentionnée dans le numéro 3 pendant dix ans au moins.

9) Diplômés comme dans le numéro 3, ayant exercé la profession d'avocat pendant dix ans au moins et avoir été reconnus aptes par la commission de l'examen des magistrats sur la demande spéciale du ministre de la justice.

B) *Présidents de Cour du rang de « Kien jen »
recrutés selon les conditions suivantes :*

1) Etre ou avoir été magistrat du rang de *Kien jen* reconnu apte lors de l'enquête sur les conditions d'entrée ou sur le service rendu.

2) Etre ou avoir été premier procureur près la Cour supérieure, président de Chambre de même Cour ou de sa section ou président de Cour locale pendant deux ans au total et reconnu apte dans les conditions énumérées ci-dessus.

3) Diplômé comme dans le numéro 3 du paragraphe précédent et étant ou ayant été fonctionnaire de rang de *Kien jen* dans l'administration judiciaire pour les fonctions des affaires civiles et criminelles pendant deux ans au moins et ayant été reconnu apte comme ci-dessus.

4) Remplissant les conditions visées dans les numéros 4, 5, 6, du paragraphe précédent.

A) *Cours locales et leurs sections*

3) Conditions prévues par la loi du 28 octobre 1932 sur l'organisation des cours, *Fa yuan tsou tche fa* (51).

a) *Juges et procureurs.*

On ne peut nommer comme juge et procureur que les juristes possédant l'une des qualifications suivantes :

1) Ceux qui ont passé avec succès l'examen pour l'entrée dans la magistrature et ont terminé la période de stage.

2) Ceux qui dans une université, un institut, ou une école spéciale, publics ou enregistrés, ont professé pendant deux ans au moins un cours de droit comme matière principale, et qui ont été reconnus aptes.

3) Ceux qui ont exercé les fonctions de juge ou de procureur et qui ont été reconnus aptes.

4) Ceux qui ont exercé la profession d'avocat pendant trois ans au moins et qui ont été reconnus aptes.

5) Ceux qui sont diplômés d'une université, d'un institut, ou d'une école spéciale de Chine ou de l'étranger reconnus par le ministère de l'éducation, et ont publié un ouvrage technique sur le droit après qu'ils auront été reconnus aptes et auront terminé la période de stage (Art. 33).

(51) *Recueil des 6 codes*, T. 5, p. 461.

b) *Président et premier procureur.*

Les juges remplissant concurremment les fonctions de président de Cour locale et les premiers procureurs de Cours locales doivent être choisis parmi les juristes possédant une des qualifications suivantes :

1) Ceux qui ont exercé trois ans au moins les fonctions de juge ou de procureur.

2) Ceux qui ont exercé les fonctions de juge ou de procureur, et, de plus, ont été fonctionnaires du rang de « *Tsien jen* » dans l'administration judiciaire, pendant quatre ans au moins tout compris.

3) Ceux qui ont exercé les fonctions de juge ou de procureur et possèdent la qualification requise au numéro 2 du paragraphe a (Art. 36).

B) *Cours supérieures*

a) *Juges et procureurs.*

Les juges du rang de « *Tsien jen* » et procureurs des Cours supérieures, les juges et procureurs des sections détachées de Cours supérieures, doivent être choisis parmi les juristes possédant une des qualifications exigées pour les juges remplissant concurremment les fonctions de président de Cours locales dont nous venons de parler (Art. 36).

b) *Président et premier procureur.*

La loi du 28 octobre 1932 d'organisation des Cours ne prévoit pas de conditions spéciales pour être nommé premier procureur de Cour supérieure. C'est-à-dire qu'on exige simplement les conditions dont nous venons de parler pour être procureur à la Cour. Quant aux présidents de Cours supérieures, ils sont pris parmi les juges du rang de « *Kien jen* » (Art. 18) qui doivent être choisis parmi les juristes possédant une des qualifications suivantes :

1) Avoir exercé pendant un an au moins les fonctions de juge ou de procureur du rang de « *Kien jen* » et être reconnus aptes.

2) Avoir exercé pendant quatre ans au moins les fonctions de juge président, ou de premier procureur (Cours locales) ou de juge ou procureur (Cours supérieures ou leurs sections).

3) Avoir exercé les fonctions de juge, président de Cour ou

de premier procureur, de juge ou de procureur visées par le numéro précédent, et, de plus, avoir été fonctionnaire du rang de « *Kien jen* » dans l'administration judiciaire durant cinq ans au moins tout compris.

4) Avoir exercé les fonctions de juge président de cour, de premier procureur, de juge ou de procureur du numéro 2 et posséder la qualification requise par le numéro 2 (a) du paragraphe A (art. 37).

C) *Cour suprême*

a) *Juges et procureurs.*

Tous les juges et les procureurs de la Cour suprême sont du rang de « *Kien jen* » (paragraphe 4 et 5 de l'art. 34). Pour être nommé juge ou procureur il faut fournir l'une des qualifications exigées pour les présidents des Cours supérieures comme nous l'avons déjà mentionné.

b) *Président et premier procureur.*

Les conditions exigées pour être premier procureur ne se différencient pas de celles des procureurs près la Cour suprême. Quant au président, sauf le cas où le président du *Yuan* judiciaire exerce concurremment les fonctions de président de la cour suprême, il doit être choisi parmi les juristes possédant une des qualifications suivantes :

1) Avoir exercé pendant cinq ans au moins les fonctions de juge ou de procureur du rang de « *Kien jen* ».

2) Avoir exercé les fonctions de juge ou de procureur du rang de « *Kien jen* » pendant deux ans au moins, et, de plus, avoir été fonctionnaire du même rang dans l'administration judiciaire pendant au moins cinq ans.

3) Avoir exercé les fonctions de commissaire du *Yuan* législatif pendant cinq ans au moins (Art. 38).

2) *Fonctionnaires judiciaires s'occupant de la justice dans les sous-préfectures où il n'y a pas de Cour Tch'eng chen yuan, Sseu fa wei yuan, Chen p'an kouan*

1) Avant le règlement provisoire du 9 avril 1936 d'organisation des départements judiciaires des sous-préfectures, *Hien sseu fa tch'ou tsou tche tsan hing tiao li*.

Rappelons le paragraphe 3 de la section 5 du chapitre 1^{er} : avant l'application de cette loi, il n'y avait pas de système uniforme concernant l'organisation de la justice dans les sous-préfectures sans Cour. Nous avons résumé en trois régimes : les *Tch'eng chen yuan*, les commissaires judiciaires, *Sseu fa wei yuan* et les *Chen p'an kouan*. Chaque province avait un règlement spécial concernant la nomination de ces fonctionnaires. Leurs statuts étaient très compliqués. Sauf pour les sous-préfets, dont l'administration était le principal rôle et qui nous intéressent moins, nous allons prendre un exemple dans chacune des trois catégories : *Tch'eng chen yuan*, *Sseu fa wei yuan* et *Chen p'an kouan*.

A) *Tch'eng chen yuan*

L'article 3 du règlement provisoire réformé le 19 juillet 1921 concernant le cumul de la justice des sous-préfets, *Sieou tcheng hien tche che kien li sseu fa che wou tsan hing tchang tch'eng* prévoit les conditions pour être *Tch'eng chen yuan*. Nous en avons parlé plus haut (52). Ce règlement devait être appliqué dans toute la Chine, cependant par la force des choses chaque province eut son règlement propre pour le recrutement des *Tch'eng chen yuan*, chacune d'elles ayant une situation spéciale. Nous allons citer, comme exemple, le règlement du 28 février 1934 concernant la nomination, la discipline et la récompense des *Tch'eng chen yuan* de la province du Kiang-sou, *Kiang-sou ko hien tch'eng chen yuan jen yong ki tsiang tch'eng tsan hing pan fa* (53).

Son article 1^{er} précise que les *Tch'eng chen yuan* de chaque sous-préfecture sont choisis par le président de la Cour supérieure parmi les juristes suivants :

1) Ceux qui ont réussi à l'examen pour l'admission aux fonctions de *Tch'eng chen yuan* des sous-préfectures du Kiang-sou dont le résultat a été approuvé par le ministre de la justice.

2) Ceux qui ont été « chargés » par le ministère de la justice des fonctions de juge, de procureur ou de juge et procureur

(52) V. le paragraphe 8, section 2, chapitre 2.

(53) *Sseu fa li kouei*, 1936, T. 1, p. 545.

suppléants et sont inscrits comme fonctionnaires du rang de « *Tsien jen* » en attendant leur nomination ou encore qui ont été employés comme *Tch'eng chen yuan* sur l'ordre du ministre de la justice.

3) Ceux qui ayant réussi à l'examen pour l'admission aux fonctions de *Tch'eng chen yuan* dans une autre province ont exercé pendant deux ans au moins leurs fonctions avec un succès reconnu et dont le résultat de l'examen et la nomination sont confirmés par le ministre de la justice.

4) Ceux qui ont satisfait à l'examen supérieur pour l'admission des fonctionnaires ou celui du même degré que pour l'admission aux fonctions de *Tch'eng chen yuan*, qui ont étudié les sciences du droit dans une école spéciale de Chine ou de l'étranger pendant trois ans au moins, en sont diplômés et ont exercé les fonctions de l'administration judiciaire un an au moins avec un succès reconnu.

5) Ceux qui ont étudié le droit dans une université ou une école spéciale de Chine ou de l'étranger pendant trois ans au moins, qui en sont diplômés et qui, ayant exercé les fonctions de juge ou de procureur pendant quatre ans au moins, ont reçu l'approbation du ministre de la justice ; ou qui ont exercé des fonctions dans l'administration judiciaire concernant la rédaction des procès-verbaux pendant cinq ans au moins et rempli les fonctions de *Tch'eng chen yuan* avec succès.

6) Ceux qui ont étudié les sciences du droit dans une université ou une école spéciale de Chine ou de l'étranger pendant trois ans au moins, en sont diplômés et qui ont été choisis et envoyés dans les Cours subordonnées pour faire un stage reconnu bon.

B) *Sseu fa wei yuan*

Le règlement provisoire du 4 novembre 1933 concernant la nomination de *Sseu fa wei yuan* des sous-préfectures de la province du Ning-hia, *Ning-hia ko hien sseu fa wei yuan jen yong tsan hing pan fa* (54) nous fournit un exemple.

Son article 3 arrête les conditions pour l'accès aux fonctions

(54) V. op. cit. p. 542.

de *Sseu fa wei yuan* ; on choisit parmi les juristes possédant l'une des qualifications suivantes :

1) Avoir satisfait à l'examen pour l'accès aux fonctions de *Sseu fa wei yuan* dans les provinces et pouvoir en fournir la preuve.

2) Avoir été « chargés » par le ministère de la justice des fonctions de juge et de procureur ou de juge et procureur suppléants et stagiaires, et avoir donné satisfaction.

3) Avoir étudié des sciences juridiques dans une université ou une école spéciale pendant trois ans au moins, en être diplômés et avoir exercé les fonctions dans l'administration judiciaire pendant un an au moins ou celles d'un fonctionnaire du rang de « *Wei jen* » pendant deux ans au moins avec succès.

4) Avoir réussi à l'examen pour l'admission aux fonctions de *Tch'eng chen yuan* dans les provinces et avoir exercé les fonctions de juge et de procureur pendant un an au moins à la condition que le résultat de l'examen et la nomination soient approuvés par le ministre.

5) Avoir exercé les fonctions de greffier et s'être occupé de la rédaction des procès-verbaux pendant trois ans au moins ou d'administration judiciaire pendant cinq ans au moins.

6) Avoir exercé les fonctions de *Sseu fa wei yuan*, de *Chen p'an kouan* ou de *Tch'eng chen yuan* dans les provinces pendant un an au moins avec succès et pouvoir le prouver.

C) *Chen p'an kouan*

Le règlement provisoire du 11 février 1934 se rapportant à la nomination des *Chen p'an kouan*, des greffiers en chef, des contrôleurs de prisons et ceux des prisons provisoires des offices judiciaires des sous-préfectures de la province du Kan-sou, *Kan sou ko hien sseu fa kong chou chen p'an kouan tchou jen chou ki kouan ki ko hien kouan yu yuan k'an cheou so kouan jen yong tsan hing piao tchouen* (55) prévoit les conditions pour l'accès aux fonctions de *Chen p'an kouan*.

On ne peut nommer comme *Chen p'an kouan* que des juristes possédant l'une des qualifications suivantes :

(55) Art. 2 du règlement, dans le *Sseu fa li kouei*, 1936, p. 553.

1) Ceux qui ont une des qualifications prévues par l'article 15 du règlement publié par le ministère de la justice concernant l'examen pour l'admission aux fonctions de *Chen p'an kouan* des offices judiciaires des sous-préfectures.

2) Ceux qui ont exercé les fonctions de juge, de procureur et de *Chen p'an kouan* pendant deux ans au moins avec succès et qui ont étudié les sciences du droit dans une école de Chine ou de l'étranger pendant un an et demi au moins et en sont diplômés.

3) Ceux qui sont juges suppléants ou procureurs suppléants ayant exercé leurs fonctions pendant deux ans au moins avec un succès reconnu et obtenu l'approbation de leur nomination par le ministre de la justice.

4) Ceux qui ont exercé les fonctions de greffiers de la section de la rédaction des procès verbaux et de *Tch'eng chen yuan* des sous-préfectures pendant cinq ans au moins avec succès et qui ont étudié le droit dans une école de Chine ou de l'étranger pendant un an et demi au moins et en sont diplômés.

2) Après le règlement provisoire du 9 avril 1936 d'organisation des départements judiciaires des sous-préfectures (56).

Nous savons que le département judiciaire n'est qu'une étape vers l'établissement de Cours sur tout le territoire chinois. Dans toutes les sous-préfectures où il n'existait pas de Cours, on établit provisoirement un département judiciaire au tribunal du gouvernement de la sous-préfecture (57). Désormais, plus de *Tch'eng chen yuan*, ni de *Sseu fa wei yuan*. Dans toutes les sous-préfectures où il n'y a pas de Cours, on place un *Chen p'an kouan* qui s'occupe en toute indépendance de la juridiction de jugement.

Les présidents des Cours supérieures peuvent proposer au ministère de la justice pour être nommés *Chen p'an kouan* les juristes possédant l'une des qualifications suivantes :

1) Ceux qui ont une des qualifications légales pour être magistrats de Cour.

(56) Art. 5 du règlement, dans le *Sseu fa kong pao*, n° 107 du 18 avril 1936, p. 2.

(57) V. paragraphe 4, section 5, chapitre 1.

2) Ceux qui ont réussi à l'examen pour l'accès aux fonctions de *Chen p'an kouan* et ont fait des stages pendant un certain temps.

3) Ceux qui ont réussi à l'examen pour l'admission aux fonctions de *Tch'eng chen yuan* ou celui pour l'admission aux fonctions de *Sseu fa wei yuan* ayant lieu dans les provinces et ont obtenu un certificat de confirmation de leur examen délivré par le *Yuan* des examens.

4) Ceux qui ont étudié le droit pendant trois ans au moins, en sont diplômés et ont subi avec succès l'examen supérieur.

5) Ceux qui ont étudié les sciences juridiques pendant trois ans au moins, en sont diplômés et qui ont exercé dans une Cour les fonctions de rédacteur des procès-verbaux ou d'administrateur judiciaire pendant trois ans au moins avec succès et ont obtenu l'approbation de leur nomination du ministère de la justice.

6) Ceux qui ont étudié le droit pendant trois ans au moins, en sont diplômés et qui ont exercé les fonctions de *tch'eng chen yuan*, ou de *Pang chen yuan*, *Chen p'an kouan*, *Chen li yuan*, *Sseu fa wei yuan* pendant deux ans au moins et de plus, ont rempli dans une cour les fonctions de rédacteur des procès-verbaux et d'administrateur judiciaire pendant trois ans au moins avec succès.

CHAPITRE III

DE L'EXAMEN D'ENTRÉE DANS LA MAGISTRATURE

La justice est chargée du maintien de la paix publique. La charge de magistrat est délicate et importante. Dans la plupart des pays, le recrutement des magistrats se fait par voie d'examen et de concours. La Chine a donc pris comme exemple le système japonais qui impose deux examens à moins qu'on n'ait donné la preuve d'une grande capacité et de beaucoup d'expérience. On publia, en 1909, le règlement provisoire pour l'examen d'entrée dans la magistrature et la nomination des magistrats, *Fa kouan k'ao che jen yong tsan hing tchang tch'eng* ; au 18 octobre de la 6^e année de la fondation de la République (1917), le décret réglementant l'examen d'accès dans la magistrature, *Sseu fa kouan k'ao che ling* ; au 6 août de la 17^e année (1928) celui concernant l'examen et la nomination des magistrats, *Sseu fa kouan jen yong k'ao che tsan hing tchang tch'eng*. Le 13 juillet de la 18^e année (1929) le Yuan législatif vota dans sa 33^e réunion la loi sur les examens, *k'ao che fa*, qui autorise le Yuan des examens à publier les règlements les concernant ; elle a été publiée le 1^{er} août 1929 et mise en vigueur le 1^{er} avril 1930. D'autre part le Yuan promulgua le 27 décembre de la 19^e année (1930) le règlement concernant l'examen supérieur pour être magistrat ou avocat, *Kao teng k'ao che sseu fa kouan liu che k'ao che tiao li*. La loi du 1^{er} août 1929 fut réformée le 23 février 1933 et le 31 juillet 1935 ;

par conséquent, le règlement concernant l'examen d'entrée dans la magistrature a été amendé à diverses reprises par le *Yuan* des examens (1).

Section 1. — Conditions exigées pour être candidat

I. — CONDITIONS POSITIVES

1) *Loi de la 1^{re} année de Siuan-t'ong (1909) sur l'organisation des Cours, Fa yuan pien tche fa* (2)

Cette loi prévoit qu'on doit nommer les juges et les procureurs parmi ceux qui ont été admis aux deux examens, en vertu du règlement concernant l'examen pour l'entrée dans la magistrature et la nomination des magistrats (Art. 106). Ceux qui ont étudié à une école de droit pendant trois ans au moins et qui ont été diplômés peuvent être candidats au premier examen.

Les diplômés de la faculté de droit de l'université de Pékin ou d'une faculté de droit d'une université ou d'une école spéciale de droit étrangères, ces derniers ayant de plus été reconnus aptes par l'examen spécial, tous ont des droits équivalents à ceux qui ont satisfait au premier examen (Art. 107).

2) *Règlement provisoire de la première année de Siuan-t'ong (1909) concernant l'examen pour l'entrée dans la magistrature et la nomination des magistrats*

Le système du double examen pour l'entrée dans la magistrature fut adopté suivant la loi organique des Cours par ce règlement (*Fa kouan k'ao che jen yong tsan hing tchang tch'eng*).

Les conditions pour être candidat au premier examen exigées par la loi d'organisation des Cours étaient trop rigoureuses pour l'époque, les étudiants en droit ayant fini leurs études

(1) *Fa yuan tsou tche fa tche yi*, pp. 151-152 et *Fa yuan tsou tche fa louen*, pp. 85-96.

(2) *Sseu fa li kouei*, 1922, T. 1, p. 59.

étaient en infime minorité. Par la force des faits, ce règlement devait être rendu moins difficile en permettant à ceux possédant l'une des qualifications suivantes d'être candidats au premier examen.

1) Ceux qui ont le titre de docteur (*Kiu jen*), de *Pa kong* ou de *Yeou kong* (4).

2) Les fonctionnaires de rang au-dessus du 7^e *P'in*.

3) Les secrétaires privés des fonctionnaires s'occupant de la justice, qui ont fait de bonnes études et dont la conduite n'est pas répréhensible.

3) *Décret du 18 octobre de la 6^e année
de la fondation de la République (1917)
concernant l'examen pour l'accès dans la magistrature
Sseu fa kouan k'ao che ling* (5)

Les citoyens chinois du sexe masculin au-dessus de 20 ans et possédant l'une des qualifications suivantes peuvent être candidats à l'examen pour l'entrée dans la magistrature.

1) Ceux qui ont étudié les principes du droit trois ans au moins dans une université ou une école spéciale nationales et qui en sortent diplômés.

2) Ceux qui ont étudié les sciences juridiques trois ans au moins dans une université ou une école spéciale étrangères et qui ont acquis un diplôme.

3) Ceux qui ont étudié le droit pendant trois ans au moins dans une université libre ou établie par le service public, reconnue par le ministère de l'éducation ou par le ministère de la justice, ou une école spéciale de la même catégorie et qui en sont diplômés.

4) Ceux qui, dans une université ou une école spéciale libres ou établies par le service public, reconnues par le ministère de l'éducation, ont professé pendant trois années au moins un cours de droit comme matière principale et dont la nomination a été confirmée par le ministre de l'éducation.

5) Ceux qui ont étudié dans une classe de « *Sou tch'eng* »

(3) *Siu Ts'ing tch'ao wen hien t'ong k'ao*, T. 2, p. 885.

(4) Note 87, introduction.

(5) *Sseu fa li kouei*, 1922, T. 1, p. 257.

(pour finir rapidement leurs études) d'une université ou d'une école spéciale étrangères pendant un an et demi au moins, en sont diplômés et qui ont exercé les fonctions de juge ou de procureur pendant un an au moins ou ont professé pendant deux ans au moins un cours de droit comme matière principale dans l'examen pour l'entrée de la magistrature et dont la nomination a été ratifiée par le ministre de l'éducation.

6) Ceux qui ont exercé les fonctions de juge ou de procureur pendant trois ans au moins.

7) Ceux qui ont réussi aux examens pour l'entrée dans la magistrature à l'époque de la dynastie des Ts'ing.

4) *Le système actuel*

Depuis le gouvernement national, le règlement concernant l'examen pour l'entrée dans la magistrature a été publié et réformé plusieurs fois. Nous ne pouvons entrer dans les détails.

Nous donnerons seulement ici les conditions du règlement en vigueur. Ce règlement appelé règlement réformé concernant l'examen supérieur pour l'entrée dans la magistrature, *Sieou tcheng kao teng k'ao ché sseu fa kouan k'ao che tiao li* a été publié le 5 août 1935 par le *Yuan* des examens (6).

Peuvent être candidats, les citoyens chinois ou chinoises (7) compris dans les catégories suivantes :

1) Ceux qui ont étudié le droit dans une université, une école spéciale ou un institut, nationaux, publics ou libres et enregistrés, pendant trois ans au moins et en sont diplômés (Art. 2 du règlement).

2) Ceux qui ont étudié le droit dans une université, une école spéciale ou institut, étrangers, reconnus par le ministère de l'éducation et en sont diplômés.

3) Ceux qui possédant une instruction de droit équivalente à celle donnée aux diplômés d'une université ou d'une école

(6) *K'ao siuan fa tsi yao*, p. 45.

(7) C'est en janvier 1916 que les droits des femmes et des hommes ont été proclamés égaux par la décision des députés du parti du Kouomin-tang de toute la Chine. Désormais les femmes peuvent être fonctionnaires comme les hommes. Depuis plusieurs années, quelques femmes exercent les fonctions de magistrat.

spéciale ont réussi à l'examen pour l'admission de la candidature aux examens supérieurs (8).

4) Ceux qui ont publié un ouvrage technique sur le droit, reconnu de valeur.

5) Ceux qui ont passé quatre ans au moins, après avoir réussi à l'examen général pour l'admission aux fonctionnaires de la justice.

6) Ceux qui ont été fonctionnaires du rang de « *Wei jen* » de la justice ou de l'administration judiciaire ou d'un autre service pendant trois ans au moins et peuvent en fournir des certificats.

7) Ceux qui ont étudié les sciences juridiques dans une école spéciale de Chine ou de l'étranger pendant un an au moins et en sont diplômés et qui ont professé pendant deux ans au moins un cours comme matière obligatoire pour l'examen d'accès dans la magistrature prévu par l'article 6 du règlement (9) ou ont exercé les fonctions de juge pendant deux ans au moins ou de greffier pendant trois ans au moins.

II. — CONDITIONS NÉGATIVES.

Nous venons de parler des conditions positives pour être candidat à l'examen d'accès dans la magistrature. Mais il faut aussi faire la preuve des conditions négatives, sinon on ne peut être candidat, malgré la présence de toutes les conditions positives.

1) *Loi d'organisation des Cours et règlement provisoire concernant l'examen pour l'entrée dans la magistrature et la nomination des magistrats*

Dans le règlement provisoire concernant l'examen et la nomi-

(8) D'après le règlement réformé du 26 septembre 1933 concernant les examens pour l'admission de la candidature aux examens généraux et supérieurs, *Sieou tcheng kien ting k'ao che kouei tch'eng*, ceux qui ont la même instruction que les diplômés du lycée peuvent passer l'examen pour la candidature aux examens généraux ; ceux qui ont la même instruction que les diplômés de l'université ou de l'école spéciale peuvent se présenter à l'examen de candidature pour les examens supérieurs.

(9) Matières obligatoires pour la 2^e épreuve dans le paragraphe 4, section 2, chapitre III.

nation des magistrats, les conditions négatives n'ont pas été prévues. Néanmoins, la loi organique des Cours refuse le droit d'être magistrats à ceux qui ne peuvent être fonctionnaires publics en raison de la privation de leurs droits civiques, qui ont été condamnés à un emprisonnement de trois ans au moins ou qui, faillis, n'ont pas payé leurs dettes. De toute évidence ceux qui ne pouvaient être magistrats ne pouvaient être candidats à l'examen pour l'entrée dans la magistrature.

2) *Décret du 18 octobre 1917*
concernant l'examen pour l'entrée dans la magistrature

L'article 4 du décret prévoit que, malgré la preuve des conditions requises pour être candidat à l'examen de la magistrature, précisées dans les deux articles précédents, on ne peut être nommé si l'on se trouve dans l'une des catégories ci-dessous énumérées.

1) Les condamnés à l'emprisonnement au-dessus du 5^e degré (10).

2) Ceux qui ont subi l'interdiction, *Kin tche tch'an*, ou la quasi-interdiction, *Tchouen kin tche tch'an*, dont le jugement définitif n'est pas encore annulé.

3) Les déclarés en faillite et qui n'ont pas encore obtenu le jugement définitif de réhabilitation.

4) Ceux qui ont été frappés par les lois ou décrets.

3) *Loi réformée du 31 juillet 1935*
concernant les examens, K'ao che fa (11)

Ne peuvent être candidats à aucun examen :

1) Les individus privés de tous leurs droits civiques.

2) Les redevables au Trésor Public.

3) Les condamnés pour corruption.

4) Les fumeurs d'opium ou de produits qui en sont dérivés.

Section 2. — **Premier examen**

L'examen se compose d'une série d'opérations dont le processus est le suivant :

(10) Note 31, chapitre II.

(11) *K'ao siuan fa kouei tsi yao*, p. 1.

- 1) Publication de la date d'examen.
- 2) Formation de la liste des candidats.
- 3) Organisation du Jury.
- 4) Nature et mode des épreuves.
- 5) Classement et présentation des candidats.

Toutes ces opérations constitutives se conditionnent. Il y a interdépendance et étroite subordination. Si l'une d'elles est entachée d'un vice qui l'annule ou simplement la rend critiquable, l'examen tout entier est vicié, précisément en raison de l'indivisibilité de ces opérations.

I. — PUBLICATION DE LA DATE D'EXAMEN

Le règlement provisoire concernant l'examen et la nomination des magistrats n'a pas réglé cette question-là.

C'est le décret du 18 octobre 1917 qui en prévoit le règlement. La date des épreuves éliminatoires est fixée par le président de la République sur la demande du ministre de la justice. La date doit figurer un mois à l'avance dans le « Journal Officiel » (Art. 19).

D'après la loi réformée du 31 juillet 1935 les examens supérieurs ont lieu dans la capitale ou dans la ville fixée par le *Yuan* des examens, tous les ans ou tous les deux ans. Le règlement réformé du 6 août 1935 concernant l'application de la loi, *Sieou tcheng k'ao che fa che hing si tso* (12), autorise le *Yuan* des examens d'en publier la date trois mois à l'avance (Art. 5). Le *Yuan* des examens peut déroger à cette règle au cas où un examen exceptionnel a lieu sur les demandes des chefs de service ou en cas de besoin (Art. 6).

II. — FORMATION DE LA LISTE DES CANDIDATS

L'examen n'est ouvert qu'à ceux qui se font inscrire sur la liste des candidats. Pour se faire inscrire, ces derniers doivent justifier de certaines conditions portant généralement sur l'âge, les connaissances, l'aptitude physique, etc.

Nous n'avons pas trouvé en France de documents relatifs à la

(12) V. op. cit., p. 5.

formation de la liste des candidats sous la dynastie des Ts'ing et le gouvernement de Pékin. Etudions donc le système actuel.

L'inscription du candidat doit être faite dans le mois précédant l'examen (Art. 7 du règlement réformé du 6 août 1935 pour l'application de la loi concernant des examens).

Les candidats doivent avant l'inscription demander un certificat d'admission à la commission du recrutement, *K'ao siuan wei yuan houi* ou à l'organisme compétent dans les provinces ou les régions spéciales fixées par le *Yuan* des examens avec la présentation des certificats concernant les aptitudes intellectuelles et deux photos récentes en buste. Le certificat d'admission délivré par la commission du recrutement demeure valable en cas d'échec. Quant au certificat donné par l'organisme provisoire, les candidats ne peuvent l'utiliser que pour l'examen, objet de la demande (Art. 10 et 9).

Selon le paragraphe 1 de l'art. 11 du règlement réformé, les candidats doivent se faire inscrire dans le délai prévu en fournissant les pièces suivantes :

- 1) Curriculum vitae.
- 2) Certificat d'admission à l'examen et trois récentes photos en buste d'un format de quatre centimètres.
- 3) Attestation d'un répondant.
- 4) Trois *Yuan* (dollars chinois) pour le droit d'examen.

L'article 12 exige des candidats un certificat médical. Ils ne peuvent être admis à l'examen que s'ils satisfont aux conditions physiques nécessaires pour exercer leurs fonctions.

La simple requête d'inscription sur la liste des candidats n'a pas nécessairement pour effet d'admettre les candidats à prendre part à l'examen. La liste d'inscription ne sera en effet définitive qu'après qu'elle aura été arrêtée par l'autorité compétente ayant examiné toutes les pièces sus-mentionnées.

Le recours en cas de refus d'inscription n'est nullement ici visé par les lois ou les règlements. Jusqu'à maintenant la pratique ne nous en a fourni aucun exemple. Quelle juridiction est compétente et dans quelle mesure ?

Selon l'article 1^{er} de la loi réformée du 8 janvier 1937 sur les recours en matière administrative, *Sou yuan fa*, « Les citoyens dont les droits ou les intérêts ont été lésés par une mesure illégale ou injustifiée des autorités centrales ou locales peuvent

introduire un recours » (13) et le paragraphe 6 de l'art. 2 de la même loi ajoute : « Celui qui n'accepte pas une mesure de l'un quelconque des ministères ou commissions du gouvernement central, introduit son recours devant le ministère ou la commission qui a pris la mesure ; s'il n'accepte pas leur arrêt il introduit un nouveau recours devant le *Yuan* compétent ».

Le candidat dont l'inscription a été refusée peut introduire successivement deux recours devant la commission du recrutement et le *Yuan* des examens. S'il ne peut obtenir satisfaction de la décision du deuxième recours contraire à la loi, il peut intenter un procès administratif devant la Cour administrative, d'après l'article 1^{er} de la loi réformée du 8 janvier 1937 sur les procès administratifs, *Sieou tcheng hing tcheng sou song fa*, « Les citoyens dont les droits ont été lésés par une mesure illégale des autorités centrales ou locales, et qui, après avoir introduit un nouveau recours conformément à la loi sur les recours en matière administrative n'acceptent pas l'arrêt rendu, ou qui ont présenté un nouveau recours, sans qu'un arrêt soit intervenu dans les deux mois, peuvent intenter un procès administratif devant la Cour administrative (14) ».

Si le candidat est exclu pour la seule raison qu'il ne remplit pas les conditions requises par le texte portant règlement de l'examen, la décision peut être annulée par l'autorité investie du pouvoir de juridiction, si cette dernière constate qu'il y a eu fausse application du dit règlement. Mais si le motif de refus donné par l'administration est un motif de fait, par exemple, ce motif que le candidat ne présente pas les garanties voulues de moralité, la décision échappera à l'appréciation des magistrats administratifs car ce n'est pas une question de droit, à moins de faire la preuve devant ces derniers de l'inexactitude de la matérialité des faits reprochés.

III. — ORGANISATION DU JURY D'EXAMEN

Pour tous les examens, on forme un jury chargé de diriger les diverses phases des épreuves. Les conditions pour être membres du jury sont prévues par les lois.

(13) V. François THÉRY, *op. cit.*, p. 35.

(14) V. *op. cit.*, p. 30.

1) *Règlement provisoire de 1909*
concernant l'examen pour l'entrée dans la magistrature
et la nomination des magistrats

Dans la capitale, l'examen est présidé par un ministre ayant une compétence juridique, nommé par l'empereur sur la proposition du ministre de la justice et assisté des fonctionnaires du ministère de la justice. Dans les provinces, par un fonctionnaire désigné par l'empereur parmi ceux proposés par le ministre de la justice avec les *T'i fa che*, commissaires d'inspection de l'application des lois (Art. 1).

Les examinateurs assistants, *Siang kiao wei yuan*, sont choisis parmi les anciens professeurs et les professeurs de l'université ou des écoles de droit de Pékin, des écoles publiques de droit de province et les diplômés de l'université, des écoles de droit de Pékin, des universités ou des écoles spéciales de l'étranger, sur la proposition du ministre de la justice (Art. 2).

Telles sont les deux catégories de personnel qui composent un jury.

2) *Décret du 18 octobre 1917*
concernant l'examen pour l'accès dans la magistrature

Ce décret consacra un chapitre sur l'organisation de la commission de l'examen.

Cette commission comprend :

- 1) Un président, *Tien che wei yuan tchang*.
- 2) Des examinateurs, *Tien che wei yuan*.
- 3) Des examinateurs assistants, *Siang kiao wei yuan*.
- 4) Des contrôleurs, *Kien che wei yuan*.

Le président a compétence pour tout ce qui se rapporte à l'examen et surveille les examinateurs, les examinateurs-assistants et les contrôleurs. Quand il ne peut remplir ses fonctions, c'est le premier examinateur qui le remplace.

Les examinateurs et les examinateurs-assistants sous la direction du président exercent leurs fonctions, de même que les contrôleurs.

Le président choisi par le ministre de la justice, nommé par le président de la République sur la demande du président du conseil, est pris parmi les personnalités suivantes :

- 1) Les vice-ministres de la justice.
- 2) Le procureur général près la Cour suprême.
- 3) Les présidents de section de la Cour suprême ou de section du parquet.
- 4) Le vice-président ou chef rédacteur du bureau de la codification des lois, *Fa liu kouan*.
- 5) Les présidents de la Cour supérieure ou procureurs généraux de son parquet.
- 6) Les conseillers *Ts'an che*, ou chefs de bureau, *Sseu tchang*, du ministère de la justice.

Les examinateurs et les examinateurs-assistants sont choisis comme ci-dessus, parmi :

- 1) Les conseillers ou chefs de bureau du ministère de la justice.
- 2) Les juges de la Cour suprême.
- 3) Les procureurs près la Cour suprême.
- 4) Les rédacteurs du bureau de la codification des lois.
- 5) Les juges de la Cour suprême et les procureurs près d'elle.

Le nombre d'examineurs et d'examineurs-assistants est fixé par le ministre de la justice.

La mission du jury est provisoire, elle prend fin en même temps que l'examen.

Le nombre de contrôleurs est de deux à six. Ils sont recrutés parmi les procureurs de Cours supérieures et locales. Le président de la République les nomme sur présentation du ministre de la justice.

3) *Loi du 31 juillet 1935*
concernant le fonctionnement des examens, Tien che fa (15)
et loi réformée du 23 février 1933
relative au contrôle des examens, Kien che fa (16)

Ces deux lois sont encore en vigueur. Elles sont consacrées au fonctionnement et au contrôle des examens.

Ce système est plus complet que celui qui fonctionnait auparavant.

(15) *K'ao siuan fa kouei tsi yao*, p. 11.

(16) *Op. cit.*, p. 9.

La commission de l'examen, *Tien che wei yuan houi*, se compose d'un président et de trois à vingt-et-un examinateurs. Le président est du rang de « *T'o jen* » et les examinateurs du rang de « *Kien jen* ».

Les examinateurs-assistants sont choisis par le président. Les procédures et le fonctionnement des examens sont très détaillés. Nous ne pouvons les donner ici. Cependant on n'a pas prévu les conditions pour être nommés membres de la commission de l'examen comme auparavant. A notre avis, c'est une lacune regrettable.

Quand les examens ont lieu, le *Yuan* des examens demande au *Yuan* du contrôle de proposer un certain nombre de contrôleurs parmi les commissaires, *Kien tch'a wei yuan*, ou inspecteurs, *Kien tch'a che* (17), au gouvernement national pour les nommer comme contrôleurs de l'examen, *Kien che wei yuan*.

Les contrôleurs ne sont plus membres de la commission des examens et ne sont plus sous la direction du président de la commission de l'examen. Ils peuvent exécuter librement leurs fonctions. Cette réforme nous paraît parfaite.

IV. — MODE ET NATURE DES ÉPREUVES

Depuis le règlement provisoire pour l'entrée dans la magistrature et la nomination des magistrats l'examen comporte deux épreuves. La première est une épreuve écrite de plusieurs compositions sur les matières déterminées limitativement. La deuxième est une épreuve orale comportant plusieurs interrogations sur des matières déterminées. La première sert à éliminer les candidats les plus faibles. Les épreuves orales permettent de décider l'admission définitive.

Le décret du 18 octobre 1917 prévoit trois épreuves. La première est éliminatoire, *Tseng lou che*. Elle comporte deux compositions sur le chinois et la théorie générale du droit. La deuxième est une épreuve écrite consistant dans dix compositions sur le droit constitutionnel, le droit administratif, le droit pénal, le droit international public, le droit international

(17) Les inspecteurs du contrôle sont recrutés parmi les commissaires du contrôle. Ils exercent leurs fonctions dans les régions fixées par le *Yuan* du contrôle.

privé, le droit civil, le droit commercial, les procédures civile et criminelle et la loi d'organisation des Cours.

La première et la deuxième épreuve ont pour but d'éliminer les candidats jugés les plus faibles, la troisième est pour l'admission définitive. Cependant, en fait, ceux qui ont franchi la deuxième épreuve sont rarement exclus.

Ainsi, l'épreuve éliminatoire limite le nombre des concurrents à admettre aux épreuves dites définitives.

En procédant de la sorte, non seulement on élève le niveau de l'examen, mais on facilite la tâche du jury. C'est là un grand progrès par rapport au système ancien.

Le règlement réformé du 5 août 1935 suit le système du décret concernant l'examen d'entrée dans la magistrature. Le premier se divise en trois épreuves. La première comporte six compositions sur le chinois, la doctrine du fondateur du parti de Kouomintang, l'histoire des dynasties de la Chine, la géographie de la Chine, le droit constitutionnel, la loi d'organisation des Cours. La deuxième comprend sept compositions sur le droit civil, le droit pénal, les procédures civile et criminelle, le droit commercial et les deux matières choisies parmi le droit administratif, le droit de la propriété immobilière, les lois du travail, le droit international public, le droit international privé, l'étude de la criminologie et du système pénitentiaire. La troisième épreuve comporte cinq interrogations orales dans les cinq matières de la partie obligatoire de la deuxième épreuve et des travaux pratiques.

V. — CLASSEMENT ET PRÉSENTATION DES CANDIDATS

A la suite des épreuves, le jury procède à l'appréciation des mérites de chaque candidat. Sa décision étant une question d'ordre subjectif et fondée sur un jugement qu'il a seul compétence pour formuler, ne peut être attaquée par la voie juridictionnelle. Le seul correctif à cet égard est que la décision du jury doit être prise régulièrement quant à la forme : elle doit donc émaner d'un jury compétent et être rendu suivant les formalités édictées par le texte.

La violation de ces formalités permet d'attaquer la décision du jury. Le contrôleur peut également exercer son contrôle.

Les candidats déclarés admissibles sont classés par le jury

d'après leur ordre de mérite sur une liste, dite liste de classement et sont présentés au ministre de la justice pour leur nomination ou stage.

Le règlement réformé du 2 septembre 1935 concernant le fonctionnement des examens, *Sieou tcheng tien che kouei tch'eng* (18) prévoit que la commission des examens doit les présenter au *Yuan* des examens et à la commission du recrutement. Le règlement du 17 octobre 1935 réglemente la présentation de ceux qui ont satisfait aux examens supérieurs, *Kao teng k'ao che ki ko jen yuan fen fa kouei tso* (19). Il précise que le ministère du classement, *Ts'üan siu pou* doit après le délai d'inscription des candidats reçus aux examens supérieurs faire un rapport au gouvernement central, par l'intermédiaire du *Yuan* des examens concernant les sections d'examen, l'ordre du résultat, les emplois à remplir et le nombre des candidats présentés pour chaque service. Il demande en même temps de les affecter aux services centraux ou locaux.

Cette décision de classement donne aux candidats classés le droit d'exiger qu'on les présente. C'est une obligation qui existe à la charge du jury, du ministère du classement et du *Yuan* des examens. A notre avis ce droit et cette obligation peuvent être sanctionnés par un recours devant la juridiction administrative, recours destiné à mettre en jeu la responsabilité du jury qui n'aurait pas fait la présentation.

Section 3. — Stage

D'après les lois anciennes et présentes, les candidats reçus à l'examen pour l'entrée dans la magistrature doivent en principe faire un stage soit auprès des Cours, soit à l'école des magistrats.

Nous consacrerons deux paragraphes à cette matière : stage auprès des Cours et stage à l'école des magistrats.

I. — AUPRÈS DES COURS

1) *Le système ancien*

D'après la loi de 1909 sur l'organisation des Cours, les can-

(18) *K'ao siuan fa kouei tsi yao*, p. 15.

(19) *Sseu fa li kouei*, 1936, T. 1, p. 475.

didats reçus au premier examen sont répartis dans les Cours locales ou leurs parquets pour faire un stage d'une durée de deux ans. Cependant le règlement provisoire de 1909 concernant l'examen pour l'entrée dans la magistrature et la nomination des magistrats fait une exception pour débiter : les premiers reçus peuvent être envoyés auprès des Cours supérieures ou locales et les autres auprès des Cours de 1^{er} degré.

Les juges stagiaires sont sous la surveillance du président de la Cour. Les procureurs stagiaires sous celle du procureur général du parquet. Leur vie privée et publique font l'objet d'une information au ministère de la justice. Ce dernier examine les rapports de ceux chargés de cette enquête et peut renvoyer les magistrats stagiaires s'il est prouvé que leur manière de vivre est répréhensible.

Les juges stagiaires ayant fait un stage d'un an au moins peuvent être désignés par le président de la Cour pour une certaine fonction judiciaire, sauf les fonctions de juge et celles relatives à l'inscription de la propriété immobilière, etc. Les procureurs stagiaires qui ont fait le stage pendant un an au moins peuvent aussi être désignés par le procureur général du parquet pour remplir certaines fonctions de procureur, sauf le remplacement d'un procureur.

Les juges et les procureurs stagiaires peuvent être chargés par le ministre de la justice pour remplir les fonctions de procureur.

Sous le gouvernement de Pékin, un règlement concernant le stage des candidats reçus au premier examen pour l'entrée dans la magistrature, *Sseu fa kouan tch'ou che ki ko jen yuan hio si kouei tso* (20), qui complète la loi d'organisation des Cours, fut publié le 6 décembre 1921 par un décret du ministère de la justice.

Selon ce règlement, le président de la Cour ou le procureur général du parquet doivent désigner un juge ou un procureur pour initier les stagiaires.

Le juge ou le procureur désigné peut leur faire rédiger soit un jugement, soit un réquisitoire sur le dossier d'une affaire dont il s'occupe. Si cet exercice pratique laisse à désirer, le magistrat

(20) *Sseu fa li kouei*, 1922, T. 1, p. 323.

le corrige, l'explique et l'envoie au président de la Cour ou au procureur général du parquet pour lui permettre d'apprécier.

Les stagiaires doivent s'exercer à cela au moins dix fois par mois. Leurs travaux sont communiqués au ministre de la justice avec l'avis du président et du procureur général à la fin du stage.

Le stage se divise en trois périodes : au parquet, à la chambre criminelle et à la chambre civile. La durée de chaque période est fixée par les présidents de la Cour et du parquet. Elle ne doit pas dépasser huit mois et les stages au parquet et à la chambre criminelle doivent être accomplis suivant l'ordre indiqué.

Les stagiaires doivent rédiger un mémoire en résumant les compositions qu'ils ont faites et les envoyer au président de la Cour ou au procureur général du parquet à la fin de chaque mois.

Le président et le procureur général peuvent leur signaler des négligences au point de vue de fonctions ou les accuser de mauvaise conduite.

Ces avertissements doivent faire l'objet d'un rapport détaillé portant la date et les faits à la fin du stage par le président et le procureur général. Les faits graves doivent être communiqués de suite au ministre de la justice.

Ceux ayant accompli leur stage avec succès, pendant un an au moins, sont signalés au ministre de la justice et chargés de l'exercice d'une certaine fonction.

2) *Le système actuel*

L'article 9 du règlement réformé du 5 août 1935 concernant l'examen supérieur pour l'entrée dans la magistrature, *Sieou tcheng kao teng k'ao che sseu fa kouan k'ao che tiao li* prévoit, pour ceux qui ont réussi au premier examen, l'attribution d'un certificat ; de plus, ils feront un stage selon le règlement concernant le stage des magistrats.

Le règlement concernant le stage des admis au premier examen pour l'entrée dans la magistrature, *Kao teng k'ao che sseu fa kouan k'ao che ki ko jen yuan hio si kouei tso* (21), a été

(21) *Sseu fa li kouei*, 1936, T. 1, p. 581.

publié le 16 septembre 1933 par un décret du ministère de la justice et réformé le 5 février 1935.

La durée du stage est fixée à deux ans. Après un an, le ministre de la justice peut dispenser d'une partie du stage si la première année a été remplie avec succès. Le stage est fait en principe près les Cours locales, mais le ministre de la justice peut faire entrer les stagiaires dans l'école des magistrats pendant un certain temps compris dans la durée du stage.

Un ou plusieurs juges ou procureurs doivent être désignés par le président de la Cour ou le premier procureur près cette Cour pour diriger les stagiaires.

Les stagiaires peuvent consulter les dossiers, assister aux audiences, aux délibérations des sentences et aux enquêtes du procureur.

Pour leur travail, on n'a qu'à se rapporter à ce qui a été dit plus haut. Nous signalerons seulement que les épreuves de jugements et de réquisitoires peuvent être transcrites et utilisées par les magistrats surveillants. Les originaux des compositions doivent être conservés par les stagiaires.

Les stagiaires ayant fait un stage pendant un an au moins auprès des Cours ou à l'école des magistrats peuvent être chargés, à titre provisoire, par le président de la Cour ou le premier procureur près cette Cour des exécutions de jugements et de rédiger les procès-verbaux ainsi que de certaines fonctions de la compétence des procureurs. Mais ils ne peuvent juger les affaires litigieuses.

Les périodes de stage auprès de la Cour ou du parquet sont fixées par décret du ministère de la justice. Pendant cette période, le président de la Cour doit faire accomplir le stage en même temps ou séparément aux Chambres civile et criminelle.

Les stagiaires doivent indiquer sur un registre spécial leurs occupations et les leçons qu'ils en retirent. A la fin du mois les compositions sont envoyées au président de la Cour ou au premier procureur par l'intermédiaire des juges ou des procureurs désignés afin que ce magistrat puisse se rendre compte du travail.

A la fin du stage, le président de la Cour ou le premier procureur doit faire un rapport sur leurs mérites, conduite et capacité avec avis motivé au ministre de la justice par l'intermédiaire

du président de la Cour supérieure ou le premier procureur de cette Cour, on y ajoutera en même temps les originaux des jugements ou des réquisitoires.

Si le stage d'une année a déjà été effectué auprès d'une Cour, celle-ci doit faire un simple rapport sans joindre les originaux.

Si les stagiaires font preuve d'une mauvaise conduite ou si leur travail n'est pas consciencieux, le président de la Cour ou le premier procureur peut les en avertir. Au cas de faits plus graves ou s'ils persistent dans leur attitude après plusieurs avertissements, le ministre de la justice sera prévenu par l'intermédiaire du président de la Cour supérieure ou premier procureur. Les avertissements doivent être consignés dans le rapport fait à la fin du stage.

Ce règlement est plus complet que celui du 6 décembre 1921.

Citons un décret du 14 décembre 1936 du ministère de la justice qui répartit dans les Cours, Chen Kia-yuan, Li Kien-tseu, etc., trente-trois admis au premier examen de 1936 pour l'entrée dans la magistrature comme stagiaires. Dans le décret, on attire l'attention des présidents de Cours ou des premiers procureurs sur l'application du règlement (22).

II. — A L'ÉCOLE DES MAGISTRATS

En raison de l'application du règlement du 18 janvier 1914 sur les incompatibilités des magistrats, beaucoup perdaient leur poste soit par révocation, soit par démission. Par suite de la suppression des Cours du 1^{er} degré, *tch'ou ki chen p'an ting*, et la réduction des Cours locales, *Ti fang chen p'an ting*, le nombre des magistrats non pourvus de poste augmenta. Sans fonction, leur situation cependant était réservée. Le ministre de la justice institua une école de magistrats, appelée *Sseu fa kiang si so*, à Pékin, pour instruire à fond ces magistrats sans travail. Ce fut un grand succès. On continuait à recruter une nouvelle classe par l'examen quand la première prenait fin. La nouvelle classe était recrutée parmi les diplômés d'une école de droit. Lorsqu'ils avaient terminé leurs études, ils étaient nommés magistrats comme l'avaient été ceux de la première classe.

(22) V. *Sseu fa kong pao*, n° 159 du 3 janvier 1937.

En 1926, le ministre de la justice rétablit l'école des magistrats, appelés *Sseu fa tch'ou ts'ai kouan*, à Pékin dans le même but qu'auparavant. Elle disparut avec le gouvernement de Pékin.

Sous le gouvernement national, *Kouo min tcheng fou*, le ministre de la justice établit l'école des magistrats appelée *Fa kouan hiun lien so*, à Nankin, en 1927. Elle existe en permanence et fut transférée avec le gouvernement central à Tch'ong-k'ing capitale provisoire.

Pour l'école des magistrats appelée *Sseu fa kiang si so*, nous n'avons pu trouver aucun document en France la concernant. Nous pouvons dire cependant qu'elle était du même type que le *Sseu fa tch'ou ts'ai kouan* et le *Fa kouan hiun lien so*.

Nous allons traiter de son organisation, des conditions d'entrée, les matières à étudier et la durée des études.

I. — ORGANISATION DE L'ÉCOLE DES MAGISTRATS

1) *Sseu fa tch'ou ts'ai kouan*

Le directeur est nommé par le ministre de la justice avec plein pouvoir sur l'école. Le chef d'études, *Hio tchang* et les secrétaires sont désignés par le directeur. Ce dernier nomme les professeurs et en fixe le nombre (23).

2) *Fa kouan huim lien so*

Selon le règlement réformé du 30 juillet 1937, concernant l'organisation de l'école des magistrats subordonnée au *Yuan* de la justice, *Sieou tcheng sseu fa yuan fa kouan hiun lien so tsou tche tiao li* (24), un directeur, *So tchang*, du rang de « *Kien jen* » est placé sous l'autorité du président du *Yuan* de la justice.

Au-dessous se trouvent quelques fonctionnaires : par exemple, un chef d'études, *Hio wou tchou jen*, un chef proposé à la marche de l'école, *Che wou tchou jen*, un surveillant général

(23) V. Règlement réformé du 26 octobre 1926 sur l'organisation de l'école des magistrats appelée *Sseu fa tch'ou ts'ai kouan tchang tch'eng*.

(24) V. *Sseu fa kong pao*, n° 203 du 11 août 1937, p. 1.

Hün yu tchou jen, tous du rang de « *Kien jen* » ou « *Tsien jen* ». Un secrétaire est du rang de « *Tsien jen* » ou « *wei jen* ».

Les professeurs sont nommés par le directeur qui en informe le *Yuan* de la justice.

II. — CONDITIONS POUR L'ENTRÉE DANS L'ÉCOLE

1) *Sseu fa tch'ou ts'ai kouan*

Il est nécessaire, pour l'admission dans cette école, que les étudiants aient réussi au premier examen à moins qu'ils n'en soient dispensés par le jury du deuxième examen ou qu'il s'agisse de magistrats désireux d'approfondir leurs connaissances juridiques (25).

2) *Fa kouan huin lien so*

Sauf la première classe recrutée par l'examen pour l'entrée dans l'école parmi les diplômés d'une école de droit, toutes les autres classes sont composées d'étudiants ayant réussi au premier examen pour l'entrée dans la magistrature et présentés par le ministre du classement des fonctionnaires.

Depuis de 24 août 1936 le *Yuan* de la justice a arrêté le plan d'appel des magistrats par roulement, pendant une certaine période, cela afin d'approfondir leurs études juridiques (26).

III. — MATIÈRES A ÉTUDIER

1) *Sseu fa tch'ou ts'ai kouan*

Voici quelles sont les matières proposées : la pratique de la procédure civile, *Min che chen p'an che wou*, la pratique de la procédure criminelle, *Hing che chen p'an che wou*, la pratique des procès de faillite, la pratique des fonctions de procureurs et de police judiciaire, l'étude et la pratique du régime pénitentiaire, l'administration des Cours et la rédaction des jugements civils et criminels sur des affaires proposées, la rédaction des

(25) V. Règlement réformé du 25 octobre 1926.

(26) V. *Sseu fa kong pao*, n° 134 du 31 août 1936.

réquisitoires, l'étude du droit civil et commercial comparé, de la législation criminelle, des lois civiles et des jurisprudences, de la loi de procédure civile et des jurisprudences, de la loi de procédure criminelle et des jurisprudences, l'étude des preuves, l'étude de la médecine légale, l'étude des formules de rédaction de correspondance officielle, les procès entre Chinois et étrangers, l'étude d'une langue anglaise, française ou japonaise, les jurisprudences des affaires chinoises ou étrangères, l'histoire du droit, la psychologie du juge, la psychologie des criminels, etc. (27).

2) *Fa kouan hiun lien so*

Les matières à étudier pour ceux qui ont réussi au premier examen sont à peu près les mêmes que celles de *Sseu fa tch'ou ts'ai kouan*. Inutile de les énumérer de nouveau. Elles portent sur la pratique du droit civil et du droit pénal. Nous signalerons seulement les matières pour magistrats rappelés à l'école.

Pour la morale, on invite les vétérans du parti de Kouomintang et les présidents de *Yuan* ou ministres à faire des conférences portant sur les principes.

En outre, on invite des conférenciers traitant du droit, de la politique, de l'économie et de la civilisation en général.

Une matière sur la préparation militaire concerne spécialement le développement physique (28).

IV. — DURÉE DES ÉTUDES

1) *Sseu fa tch'ou ts'ai kouan*

La durée des études étant de deux ans se divise en quatre périodes de six mois. Tous les mois, un examen sommaire a lieu, ainsi qu'à la fin de chaque période, puis un examen final. Dans le cas où l'on ne peut réussir à ce dernier c'est l'ajournement de six mois. En cas de nouvel échec, on est renvoyé de

(27) V. Règlement réformé du 25 octobre 1926.

(28) V. Plan du 24 août 1936 relatif à l'instruction des magistrats, *Hieu jen fa kouen hiun lien ki houo ta kang*, dans le *Sseu fa kong pao*, n° 134 du 31 août 1936, p. 2.

l'école et l'on perd ainsi le bénéfice de l'admission au premier examen (29).

2) *Fa kouan hiun lien so*

La durée d'études de la première classe est d'un an. Celle de la deuxième d'un an et demi. A partir de la troisième classe, elle est toujours de deux ans. Mais pour les magistrats rappelés à l'école elle est seulement d'un mois.

Depuis le règlement du 16 septembre 1933 concernant le stage des admis au premier examen pour l'entrée dans la magistrature, ceux-ci sont en principe envoyés aux Cours pour accomplir le stage. Le ministre de la justice, s'il le juge nécessaire, les envoie à l'école des magistrats pendant une certaine période de stage.

Section 4. — Deuxième examen

La loi de 1909 d'organisation des Cours, *Fa yuan pien tche fa*, prévoit qu'à la fin du stage, les stagiaires doivent passer le deuxième examen avant d'être promus dans la magistrature.

Le règlement réformé du 5 août 1935 précise également que le deuxième examen a lieu à la fin du stage.

Ce deuxième examen est ainsi composé : 1) Publication de la date d'examen ; 2) Formation de la liste des candidats ; 3) Organisation du jury ; 4) Epreuves ; 5) Classement et présentation des candidats.

I. — PUBLICATION DE LA DATE D'EXAMEN

Le décret du 18 octobre 1917 attribue au ministre de la justice le droit de fixer la date de l'examen. Ce droit était exercé discrétionnairement par le ministre.

Le règlement réformé du 5 août 1935 décide que le deuxième examen doit être annoncé par le *Yuan* des examens sur la demande du ministre de la justice. La date de l'examen est publiée un mois à l'avance.

(29) V. Règlement réformé du 25 octobre 1926.

II. — FORMATION DE LA LISTE DES CANDIDATS

Le décret du 18 octobre 1917 chargeait les présidents des Cours ayant surveillé les stagiaires, de demander le deuxième examen pour leurs stagiaires au ministre de la justice. Aujourd'hui, c'est le ministre de la justice qui demande le deuxième examen au *Yuan* des examens sur les rapports des présidents des Cours où les stagiaires accomplissent un stage. Cependant la liste des candidats est toujours arrêtée par la commission du deuxième examen, *tsai che tien che wei yuan houi*.

III. — ORGANISATION DU JURY D'EXAMEN

Le règlement de 1909 concernant l'examen pour l'entrée dans la magistrature et la nomination des magistrats n'a pas distingué entre l'organisation des commissions du premier et celle du deuxième examen. Nous pouvons renvoyer au paragraphe 3 de la section II de ce chapitre pour le constater.

Le décret du 18 octobre 1917 a précisé que la commission du deuxième examen est permanente. Elle se compose d'un président choisi parmi les vice-ministres de la justice et huit examinateurs dont les quatre premiers sont permanents. Ces derniers étaient recrutés parmi les conseillers et les chefs de bureau du ministère de la justice, les juges de la Cour suprême et les procureurs du parquet, par le président de la République sur la proposition du ministre de la justice ; l'autre moitié parmi les chefs de section (*Kien che*), les rédacteurs du bureau de codification des lois (*Fa liu kouan tch'ouan sieou*), les juges et les procureurs des Cours supérieures.

Les deux contrôleurs étaient choisis par le ministre de la justice parmi les procureurs près la Cour et chargés du contrôle de l'examen.

Le règlement réformé du 5 août 1935 prévoit également les conditions que doivent remplir les commissaires de la commission du deuxième examen. Il y a une différence avec les membres de la commission du premier examen dont les conditions ne sont pas fixées par la loi.

Elle comprend un président et cinq ou sept commissaires. Le premier est du rang de « *T'o jen* » nommé par le gouvernement central, les deuxièmes sont du rang de « *Kien jen* » choisis par

moitié par le gouvernement central parmi les personnes proposées par le *Yuan* des examens. Elles doivent satisfaire aux conditions suivantes : 1) être magistrats ou administrateurs de justice du rang de « *Kien jen* », 2) être spécialistes d'une grande compétence des questions de droit et de leur pratique.

IV. — EPREUVES

Selon le règlement de 1909, le deuxième examen portant sur la pratique se divisait en deux épreuves : l'une écrite, l'autre orale. La première consistait en une rédaction des jugements avec l'exposé des faits et leurs motifs. La deuxième traitait les matières suivantes : droit pénal, *Hien hing liu*, lois et règlements de Chine, droit civil, commercial, pénal et procédures civile et criminelle des pays étrangers, (deux matières parmi les quatre dernières).

Le décret du 18 octobre 1917 précisait l'épreuve écrite et orale. L'épreuve écrite se compose des mêmes matières que celles énumérées ci-dessus. L'épreuve orale comprend les matières choisies par la commission de l'examen.

Le règlement du 5 août 1935 autorise la commission du deuxième examen de choisir les matières pour l'épreuve écrite. Quant à l'épreuve orale, elle consiste dans des questions sur la pratique que les candidats ont acquise pendant leur stage. Le ministre de la justice doit envoyer à la commission du deuxième examen les rapports des présidents des Cours relatant les rédactions faites pendant leur stage, les notes obtenues à l'école des magistrats et les certificats attestant leur mérite.

Dans le cas d'échec on peut se présenter une seconde fois d'après les trois règlements que nous avons étudiés. Mais aucun règlement ne permet de se présenter une troisième fois. Cependant la durée du stage après l'échec est différente. Le premier règlement précisait un an, le deuxième six mois, le troisième décide qu'on doit refaire le stage en cas d'échec du deuxième examen et qu'on peut se présenter à l'examen prochain.

Malgré que le troisième règlement soit satisfaisant à certains points de vue, il est fâcheux qu'il ne fixe pas la durée du stage après l'échec, cela pouvant causer un préjudice puisque le prochain examen peut avoir lieu aussi bien quelques mois, que quelques années plus tard

V. — CLASSEMENT ET PRÉSENTATION DES CANDIDATS

La loi organique de 1909 des Cours prévoit que les admis au deuxième examen seront nommés en qualité de juges ou procureurs suppléants, de même que le règlement de 1909. Le règlement réformé du 5 août 1935 stipule qu'un certificat est délivré aux admis du deuxième examen et on les nomme selon les lois.

Les candidats déclarés reçus sont classés par la commission d'examen d'après leur ordre de mérite sur une liste, puis présentés au ministre de la justice pour leur nomination. Cette décision de classement donne également au profit des candidats classés le droit d'exiger qu'on les présente à la nomination du chef de service, comme nous l'avons relaté dans la section I de ce chapitre sur le premier examen. Quant à la procédure de présentation et au recours devant la juridiction administrative, elle est semblable à celle du premier examen. Nous n'en parlerons pas ici.

Nous devons ajouter quelques mots sur les admis à l'examen final à l'école des magistrats. Ceux qui ont passé avec succès l'examen final, soit à *Sseu fa kiang si so*, soit à *Sseu fa tch'ou ts'ai kouan*, ou à *Fa kouan hiun lien so*, sont considérés exactement comme les admis du deuxième examen. Ils sont classés et présentés par le directeur de l'école au ministre de la justice pour leur nomination.

Section 5. — Examen spécial pour les fonctionnaires judiciaires

Avant l'application de la loi d'organisation des départements judiciaires des sous-préfectures datée du 18 avril 1936, il n'y avait pas de système général de la justice des sous-préfectures. Les fonctionnaires s'occupant de la justice dans les sous-préfectures sont appelés soit *Tch'eng chen yuan*, soit *Ssen fa wei yuan*, soit *Chen p'an kouan*. Nous en avons parlé dans le paragraphe 3 de la section 5 du chapitre premier.

Dans chaque province ces fonctionnaires avaient leur propre statut ; ainsi chaque province possédait un règlement relatif à leur examen. Mais depuis, le *Yuan* des examens publia un règlement provisoire se rapportant à l'examen pour être *Tch'eng chen yuan*, *Tch'eng chen yuan k'ao che tsan hing tiao*

li (30). Nous avons ainsi un règlement général. Dans toutes les provinces en cas de besoin de recrutement des *Tch'eng chen yuan*, on peut demander au *Yuan* des examens de procéder à un examen suivant ce règlement. Cet examen eut lieu à Nankin, en 1935, il fut tenu par le *Yuan* des examens.

Dès l'application de la loi d'organisation des départements judiciaires des sous-préfectures, le *Yuan* des examens publia le 9 juin 1937 le règlement provisoire concernant l'examen pour être *Chen p'an kouan* dans les départements judiciaires des sous-préfectures, *Hien sseu fa tch'ou Chen p'an kouan k'ao che tsan hing tiao li* (31). Nous allons parler de ces deux règlements : les examens de *Tch'eng chen yuan* et *Chen p'an kouan*.

I. — TCH'ENG CHEN YUAN

1) Conditions pour être candidats

Les citoyens chinois possédant les qualités suivantes peuvent être candidats à l'examen de *Tch'eng chen yuan*.

1) Diplômé d'une université, d'un institut ou d'une école spéciale soit de Chine, soit de l'étranger, publics ou libres et enregistrés ou reconnus par le ministère de l'éducation et ayant étudié les sciences juridiques pendant un an et demi au moins.

2) Possédant les titres pour être candidats à l'examen supérieur pour l'entrée dans la magistrature.

3) Ayant exercé les fonctions de magistrat ou de fonctionnaire dans l'administration judiciaire pendant trois ans au moins avec les certificats le constatant.

2) Organisation de l'examen

La date de l'examen et l'endroit où il doit avoir lieu sont arrêtés par le *Yuan* des examens. Si le *Yuan* charge une autre administration comme le bureau provincial d'éducation de tenir cet examen, c'est alors ce dernier qui le fixe.

(30) Règlement provisoire réformé du 3 septembre 1935 concernant l'examen pour être *Tch'eng chen yuan*, *Tch'eng chen yuan k'ao che tsan hing tiao li*, dans le *K'ao siuan fa kouei tsi yao*, p. 101.

(31) *Sseu fa li kouei*, 1936, T. 1, p. 453.

Le jury de l'examen est organisé exactement comme celui de l'examen pour l'entrée dans la magistrature, sauf que le président de la commission est du rang de « *Kien jen* ».

Le classement et la présentation sont faits également à la fin de l'examen par le jury, comme dans le premier examen des magistrats dont nous avons parlé dans la section 2 de ce chapitre.

3) *Epreuves*

L'examen comprend trois épreuves comme celui d'entrée dans la magistrature. La première étant écrite a un caractère éliminatoire ; elle porte sur cinq matières, les mêmes que celles de l'examen supérieur pour l'entrée dans la magistrature : le chinois, la doctrine du fondateur du parti du Kouomintang, l'histoire des dynasties et la géographie de la Chine, le droit constitutionnel, la loi d'organisation des Cours.

La deuxième est aussi une épreuve écrite. Elle comprend cinq compositions sur le droit civil, le droit pénal, les procédures civile et criminelle, la rédaction d'un jugement.

La troisième constitue l'épreuve décisive. Elle est orale sur les matières prévues dans la deuxième épreuve et la pratique.

4) *Stage ou nomination*

D'après le règlement du 17 mars 1934 concernant la présentation des admis aux examens généraux, *P'ou t'ong k'ao che ki ko jen yuan fen fa kouei tso*, les admis qui ont été fonctionnaires du rang de « *Weï jen* » pendant deux ans au moins et qui peuvent fournir des certificats le constatant sont susceptibles d'être présentés par le ministre du classement à la cour supérieure pour la nomination s'ils présentent les conditions nécessaires. Les autres doivent faire un stage d'un an.

II. — CHEN P'AN KOUAN

On exige que les candidats de l'examen pour être *Chen p'an kouan* aient le même titre que les candidats à l'examen supérieur pour l'entrée dans la magistrature ou diplômés d'une université, d'un institut, d'une école spéciale de Chine ou de

l'étranger, publics ou libres et reconnus ou enregistrés par le ministère de l'éducation, ayant étudié le droit pendant un an et demi au moins.

L'organisation de l'examen et les épreuves sont les mêmes que l'examen pour être *Tch'eng chen yuan*. Seulement dans la deuxième épreuve les lois commerciales et la loi sur la propriété immobilière remplacent la rédaction d'une épreuve de jugement.

Le ministre du classement présente les admis à cet examen suivant le règlement concernant la présentation de ces derniers aux examens généraux comme les *Tch'eng chen yuan*. Cependant ils font un stage d'après le règlement concernant le stage, *Sseu fa tch'ou chen p'an kouan hio si kouei tso* publié par le ministre de la justice. Nous ne trouvons pas de documents sur ce sujet.

Dans l'école des magistrats, la classe des *Tch'eng chen yuan* ou *Chen p'an kouan* remplace, s'ils veulent y entrer, le stage auprès des Cours.

CHAPITRE IV

DE LA NOMINATION DES MAGISTRATS

Dans la Chine impériale le droit de nomination des fonctionnaires a toujours appartenu à l'Empereur; le ministère des fonctionnaires s'occupait de toutes les affaires relatives aux recrutements et à l'avancement des fonctionnaires. Cependant, depuis la réforme judiciaire de la fin des Ts'ing, le recrutement et l'avancement des magistrats incombent au ministère de la justice. Ainsi est assurée l'indépendance de la justice.

Dès l'avènement de la République, le droit de nomination des magistrats est attribué au président de la République et au ministère de la justice par l'article 48 de la convention provisoire, *Lin che yo fa*, du 1^{er} mai 1912 (1).

L'article 98 de la loi constitutionnelle du 10 octobre 1920 (2) prévoit seulement que la nomination du président de la Cour suprême est soumise au consentement du Sénat.

Quant à la nomination de tous les fonctionnaires et militaires, elle appartient au président de la République, à moins que la loi constitutionnelle et les autres lois n'en disposent autrement.

Depuis la fondation du gouvernement national, le *Yuan* de la justice est à la tête de la justice. Le ministère, *Sseu fa hing tcheng pou* lui est subordonné. Malgré que les magistrats soient nommés toujours au nom du président de la République, *Kouo*

(1) *Pi kiao hien fa*, p. 774.

(2) Op. cit., p. 828.

ming tcheng fou tchou si, les magistrats du rang de « *Tsien jen* » sont nommés exclusivement sur la proposition du ministre de la justice qui parvient au gouvernement national par le *Yuan* de la justice.

Section I. — Autorité investie du pouvoir de nomination

En principe, c'est au chef de l'Etat qu'appartient le droit de nomination. Toutefois, dès la fondation de la République ce pouvoir de nomination n'est pas exclusif. Il ne peut nommer que sur l'initiative et avec le contre-seing du ministère ou *Yuan* intéressé sur qui la responsabilité du choix doit tomber (3). Le pouvoir de nomination appartient donc en fait plutôt au ministre ou au *Yuan* intéressé qu'au président de la République, le rôle de ce dernier se bornant à sanctionner le choix du ministre responsable.

I. — LA RÉFORME JUDICIAIRE DE LA FIN DES TS'ING

En 1908, l'empereur To-tsong approuva le système proposé par le ministre de la justice concernant la nomination des magistrats de la Cour suprême, *Ta li yuan*. Pour la nomination des présidents de section et des juges de la Cour ou du procureur général et des procureurs près la Cour, il fallait le consentement du ministre de la justice et du président de la Cour. La nomination devait être proposée à l'Empereur par tous les deux (4).

Les Cours supérieure et locale de la capitale étaient sous l'autorité du ministre de la justice. Le droit de proposer la nomination des magistrats de ces Cours appartenait exclusivement au ministre de la justice ; c'est en quoi elle se différenciait de la nomination des fonctionnaires de l'administration (5).

Le règlement du 19 juillet 1912 concernant l'établissement des Cours de tous les degrés des capitales provinciales et des villes commerciales, *Ko cheng tch'eng chang pou ko ki chen p'an t'ing*.

(3) Art. 45 de la convention provisoire de 1912, op. cit., p. 774, art. 95 de la constitution de 1923, op. cit., p. 825 et art. 17 de la loi organique du 15 juin 1931 du gouvernement national, *Kouo min tcheng fou tsou tche fa*, (*Ssseu fa li kouei*, 1931, T. 1, p. 139).

(4) *Siu Ts'ing tch'ao wen hien t'ong k'ao*, T. 2, p. 8877.

(5) Op. cit., p. 8847.

tch'eu pan che yi, avait fait une exception pour la nomination des magistrats de ces Cours antérieurement à l'application de la loi concernant l'examen pour l'entrée dans la magistrature et la nomination des magistrats, en permettant aux préfets impériaux, *Tou fou*, et au chef de la justice de la province, *Ngan tch'a che* ou *T'i fa che* de proposer les candidats au ministre de la justice conformément aux conditions exigées par ce règlement.

Selon ce règlement, le président de la Cour supérieure et le procureur général près la Cour étaient présentés préalablement à l'Empereur par le ministre de la justice et nommés sur la demande de ce dernier au moment qu'il jugerait opportun. Le préfet impérial pouvait les choisir sur place ou faire permuter des fonctionnaires du ministère de la justice, à condition de lui demander de les « charger » au nom du ministre, *p'ai chou*. Mais il ne pouvait pas directement demander à l'Empereur de les nommer.

Les juges et les procureurs étaient choisis par le préfet impérial en collaboration du *Ngan tch'a che* ou *T'i fa che*, parmi ceux ayant un rang équivalent, les diplômés d'école spéciale de droit, les juristes, ceux qui avaient été fonctionnaires avec habileté, les secrétaires privés des fonctionnaires s'occupant de la justice ou des fonctionnaires du ministère de la justice. Mais il fallait demander au ministre de la justice de les « charger ».

Quant à la loi de 1909 d'organisation des Cours, *Fa yuan pien tche fa*, en cas de vacance de poste de juge ou de procureur dans la Cour locale ou le parquet de la capitale, c'était le président de cette Cour ou le procureur général du parquet qui demandait au ministre de la justice de « charger » un juge suppléant ou un procureur suppléant de le remplacer. Dans les Cours locales provinciales ou leurs parquets, c'était le président de la Cour supérieure ou le procureur général de son parquet qui demandait le remplacement (Art. 114).

L'article 13 du règlement de 1909 concernant l'examen pour l'entrée dans la magistrature et la nomination des magistrats a complété l'insuffisance de la loi d'organisation en décidant que dans les Cours supérieures de la capitale ou des provinces, s'il n'y avait pas de candidats possédant l'une des qualifications prévues par l'article 118 de la loi d'organisation des Cours pour remplacer les juges ou les procureurs vacants, pour la Cour de

la capitale, ce serait le ministre de la justice qui proposerait à l'Empereur ceux qui, ayant fini leur stage à la Cour supérieure, ont réussi brillamment au deuxième examen. Pour les Cours provinciales les *T'i fa che* demanderaient au ministère de la justice de « charger » les premiers reçus à l'examen des magistrats. Pour la Cour suprême ou son parquet, si on ne trouvait pas de candidat possédant l'un des titres spécifiés à l'article 119 de la loi d'organisation des Cours, afin de combler les postes vacants de juge ou de procureur, pour les juges le président de la Cour choisirait les juges suppléants dans sa Cour et les proposerait au ministre de la justice aux fins de nomination par l'Empereur et pour les procureurs le procureur général du parquet choisirait les procureurs suppléants dans son parquet et les proposerait.

II. — DE LA FONDATION DE LA RÉPUBLIQUE JUSQU'À LA FIN DU GOUVERNEMENT DE PÉKIN

Depuis la fondation de la République, le président de la République, *Ta tsong t'ong*, ne pouvait nommer des magistrats que sur l'initiative et avec le contre-seing du ministère de la justice, quoique la nomination fût faite en son nom. Le pouvoir de nomination des magistrats en fait appartenait au ministre de la justice. Toutefois, le pouvoir du ministre de la justice était parfois usurpé par les présidents des Cours supérieures.

La loi d'organisation des Cours et les règlements dont nous venons de parler étaient également appliqués à cette époque. Cependant les présidents des Cours supérieures ne les respectaient pas en « chargeant » les magistrats dans leur circonscription. Souvent ils « chargeaient » comme magistrats les personnes qui ne remplissaient pas les conditions exigées par les lois ou les règlements pour l'entrée dans la magistrature et ainsi ils ne proposaient pas leur nomination au ministre de la justice. Le ministre protestait énergiquement et cherchait tous les moyens de changer cette situation. Nous pouvons citer deux arrêtés, *Hiun ling*, publiés par le ministre de la justice pour interdire d'usurper son droit. L'arrêté du 4 janvier 1921 décida qu'en cas de vacance d'un poste de juge ou de procureur de Cour supérieure, le président de la Cour ou le procureur général pourrait proposer au ministre de la justice un magistrat de

Cour locale pour les « charger » et quant au poste devenu vacant par suite de la nomination, ce serait le ministre de la justice qui « charge » quelqu'un pour le remplacer. L'arrêté du 29 juin 1921 prévoit également que c'est le ministre de la justice qui « charge » un membre de la Cour locale ou du parquet près cette Cour (6).

III. — LE SYSTÈME ACTUEL

Le gouvernement national, *Kouo min tcheng fou*, successeur du gouvernement de Pékin, se compose de cinq *Yuan* exerçant séparément les cinq pouvoirs : l'exécution, la législation, la justice, l'examen, le contrôle. Le président du gouvernement est appelé *Kouo min tcheng fou tsou si* (7). A la tête du pouvoir de la justice se trouve le *Yuan* de la justice. Il a sous sa direction le ministre de la justice, *Sseu fa hing tcheng pou*, la Cour suprême, *Tsouei kao fa yuan*, la Cour administrative, *Hing tcheng fa yuan* et la commission de discipline des fonctionnaires, *Kong wou yuan tch'eng kiai wei yuan houi* (8).

Le ministre de la justice est compétent pour l'administration judiciaire de toute la Chine ; ainsi le recrutement des fonctionnaires des organes subordonnés au *Yuan* de la justice est une de ses fonctions principales (9).

Le président de la Cour suprême, de même que les magistrats du rang de « *Kien jen* » ou de « *Tsien jen* » de cette Cour sont nommés par le gouvernement national sur la proposition du *Yuan* de la justice. Mais ces derniers sont présentés au *Yuan* de la justice par le ministre de la justice avec le consentement du président de la Cour ou de son parquet (10).

Pour la nomination des magistrats d'autres Cours que la Cour suprême, c'est également le président du *Yuan* de la justice qui

(6) *Sseu fa li kouei*, 1922, T. 1, p. 316.

(7) Loi organique du 15 juin 1931 du gouvernement national, *Sseu fa li kouei*, 1931, pp. 131-134.

(8) Loi du 17 novembre 1928 sur l'organisation du *Yuan* de la justice, *Sseu fa li kouei*, 1931, pp. 207-208.

(9) Art. 1 et paragraphe 4 de l'article 6 de la loi du 19 novembre 1928 sur l'organisation du ministère de la justice, *Sseu fa li kouei*, 1931, T. 1, pp. 212-213.

(10) Art. 11 de la loi réformée du 14 août 1929 sur l'organisation de la Cour suprême, le *Recueil des 6 codes*, T. 5, pp. 487-488.

les propose au gouvernement national sur la présentation du ministre de la justice, mais seulement s'il s'agit des magistrats du rang au-dessus de « *Tsien jen* ». Quant aux fonctionnaires du rang de « *Wei jen* », c'est le ministre de la justice qui les nomme.

En ce qui concerne le rôle des présidents des Cours supérieures, le règlement provisoire du 11 avril 1932 sur les conditions de nomination des magistrats, *Sseu fa kouan jen yong tsan hing piao tchouen* (11), ne leur permet que de proposer préalablement au ministre de la justice, avec l'explication détaillée de leurs capacités intellectuelles et références de l'exercice de leurs fonctions, les candidats qui remplissent les conditions d'aptitude intellectuelle prévues par l'article 13 de ce règlement, afin que le ministre les envoie à la commission d'examen des candidats magistrats, *Sseu fa kouan tseu ko chen tch'a wei yuan houei*, qui fera les enquêtes nécessaires. Mais cette procédure a été suspendue par un arrêté, *Hiun ling*, du 23 avril 1934 en raison du trop grand nombre de candidats (12).

Le règlement du 31 mai 1932 concernant l'ordre de l'attribution des charges des magistrats du rang de « *Tsien jen* », *Tsien jen fa kouan siu pou pan fa* (13) autorisait également les présidents des Cours supérieures de choisir en cas de postes vacants des magistrats du rang de « *Tsien jen* » les premiers, dans une liste de juges ou procureurs suppléants, classés selon l'article 2 de ce règlement, suivant leur catégorie et leur ordre. Ils doivent donner préalablement au ministre de la justice avec leur avis les noms des candidats et leur curriculum vitae.

Toutefois le ministère de la justice était subordonné, du 25 décembre 1931 au 17 octobre 1934, au *Yuan* exécutif pour une raison d'ordre politique. Donc pendant toute cette période pour la nomination des magistrats, le *Yuan* exécutif les proposait au gouvernement national sur la présentation du ministre de la justice (14).

(11) Recueil des lois et des règlements de la République chinoise, *Tchong houa min kouo hien hing fa kouei ta ts'uan*, 1933, Comm. Press. Ltd., Changhaï, p. 1133.

(12) *Sseu fa li kouei*, 1936, T. 1, p. 537.

(13) *Sseu fa hing tcheng kong pao*, n° 10 du 15 juin 1932, p. 7.

(14) V. Recueil des lois et des règlements de la République Chinoise, *tchong houa min kouo fa kouei houei pien*, *Tchong houa chou kiu*, Ckanghaï, 1923, T. 1, ch. V, p. 8, et articles réformés 34, 35, 36 de la loi du 17 octobre 1934, T. 1, ch. II, p. 1.

Ajoutons quelques mots sur les fonctionnaires judiciaires dans les *Hien* soit *tch'eng chen yuan*, soit *Sseu fa wei yuan* toujours nommés par le président de la Cour supérieure avec l'approbation du ministre de la justice (15). Depuis la publication du règlement provisoire du 9 avril 1936 sur l'organisation des départements judiciaires des sous-préfectures, *Hien sseu fa tch'ou tsou tche tsan hing tiao li*, le *Chen p'an kouan* est nommé par le ministre de la justice sur présentation du président de la Cour supérieure (16).

Section II. — Conditions imposées au pouvoir de nomination

L'autorité investie du pouvoir de nomination en l'absence d'aucune restriction sur son exercice est très facilement portée à faire des choix médiocres ou même très mauvais, soit en jugeant faussement les mérites des postulants et en surestimant au-dessus de leur valeur réelle ceux des candidats par elle choisis, soit en cédant à des inspirations étrangères au bien public (considération inspirée par le favoritisme, soumission aux influences politiques). Pour prévenir ces choix aussi bien que pour écarter tout abus, on a été peu à peu amené à restreindre le pouvoir discrétionnaire de nomination, et c'est pourquoi de très nombreuses conditions sont imposées par les textes. Les limites auxquelles se heurte ce pouvoir deviennent si nombreuses, qu'il n'y a pas d'inconvénient à le laisser inscrit au fronton de la porte d'accès aux fonctions des magistrats.

Les conditions d'aptitudes morales, intellectuelles et physiques des candidats ayant été exposées au chapitre II, nous discuterons seulement les conditions concernant l'ordre d'attribution des charges vacantes aux candidats.

I. — SYSTÈME DE LA FIN DES TS'ING

Le règlement de la première année de Siuan t'ong (1909) sur l'ordre d'attribution des charges vacantes aux candidats dans

(15) V. Règlement réformé du 19 juillet 1921 concernant le cumul des fonctions de la justice par des sous-préfets (*Recueil des 6 codes*, T. 5, p. 569). Règlement du 1^{er} décembre 1927 concernant le pouvoir des présidents des Cours supérieures, *Ko cheng kao teng fa yuan yuan tchang pan che k'uan hien tsan hing tiao li* (op. cit., T. 5, p. 521).

(16) V. Règlement du 9 avril 1936 sur l'organisation des départements judiciaires des sous-préfectures, *Sseu fa kong pao*, N° 107 du 18 avril 1936.

toutes les Cours et leurs parquets de la capitale, *King che ko ki chen p'an kien tch'a t'ing jen yuan siu pou louen ts'eu* (17) divisait l'ordre en deux classes : la première appelée *tso pou* consistant dans la nomination de ceux choisis parmi les magistrats suppléants ou titulaires à la disposition du ministre de la justice, la deuxième appelée *Siu pou*, nomination par l'avancement, suivant le grade et l'ancienneté. Mais pour la première classe on propose deux candidats pour permettre à l'Empereur de choisir.

Dans le parquet près la Cour suprême, il y avait six charges de procureurs du rang de 1^{re} classe du 5^e *P'in*.

En cas de vacance, le premier poste était donné au plus capable parmi les magistrats suppléants ou titulaires du rang de 2^e classe du 5^e *P'in*, le deuxième poste au plus ancien parmi les titulaires magistrats de 2^e classe du 5^e *P'in*.

Dans la Cour supérieure, il y avait douze charges de juges du rang de 2^e classe du 5^e *P'in*. Le premier poste vacant était attribué au plus méritant des suppléants et des juges de la Cour locale et les présidents de prison. Le deuxième poste était pour le plus ancien des juges de la Cour locale et des présidents de prison.

Dans la Cour locale, il y avait trente charges de juges au rang de 2^e classe du 5^e *P'in*. Le premier poste vacant était pour le meilleur parmi les magistrats suppléants et les juges de la Cour du premier degré et les présidents de prison. Le deuxième pour le plus ancien parmi les juges de la Cour du premier degré et les présidents de prison.

Pour le parquet près la Cour supérieure, il y avait quatre charges de procureur du rang de 2^e classe du 5^e *P'in* et dans le parquet près la Cour locale cinq charges de procureur du rang de 1^{re} classe du 6^e *P'in*. L'ordre d'attribution des postes vacants était le même que dans les Cours supérieures et locales.

Dans la Cour du premier degré, il y avait dix charges de juge du rang de 2^e classe du 6^e *P'in*. Le premier poste vacant était attribué au plus apte parmi les magistrats suppléants. Le deuxième poste au plus ancien parmi les greffiers de 1^{re} ou 2^e classe, *Tien pou*, des Cours supérieures et locales

(17) *Siu Ts'ing tch'ao wen hien t'ong k'ao*, T. 2, p. 8852.

et les greffiers de 2^e classe, *tchou pou*, du parquet près la Cour suprême. Au parquet, il y avait cinq charges de procureurs du rang de 3^e classe du 6^e *P'in*. L'ordre d'attribution des postes vacants était le même que pour la Cour dont nous venons de parler.

Depuis la loi de 1909 d'organisation des Cours et le règlement de 1909 concernant l'examen pour l'entrée dans la magistrature et la nomination des magistrats, les magistrats suppléants ne pouvaient être nommés, au début, en charge, que dans la Cour locale, sauf l'exception de l'article 13 de ce règlement qui autorisait, en cas où il n'y aurait pas de candidats admis visés par les articles 118 et 119 de la loi d'organisation des Cours, de nommer les magistrats suppléants dans la Cour suprême ou la Cour supérieure.

II. — SOUS LE GOUVERNEMENT DE PÉKIN

Le ministre de la justice publia le 5 août 1921 un règlement concernant l'ordre d'attribution des charges de magistrats des Cours locales de la capitale et des provinces, et des parquets de ces Cours, *King wei ti fang chen kien t'ing fa kouan yuan k'oue siu pou pan fa*. Ce règlement prévoit quatorze catégories de candidats : les postes vacants seront distribués par ordre et par roulement.

Il fut réformé le 14 septembre 1923 (18). Il ne comprenait plus que trois catégories, mais, chacune d'elles se subdivisait en un certain nombre de classes. En fait, la modification portant sur peu de chose, nous ne nous occuperons ici que de ce dernier.

Exposons tout d'abord les trois catégories de candidats que nous ferons suivre de la procédure d'attribution.

Première catégorie

Diplômés de toutes les classes de l'école des magistrats appelée *Sseu fa kiang si so* ayant obtenu un minimum de 80 points.

Deuxième catégorie

- 1) Ceux qui ont été reçus à l'examen par la commission du

(18) *Sseu fa li kouei*, 1922, T. 1, p. 317 et T. 3, p. 1853.

recrutement des magistrats, *Tseng pa sseu fa jen yuan wei yu'n houei*.

2) Diplômés de toutes les classes de l'école des magistrats appelée *Sseu fa kiang si so* ayant obtenu moins de 80 points.

3) Ceux qui ont satisfait au premier examen de juin 1916 pour l'entrée dans la magistrature ayant terminé la période de stage auprès des Cours.

4) Ceux ayant été reçus au deuxième examen par la commission du dit examen.

5) Les candidats reçus présentés par les présidents de Cours supérieures à l'examen selon le télégramme du 11 décembre 1917 du ministère de la justice.

6) Ceux ayant été reçus à l'examen supérieur de juin 1916 pour être fonctionnaires en qualité de diplômés de droit et qui après un stage au ministère de la justice furent autorisés à prendre un poste dans la magistrature.

Troisième catégorie

1) Anciens magistrats nommés avec charge (*Kien pou*) ou sans charge (*Kien chou*) à la capitale ou dans les provinces et qui ont perdu leur poste par suite de suppression, d'incompatibilité ou de démission.

2) Anciens magistrats si leur « charge » a été transmise par le président de la Cour supérieure au ministre de la justice avant fin février 1913 ou avant fin mai 1914 dans l'hypothèse qu'ils exerçaient leurs fonctions dans les provinces frontières ou éloignées du centre.

3) Ceux remplissant les conditions du règlement concernant la permutation entre fonctionnaires de l'administration judiciaire et magistrats (19).

4) Ceux reconnus aptes par la commission du recrutement des magistrats, *Tseng pa sseu fa jen yuan wei yuan houei*.

5) Ceux dispensés du premier et du deuxième examen par la commission du deuxième examen.

Voici quelle était la procédure d'attribution.

La première section du bureau des affaires générales, *Tsong*

(19) V. Supra, paragraphe 4, section 2, chapitre II.

wou sseu ti yi k'o, du ministère de la justice établissait deux listes de magistrats suppléants suivant l'ordre des trois catégories : une pour toute la Chine, l'autre pour chaque province.

Dans chaque catégorie, chaque classe avait aussi son ordre : dans la première catégorie et la 2^e classe de la deuxième catégorie, c'était d'après les points de l'examen final, de même dans les 1^{re}, 3^e et 4^e classes de la deuxième catégorie ; dans les 5^e et 6^e classes de la deuxième catégorie et les classes de troisième catégorie selon la date de la « charge » de magistrat suppléant.

Toutes les cinq charges, on distribuait deux charges pour chaque catégorie de première et de deuxième et une charge pour la troisième catégorie. Les première et deuxième charges vacantes étaient données à la première catégorie. Les troisième et quatrième à la deuxième et la cinquième à la troisième. S'il n'y avait aucun candidat dans une catégorie, le poste vacant était attribué au candidat d'une autre catégorie d'ordre inférieur ; de même, si le droit d'un candidat d'une catégorie qui aurait pu passer à son tour était combattu par la commission d'avancement et de permutation.

Les postes vacants au nombre de cinq suivaient l'ordre de roulement, *Louen*. Les postes distribués dans toute la Chine étaient de grand roulement, ceux distribués dans les provinces étaient de petit roulement.

Le premier poste vacant appartenait au petit roulement, c'est-à-dire, attribué au candidat de la liste de cette province suivant l'ordre. Le deuxième poste au grand roulement, c'est-à-dire au candidat dans la liste de toute la Chine, suivant l'ordre. Ainsi, supposons qu'il y ait dix postes vacants, on les divise par cinq en deux groupes : les premier et troisième du premier groupe sont compris dans le petit roulement, les deuxième et quatrième dans le grand roulement. Tous doivent être attribués aux candidats de la première catégorie dans chaque liste de roulement ; le cinquième et le deuxième du deuxième groupe au petit roulement, les premier et troisième du dernier au grand roulement sont attribués à ceux de la deuxième catégorie de chaque liste. Les quatrième et cinquième à ceux de la troisième catégorie dans les listes des deux roulements.

Une fois que le candidat est désigné, on demande à la com-

mission d'avancement et de permutation des magistrats de l'examiner.

Si le candidat refuse d'accepter le poste qui lui est offert, son droit d'obtenir une charge est suspendu dans les deux roulements.

Si les magistrats démissionnaires voulaient reprendre leurs fonctions, le ministre de la justice leur permettait de prendre une inscription pour attendre un poste vacant, ils avaient la priorité dans le grand roulement. S'ils avaient été désignés par le ministre de la justice comme magistrats suppléants, ils pouvaient avoir la priorité dans les deux roulements.

Pour les régions spéciales ou lointaines du centre, on pouvait faire une exception aux règles du roulement des magistrats.

L'article 1^{er} de ce règlement fut remanié le 14 juillet 1924. Les candidats furent encore divisés en trois catégories (20).

Première catégorie

Diplômés de toutes les classes de l'école des magistrats appelée *Sseu fa kiang si so*.

Deuxième catégorie

Sauf pour le N° 2 de l'article 1^{er} originaire combiné avec la première catégorie, on garda toutes les cinq autres classes.

Troisième catégorie

On supprima les quatre premiers numéros, en conservant le dernier : ceux dispensés du deuxième examen par la commission du deuxième examen.

Le règlement du 26 janvier 1926 concernant l'ordre de l'attribution des charges des magistrats des Cours locales et leurs parquets, *Ti fang chen kien t'ing fa kouan yuan k'iue sui pou kouei tso* (21), confirmait le règlement précédent. Les première et deuxième catégories étaient exactement comme celles visées par

(20) 2^e supplément du *Sseu fa li kouei*, 1925, p. 12.

(21) 4^e supplément du *Sseu fa li kouei*, 1927, p. 8.

l'article réformé. Quant à la troisième, on conservait les quatre premières classes de l'article 1^{er} originaire, tout en supprimant la cinquième. En principe, ce règlement était presque le même que le précédent.

III. — DEPUIS LE GOUVERNEMENT NATIONAL

Le règlement concernant l'ordre d'attribution des charges de magistrats du rang de « *Tsien jen* », *Tsien jen fa kouan siu pou pan fa* (22), fut publié par un décret du 31 mai 1932 du ministère de la justice suivant le deuxième paragraphe de l'article 10 du règlement du 11 avril 1932 concernant les conditions de nomination des magistrats, *Sseu fa kouan jen yong tran hing piao tchouen*.

On répartissait en quatre catégories les conditions que devaient remplir les magistrats du rang de « *Tsien jen* ». Elles étaient prévues par l'article 4 du règlement du 11 avril 1932.

Première catégorie

1) Admis au deuxième examen supérieur pour l'entrée dans la magistrature.

2) Diplômés de l'Ecole des magistrats, soit de la section supérieure de *Fa kouan hiun lien so*, soit de *Sseu fa kiang si so*, soit de *Sseu fa tch'ou ts'ai kouan*, soit de la classe de magistrats de *Tong tche sin min tch'ou ts'ai kouan*.

3) Admis au deuxième examen pour l'entrée dans la magistrature ou à l'examen de recrutement, *Tseng pa che yen* et ceux ayant été reconnus aptes après lors de l'enquête, *Tseng siu ho ko*.

Deuxième catégorie

1) Anciens magistrats du rang de « *Tsien jen* » reconnus aptes, soit lors de l'enquête, *Tseng pie chen tch'a*, soit à la suite d'un examen sur les services rendus, *K'ao tsi ho ko*.

2) Diplômés d'une université, d'une Ecole spéciale ou d'un Institut, nationaux, libres, ou étrangers reconnus par le ministre

(22) *Sseu fa hing tcheng kong pao*, N° 10 du 15 juin 1932, p. 7.

de l'éducation, après avoir étudié les sciences juridiques pendant trois ans au moins, s'ils ont exercé les fonctions de magistrat du rang de « *Tsien jen* » du gouvernement de Pékin pendant trois ans avec succès.

Troisième catégorie

1) Diplômés des Ecoles visées dans la deuxième classe de la deuxième catégorie, ayant exercé des fonctions dans l'administration judiciaire pour les affaires civiles ou criminelles pendant trois ans au moins ou les fonctions de greffier du rang de « *Tsien jen* » de Cour pour les affaires civiles ou criminelles pendant le même laps de temps et reconnus aptes lors de l'enquête ou à la suite d'un examen sur les services rendus.

2) Diplômés comme les précédents, ayant exercé les fonctions dans l'administration judiciaire du gouvernement de Pékin dans le rang de « *Tsien jen* » pour les affaires civiles et criminelles pendant quatre ans au moins avec succès.

3) Diplômés comme les précédents, ayant exercé les fonctions de *Sseu fa wei yuan*, *Chen p'an kouan*, *Tch'eng chen yuan*, *Pang chen yuan* (23) pendant cinq ans au moins et reconnus aptes dans les mêmes conditions qu'au numéro 1.

Quatrième catégorie

1) Diplômés comme les précédents, ayant rendu des services à la République ou travaillé pour la Révolution du peuple pendant sept ans au moins avec succès et exercé les fonctions de magistrats.

2) Diplômés comme les précédents, ayant professé pendant cinq ans au moins un cours de droit comme matière principale dans une université, une Ecole spéciale ou un Institut, nationaux ou surveillés par le *yuan* de la justice, enregistrés ou reconnus par le ministre de l'éducation.

3) Diplômés comme les précédents, ayant exercé la profession d'avocat pendant cinq ans au moins et reconnus capables par l'enquête du *Yuan* de la justice sur la présentation du président de la Cour supérieure.

(23) V. *Supra*, section 5, chapitre I.

4) Gradués d'une université de l'étranger reconnue par le ministre de l'éducation où le candidat a fait ses études de droit pendant trois ans au moins, ayant été fonctionnaires dans l'administration judiciaire pendant un an au moins, ou ayant professé un cours comme matière principale dans une université ou un institut ou une école spéciale, visés dans cette catégorie ou encore ayant exercé la profession d'avocat pendant deux ans au moins et étant reconnu capable par la commission des examens de magistrats sur la demande spéciale du ministre de la justice.

Envisageons maintenant la procédure d'attribution.

Les postes vacants se divisaient en roulements, *Louen*, par cinq : dans la première catégorie il y avait deux postes sur les cinq, dans les autres catégories chacune avait un poste.

Les premier et deuxième postes vacants dans chaque roulement étaient répartis entre les classes de la première catégorie suivant leur ordre, les 3^e, 4^e, et 5^e aux classes de la deuxième, la troisième, la quatrième catégories suivant leur ordre.

Si, dans une catégorie, il n'a aucun candidat ou si, celui auquel le poste vacant devait être attribué a été l'objet d'une mesure disciplinaire selon le troisième paragraphe de l'article 6 du règlement du 11 avril 1932, le poste est attribué au candidat de la catégorie inférieure.

Après l'attribution des cinq postes, on pouvait suivant l'article 7 du règlement du 11 avril 1932 distribuer un poste au candidat inscrit. Mais, en cas de besoin dans une certaine région on pouvait octroyer un poste sans observer l'ordre des catégories.

Dans chaque province, en cas de vacance de postes de magistrat du rang de « *Tsien jen* » le président de la Cour supérieure doit faire son choix parmi les juges ou procureurs suppléants classés selon l'article 2 de ce règlement, suivant leurs catégories et leur ordre. Au préalable, il faut donner au ministre de la justice le nom des candidats à ces postes vacants avec leur curriculum vitae et les avis concernant leurs capacités professionnelles.

Ce règlement fut supprimé et remplacé par le règlement du 1^{er} septembre 1932 concernant l'ordre d'attribution des charges des magistrats et l'examen sur les conditions requises pour l'entrée dans la magistrature et les services rendus par les

magistrats, *Sseu fa kouan siu pou ki chen tch'a tseu ko tch'eng ki pan fa* (24). L'ordre d'attribution des magistrats prévu par ce dernier est exactement le même que celui dont nous venons de parler.

Le règlement du 1^{er} septembre 1932 tomba par suite de l'application de la loi du 28 octobre d'organisation des Cours, *Fa yuan tsou tche fa*, dont la date est du 1^{er} juillet 1935. Le *Yuan* de la justice publia le 18 mars 1937 un règlement provisoire sur la distribution des postes de magistrats, *Sseu fa kouan lin che siu pou pan fa* (25), pour la période antérieure à la publication de la loi sur la nomination des magistrats.

Dans chaque province les juges ou les procureurs sont répartis dans les catégories selon les conditions requises par la loi pour l'entrée dans la magistrature.

La première liste contient les noms des magistrats suppléants admis au deuxième examen ou au premier, diplômés de l'école des magistrats appelée *Fa kouan huin lien so* et considérés comme reçus au deuxième examen.

La deuxième liste contient les magistrats suppléants reçus à l'examen de 1926 pour l'entrée dans la magistrature, examen proposé pour la première fois par le gouvernement national et diplômés de première classe de l'école des magistrats appelée *Sseu fa tch'ou ts'ai kouan* et de la classe de l'école des magistrats appelée *Sin min tch'ou ts'ai kouan*.

La troisième liste contient les magistrats suppléants autres que ceux compris dans la première et deuxième listes.

Dans chaque province les postes de juges et de procureurs des Cours locales sont attribués par roulement dans les trois catégories. Chaque tour de roulement est appelé *Louen*.

Suivant leur ordre, les postes vacants sont distribués aux magistrats suppléants de la première, deuxième et troisième listes.

Dans chaque liste l'ordre d'attribution des postes comprend deux éléments : l'ancienneté et les mérites. Le poste du premier roulement est attribué selon l'ancienneté. Si l'ancienneté de deux magistrats est égale, l'ordre d'attribution est fixé par

(24) *Tchong houa min kouo hien hing fa kouei ta ts'tuan*, p. 1137.

(25) *Sseu fa kong pao*, N° 176 du 29 mars 1937.

mérites. Celui du deuxième roulement est attribué d'après les notes d'examen, les jugements rendus ou les avis des présidents, etc.

Si les mérites sont égaux, c'est l'ancienneté qui l'emporte.

Si dans une liste, il n'y a aucun candidat, on attribue le poste vacant au candidat d'une autre liste d'ordre inférieur.

Après avoir attribué cinq postes, on peut en conférer un à l'un des meilleurs choisis parmi les candidats inscrits.

Dans chaque province, ils sont répartis parmi les candidats de la province. En cas de permutation, le poste vacant est attribué également aux candidats de la province, à moins que le ministre de la justice ne juge nécessaire de l'attribuer à un candidat d'une autre province.

Section III. — Procédure

Par prudence, un magistrat ne peut être nommé sans « l'essai », malgré qu'il soit dans les conditions et les aptitudes exigées par les lois. Théoriquement, le pouvoir de nomination appartient exclusivement au chef de l'Etat. Cela est prévu expressément par les lois dont nous avons parlé dans la section I relative aux autorités investies du pouvoir de nomination. Par la force des faits, le ministre de la justice « charge » d'abord des magistrats à l'essai. S'ils sont reconnus aptes au bout d'un certain temps par une commission spéciale du ministère de la justice, le ministre les propose au chef de l'Etat.

Même pour la désignation d'un magistrat par le ministre de la justice, il faut que les conditions exigées pour l'entrée dans la magistrature soient reconnues existantes par une commission spéciale.

Le règlement du 19 juillet 1909 concernant l'établissement des Cours de tous les degrés des capitales provinciales et des villes commerciales, *Ko cheng tch'eng chang pou ko ki chen p'an t'ing tch'eou pan che yi*, prévoit que les magistrats de Cours établies dans l'année suivante seraient « chargés » *Chou jen*, par le ministre de la justice et proposés à l'Empereur pour leur nomination lorsque l'application du règlement concernant l'examen pour l'entrée dans la magistrature et la nomination des magistrats a lieu.

Sous le gouvernement de Pékin le règlement sur la présen-

tation des membres des Cours, *Tch'eng kien t'ing yuan p'an fa* (26) fut publié le 9 août 1921 par un décret du ministre de la justice. Selon ce règlement de nomination, on procédait par étapes. La première était *Tsien chou*, le magistrat était présenté pour la nomination, nomination sans charge et la deuxième étape était *Che jen*, titularisé, c'est-à-dire, la nomination avec charge. Pour la nomination sans charge, il fallait terminer la période de six mois de la « charge » désignée par le ministre de la justice. Pour la nomination avec charge, il fallait terminer la période d'un an de la nomination sans charge. En un mot, pour arriver à être titularisé, il fallait passer par trois étapes : *P'ai chou*, « chargé » par le ministre de la justice, *Tsien chou*, présenté à la nomination et *Che jen*, titularisé.

Depuis la fondation du gouvernement national un décret du 28 février 1929 (27) du ministre de la justice a ajouté deux étapes. Pour les débutants c'est la charge par intérim, *Tai li*. Après six mois le ministre de la justice peut les charger à l'essai, *Che chou*, s'ils ont exercé leurs fonctions avec succès. Pour les charger simplement, *P'ai chou*, il faut encore six mois s'ils satisfont aux fonctions. Quant à la nomination, elle est de même que précédemment.

Suivant l'article 11 du règlement du 12 août 1932 le magistrat du rang de « *tsien jen* », qu'il soit débutant ou déjà magistrat suppléant est « chargé », *P'ai chou*, d'abord par le ministre de la justice. Pour être présenté à la nomination, *Tsien chou*, il faut avoir terminé la période d'une année de service avec succès à partir du jour de la désignation par le ministre. On ne peut être titulaire, *Pou che*, qu'après une autre année de service. Les magistrats du rang de « *Kien jen* », soit débutants, soit déjà magistrats du rang de « *Tsien jen* », sont d'abord nommés sans charge, *Kien chou*. Ils ne peuvent être titulaires, *Che cheou*, qu'après une année de bons services.

Désormais, il n'y eut plus que trois étapes : *P'ai chou*, « chargé », *Tsien chou*, nommé, *Che cheou*, titularisé. Mais avant l'application de ce règlement, les magistrats chargés soit par intérim, *Tai li*, soit à titre d'essai, *Che chou*, étaient nombreux. Un décret publié par le ministre de la justice le 18 mai 1932

(26) *Sseu fa li kouei*, 1922, T. 1, p. 318.

(27) *Sseu fa li kouei*, 1931, T. 1, p. 345.

supprimait tous ces différents types de « Charges » pour leur donner une « charge » simple, *P'ai chou*, afin de se conformer aux exigences du règlement en vigueur (28).

A partir de l'application de la loi du 31 mars 1933 concernant la nomination des fonctionnaires (le 1^{er} avril 1934) (29), le pouvoir de « charger » les fonctionnaires aux chefs de service en cas de nécessité est limité avec un délai de trois mois (art. 8). L'article 1^{er} prévoit son application à tous les fonctionnaires, sauf exceptions prévues par les lois.

Le règlement du 11 avril 1932 étant publié par un décret du ministre de la justice ne peut contredire la loi concernant la nomination des fonctionnaires ; il aurait dû être abrogé à la suite de l'application de cette loi.

Le ministre de la justice ne pouvait « charger » les magistrats qu'aux deux conditions prévues par la loi concernant la nomination des fonctionnaires. Cependant, les magistrats ayant une grande importance et étant différents des autres fonctionnaires, il faut les prendre à l'essai pendant un certain temps. C'est pourquoi le ministre du classement, *Ts'üan siu pou*, tolère l'existence du règlement dont nous venons de parler.

La loi du 28 octobre 1932 sur l'organisation des Cours, n'ayant été appliquée qu'à partir du 1^{er} juillet 1935, le règlement concernant les conditions de la nomination des magistrats ne pouvait plus exister. Le ministre du classement insistant pour l'application de la loi concernant la nomination des fonctionnaires et le ministre des comptes, *Chen ki pou*, refusant d'approuver les dépenses concernant les traitements des magistrats « chargés » par le ministre de la justice pendant plus de trois mois sans être présentés à la nomination, finalement un accord intervint qui consistait dans un nouvel examen des candidats pour l'entrée dans la magistrature. Ce règlement fut publié par un arrêté du 17 juin 1936 du ministre de la justice (30).

Le nouvel examen devait avoir lieu avant la fin de 1936.

Après avoir examiné les dossiers, le ministre du classement devait envoyer chaque mois au ministre des comptes la liste des magistrats. Si ces dossiers envoyés par le ministre de la

(28) *Sseu fa hing Tcheng kong pao*, N° 9 du 31 mai 1932, p. 60.

(29) Art. 8 de la loi, *Sseu fa li kouei*, 1936, T. 1, p. 466.

(30) *Sseu fa kong pao*, N° 22 du 2 juillet 1936, p. 13.

justice au ministre du classement parviennent après cette date il y a une fin de non-recevoir. Pour ceux reconnus aptes, on fait une exception en approuvant le traitement versé.

Suivant l'article 11 de la loi concernant la nomination des fonctionnaires, les débutants fonctionnaires ne peuvent être nommés qu'à titre d'essai. Pour être titulaire, il faut terminer la période d'une année de service avec succès. S'ils ne remplissent pas leurs fonctions d'une manière satisfaisante, c'est le ministère du classement qui prolonge la durée de la nomination à l'essai, les rétrograde ou les renvoie, selon les cas. La loi d'organisation des Cours prévoit également pendant une année la période de l'essai.

Nous diviserons cette section en trois paragraphes suivant l'ordre de la procédure.

I. — PRÉSENTATION DES CANDIDATS PAR LES PRÉSIDENTS DES COURS SUPÉRIEURES

Les chefs de la justice provinciale jouent toujours un grand rôle pour la nomination des magistrats. On leur accorde, en principe, le pouvoir de présenter les candidats parmi les magistrats suppléants sous leur autorité, en cas de vacance dans leur circonscription. Nous en avons parlé dans la section I pour les autorités investies du pouvoir de nomination.

II. — EXAMEN DES CANDIDATURES

Les magistrats « chargés » par le ministre de la justice ou nommés par le chef de l'Etat sont obligés de présenter les conditions légales exigées reconnues existantes par une commission spéciale. Même pour l'avancement de chaque grade jusqu'au titre de titulaire, il faut donner satisfaction. Nous l'avons déjà signalé plus haut.

Depuis le règlement du 29 octobre 1929 concernant la nomination des fonctionnaires, *Kong wou yuan jen yong tiao li* (31), et mis en vigueur le 1^{er} juillet 1931, les conditions légales requises pour entrer dans la magistrature doivent être examinées

(31) Note 46, chapitre II.

par le ministre du classement sur la demande du gouvernement central pour les candidats du rang de « *Kien jen* » et du *Yuan* judiciaire ou du ministère de la justice pour ceux du rang de « *Tsien jen* » ou de « *Wei jen* ».

A) Sous le gouvernement de Pékin

A cette époque le bureau du classement, *Ts'iu'an siu kiu*, subordonné à la section des affaires administratives, *Tcheng che t'ang* (32) du palais du président de la République, exerçait les mêmes fonctions à peu de choses près que le ministre du classement.

Au ministère de la justice siégeait une commission composée d'un certain nombre de fonctionnaires désignés par le ministre de la justice pour examiner les conditions ou les services rendus par les candidats, soit qu'ils fussent « chargés » par le ministre, soit présentés à la nomination du chef de l'Etat. Avant la présentation à la nomination il fallait demander au bureau du classement de vérifier les conditions des candidats et les présenter au chef de l'Etat s'ils étaient reconnus aptes.

Le règlement du 9 août 1921 concernant la présentation des membres des Cours, *Tch'eng tsien t'ing yuan p'an fa* (33) prévoit que les magistrats avancent en grade de la manière suivante : *P'ai hou*, « chargé », *Tsien chou*, présenté à la nomination, *Che jen*, nommé avec charge. Il fallait qu'ils remplissent leurs fonctions avec satisfaction.

Si le candidat était un président nommé sans charge d'une Cour locale, le président de la Cour supérieure devait signaler le résultat des procès de sa Cour et les autres affaires méritantes. S'il s'agissait d'un procureur général auprès d'une Cour locale, le procureur général près la Cour supérieure devait agir de même.

Si c'était le président de chambre de Cour supérieure ou locale ou le premier procureur de section de parquets près la Cour supérieure ou la Cour locale, le juge ou le procureur de la même Cour, le président de la Cour supérieure ou le pro-

(32) Note 23, chapitre II.

(33) *Sseu fa li kouei*, 1922, T. 1, p. 318.

cureur général devaient signaler le résultat des procès dont ils s'occupaient, quoiqu'ils fussent nommés ou « chargés ». De même si c'était le président de la Cour locale qui cumulait les fonctions de président de chambre.

Une liste était établie comprenant chaque mois le nombre de procès, terminés ou non, de première ou de deuxième instance, à partir du moment où le candidat est « chargé » ou nommé : jusqu'à la fin du dernier mois.

Dans cette liste on devait mentionner :

1) Le nombre de procès de la Cour ou du parquet qui n'ont pu être terminés à temps et dont la prolongation du délai a été demandée.

2) Le nombre d'appels de procès de la Cour et de procès revisés.

3) Le nombre des poursuites du parquet terminées par un jugement contraire dont on n'a pas fait appel et celui des appels des jugements sur lesquels la Cour compétente s'est déclarée en sens opposé.

Pour les derniers procès du paragraphe 2 et ceux du paragraphe 3, on devait les copier et les joindre à la liste ; de plus, on joignait au dossier seize compositions, bonnes ou mauvaises, copie de l'original des candidats.

Pour les permutations d'une Cour à une autre, les présidents des Cours supérieures étaient dispensés de signaler les faits dont nous venons de parler dans les cas suivants :

a) Candidats voulant permuter de la Cour A à la Cour B nommés avec charge ou sans charge et reconnus aptes quant aux services rendus à la Cour A.

b) Candidats recevant l'avancement d'une Cour locale à une Cour supérieure ou de l'emploi de juge ou de procureur à celui de président de chambre ou de section nommés sans charge ou avec charge et reconnus aptes quant aux services rendus dans la Cour inférieure.

c) Candidats avançant d'une fonction de juge, procureur, président de chambre ou de section et d'une Cour locale, à une fonction de président d'une Cour locale ou premier procureur du parquet, nommés sans charge ou avec charge et reconnus aptes quant aux services rendus dans la fonction originale.

La règle dont nous venons de parler était également appliquée aux candidats envisagés, lorsqu'ils étaient présentés pour

la nomination avec charge à la condition qu'ils aient été nommés avec charge et reconnus aptes.

Quand on présentait à la nomination les candidats comme dans les cas précédents, il fallait indiquer la date et le siège où on les a reconnus aptes pour la nomination.

Les copies des compositions des candidats et les listes envoyées par le président de la Cour supérieure devaient être examinées par des savants et spécialistes du ministère de la justice, désignés par le ministre. Si les candidats étaient reconnus aptes, le ministre de la justice envoyait les dossiers au bureau du classement pour les examiner et les présenter au chef de l'Etat ; sinon, il copiait les résumés du rapport des spécialistes et les envoyait à celui qui avait présenté le candidat, afin qu'il en avertisse ce dernier.

Les études et l'expérience des candidats étaient jugées sur leurs compositions, et non sur la confirmation ou l'infirmité de leurs décisions, par la Cour compétente. Même si la Cour supérieure revisait leurs décisions, ils étaient appréciés bons, si les considérations de leurs jugements étaient juridiques.

Les chefs de Cour devaient faire attention que les compositions soient faites par le candidat lui-même ; en cas de fraude les chefs étaient responsables.

Dans le règlement du 26 janvier 1926 (34) on établit une commission de distribution des charges de magistrats, *Fa kouan sin pou wei yuan houeï*, afin d'examiner les conditions des candidats.

La commission se composait d'un président vice-ministre et de quatre commissaires choisis par le ministre de la justice parmi les conseillers et les chefs de bureau du ministère de la justice et d'un certain nombre de rapporteurs désignés par le dit ministre et choisi parmi les chefs des sections des bureaux des affaires civiles et criminelles et les conseillers, etc.

Les présidents des Cours et procureurs généraux devaient mentionner les mérites et les démérites de leurs subordonnés, établir un rapport avec références tous les mois de décembre au ministère de la justice et lui faire remarquer ceux qui avaient

(34) Note 20, chapitre III.

des mérites ou des défauts particuliers en détail avec preuves à l'appui.

Le ministre renvoyait ensuite ces rapports à la commission dont le président désignait les rapporteurs pour les examiner.

En cas de vacance de charges de juge ou de procureur des Cours, la première section du bureau des affaires générales devait communiquer une liste comprenant les postes vacants, l'ordre du roulement, les catégories des candidats proposés et leurs noms au ministre de la justice en lui demandant de les soumettre à la commission pour les examiner. Après avoir arrêté les noms des candidats, elle établissait une liste et la présentait au ministre qui agissait en conséquence.

B) Depuis la fondation du gouvernement national

Le décret du 15 mai 1928 du ministre de la justice (35) déclara que le recrutement des magistrats devait être toujours sévère, la vie et la fortune du peuple dépendant d'eux, il faut donc choisir les hommes de talent et d'expérience pour remplir ce rôle important. Ainsi il fut décidé que les présidents des Cours supérieures et les premiers procureurs près ces Cours devaient fournir les certificats de leurs titres avec leur curriculum vitae au ministre de la justice pour la proposition des candidats, soit pour la charge, soit pour la nomination.

Les pièces visées par le décret étaient les suivantes, à savoir : diplôme de l'école de droit, copie des cours, contrat du professeur, *P'ing chou*, formule de « charge », soit dans la magistrature, soit dans l'administration judiciaire, certificat d'examen d'entrée dans la magistrature ou d'autres examens, décisions et autres rédactions judiciaires, etc.

Le règlement du 29 octobre 1929 qui légifère la nomination des fonctionnaires, *Kong wou yuan jen yong tiao li*, prévoit que la nomination des fonctionnaires du rang de « *Kien jen* » ne peut être faite qu'après examen des conditions de leurs aptitudes par le ministère du classement sur la demande du gouvernement central ; pour celles des fonctionnaires du rang de « *Tsien jen* » et « *Wei jen* », c'est le chef de service qui demande

(35) *Sseu fa li kouei*, 1931, T. 1, pp. 343-344.

cel examen avant la présentation à la nomination, *Tch'eng tsien* ou la nomination, *Wei jen* (36) en signalant les noms des candidats, leur curriculum vitae, les avis des services rendus et le poste proposé. Ce règlement fut mis en vigueur le 1^{er} juillet 1931. Désormais le ministre de la justice est obligé de demander au ministère du classement d'examiner les titres des candidats quand il veut présenter les candidats magistrats du rang de « *Tsien jen* » à la nomination.

Le 1^{er} septembre 1932, le ministre de la justice publia un règlement concernant l'ordre d'attribution des charges des magistrats et l'examen des conditions et des services rendus, *Sseu fa kouan siu pou ki chen tch'a tseu ko tch'eng ki pan fa* ; pour l'ordre d'attribution, nous avons vu dans le troisième paragraphe de notre section II, les conditions imposées au pouvoir de nomination.

Suivant ce règlement, quand on attribuait un poste vacant à un magistrat, soit par suite de permutation, soit par suite d'avancement, que la nomination fût faite avec charge ou sans charge, il fallait faire examiner préalablement ses titres par la commission de l'examen des conditions des magistrats, *Sseu fa kouan tseu ko chen tch'a wei yuan houi*, selon le règlement provisoire du 11 avril 1932 concernant les conditions de la nomination des magistrats et ce règlement.

Cependant, si les magistrats avaient déjà fait l'objet d'un examen au moment où le ministre de la justice les « chargeait », ils étaient dispensés de tout nouvel examen pour la présentation de la nomination. En cas d'urgence, le ministre de la justice pouvait les nommer d'abord et les faire examiner ensuite.

Le ministre de la justice devait, de même, soumettre au contrôle de la commission, les candidats autorisés à prendre une inscription pour l'entrée dans la magistrature ou ceux proposés pour être nommés magistrats suppléants ou stagiaires. Cependant une exception était faite en faveur de ceux admis à l'examen pour l'entrée dans la magistrature.

La commission d'examen des conditions des magistrats consignait les décisions de l'examen dans plusieurs registres dif-

(36) Le pouvoir de nommer les fonctionnaires du rang de « *Wei jen* » appartient au chef de service.

férenciés en cinq catégories : candidats du rang de « *Kien jen* », candidats du rang de « *Tsien jen* », candidats inscrits, candidats à la suppléance et candidats stagiaires.

Dans l'hypothèse où l'on permettait à un candidat de prendre une inscription pour l'entrée dans la magistrature ou chargeait les magistrats, les suppléants ou les stagiaires, on devait les soumettre à l'examen de la commission des services rendus par des magistrats, *Sseu fa kouan tch'eng ki chen tch'a wei guan houei*, si l'on avait besoin d'apprécier leurs mérites.

Dans toutes les provinces, les présidents des Cours supérieures et les premiers procureurs près les Cours supérieures devaient soumettre tous les six mois au ministre de la justice un tableau des résultats des procès auxquels avaient pris part les magistrats et suppléants des Cours dans leur circonscription avec avis sur leurs connaissances judiciaires et leur conduite. Ils étaient classés en quatre catégories : A, B, C, D. Si, parmi eux, il s'en trouvait qui pût rendre un service spécial, on devait en faire mention.

Le procureur général près la Cour suprême devait procéder de même pour les procureurs près cette Cour.

Le bureau compétent du ministère de la justice arrêtait des listes générales se rapportant aux catégories des fonctions. L'ordre des candidats était fixé suivant l'arrêt des présidents ou des premiers procureurs des Cours supérieures. Si l'ordre original était égal, la liste était ratifiée selon la date d'entrée de la charge.

Les bureaux des affaires générales, civiles et criminelles du ministère de la justice devaient établir une liste de magistrats en soulignant les résultats des procès et les connaissances juridiques, lorsqu'ils examinaient les jugements présentés par les Cours ou les dossiers.

Le ministre de la justice pouvait examiner à son gré les dossiers des procès dont les magistrats s'occupaient ou les documents pouvant aider à apprécier leurs services rendus et demander à la Cour suprême de communiquer les résultats de l'examen des procès ayant eu lieu devant la Cour suprême. Il les joignait aux listes dont nous venons de parler en les envoyant à la commission de l'examen de services rendus qui décidait l'octroi des points. Au-dessus de 80 points c'était la

classe A ; au-dessus de 70, la classe B ; au-dessus de 60, la classe C ; au-dessous de 60, la classe D.

Lorsque le président de la Cour supérieure ou le premier procureur près cette Cour présentait pour la nomination avec charge ou sans charge au ministre de la justice les magistrats chargés par ce dernier, s'ils n'avaient pas fait l'objet de l'examen de la commission, le président ou le premier procureur devait fournir leurs jugements ou leurs réquisitoires les plus récents au nombre de dix dans un ordre successif avec la liste des procès terminés et non terminés depuis leur entrée en charge.

Le ministre de la justice les envoyait à la commission de l'examen des services rendus des magistrats qui les examinait. Si les copies des jugements et des réquisitoires n'étaient pas conformes aux dossiers pris au choix par le ministre de la justice, le magistrat et le présentateur étaient tous deux l'objet de sanctions.

Lorsque les présidents des Cours supérieures ou les premiers procureurs près ces Cours présentaient suivant l'ordre d'attribution des charges au ministre de la justice leurs subordonnés pour le remplacement des postes vacants, ils devaient appliquer également la procédure dont nous venons de parler.

Pour autoriser les candidats à prendre une inscription pour l'entrée dans la magistrature, les présidents des Cours supérieures devaient joindre cinq dossiers ou cinq jugements à sa demande. La commission qualifiée les examinait.

Les magistrats reconnus aptes par la commission d'examen étaient dispensés du nouvel examen s'ils permutaient au même emploi dans une autre Cour.

Citons un décret qui interdit aux magistrats de choisir les jugements ou les réquisitoires. Il fut publié le 11 novembre 1932 par le ministre de la justice pour l'application sévère du règlement en question (37).

Ce règlement fut substitué à celui du 16 avril 1933 concernant l'examen des titres et des services rendus, *Chen tch'a fa kouan tseu ko tch'eng ki pan fa* (38).

Le dernier était en principe le même que le règlement dont nous avons parlé.

(37) *Sseu fa li kouei*, 1936, T. 1, p. 537.

(38) *Sseu fa hing tcheng kong pao*, N° 7 du 30 avril 1932.

Nous avons mentionné que souvent la commission de l'examen des conditions des magistrats et la commission de l'examen des services rendus des magistrats, sur les organisations et les fonctionnements de ces deux commissions, le ministre de la justice publia le 14 avril 1932 un règlement, *Sseu fa houan chen tch'a wei yuan houi kouei tso*, qui fut révisé par un décret du 8 février 1935 (39).

Le ministre de la justice se rapporta à l'article 12 du règlement du 11 avril 1932 concernant les conditions de la nomination des magistrats pour organiser ces deux commissions.

Chaque commission se compose d'un président et de quatre à six commissaires. Les présidents sont les vice-ministres des affaires politiques, *Tcheng wou ts'eu tchang* et des affaires quotidiennes, *tch'ang Wou ts'eu tchang*, du ministère de la justice.

Les commissaires sont recrutés parmi les secrétaires du rang de « *K'ien jen* » et les chefs de bureau du ministère de la justice à la condition qu'ils aient exercé les fonctions des magistrats ou professé un cours comme matière principale pendant deux ans au moins. Le ministre de la justice peut « inviter », *P'ing jen* (40), les personnes suivantes comme commissaire spécial de la commission de l'examen des services rendus des magistrats, lorsqu'il le juge nécessaire.

1) Professeurs de l'école des magistrats appelés *Fa kouan hiun lien so*.

2) Présidents de chambre de la Cour suprême ou juges de la Cour suprême.

3) Conseillers du *yuan* de la justice.

4) Procureurs près la Cour suprême.

5) Spécialiste en droit et en pratique juridique.

Le nombre des commissaires spéciaux ne peut dépasser douze et la durée de leurs fonctions est limitée à une année. Le règlement originaire limitait leur nombre à sept sans parler de la durée des charges.

Quant à son fonctionnement, la commission de l'examen des conditions des magistrats doit examiner, sauf ce qui est prévu

(39) *Sseu fa li kouei*, 1936, T. 1, p. 295.

(40) En Chine, pour désigner le respect, on emploie le terme « inviter » au lieu de « nommer ». Au point de vue juridique, il n'y a pas de relation hiérarchique entre celui qui invite et l'invité.

par le règlement concernant l'examen des conditions des magistrats et celui des services rendus par eux, les certificats suivants :

- 1) Diplôme de l'école.
- 2) Contrat de professeur, *Ping chou*, certificat prouvant la durée de l'exercice de professeur et la copie de ses cours.
- 3) Formule de nomination ou « charge » de magistrat et de fonctionnaire dans l'administration judiciaire ou autres certificats relatifs à la nomination ou à la « charge ».
- 4) Certificat d'admission d'examen pour l'entrée dans la magistrature ou d'autres examens.
- 5) Autres certificats.

La commission de l'examen des conditions peut envoyer à la commission de l'examen des services rendus les jugements que les candidats ont rendus, en lui demandant de les examiner si elle le juge nécessaire.

La commission de l'examen des services rendus doit examiner, sauf ce qui est prévu par l'examen des conditions et des services rendus des magistrats, les pièces suivantes :

- 1) Jugements, réquisitoires et autres rédactions relatives aux affaires administratives.
- 2) Listes des procès remis et des procès terminés pendant la période de service.
- 3 Autres articles relatifs au service.

Lorsque la commission de l'examen des services rendus des magistrats reçoit les pièces dont nous venons de parler, le président désigne un commissaire et un ou deux commissaires spéciaux chargés d'examiner tout le dossier. Il peut fixer la durée de l'examen. Le règlement originaire ne parle pas de cette disposition.

Les commissaires désignés peuvent exiger les dossiers pour en examiner la procédure suivie.

Après les avoir examinés, les commissaires désignés doivent rendre leur décision sous leur responsabilité et la faire parvenir à la commission afin de l'arrêter définitivement.

La séance de chaque commission est fixée par le président. Pour prendre une décision, il faut que les membres des commissions assistant à la séance dépassent la moitié et qu'elle soit décidée par la majorité des commissaires assistant à la séance.

Depuis l'application de la loi du 31 mars 1933 concernant la

nomination des fonctionnaires, les débutants ne sont nommés qu'à titre d'essai. S'ils exercent leurs fonctions avec satisfaction, le ministre du classement demande au bout d'un an directement au secrétariat du gouvernement central, *Wen kouan tch'ou*, de les nommer titulaires, tandis qu'auparavant le gouvernement faisait ce que voulait le ministre de la justice.

Par suite de l'application de la loi du 28 octobre 1932 d'organisation des Cours datée du 9 juillet 1935, le règlement concernant les conditions de la nomination des magistrats ne fut plus appliqué. Le gouvernement national approuva le 17 août 1935 par une instruction, *Tche ling*, portant le numéros 18 au *Yuan* de la justice et au *Yuan* des examens le règlement concernant l'examen des conditions de magistrats et d'autres fonctionnaires de la justice, *Fa kouan ki k'i t'a sseu fa jen yuan tseu ko chen tch'a pan fa* (41).

Désormais l'examen des conditions des magistrats sera réglé selon la loi d'organisation. Dans le premier paragraphe de l'article 33 « remplir la période de stage » veut dire que, après avoir fini le stage, on a passé avec succès le deuxième examen (42). Lorsque le ministre du classement examine les conditions visées par les deuxième, troisième, quatrième et cinquième paragraphes de l'article 33 (43) et le premier paragraphe de l'article 37 (44), il juge, quant aux services rendus et aux travaux des candidats, d'après les certificats donnés par le ministère de la justice qui les a examinés et les a reconnus aptes.

L'exercice des fonctions requises par les articles de la loi d'organisation des Cours, comme condition d'accès dans la magistrature, ne contient que les « charges » données par le ministre de la justice. On compte également les anciennes fonctions remplies par les juges suppléants ou par les procureurs suppléants. Pour toutes ces fonctions, il faut qu'elles aient été reconnues bien exercées par le ministre du classement lors de l'enquête, *Tseng pie*, ou de l'inscription, *Teng ki* (45).

(41) *Sseu fa kong pao*, n° 61 du 1^{er} septembre 1933, pp. 1-2.

(42) Numéro 1°, a, A, 3), 1), III, § 2, section 3, chapitre II.

(43) Numéros 2°, 3°, 4°, 5°, a, A, 3), 1), III, § 2, section 3, chapitre II.

(44) Numéro 1°, b, B, 3), 1), III, § 2, section 3, ch. II.

(45) D'après le règlement du 23 avril 1934 concernant l'inscription de la candidature des fonctionnaires, *Kong wou yuan tseng ki tiao li*, les anciens fonctionnaires entrés dans leur charge avant la loi du 11 mars

Quant à l'examen des conditions exigées pour la nomination des magistrats, on applique le droit commun, c'est-à-dire, la loi concernant la nomination des fonctionnaires, comme nous l'avons déjà dit plus haut.

Les titres des candidats présentés par les présidents des Cours supérieures ou par les premiers procureurs près ces Cours avant la date de l'application de la loi d'organisation des Cours sont examinés par le ministre du classement selon la loi de la nomination des fonctionnaires.

Le ministre de la justice publia à son tour, le 5 janvier 1936, le règlement concernant l'examen des conditions de la nomination des juges ou procureurs, *T'ouei che kien tch'a kouan jen yong tseu ko chen tch'a pan fa kouei tso* (46).

Les conditions relatives à la nomination des juges ou des procureurs prévus par les articles 33 et 37 de la loi d'organisation des Cours doivent être examinées suivant les indications du règlement du 5 janvier 1936.

L'examen des conditions visées par le paragraphe 2 de l'article 33 de la loi d'organisation des Cours doit porter sur les points suivants :

- 1) Certificat de professeur avec un minimum de deux ans d'exercice.
- 2) Copie et résumé des cours professés par le candidat : droit civil, lois relatives au droit commercial, procédure civile, procédure criminelle, droit des voies d'exécution, etc., tout cela en application aux lois chinoises.

L'examen des conditions visées par le troisième paragraphe de l'article 33 et le premier paragraphe de l'article 37 concerne :

- 1) Certificats d'exercice de fonctions.
- 2) Vingt jugements et vingt réquisitoires les plus récents au moment de l'examen ou rédactions relatives aux affaires administratives pour les chefs de Cour qui ne cumulent pas leurs fonctions avec celles de juge.

1933 sur la nomination des fonctionnaires sous le gouvernement national, sans être l'objet d'une enquête (*Tseng pie chen tch'a*, voir la note 48 du chapitre II) et privés de postes peuvent, sous certaines conditions, demander une inscription pour leur candidature à une vacance. (Bulletin législatif, Changhaï, 1924, T. 10, p. 31).

(46) *Sseu fa kong pao*, N° 90 du 24 janvier 1936, pp. 1-2.

Les conditions visées par le cinquième paragraphe de l'article 33 sont :

- 1) Certificat d'exercice de la profession d'avocat avec minimum de trois ans.
- 2) Trente mémoires les plus récents, sur les affaires litigieuses et la liste des affaires litigieuses pendant trois dernières années.

La vérification des dossiers est autorisée.

Les conditions visées par le sixième paragraphe du même article sont examinés sur les points suivants :

- 1) Diplôme d'études ou autres certificats.
- 2) Ouvrages sur les matières dont nous venons de parler au sujet des répétitions des cours.

Un ou deux ouvrages doivent avoir 50.000 mots au moins tout compris avec les notes détaillées et la garantie de deux professeurs d'une école spéciale de droit sur l'authenticité de l'auteur.

Pour examiner les conditions visées par les deuxième et sixième paragraphes de l'article 33 on peut questionner le candidat.

Le ministre de la justice remet un certificat à ceux reconnus aptes. Cet examen visé par le règlement a lieu lorsque le ministre de la justice veut les nommer.

Par suite de l'application de la loi d'organisation des Cours, le ministre de la justice est obligé de demander au ministère du classement, dans le délai de trois mois à partir du jour où il les « charge » comme magistrats, d'examiner les conditions d'aptitude des « chargés ».

Ajoutons quelques mots sur les fonctionnaires s'occupant de la justice dans le *Hien*, soit *Tch'eng chen yuan*, soit *Sseu fa wei yuan*, soit *Chen p'an kouan*.

Les *Tch'eng chen yuan* et *Sseu fa wei yuan* n'étaient nommés par le président de Cour supérieure qu'après la reconnaissance des conditions d'aptitude. Le ministre de la justice ne donnait également son approbation qu'après examen des aptitudes. Depuis la loi concernant la nomination des fonctionnaires, les titres doivent être examinés par le ministère du classement. Quant aux *Chen p'an kouan*, le président de la Cour supérieure ne les présente au ministre de la justice qu'après avoir reconnu qu'ils sont aptes. Le ministre de la justice ne les nomme

qu'après avoir fait examiner leurs titres par le ministre du classement.

Nous donnons en exemple le système de l'examen des conditions d'aptitude pour la nomination des *Tch'eng chen yuan* dans la province du Hou-peï. Une commission est composée de quatre présidents de chambre de la Cour supérieure et un procureur du parquet. Le président de la commission est élu entre eux au moment où la séance doit avoir lieu. Les candidats présentent leur Curriculum vitae, deux photos récentes en buste de format de deux centimètres, les certificats de leurs aptitudes intellectuelles et les références des services rendus, etc. La commission peut leur faire rédiger un jugement en sa présence, si elle le juge nécessaire. La commission désigne d'abord un rapporteur pour les examiner et se décide ensuite à la majorité sur le rapport du rapporteur. La décision est présentée au président de la Cour supérieure. Ce dernier peut faire examiner, de nouveau, en cas de suspicion à condition d'en donner les motifs (47).

III. — FORMULES DE NOMINATION DES MAGISTRATS

Les actes de nomination varient selon les différents grades.

1) L'acte de nomination des magistrats de grade de « *T'o jen* » et de grade de « *Kien jen* » est délivré par le gouvernement national avec la signature du Président de la République et des cinq présidents de *yuan*, le sceau du gouvernement national y est apposé.

2) L'acte de nomination des magistrats du grade de « *Tsien jen* » est délivré par le gouvernement national, signé par le Président de la République et le président du *yuan* intéressé, avec apposition du sceau du gouvernement national.

3) L'acte de nomination des fonctionnaires judiciaires des sous-préfectures, comme *Tch'eng chen yuan*, *Chen p'an kouan* est délivré et signé par les autorités compétentes. Il porte le sceau de cette autorité (48).

(47) Règlement du 24 janvier 1933 concernant l'examen des conditions pour être *Tch'eng chen yuan* des sous-préfectures dans la province du Hou-peï, *Hou-peï ko hien tch'eng chen yuan jen yong chen tch'a kouei tso*, *Sseu fa li kouei*, 1936, T. 1, p. 550.

(48) Règlement du 15 novembre 1938 concernant les formules de correspondance officielle, *Kong wen tch'eng che tiao li*, *Sseu fa li kouei*, 1931, T. 3, p. 2419.

Section IV. — Sanctions des nominations irrégulières

Toutes règles, quelle que soit la rigueur de leur texte, deviendraient lettre morte, si leur violation n'était pas rigoureusement sanctionnée. De même, les conditions exposées plus haut établies par des textes légaux pour ménager les droits de l'autorité supérieure en matière de nomination, ne seraient, en l'absence de sanctions, que de vaines formules négligées le plus souvent par une autorité audacieuse pour des motifs politiques ou personnels.

Et ce danger est d'autant plus fréquent, là où ces conditions sont prévues non par les lois, mais par des règlements, car l'autorité peut les modifier ou même les annuler toutes les fois qu'elle se sent gênée par eux et cela sous n'importe quel prétexte.

Pour assurer une régularité en matière de nomination et, par conséquent, une marche satisfaisante du service dans la justice qui en dépend, rien n'est plus important que l'organisation d'une sanction efficace à l'égard des nominations irrégulièrement faites.

Malgré l'existence d'institutions permanentes comme celles du *Yuan* des examens, *K'ao che yuan*, de commission du recrutement, *K'a siuan wei yuan houi* et du ministère de classement, *Ts'iuian siu pou*, chargés outre de la direction du concours, de surveiller et de contrôler incessamment dans l'intérêt des fonctionnaires, les violations ou inobservations des lois relatives au recrutement pourraient avoir lieu soit par négligence, soit par audace.

D'après l'arrêté du 9 juillet 1937 du gouvernement national, portant le numéro 54, le fait de l'autorité supérieure de nommer ou de « charger » les fonctionnaires sans demander au ministère du classement l'examen, des conditions pour l'entrée dans leur carrière ou de nommer ou de « charger » ceux qui avaient été reconnus inaptes par le ministère du classement est illégal. La discipline du fait illégal est prévue par la loi disciplinaire des fonctionnaires, *Kong wou yuan tch'eng kiaï fa*. Les contrôleurs, *Kien tch'a wei yuan* doivent requérir les sanctions disciplinaires aussitôt qu'ils apprennent que les autorités supérieures se sont rendues coupables d'un tel acte. Mais comment corriger une nomination irrégulière ?

I. — VOIE ADMINISTRATIVE

Lorsque l'autorité s'aperçoit d'une irrégularité commise dans une nomination, il lui est certainement permis de réparer son erreur en annulant spontanément la décision entachée d'irrégularité par la voie administrative. Une nomination faite au mépris des conditions ne peut créer aucun droit au profit de celui qui en est l'objet, il n'y a pas d'obstacle à ce que l'autorité la rapporte.

Cependant la loi de 1932 d'organisation des Cours, *Fa yuan tsou tche fa*, précise qu'un juge titularisé ne peut être suspendu, révoqué, déplacé ou subir une réduction de traitement que pour une cause prévue par la loi et suivant la procédure établie par la loi. Ces dispositions sont applicables aux procureurs titularisés, sauf ce qui a trait au déplacement (art. 40). Les magistrats, une fois titularisés, l'autorité compétente ne pourra plus les révoquer, même si leur nomination est irrégulière.

Le fait de permettre à l'autorité de revenir sur la décision irrégulière, à son gré et en tous temps, serait susceptible d'entraîner des conséquences néfastes. On doit tenir compte de la prescription qui intervient ici et qui aura pour effet de légitimer une nomination même irrégulière que l'autorité compétente n'aurait pas rapportée dans la phase de la nomination à titre d'essai.

Dans la pratique, nous n'avons jamais rencontré ce cas et il n'existe pas de jurisprudence concernant cette question. A notre avis, les magistrats titularisés ne doivent pas être révoqués en dépit d'irrégularité de leur nomination.

II. — VOIE JURIDICTIONNELLE

Ici encore la pratique ne nous fournit pas d'exemples. On discute beaucoup la question de savoir si la Cour administrative a le pouvoir de connaître les procès en question.

L'article 1^{er} de la loi réformée du 8 janvier 1937 sur les procès administratifs prévoit que les citoyens dont les droits ont été lésés par une mesure illégale des autorités centrales ou locales et qui, après avoir introduit un nouveau recours conformément à la loi sur les recours en matière administrative n'acceptent pas l'arrêt rendu sur la question, ou qui ont présenté un nou-

veau recours sans qu'un arrêt ait été rendu dans les deux mois, peuvent intenter un procès administratif devant la Cour administrative.

L'article 1^{er} de la loi réformée du 8 janvier 1937 sur les recours en matière administrative précise que les citoyens dont les droits ou intérêts ont été lésés par une mesure illégale ou injustifiée des autorités centrales ou locales peuvent introduire un recours.

Ainsi, et comme nous l'avons discuté au sujet du recours en cas de refus d'inscription de la candidature des examens dans le paragraphe 2 de la section II du chapitre III, ceux qui se trouvent lésés par une nomination irrégulière, peuvent attaquer par la voie juridictionnelle. Pour avoir une application satisfaisante des sanctions prévues par les textes et assurer ainsi la régularité des nominations, il faut que le moyen donné pour attaquer l'acte entaché d'irrégularité soit accordé au plus grand nombre possible d'intéressés. A notre avis, ce recours contre une décision irrégulière de nomination doit être ouvert à tous les individus qui peuvent faire la preuve d'un intérêt direct et personnel au respect des règles légales en la matière. Mais quels sont ceux que l'on doit considérer comme ayant cet intérêt direct et personnel nécessaire pour former le recours ?

Les candidats inscrits pour l'entrée dans la magistrature ou ayant réussi au premier examen ou les premier et deuxième examens pour l'entrée dans la magistrature et attendant une nomination, ont certainement un intérêt personnel à critiquer, par le moyen du recours, les nominations irrégulières.

Les magistrats en activité de service de la même classe ou de la classe inférieure à celle pour laquelle a été faite une nomination illégale ont certainement aussi qualité pour se pourvoir contre une nomination irrégulière, si celle-ci est de nature à leur porter un préjudice personnel, car la désignation des nouveaux magistrats dans la classe aura peut-être pour effet de retarder l'avancement des magistrats déjà en service ou de leur donner pour cet avancement des concurrents imprévus. Comme cette nomination que, par hypothèse, nous estimons irrégulière, peut ainsi porter préjudice à leur carrière future, ils ont sans doute, un intérêt personnel et direct à la critiquer.

Enfin, sont également recevables les recours formés par

l'Association des membres de l'école des magistrats dans laquelle se produit une nomination irrégulière, si, du moins, cette nomination a une portée générale, susceptible de léser l'intérêt de l'ensemble des membres qui en font partie, car chargée de défendre l'intérêt commun, une association ne peut se désintéresser d'une décision qui aurait pour effet de porter préjudice à la carrière de ses membres. Il est de son devoir de la combattre.

CONCLUSION

Bien que les résultats obtenus par la réforme judiciaire de la fin des Ts'ing n'aient pas donné toutes les satisfactions escomptées, l'indépendance de la justice fut cependant établie par un système réorganisé selon les nécessités modernes.

Un grand nombre de Cours furent créées sous le gouvernement de Pékin et une école de magistrats vint à point pour perfectionner les connaissances judiciaires. D'autre part, certaines lois et règlements limitaient le pouvoir du ministre de la justice en ce qui concerne le recrutement des magistrats ; mais, comme ils étaient souvent mal appliqués, on éprouva le besoin d'un organisme de contrôle.

Le gouvernement national, dès son avènement, divisa tous les pouvoirs en cinq catégories bien définies, exercés en toute indépendance par cinq *Yuan* : exécutif, législatif, judiciaire, d'examen, et de contrôle.

Voici le pouvoir judiciaire restreint et contrôlé, donc, à l'abri de tout abus.

• Les conditions requises pour être magistrats dépendent de lois et de règlements divers et nombreux. En général, il faut être admis à deux examens spéciaux et avoir fait un stage de deux ans près des Cours ou à l'école des magistrats. Exception est faite pour les avocats exerçant leur profession depuis un certain temps ou les auteurs d'ouvrages juridiques appréciés, s'ils sont diplômés d'une école de droit.

M. Paul Lallemand repousse, dans la conclusion de sa thèse intitulée « Le recrutement des juges » (1), les principes de l'élec-

(1) Paul LALLEMAND : *Le recrutement des juges*, thèse, Paris, 1936, pp. 164-172.

tion des juges et de la cooptation, le choix des juges par un corps de magistrats et d'hommes de loi et le système des listes de présentation par un corps judiciaire ou une assemblée politique. « Reste, dit-il, le choix des juges par le pouvoir exécutif. Le système a ses défauts, mais, c'est le moins imparfait de tous. Il peut donner d'heureux résultats, si l'on prend soin de limiter le pouvoir de Garde des Sceaux, d'instituer un concours et de ressusciter l'auditorat ». Nous partageons entièrement son opinion.

En Chine, tout ce que M. Paul Lallemand proposa a trouvé une juste application. Les magistrats sont toujours nommés par le président de la République sur la présentation du ministre de la justice ou du président du *Yuan* judiciaire. On trouve le *Yuan* des examens qui exerce ses fonctions en toute indépendance. Pour le stage, la durée est de deux ans, comme nous l'avons dit. Après l'épreuve du premier examen suivi de deux ans de stage, puis d'un deuxième examen, il n'est évidemment personne qui ne soit apte à devenir magistrat compétent.

A partir de l'application de la loi d'organisation des Cours — la loi publiée le 28 octobre 1932 entra en vigueur le 1^{er} juillet 1935 — le droit de « charger » les magistrats appartenant au ministre de la justice est limité en cas de nécessité pendant un délai de trois mois. Si la présentation à la nomination n'est pas faite dans ce délai, le ministre des Comptes refuse d'approuver les dépenses relatives aux traitements.

Quant à la nomination, depuis le 1^{er} juillet 1931, il faut que les conditions légales requises pour l'entrée dans la magistrature soient reconnues conformes aux lois ou aux règlements par le ministre du classement.

Pour l'attribution des charges de magistrats, un règlement en prévoit l'ordre. Sauf dans certains cas, le ministre de la justice ne peut y déroger.

Le pouvoir du président du *Yuan* judiciaire et du ministre de la justice est non seulement restreint par le *Yuan* des examens et ses subordonnés (commission et ministère du recrutement), mais encore est surveillé par le ministère des Comptes. De plus, les Commissaires du *Yuan* du contrôle peuvent requérir des sanctions disciplinaires contre le président du *Yuan* judiciaire et le ministre de la justice, s'ils agissent contrairement aux lois.

L'école des magistrats fut rétablie à Nankin, en 1927, d'une façon permanente. Actuellement, la plupart des magistrats en sortent, doués de la compétence nécessaire.

En somme, ce système de recrutement semble être mis au point, en permettant l'application des lois modernes d'une façon rationnelle.

Les droits du peuple sont ainsi protégés, de même que ceux des étrangers résidant en Chine. Il est donc infiniment regrettable que les puissances qui ne connaissent pas à fond la situation de la justice en Chine, hésitent à abandonner leurs droits d'exterritorialité. N'est-ce pas là une atteinte à la souveraineté nationale chinoise et au sentiment qui doit unir toutes les nations entre elles ?

VU :

Le Président de la Thèse,

J. ESCARRA.

VU :

Le Doyen,

G. RIPERT.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

G. ROUSSY.

Index A

U

1. Chahar.
2. Chan leang fang tcheng.
3. Chang
4. Chang chou.
5. Chang chou cheng.
6. Chang chou kou kin wen tchou chou.
7. Changhaï.
8. Chang-tou.
9. Chao hing.
10. Chao hing che ye.
11. Che a. b. c. d. e. f. g.
12. Che chou.
13. Che fou.
14. Che jen.
15. Che tchang.
16. Che-tsong.
17. Che wou tchou jen.
18. Che ye.
19. Che yu che.
20. Chen hing yuan.
21. Chen ki yuan.
22. Chen Kia-pen.
23. Chen kien so.
24. Chen-nong.
25. Chen p'an kouan.
26. Chen p'an t'ing.
27. Chen-si.
28. Chen tch'a fa kouan tseu ko

- ki tch'eng tsi pan fa.
29. Chen-tsong.
30. Cheng.
31. Cheng-tsou.
32. Cheou
33. Cheou si kien tch'a kouan.
34. Chou.
35. Chou ki.
36. Chou ki che.
37. Chou li.
38. Chou pan.
39. Chouang kieou che.
40. Chouen.
41. Chouen t'ien fou.

E

42. Eul tsien tan ts'ao.

F

43. Fa
44. Fa kouan.
45. Fa kouan cheng tchouan pan fa.
46. Fa kouan cheng tchouan wei yuan houei.
47. Fa kouan fen fa tchang tch'eng.
48. Fa kouan hiun lien so.
49. Fa kouan hiun

- ilen so t'ong hio houei.
50. Fa kouan k'ao che che hing si tso.
51. Fa kouan k'ao che jen yong tchang tch'eng
52. Fa kouan k'ao che ling.
53. Fa kouan ki k'i ta sseu fa jen yuan tseu ko chen tch'a pan fa.
54. Fa ling tche-ou k'an.
55. Fa liu hio t'ang pi ye hio yuan kai yong fa kouan pan fa.
56. Fa liu kouan.
57. Fa liu kouan tch'onan sieou.
58. Fa liu p'ing louen.
59. Fa pou.
60. Fa tche kiu.
61. Fa tche tcheou pao.
62. Fa ts'ao ts'an kiun.
63. Fa ts'ao ts'an kiun che.
64. Fa yuan.
65. Fa yuan pien tche fa.
66. Fa yuan tsou tche fa.

67. Fa yuan tsou tche fa louen.
68. Fa yuan tseu tche fa tche yi.
69. Fan sseu.
70. Fan Yi.
71. Fang lien sseu.
72. Fang yu che.
73. Fen t'ing.
74. Fen yuan.
75. Fou a. b.
76. Fou-hi.
77. Fou kiao che-ou.
78. Fou king.
79. Fou t'ouei kouan.
80. Fou yin.

H

81. Han.
82. Han lin.
83. Han lin hio che.
84. Han lin yuan.
85. Han yu.
86. Heou Han.
87. Heou Han chou.
88. Heou siuan.
89. Hia.
90. Hiao.
91. Hiao-tsong.
92. Hiao lien.
93. Hiao ti li t'ien.
94. Hien.
95. Hien fa.
96. Hien fa Yuan.

97. Hien hing liu.
 98. Hien jen fa kouan hiun lien ki kouo ta kang.
 99. Hien jen kong wou yuan tseng pie chen tch'a tiao li.
 100. Hien ling.
 101. Hien sseu fa kong chou tsou tche tchang tch'eng.
 102. Hien sseu fa tch'ou.
 103. Hien sseu fa tch'ou tsou tche tsan hing tiao li.
 104. Hien sseu fa wei yuan.
 105. Hien tchang.
 106. Hien tche che.
 107. Hien tcheng.
 108. Hien tcheng pien tch'a kouan.
 109. Hien-tsong.
 110. Hing che chen p'an che wou.
 111. Hing che k'o.
 112. Hing che t'ing.
 113. Hing jen.
 114. Hing jen sseu.
 115. Hing kouan.
 116. Hing pou.
 117. Hing pou chang chou.
 118. Hing pou che lang.
 119. Hing tcheng fa ta kang.
 120. Hing tcheng fa yuan.
 121. Hing tcheng sou song fa.
 122. Hing tcheng yuan.
 123. Hing tchong chou cheng.
 124. Hing t'ing.
 125. Hing tseou.
 126. Hing yi.
 127. Hio pou.
 128. Hio si.
 129. Hio si tchou che.
 130. Hio tcheng.
 131. Hio wou tchou jen.
 132. Hiu tch'ao-yang.
 133. Hiuan-tsong.
 134. Hiun ling.
 135. Hiun tcheng che k'i yo fa.
 136. Hiun yu tchou jen.
 137. Ho.
 138. Ho-nan.
 139. Ho-nan hien fa yuan tch'ou wou tsan hing kouei tch'eng.
 140. Ho-nan kao teng fa yuan tsan hing tsou tche tiao li.
 141. Ho-nan ko hien fa yuan tsan hing tch'ou wou kouei tso.
 142. Hong ts'eu.
 143. Houan.
 144. Houang-k'ing.
 145. Houang-ti.
 146. Houei.
 147. Houei-tsong.
 148. Houei wen t'ang.
 149. Hou-nan.
 150. Hou-nan kao teng fa yuan tsan hing tsou tche ta kang.
 151. Hou-peï.
 152. Hou-peï ko hien sseu fa wei yuan jen yong tsan hing pan fa.
 153. Hou-peï ko hien tch'eng chen yuan jen yong chen tch'a kouei tso.
 154. Je-ho.
 155. Jen ts'ai.
 156. Jen-tsong.
 157. Jou che.
 J
 K
 158. K'ai-fong-fou.
 159. K'an jen tsi-ang chouei.
 160. Kan pan kouan.
 161. Kan-sou.
 162. Kan-sou ko hien sseu fa kong chou chen p'an kouan tchou ki kouan ki ko kien kouan yu yuan k'an cheou so kouan jen yong tsan hing piao tchouen.
 163. K'ang-hi.
 164. K'ang Pao-tchong.
 165. K'ang Yeou-wei.
 166. K'ao che fa.
 167. K'ao che yuan.
 168. K'ao siuan.
 169. K'ao siuan fa kouei tsi yao.
 170. Kao siuan wei yuan houei.
 171. Kao teng chen p'an fen t'ing.
 172. Kao teng chen p'an t'ing.
 173. Kao teng fa yuan.
 174. Kao teng k'ao che ki ko jen yuan fen fa kouei tso.
 175. Kao teng k'ao che kien ting k'ao che.
 176. Kao teng k'ao che sseu fa kouan k'ao che ki ko jen yuan hio si kouei tso.
 177. Kao teng k'ao che sseu fa kouan liu sseu k'ao che tiao li.
 178. Kao teng kien tch'a fen t'ing.
 179. Kao teng kien tch'a t'ing.
 180. K'ao tsi ho ko.
 181. Kao-tsong.
 182. Kao tsong tch'e.
 183. Kao-tsou.
 184. Ki che.
 185. Ki che tchong.
 186. K'i min.
 187. Kia fa.
 188. Kiang-sou.
 189. Kiang-sou kao teng fa yuan ti eul fen yuan.
 190. Kiang-sou kao teng fa yuan ti san fen yuan.
 191. Kiang-sou ko hien tch'eng chen yuan jen yong ki tsiang tch'eng tsan hing pan fa.
 192. Kiao ling.
 193. Kiao yu.
 194. K'ie sie kiun tchan.
 195. Kien che fa.
 196. Kien che wei yuan.
 197. Kien chou.
 198. Kien fa.
 199. Kien fa kouan.
 200. Kien jen.
 201. Kien jen fa kouan tseu ko.
 202. Kien siuan.
 203. Kien t'ao.
 204. Kien tch'a che.
 205. Kien tch'a chou.

206. Kien tch'a kou-an.
 207. Kien tch'a tchang.
 208. Kien tch'a tch'ou.
 209. Kien tch'a t'ing.
 210. Kien tch'a t'ing tchang.
 211. Kien tch'a wei yuan.
 212. Kien tch'a yu che.
 213. Kien tch'a yuan.
 214. Kien tou t'ouei che.
 215. Kien-wen.
 216. Kien yi t'ing.
 217. Kieou k'ing.
 218. Kieou k'ing houei chen.
 219. Kieou k'ing ts'an yi.
 220. Kieou p'in kouan jen fa.
 221. Kieou tch'a hing yu sseu.
 222. Kieou tch'a kouan.
 223. Kin a. b.
 224. Kin che.
 225. Kin tche tch'an.
 226. Kin yi wei.
 227. King.
 228. King che chen p'an kien tch'a ko t'ing yuan k'ue jen yong cheng pou tchang tch'eng.
 229. King che kao teng chen p'an t'ing.
 230. King che kao teng kien tch'a t'ing.
 231. Kin che ko ki chen p'an kien tch'a t'ing jen yuan siu pou loun ts'eu.
 232. King-tsong.
 233. King wei ti fang chen kien t'ing fa kouan yuan k'ue siu pou pan fa.
 234. King yi.
 235. Kiu.
 236. K'iu.
 237. Kiu jen.
 238. K'ue ts'ao yuan che.
 239. Kiun.
 240. Kiun cheou.
 241. Kiun meou hong yuan.
 242. K'o.
 243. Ko cheng fa kouan houei pi pan fa.
 244. Ko cheng fa kouan pien t'ong houei pi pan fa.
 245. Ko cheng kao teng fa yuan yuan tchang pan che k'uan hien tsan hing tiao li.
 246. Ko cheng tch'eng chang pou ko ki chen p'an kien tch'a t'ing pien tche ta kang.
 247. Ko cheng tch'eng chang pou ko ki chen p'an t'ing tcheou pan che yi.
 248. Ko hien ti fang fen t'ing tsou tche fa.
 249. K'o kiu.
 250. K'o yi li jen.
 251. Kong cheng.
 252. Kong-kong.
 253. Kong po.
 254. K'ong sou yuan.
 255. Kong wen tch'eng che tiao li.
 256. Kong wou yuau jen yong fa.
 257. Kong wou yuan jen yong tiao li.
 258. Kong wou yuan k'ao tsi fa.
 259. Kong wou yuan tch'eng kiai fa.
 260. Kong wou yuan tch'eng kiai wei yuan houei.
 261. Kouan.
 262. Kong wou yuan teng ki tiao li.
 263. Kouan Ngeou.
 264. Kouang-siu.
 265. Kouang - siu tch'ao tong houa siu lou.
 266. Kouang-tong.
 267. Kouei-tcheou.
 268. Kouo.
 269. Kouomintang.
 270. Kouo min tcheng fou.
 271. Kouo min tcheng fou k'ao che yuan ti yi kiai k'ao ts'iu fa kouan t'ong nien lou.
 272. Kouo min tcheng fou k'ao che yuan tsou tche fa.
 273. Kouo min tcheng fou kong pao.
 274. Kouo min tcheng fou tchou si.
 275. Kouo min tcheng fou tsou tche fa.
 276. Kouo tseu po che.
 277. Kouo tsi fa.
 278. Kouo Wei.
 279. Lang tchong.
 280. Leang a. b.
 281. Leang jen-kie.
 282. Leang K'i-tch'ao.
 283. Leao.
 284. Leao che.
 285. Li.
 286. Li Che-king.
 287. Li fa tchouan k'an.
 288. Li fa yuan.
 289. Li fa yuan pi chou tch'ou.
 290. Li fa yuan pien yi tch'ou.
 291. Li hien kouan.
 292. Li hien yuan.
 293. Li Hong-tchang.
 294. Li pou.
 295. Li tai hing kouan k'ao.
 296. Li tcheng.
 297. Li wei tch'eng ti fang chen p'an t'ing.
 298. Li wei tch'eng ti fang kien tch'a t'ing.
 299. Lien.
 300. Lien fang sseu.
 301. Lieou.
 302. Lieou Fa-tseng.
 303. Lieou Kin-tsao.
 304. Lieou Yi.
 305. Lin che fa yuan.
 306. Lin che yo. fa.
 307. Lin t'ing tch'eng.
 308. Ling.
 309. Liu po che.
 310. Lou.
 311. Lou che.
 312. Louen a. b.
 313. Mei che.

M

314. Men hia cheng.
 315. Min che chen p'an che wou.
 316. Min che k'o.
 317. Min che t'ing.
 318. Ming.
 319. Ming che.
 320. Mou.
 321. Mou che.
 322. Mou ts'ai yi.
- N**
323. Nankin.
 324. Nan mien fen sseu kouan.
 325. Nan t'cheng fou che.
 326. Nei ko.
 327. Nei ko tchong chou.
 328. Ngan tch'a.
 329. Ngan tch'a che.
 330. Ngan tch'a hing yu che.
 331. Nie sseu.
 332. Ning-hia.
 333. Ning-kia ko hien sseu fa wei yuan jen yong tsan hing pan fa.
- P**
334. Pa kong.
 335. P'ai chou.
 336. Pan Kou.
 337. P'an kouan.
 338. Pang chen yuan.
 339. Pang yen.
 340. P'ang Yu-lin.
 341. Pao-ho.
 342. Pao kiu.
 343. Pao-ying.
 344. Pei tcheng fou sseu.
 345. P'ekin.
 346. Pen k'o.
 347. Pi kiao hien fa.
 348. Pien sieou.
349. P'in.
 350. P'ing che.
 351. P'ing chou.
 352. P'ing jen.
 353. Po che ti tseu.
 354. Po hio hong ts'eu.
 355. Po hio hong ts'eu k'o.
 356. Po long che.
 357. Po P'eng-fei.
 358. Po t'ong fen tien.
 359. Po-Tsi.
 360. Po yun che.
 361. Pou song chen tch'a pan fa.
 362. Pou t'ong kien ting k'ao che.
- S**
363. San fa sseu.
 364. San kong.
 365. San kong ts'ao chang chou.
 366. San kouan.
 367. San kouo tche.
 368. San lao.
 369. San min tcheu yi.
 370. San sseu che-ou che.
 371. San sseu t'ou-ei che.
 372. San tcheou tcheou t'ong.
 373. Si choui.
 374. Si houo.
 375. Si-ning.
 376. Si tch'ang.
 377. Siang.
 378. Siang hing kouan.
 379. Sian kiao wei yuan.
 380. Siang ming tcheng chou.
 381. Siang y kouan.
 382. Siang yo.
 383. Siao-kao.
 384. Siao sseu k'eu.
385. Siao sseu t'ou.
 386. Siao tchong tcheng.
 387. Siao tsai.
 388. Siao Yi-chan.
 389. Sie Kouan-cheng.
 390. Sie Ying-tcheou.
 391. Sieou tcheng hien tche che kien li sseu fa che wou tsan hing tiao li.
 392. Sieou tcheng hing tcheng sou song fa.
 393. Sieou tcheng k'ao che fa che hing si tso.
 394. Sieou tcheng kao teng k'ao che sseu fa kouan k'ao che tiao li.
 395. Sieou tcheng kien ting k'ao che kouei tch'eng.
 396. Sieou tcheng king wei ti fang chen kien t'ing fa kouan yuan k'ieu siu pou pan fa.
 397. Sieou tcheng kong wou yu-an jen yong fa.
 398. Sieou tcheng sseu fa yuan fa kouan hiun lien so tsou tche tiao li.
 399. Sieou tcheng tien che kouei tso.
 400. Sieou ting fa liu kouan.
 401. Sieou ts'ai.
 402. Sieou ts'ai yi.
 403. Sieou tsouan.
 404. Sin hing liu.
405. Sin hing liu houei lan.
 406. Sin-kiang.
 407. Sin min tch'ou ts'ai kouan.
 408. Sin T'ang chou.
 409. Siu pou.
 410. Siu T'ong.
 411. Siu Ts'ing tch'ao wen hien t'ong k'ao.
 412. Siuan jen.
 413. Siuan kiu.
 414. Siuan-t'ong.
 415. Siun ngan.
 416. Siun ngan che.
 417. Siun tch'a che.
 418. So kouan.
 419. So tchang.
 420. Song.
 421. Song che.
 422. Song Lien.
 423. Song Yuan-zou.
 424. Sou tch'eng.
 425. Sou-tsong.
 426. Sou yuan fa.
 427. Souei.
 428. Souei chou.
 429. Souei-yuan.
 430. Sseu che.
 431. Sseu fa.
 432. Sseu fa hing tcheng kong pao.
 433. Sseu fa hing tcheng kouan yu sseu fa kouan hou siang jen yong pan fa.
 434. Sseu fa hing tcheng pou.
 435. Sseu fa kiang si so
 436. Sseu fa k'iu yu fen houo tsan hing tchang tch'eng

437. Sseu fa k'ong ch'ou.
 438. Sseu fa k'ong pao.
 439. Sseu fa kouan chen tch'a wei yuan hou-ei kouei tso.
 440. Sseu fa kouan houei pi pan fa.
 441. Sseu fa kouan jen yong hien hing pan fa.
 442. Sseu fa kouan jen yong hou-ei pi pan fa.
 443. Sseu fa kouan jen yong k'ao che tsan hing tchang tch'eng
 444. Sseu fa kouan jen yong tsan hing pia o tchouen.
 445. Sseu fa kouan k'ao che ling.
 446. Sseu fa kouan kouan fong tiao li.
 447. Sseu fa kouan lin che siu pou pan fa.
 448. Sseu fa kouan siu pou ki chen tch'a tseu ko tch'eng ki pan fa.
 449. Sseu fa kouan tch'eng ki chen tch'a wei yuan houei.
 450. Sseu fa kouan tch'ou che ki ko jen yuan hio si kouei tso.
 451. Sseu fa kouan tseu ko chen tch'a wei yuan houei.
 452. Sseu fa li kouei.
 453. Sseu fa pou.
 454. Sseu fa tch'e-ou pei tch'ou.
 455. Sseu fa tch'e-ou pei tch'ou tchang.
 456. Sseu fa tch'ou chen ip'an kouan hio si kouei tso.
 457. Sseu fa tch'ou ts'ai kouan.
 458. Sseu fa tch'ou ts'ai kouan tchang tch'eng
 459. Sseu fa t'ing.
 460. Sseu fa wei yuan.
 461. Sseu fa wei yuan houei.
 462. Sseu fa yuan.
 463. Sseu fa yuan kong pao.
 464. Sseu fou.
 465. Sseu k'eu.
 466. Sseu k'eu ts'an kiun.
 467. Sseu k'eu yuan.
 468. Sseu kieou.
 469. Sseu li t'ai.
 470. Sseu li yuan.
 471. Sseu li ts'an kiun.
 472. Sseu tchang.
 473. Sseu tche.
 474. Sseu tche t'ing.
 475. Sseu tcheng.
 476. Sseu t'ou.
- T**
477. Ta fou.
 478. Ta li.
 479. Ta li sseu.
 480. Ta li sseu k'ing.
 481. Ta li yuan.
 482. Ta li yuan k'ing.
 483. Ta li yuan kong pao.
 484. Ta li yuan kouan tche.
 485. Ta sseu k'eu.
 486. Ta sseu t'ou.
 487. Ta tchong tcheng.
 488. Ta tchong tcheng fou.
 489. Ta-tou.
 490. Ta tsai.
 491. Ta Ts'ing houei tien.
 492. Ta tsong fou.
 493. Ta tsong t'ong.
 494. Ta yu kiao koua.
 495. Ta yu tsong tcheng.
 496. T'ai hio.
 497. T'ai-ting.
 498. T'ai-tsong.
 499. T'ai-tsou.
 500. T'an houa.
 501. T'ang.
 502. Tao.
 503. Tcha lou hou tch'e.
 504. Tchang.
 505. Tchang-souen Wou-ki.
 506. Tchang T'ing-yu.
 507. Tchang-tsong.
 508. Tchang wou ts'eu tchang.
 509. Tch'ao chen.
 510. Tch'ao k'ao.
 511. Tche fa.
 512. Tche fou.
 513. Tche fou yuan kouei.
 514. Tche hien.
 515. Tche kin.
 516. Tche-li.
 517. Tche li tcheou tcheou t'ong.
 518. Tche ling.
 519. Tche tcheou.
 520. Tche-tsong.
 521. Tche yen ki kien.
 522. Tche yu che.
 523. Tche yuan.
 524. Tchen-tsong.
 525. Tcheng.
 526. Tch'eng a. b.
 527. Tcheng che che jen.
 528. Tcheng che t'ang.
 529. Tch'eng chen yuan.
 530. Tch'eng chen yuan k'ao che tsan hing tiao li.
 531. Tcheng Cheou.
 532. Tch'eng Chou-to.
 533. Tcheng fou sseu.
 534. Tch'eng K'ium.
 535. Tch'eng Kou-yuan.
 536. Tcheng lou p'in.
 537. Tcheng Pao-houa.
 538. Tche'ng Tsi.
 539. Tch'eng tsien t'ing yuan pan fa.
 540. Tcheng-tsou.
 541. Tcheng wou ts'eu tchang.
 542. Tcheng yin kouan.
 543. Tcheou.
 544. Tcheou li.
 545. Tcheou li Tcheng tchou.
 546. Tcheou mou.
 547. Tcheou p'an.
 548. Tcheou Pei.
 549. Tcheou t'ong.
 550. Tcheou Tong-po.
 551. Tcho-kiang.
 552. Tchong chou.
 553. Tchong chou che jen.
 554. Tchong chou cheng.
 555. Tchong chou k'o.
 556. Tchong houa chou kiu.
 557. Tchong houa fa hio tsai tche.

558. Tchong houa
min kouo fa
kouei houei
pien.
559. Tchong houa
min kouo hien
hing fa kouei
ta ts'uan.
560. Tchong houa
min kouo lou
fa li yeou
p'an kiai hou-
ei pien.
561. Tch'ong K'ing.
562. Tchong kouo
fa liu fa ta
che.
563. Tchong kouo
fa liu sseu
siang fa ta
che.
564. Tchong kouo
fa tche che.
565. Tchong kouo
k'ao che tche
tou yen kieou.
566. Tchong kouo
kou tai sou
song fa.
567. Tchong si
kouei che je
li.
568. Tchong Tch'-
eng.
569. Tchong tcheng
fou.
570. Tchong tou
kouan ts'ao.
571. Tchong-tsong.
572. Tchong yang
tcheng tche
houei yi.
573. Tchou che.
574. Tchou Cheou-
pieng.
575. Tchou jen
chou ki kouan.
576. Tchou jen
t'ouei che
577. Tch'ou ki chen
p'an t'ing.
578. Tch'ou ki kien
tch'a t'ing.
579. Tchou pou.
580. Tchouang yu-
an.
581. Tchouen kin
tche tch'an.
582. Teng ki.
583. Ti eul t'o k'iu
ti fang fa
yuan.
584. T'i fa che.
585. Ti fang chen
kien t'ing fa
kouan yuan
k'iu siu pou
kouei tso.
586. Ti fang chen
p'an t'ing.
587. T'i hing ngan
tch'a sseu.
588. T'i hing sseu.
589. T'i-jen.
590. T'i tien hing
yu.
591. Ti yi kiai
sseu fa kouan
k'ao che ki ko
jen yuan kou-
ei jou sseu fa
kouan jen
yong hien
hing pan fa.
592. Ti yi t'o k'iu
ti fang fa
yuan.
593. Tien che fa.
594. Tien che wei
yuan.
595. Tien che wei
yuan tcheng.
596. T'ien-pao.
597. Tien pou.
598. T'ien tseu siun
cheou.
599. T'ing a. b.
600. T'ing che fa
tcheng k'o ko
cheng kai tsie-
ou fa kouan
pan fa.
601. T'ing sin.
602. T'ing tchang.
603. T'ing tch'eng.
604. T'ing t'ong.
605. T'ing wei.
606. T'ing Yuan-
p'ou.
607. T'o jen.
608. To-louen.
609. To-tsong.
610. Tong cheng.
611. Tong cheng
t'o pie k'iu yu
chen p'an
t'ing ki kien
tch'a t'ing.
612. T'ong p'an.
613. Tong tch'ang.
614. T'ong tche sin
min tch'ou
ts'ai kouan.
615. T'ong tcheng
che sseu.
616. T'ong tsin che
tch'ou cheng.
617. T'ong wou fa
hio tsa tche.
618. T'ou.
619. Tou fou.
620. Tou tch'a
yuan.
621. Tou t'ong.
622. Tou yeou.
623. Tou yu che.
624. Touan che
kouan.
625. Touan lien
che.
626. Touan tch'eng.
627. T'ouei che.
628. T'ouei che
kien tch'a
kouan jen
yong tseu ko
chen tch'a pan
fa kouei tso.
629. T'ouei che
tchang.
630. T'ouei k'an
kouan.
631. T'ouei kouan.
632. Touei Sseu.
633. T'ouei tche
kouan.
634. T'ouei tch'eng.
635. Tsai che tien
che wei yuan
houei.
636. Ts'an che.
637. Ts'ao Fong-
siao.
638. Tsei ts'ao.
639. T'sei ts'ao
yuan che.
640. Tseng - kouo-
fang.
641. Tseng lou che.
642. Tseng pa che
yen.
643. Tseng pa sseu
fa jen yuan
kouei tso.
644. Tseng pa sseu
fa jen yuan
wei yuan hou-
ei.
645. Tseng pa t'o
tchong sseu fa
jen yuan wei
yuan houei
tchang tch'eng
646. Tseng pie.
647. Tseng pie
chen tch'a.
648. Tseng siu ho
ko.
649. Tseng Ting-
jen.
650. Tseng ting
sseu fa kouan
houei pi pan
fa.
651. Tseou yu.
652. Ts'eu che.
653. Ts'eu hio kien
mou k'o.
654. Ts'eu hio k'o.
655. Ts'eu yuan.
656. Tsi.
657. Tsi hien yuan.
658. **Tsie tou che.**
659. Tsien chou.
660. Tsien Han.
661. Tsien Han
chou.
662. Tsien jen.
663. Tsien jen fa
kouan siu pou
pan fa.
664. Tsien jen fa
tseu ko.
665. Tsien pou.
666. Tsien tseou.
667. Ts'ieou chen.
668. Ts'in.
669. Ts'in.
670. Tsin che.

671. Ts'ing.
672. Ts'ing che
tch'ouan yao.
673. Ts'ing tai
t'ong che.
674. Ts'ing tch'ao
wen hien t'ong
k'ao.
675. Ts'iuan siu
kiu.
676. Ts'iuan siu
pou.
677. Tso.
678. Tso Hiong.
679. Ts'o louen.
680. Tso pou.
681. Tso sseu.
682. Tso tch'eng.
683. Tso Tchong-
t'ang.
684. Ts'o wen.
685. Tsong kien
tch'a t'ing.
686. Tsong kien
tch'a t'ing
tch'eng.
687. Tsong sseu
tche.
688. Tsong tcheng
fou.
689. Tsong wou
sseu ti yi k'o.
690. Tsouei kao fa
yuan.
691. Touei kao fa
yuan kong
pao.
692. Tsouei kao fa
yuan tso u
tche fa.
- W**
693. Wang Che-
tche.
694. Wang K'in-jo.
695. Wei a. b.
696. Wei jen.
697. Wei jou lieou.
698. Wei Yu.
699. Wen.
700. Wen hio.
701. Wen king
touei tso
702. Wen kouan.
703. Wen kouan
tch'ou.
704. Wen lou t'ang.
705. Wen san kou-
an.
706. Wen tseu
kouan.
707. Wou.
708. Wou King-
hiong.
709. Wou kiuen
hien fa ta
kang.
710. Wou san
kouan.
711. Wou sieou
t'ang.
712. Wou tseu
kouan.
713. Wou nien wen
kouan kao
teng k'ao che
fa liu k'o fen
pou jen yuan
kouei jou sseu
fa kouan jen
yong hien
hing pan fa.
- Y**
714. Yang.
715. Yang Che-k'i.
716. Yang Hong-
lie.
717. Yang Kong-ta.
718. Yang Wan.
719. Yao.
720. Ye tch'eng
chan kouan.
721. Yen-k'ang.
722. Yen-sieou.
723. Yeou kong.
724. Yeou sseu.
725. Yeou tch'eng.
726. Yin.
727. Ying k'ao jen
t'i ko kien yen
tcheng chen
tch'a kouei
tso.
728. Ying-tsong.
729. Yo fa.
730. Yong-lo.
731. Yong tcheng.
732. Yu che.
733. Yu che t'ai.
734. Yu k'o.
735. Yu tsien houei
chen.
736. Yuan a. b.
737. Yuan Che-
k'ai.
738. Yuan chen.
739. Yuan-cho.
740. Yuan-fong.
741. Yuan-kouang.
742. Yuan tchang.
743. Yuan wei
lang.
744. Yun-nan.

INDEX B.

- C -

- 1 察哈爾
- 2 善良方正
- 3 商
- 4 尚書
- 5 尚書省
- 6 尚書古今文注疏
- 7 上海
- 8 上都
- 9 紹興
- 10 紹興師爺
11. a 士 b. 史 c. 市 d. 社
e. 始 f. 詩 g. 咨
- 12 試署
- 13 嗇夫
- 14 實任
- 15 社長
- 16 世宗
- 17 事務主任
- 18 師爺
- 19 侍御史
- 20 審刑院
- 21 審計院
- 22 沈家本
- 23 審檢所
- 24 神農
- 25 審判官
- 26 審判廳
- 27 陝西
- 28 審查法官資格及
成績辦法
- 29 神宗
- 30 省
- 31 聖主
- 32 守
- 33 首席檢察官
- 34 蜀
- 35 書記
- 36 庶吉士
- 37 署理
- 38 書辦
- 39 爽鳩氏
- 40 癖

- 41 順天府
- E -
- 42 二千擔曹
- F -
- 43 法
- 44 法官
- 45 法官升轉辦法
- 46 法官升轉委員會
- 47 法官分發章程
- 48 法官訓練所
- 49 法官訓練所同學會
- 50 法官考試施行細則
- 51 法官考試任用章程
- 52 法官考試令
- 53 法官及其他司法人
員資格審查辦法
- 54 法令週刊
- 55 法律學堂畢業學
員改用法官辦法
- 56 法律館
- 57 法律館纂修
- 58 法律評論
- 59 法部
- 60 法制局
- 61 法制週報
- 62 法曹參軍
- 63 法曹參軍事
- 64 法院
- 65 法院編制法
- 66 法院組織法
- 67 法院組織法論
- 68 法院組織法釋義
- 69 藩司
- 70 范曄
- 71 訪廉司
- 72 防禦使
- 73 分廳
- 74 分院
- 75 a 府 b 賦
- 76 伏羲
- 77 府教授
- 78 府經
- 79 府推官

- 80 府尹
- H -
- 81 漢
- 82 翰林
- 83 翰林學士
- 84 翰林院
- 85 韓愈
- 86 後漢
- 87 後漢書
- 88 候選
- 89 夏
- 90 孝
- 91 孝宗
- 92 孝廉
- 93 孝悌力田
- 94 縣
- 95 憲法
- 96 縣法院
- 97 現刑律
- 98 現任法官訓練計
劃大綱
- 99 現任公務員甄別
審查條例
- 100 縣令
- 101 縣司法公署組織
章程
- 102 縣司法處
- 103 縣司法處組織
暫行條例
- 104 縣司法委員
- 105 縣長
- 106 縣知事
- 107 憲政
- 108 憲政編查館
- 109 獻宗
- 110 刑事審判實務
- 111 刑事科
- 112 刑事庭
- 113 行人
- 114 行人司
- 115 刑官
- 116 刑部
- 117 刑部尚書

- 118 刑部侍郎
- 119 行政法大綱
- 120 行政法院
- 121 行政訴訟法
- 122 行政院
- 123 行中書省
- 124 刑廳
- 125 行走
- 126 行臺
- 127 學部
- 128 學習
- 129 學習主事
- 130 學政
- 131 學務主任
- 132 徐朝陽
- 133 玄宗
- 134 訓令
- 135 訓政時期約法
- 136 訓育主任
- 137 和
- 138 河南
- 139 河南縣法院處務
暫行規程
- 140 河南高等法院暫行
組織條例
- 141 河南各縣法院暫行
處務規則
- 142 宏詞
- 143 桓
- 144 皇慶
- 145 皇帝
- 146 惠
- 147 惠宗
- 148 會文堂
- 149 湖南
- 150 湖南高等法院暫行
組織大綱
- 151 湖北
- 152 湖北各縣司法委員
任用暫行辦法
- 153 湖北各縣承審員任
用審查規則

- J -

154. 熱河
 155. 人才
 156. 仁宗
 157. 儒士
 - K -
 158. 開封府
 159. 堪任將率
 160. 幹辦官
 161. 甘肅
 162. 甘肅各縣司法公署審判官主任書記官及各縣管獄員看守官任用暫行標準
 163. 康熙
 164. 康寶忠
 165. 康有為
 166. 考試法
 167. 考試院
 168. 考選
 169. 考選法規輯要
 170. 考選委員會
 171. 高等審判分廳
 172. 高等審判廳
 173. 高等法院
 174. 高等考試及格人員發給規則
 175. 高等考試檢定考試
 176. 高等考試司法官考試及格人員學習規則
 177. 高等考試司法官律師考試條例
 178. 高等檢察分廳
 179. 高等檢察廳
 180. 考績合格
 181. 高宗
 182. 高宗敕
 183. 高祖
 184. 給事中
 185. 給事中
 186. 耆民
 187. 家法
 188. 江蘇
 189. 江蘇高等法院第二分院
 190. 江蘇高等法院第三分院
 191. 江蘇各縣承審員任用及獎懲暫行辦法
 192. 教令
 193. 教諭
 194. 怯薛軍站
 195. 監試法
 196. 監試委員
 197. 簡署
 198. 檢法
 199. 檢法官
 200. 簡任
 201. 簡任法官資格
 202. 揀選
 203. 檢討
 204. 監察使
 205. 檢察署
 206. 檢察官
 207. 檢察長
 208. 檢察處
 209. 檢察廳
 210. 檢察廳長
 211. 監察委員
 212. 監察御史
 213. 監察院
 214. 監督推事
 215. 建文
 216. 簡易庭
 217. 九卿
 218. 九卿會審
 219. 九卿參議
 220. 九品官人法
 221. 糾察刑獄司
 222. 糾察官
 223. 禁 & 金
 224. 金史
 225. 禁治產
 226. 錦衣衛
 227. 經
 228. 京師審判檢察各廳員缺任用升補章程
 229. 京師高等審判廳
 230. 京師高等檢察廳
 231. 京師各級審判檢察廳人員叙補輪次
 232. 景宗
 233. 京外地方審檢廳法官員缺叙補辦法
 234. 經義
 235. 舉
 236. 區
 237. 舉人
 238. 決曹掾史
 239. 郡
 240. 郡守
 241. 軍謀宏遠
 242. 科
 243. 各省法官迴避辦法
 244. 各省法官變通迴避辦法
 245. 各省高等法院院長辦事權限暫行條例
 246. 各省城商埠各級審判檢察廳編制大綱
 247. 各省城商埠各級審判廳等辦事宜
 248. 各縣地方分廳組織法
 249. 科舉
 250. 可以理人
 251. 貢生
 252. 工共
 253. 官伯
 254. 控訴院
 255. 公文程式條例
 256. 公務員任用法
 257. 公務員任用條例
 258. 公務員考績法
 259. 公務員懲戒法
 260. 公務員懲戒委員會
 261. 官
 262. 公務員登記條例
 263. 管歐
 264. 光緒
 265. 光緒朝陳華續錄
 266. 廣東
 267. 貴州
 268. 國
 269. 國民黨
 270. 國民政府
 271. 國民政府考試院第一屆考取法官同年錄
 272. 國民政府考試院組織法
 273. 國民政府公報
 274. 國民政府主席
 275. 國民政府組織法
 276. 國子博士
 277. 國籍法
 278. 郭衛
 - L -
 279. 郎中
 280. 良 & 梁
 281. 梁仁傑
 282. 梁超超
 283. 遼
 284. 遼史
 285. 里
 286. 李嗣京
 287. 立法專刊
 288. 立法院
 289. 立法院秘書處
 290. 立法院編譯處
 291. 理賢舍官
 292. 理賢院
 293. 李鴻章
 294. 禮部
 295. 歷代刑官考
 296. 里正
 297. 內外城地方審判廳
 298. 內外城地方檢察廳
 299. 廉
 300. 廉訪司
 301. 流
 302. 劉法曾
 303. 劉錦藻

- 304 劉毅
 305 臨時法院
 306 臨時約法
 307 林廷琛
 308 令
 309 律博士
 310 路
 311 錄事
 312 a 論 & 輪
 - M -
 313 媒士
 314 門下省
 315 民事審判實務
 316 民事科
 317 民事庭
 318 明
 319 明史
 320 穆
 321 目色
 322 茂才異
 - N -
 323 南京
 324 南面分司官
 325 南鎮撫使
 326 內閣
 327 內閣中書
 328 按察
 329 按察使
 330 按察刑獄使
 331 臬司
 332 寧夏
 333 寧夏各縣司法委員
 用暫行辦法
 - P -
 334 拔貢
 335 派署
 336 班固
 337 判官
 338 幫審員
 339 榜眼
 340 彭玉麟
 341 保和
 342 保舉
 343 寶應
 344 北鎮撫司
 345 北京
 346 本科
 347 比較憲法
 348 編修
 349 品
 350 評事
 351 聘書
 352 聘任
 353 博士弟子
 354 博學宏詞
 355 博學宏詞科
 356 白龍氏
 357 白鵬飛
 358 博通墳典
 359 北齊
 360 白雲氏
 361 補送審查辦法
 362 普通檢定考試
 - S -
 363 三法司
 364 三公
 365 三公曹尚書
 366 散館
 367 三國志
 368 三老
 369 三民主義
 370 三司受事
 371 三司推事
 372 散州州同
 373 西水
 374 西大
 375 熙寧
 376 西廠
 377 鄉
 378 詳刑官
 379 稟校委員
 380 詳明政術
 381 詳議官
 382 鄉約
 383 少昊
 384 小司寇
 385 小司徒
 386 小中正
 387 小宰
 388 蕭一山
 389 謝冠生
 390 謝瀛洲
 391 修正縣知事兼理
 司法事務暫行條例
 392 修正行政訴訟法
 393 修正考試法施行
 細則
 394 修正高等考試司
 法官考試條例
 395 修正檢定考試規
 程
 396 修正京外地方審檢
 廳法官員缺叙補
 辦法
 397 修正公務員任用法
 398 修正司法院法官訓
 練所組織條例
 399 修正典試規則
 400 修訂法律館
 401 秀才
 402 秀才異
 403 修纂
 404 新刑律
 405 新刑律匯覽
 406 新疆
 407 新民諸才官
 408 新唐書
 409 叙補
 410 徐桐
 411 續清朝文獻通考
 412 選人
 413 選舉
 414 宣統
 415 巡按
 416 巡按使
 417 巡察使
 418 所官
 419 所長
 420 宋
 421 宋史
 422 宋廉
 423 宋淵如
 424 速成
 425 肅宗
 426 訴願法
 427 隋
 428 隋書
 429 宋遠
 430 司市
 431 司法
 432 司法行政公報
 433 司法行政官與司法官
 互相任用辦法
 434 司法行政部
 435 司法講習所
 436 司法區域分割暫行
 章程
 437 司法公署
 438 司法公報
 439 司法官審查委員會規
 則
 440 司法官迴避辦法
 441 司法官任用現行辦法
 442 司法官任用迴避辦法
 443 司法官任用考試暫行
 章程
 444 司法官任用暫行標準
 445 司法官考試令
 446 司法官官俸條例
 447 司法官臨時叙補
 辦法
 448 司法官叙補及審查
 資格成績辦法
 449 司法官成績審查委
 員會
 450 司法官初試及格人
 員學習規則
 451 司法官資格審查委
 員會
 452 司法例規
 453 司法部
 454 司法籌備處
 455 司法籌備處長
 456 司法處審判官學習
 規則
 457 司法儲才官
 458 司法儲才官章程

459.司法廳
460.司法委員
461.司法委員會
462.司法院
463.司法院公報
464.寺副
465.司寇
466.司寇參軍
467.司寇院
468.司救
469.司隸台
470.司理院
471.司路參軍
472.司長
473.司直
474.司直廳
475.寺正
476.司徒
- T -
477.大夫
478.大理
479.大理寺
480.大理寺卿
481.大理院
482.大理院卿
483.大理院公報
484.大理院官制
485.大司寇
486.大司徒
487.大中正
488.大中正府
489.大都
490.大宰
491.大清會典
492.大宗府
493.大總統
494.達於教化
495.達於從政
496.太學
497.太定
498.太宗
499.太祖
500.探花
501.唐

502.道
503.扎魯思赤
504.章
505.長孫無忌
506.張廷玉
507.章宗
508.常務次長
509.朝審
510.朝考
511.知法
512.知府
513.冊府元龜
514.知縣
515.制舉
516.直隸
517.直隸州州同
518.指令
519.知州
520.哲宗
521.直言極諫
522.滯獄使
523.知院
524.真宗
525.正
526. a. 成 8. 丞
527.政事舍人
528.政事堂
529.承審員
530.承審員考試暫行
條例
531.陳壽
532.程樹德
533.鎮撫司
534.陳羣
535.陳顧遠
536.正六品
537.鄭保華
538.陳濟
539.呈薦廳員辦法
540.成祖
541.政務次長
542.政印官
543.周
544.周禮

445.周禮鄭注
546.州牧
547.州判
548.周培璣
549.州同
550.周東白
551.浙江
552.中書
553.中書舍人
554.中書省
555.中書科
556.中華書局
557.中華法學雜誌
558.中華民國法規彙編
559.中華民國現行法規
大全
560.中華民國六法理由
判解彙編
561.重慶
562.中國法律發達史
563.中國法律思想發
達史
564.中國法制史
565.中國考試制度研究
566.中國古代訴訟法
- 567.中西回史日曆
568.中丞
569.中正府
570.中都官曹
571.中宗
572.中央政治會議
573.主事
574.朱壽朋
575.主任書記官
576.主任推事
577.初級審判廳
578.初級檢察廳
579.主簿
580.狀元
581.准禁治產
582.登記
583.第二特區地方法院
584.提法使
585.地方審檢廳法官

缺額補規則
586.地方審判廳
587.提刑按察司
588.提刑司
589.胥吏仁
590.提點刑獄
591.第一屆司法官考試及
格人員歸入司法官任
用現行辦法
592.第一特區地方法院
593.典試法
594.典試委員
595.典試委員長
596.天寶
597.典簿
598.天巡守
599. a. 廳 8. 庭
600.庭試法政科各生
改就法官辦法
601.庭訊
602.庭長
603.廳丞
604.廳同
605.庭尉
606.丁元普
607.特任
608.多倫
609.德宗
610.東省
611.東省特別區域審判
廳及檢察廳
612.通判
613.東廠
614.同澤新民儲蓄館
615.通政使司
616.同進士出身
617.東吳法學雜誌
618.徒
619.督撫
620.都察院
621.都統
622.督郵
623.都御史
624.斷事官

625.圖練文

626.監御史

627.推事

628.推事檢察官任用資格
審查辦法規則

629.推事長

630.推事官

631.推官

632.退思

633.推直官

634.推丞

635.再試典試委員會

636.參事

637.曹鳳簫

638.臧成曹

639.臧成曹掾史

640.曾國藩

641.甄錄試

642.甄拔試馬驗

643.甄拔司法人員規則

644.甄拔司法人員委員會

645.甄拔特種司法人員
委員會章程

646.甄別

647.甄別審查

648.甄別合格

649.鄧定人

650.增訂司法官迴避
辦法

651.奏獄

652.刺史

653.詞學兼茂科

654.詞學科

655.詞源

656.齊

657.集賢院

658.節度使

659.薦署

660.前漢書

661.前漢書

662.薦任

663.薦任法官及補辦

664.薦任法官資格

665.薦補

666.賤奏

667.秋審

668.晉

669.秦

670.進士

671.清

672.清史纂要

673.清代通史

674.清朝文獻通考

675.銓叙局

676.銓叙部

677.佐

678.左雄

679.策論

680.酌補

681.左寺

682.左丞

683.左宗棠

684.策問

685.總檢察廳

686.總檢察廳丞

687.總司直

688.宗正府

689.總務司第一科

690.最高法院

691.最高法院公報

692.最高法院組織法

- W -

693.王世杰

694.王欽若

695.魏也衡

696.委任

697.未入流

698.渭呂(呂渭)

699.文

700.文學

701.問經對策

702.文官

703.文官處

704.文祿堂

705.文散官

706.文資官

707.武

708.吳經熊

709.五權憲法大綱

710.武散官

711.五繡堂

712.武資官

713.五年文官高等考試

法律科分部人員歸

入司法官任用現行

辦法

- Y -

714.楊

715.楊士奇

716.楊鴻烈

717.楊公達

718.楊綰

719.堯

720.冶城山館

721.延康

722.延祐

723.優貢

724.右寺

725.右丞

726.殷

727.應考人體格檢

驗証審查規則

728.英宗

729.約法

730.永樂

731.雍正

732.御史

733.御史台

734.預科

735.御前會審

736.元也院

737.袁世凱

738.圖審

739.元朔

740.元豐

741.元光

742.院長

743.員外郎

744.雲南

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages français

- J. BARTHÉLÉMY : *Le Gouvernement de la France*, Paris, 1925.
J. BARTHÉLÉMY et P. DUEZ : *Traité de droit constitutionnel*, Paris, 1933.
P. CUCHE : *Précis de procédure civile et commerciale*, Paris, 1934.
M. DEHESDIA : *Etudes sur le recrutement et l'avancement des magistrats*, Paris, 1908.
J. ESCARRA : 1) *La Chine : Passé et présent*, Paris, 1937.
2) *Le droit chinois*, Pékin-Paris, 1936.
G. GEORGIN : *Le statut des fonctionnaires : l'avancement, son organisation, ses garanties*, Paris, 1912.
M. GRANET : *La civilisation chinoise*, Paris, 1929.
P. LALLEMAND : *Le recrutement des juges*, Paris, 1936.
LÉVY-ULLMANN : *Droit civil comparé, tradition juridique anglaise*, Paris, 1935 (Cours).
OLIVIER-MARTIN : *Petit précis d'histoire du droit*, Paris, 1938.
RATCHNEVSKY : *Un code des Yuan*, Paris, 1937.
REGNAULT : *Les justices royales de droit commun de 1610 à 1789*, Paris, 1938 (Cours).
R. DES ROTOURS : *Le traité des examens — traduit de la nouvelle histoire des T'ang*, Paris, 1932.
L. ROLLAND : *Précis de droit administratif*, Paris, 1938.
SONG YUAN-ZOU : *Le mouvement de la constitution chinoise*, Nancy, 1935.
F. THERY : *La loi de 1932 sur l'organisation des Cours*, Tien-Tsin, 1923.
TSOH SEN-CHIA : *Etude générale sur les procédés de recrutement et d'avancement des fonctionnaires publics en France*, thèse Lyon, 1935.
WEI YU : *Le statut des fonctionnaires en Chine depuis la Révolution de 1926 à nos jours*, thèse Nancy, 1937.
WU (F. E.) : *La nouvelle Chine et le Gouvernement National*, thèse Paris, 1927.
G. JEZE : *Le statut des fonctionnaires publics*, Paris, 1929 (Cours).

Ouvrages chinois

- CHEN KIA-PEN : *Li tai hing kouan k'ao* (Histoire des magistrats des dynasties), imprimé par le bureau de la codification des lois, *Sieou ting fa liu kouan*.
Fa kouan hiun lien so t'ong hio houei (Association des étudiants de l'Ecole des magistrats) : *Kouo mîn tcheng fou k'ao che yuan ti yi*

- kiai k'ao ts'iu fa kouan t'ong nien lou* (Recueil des règlements relatifs à l'examen pour l'entrée dans la magistrature, à l'Ecole des magistrats ; listes des noms des examinateurs, des professeurs de l'Ecole des magistrats, etc.), Nankin, 1932.
- FAN YI : *Heou Han chou* (Histoire des Heou Han), *Tchong houa chou kiu*, Changhaï, 1923.
- K'ANG PAO-TCHONG : *Tchong kouo fa tche che* (Histoire du Droit chinois), Pékin.
- KAO TSONG-TCH'É : *Ts'ing tch'ao wen hien t'ong k'ao* (Recueil des documents historiques de la dynastie des Ts'ing), Comm. Press. Ltd., Changhaï, 1933.
- LEANG JEN-KIE : *Fa yuan tsou tche fa* (Loi sur l'organisation des Cours), (pratique), Comm. Press. Ltd., Changhaï, 1938.
- LIEOU FA-TSENG : *Ts'ing che tchouan yao* (Résumé de l'histoire des Ts'ing), *Tchong houa chou kiu*, Changhaï, 1925.
- LIEOU KIN-TSAO : *Siu Ts'ing tch'ao wen hien t'ong k'ao* (Supplément au recueil des documents historiques de la dynastie des Ts'ing), Comm. Press. Ltd., Changhaï, 1933.
- LIN T'ING-TCH'ENG : *Fa yuan tsou tche fa louen* (Etude sur la loi d'organisation des Cours), Changhaï, 1937.
- NGEOU-YANG SIEOU : *Sin T'ang chou* (Nouvelle histoire des T'ang), *Tchong houa chou kiu*, Changhaï, 1923.
- PAN-KOU : *Tsien Han chou* (Histoire des Tsien Han), Changhaï, 1923.
- PO P'ENG-FEI : *Hing tcheng fa ta kang* (Résumé de droit administratif), Pékin, 1922.
- SIAO YI-CHAN : *Ts'ing tai t'ong che* (Histoire générale de la dynastie des Ts'ing), Comm. Press. Ltd., Changhaï, 1935.
- SIE YING-TCHEOU : *Wou kiuen hien fa ta kang* (Résumé de la Constitution des cinq pouvoirs), Pékin, 1928.
- SIU TCH'AO-YANG : *Tchong kouo kou tai sou song fa* (Le droit de la procédure dans la Chine ancienne), Changhaï, 1927.
- SIU T'ONG : *Ta Ts'ing houei tien* (Les codes des Ts'ing), Comm. Press. Ltd., Changhaï, 1908.
- SONG LIEN : *Yuan che* (Histoire des Yuan), *Tchong houa chou kiu*, Changhaï, 1923.
- Sseu fa tch'ou ts'ai kouan : Sseu fa tch'ou ts'ai kouan tchang tch'eng* (Règlement sur l'Ecole des magistrats appelée *Sseu fa tch'ou ts'ai kouan*), Pékin, 1926.
- TCHANG-SOUEU WOU-KI : *Souei chou* (Histoire des Souei), *Tchong houa chou kiu*, Changhaï, 1923.
- TCH'ENG CHEOU : *San kouo tche* (Histoire des trois Royaumes, Wei, Chou, Wou), *Tchong koua chou kiu*, Changhaï, 1923.
- TCH'ENG CHOU-TO : *Tchong kouo fa tche che* (Histoire du droit chinois), Changhaï, 1930.
- TCH'ENG KOU-YUAN : *Tchong kouo fa tche che* (Histoire du droit chinois), Comm. Press. Ltd., Changhaï, 1935.
- TCHENG PAO-HOUA : *Fa yuan tsou tche fa tche yi* (Commentaire de la loi d'organisation des Cours), Changhaï, 1937.
- TCHEOU TONG-PO : *Sin hing liu houei lan* (Vue générale du code pénal publié à la fin des Ts'ing), Changhaï, 1927.
- TCHOU CHEOU-P'ENG : *Kouang-siu tch'ao tong houa siu lou* (Recueil des décrets et des propositions des grands personnages de la dynastie de Kouang-siu).
- TING YUAN-P'OU : *Tchong kouo fa tche che* (Histoire du droit chinois), Changhaï, 1930.

- T'Ō-T'Ō : 1) *Song che* (Histoire des Song), *T'chong houa chou kiu*, Changhaï, 1923.
 2) *Leao Che* (Histoire des Leao), *T'chong houa chou kiu*, Changhaï, 1923.
 3) *Kin che* (Histoire des Kin), *T'chong houa chou kiu*, Changhaï, 1923.
 TSENG T'ING-JEN : *T'chong kouo k'ao che tche tou yen kieou* (Recherches sur le système des examens en Chine), Changhaï, 1929.
 WANG CHE TCHE : *Pi kiao hien fa* (Le droit constitutionnel comparé), Comm. Press. Ltd., Changhaï, 1929.
 WANG K'IN-JO : *Tch'e fou yuan kouei* (Recueil des documents historiques de toutes les dynasties jusqu'à celle des Song), révisé par Li Che-kin, *Wou sieou t'ang*.
Wen lou t'ang : *Tcheou li Tcheng tchou* (Le système des Tcheou avec le commentaire de Tcheng), *Wen lou t'ang*.
 YANG HONG-LIE : *T'chong kouo fa liu fa ta che* (Histoire du développement du Droit chinois), Comm. Press. Ltd., Changhaï, 1933.
Ye tcheng chan kouan : *Chang chou kou kin wen tchou chou* (Commentaire sur le *Chang chou*), 1815.

Articles spéciaux

- KI TCHE : 1) *Réflexions sur la proposition de M. Kouan Ngeou au sujet de « l'augmentation du traitement des magistrats »*, *Fa tche tcheou pao* (Revue hebdomadaire), N° 32, 6 août 1924, Nankin, pp. 5-6.
 2) *Observations sur la réforme du traitement des magistrats*, même revue, N° 2, 15 janvier 1924, pp. 1-2.
 3) *Commentaires sur la réforme de l'article 16 concernant l'application de la loi sur la nomination des fonctionnaires*, même revue, N° 32, 6 août 1924, pp. 1-4.
 KOUAN NGEOU : 1) *L'augmentation du traitement des magistrats*, *Fa tche tcheou pao*, N° 29, 16 juillet 1924, pp. 1-6 et N° 30, 23 juillet 1924, pp. 1-7.
 2) *La garantie des magistrats*, même revue, N° 31, 30 juillet 1924, pp. 1-4.
 TCHEOU P'EI-KI : *Discussion sur la proposition de M. Kouan Ngeou au sujet de « L'augmentation du traitement des magistrats »*, *Fa tche tcheou pao*, N° 32, 6 août 1924, pp. 5-6.
 TOUEI SSEU : 1) *Le commencement de la réforme judiciaire sur le recrutement des magistrats*, *Fa tche tcheou pao*, N° 51, 17 décembre 1923, pp. 1-7.
 2) *Mesures préliminaires concernant l'application de la loi organique des Cours*, même revue, N° 52, 24 décembre 1923, pp. 7-12.

Recueils juridiques chinois

- Comm. Press. Ltd. : *T'chong houa min kouo hien hing fa kouei ta ts'iu'an* (Recueil des lois et des règlements de la République chinoise), Changhaï, 1933.
K'ao che yuan : *K'ao siuan fa kouei tsi yao* (Recueil des règlements concernant les examens et le recrutement), Nankin, 1935.
Kouo Wei : *Hing tcheng fa ling ta ts'iu'an* (Recueil des lois et des décrets administratifs), 2 volumes, Changhaï, 1933.

- Sseu fa pou* : 1° *Sseu fa li kouei* (Recueil des lois, décrets, arrêtés, etc.), 2 volumes, Pékin, 1922.
 2° Premier supplément, Pékin, 1924.
 3° Deuxième supplément, Pékin, 1925.
 4° Troisième supplément, Pékin, 1926.
 5° Quatrième supplément, Pékin, 1927.
- Sseu fa yuan* : 1° *Sseu fa li kouei*, Nankin, 1931.
 2° *Sseu fa li kouei*, Nankin, 1936.
- Li fa yuan pi chou tch'ou* (Secrétariat du *Yuan* législatif) : *Li fa tch'ouan k'an* (Bulletin législatif), Changhaï.
- Li fa yuan pien yi tch'ou* (Bureau de rédaction et de traduction du *Yuan* législatif) : *Tchong houa min kouo fa kouei houei pien* (Recueil des lois et des règlements de la République chinoise), Changhaï, 1923.

Périodiques

- Fa ling tcheou k'an* (Revue hebdomadaire des lois et des décrets), *Houei wen t'ang*, Changhaï.
- Fa liu p'ing louen* (Revue critique des lois), Pékin et Nankin.
- Fa tche theou pao* (Revue de la justice), l'Ecole des magistrats appelée *Fa kouan hiun lien so*, Nankin.
- Kouo min tcheng fou kong pao* (Journal Officiel du Gouvernement National), Nankin.
- Sseu fa hing tcheng pou kong pao* (Journal Officiel du Ministère de la justice), Nankin.
- Sseu fa kong pao* (Journal Officiel du *Yuan* de la justice), Nankin.
- Sseu fa yuan kong pao* (Journal Officiel du *Yuan* de la justice), Nankin. Il remplaça le *Sseu fa kong pao* du 31 décembre 1931 au 5 novembre 1934.
- Ta li yuan kong pao* (Journal Officiel de la Cour suprême de Pékin), 1926.
- Tchong houa fa hio tsa tche*, Editée par M. Sie Kouan-cheng, depuis 1930, à Nankin. Mensuelle.
- Tsouei kao fa yuan kong pao* (Journal Officiel de la Cour suprême de Nankin), 1928-1929.
- Tong wou fa hio tsa tche* (Publications de l'Université Tong wou), Changhaï.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	5
INTRODUCTION. — Aperçu historique (Des origines à la réforme judiciaire de 1906)	7
Section I. — Organisation judiciaire	8
Section II. — Mode de recrutement	23
CHAPITRE I. — Notions générales sur l'organisation judiciaire à dater de la réforme de 1906	41
Section I. — Cour suprême	47
Section II. — Cours supérieures	51
Section III. — Cours locales	56
Section IV. — Cours de premier degré	59
Section V. — Autres organismes judiciaires	62
CHAPITRE II. — Admission dans la magistrature — conditions ..	67
Section I. — De 1906 à 1911	68
Section II. — De 1912 à 1926	78
Section III. — De 1927 à nos jours	90
CHAPITRE III. — De l'examen d'entrée dans la magistrature	108
Section I. — Conditions exigées pour être candidat	109
Section II. — Premier examen	113
Section III. — Stage	121
Section IV. — Deuxième examen	129
Section V. — Examen spécial pour les fonctionnaires judi- ciaires	132
CHAPITRE IV. — De la nomination des magistrats	136
Section I. — Autorité investie du pouvoir de nomination ..	137
Section II. — Conditions imposées au pouvoir de nomination	142
Section III. — Procédure	152
Section IV. — Sanctions des nominations irrégulières	169
CONCLUSION	173
INDEX A	177
INDEX B	185
BIBLIOGRAPHIE	191
TABLE DES MATIÈRES	195

Langres — Imprimerie Moderne
